

Le régime pénitentiaire Belge et la Loi de défense sociale

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 28 mars 1936, à 14 h.

PAR

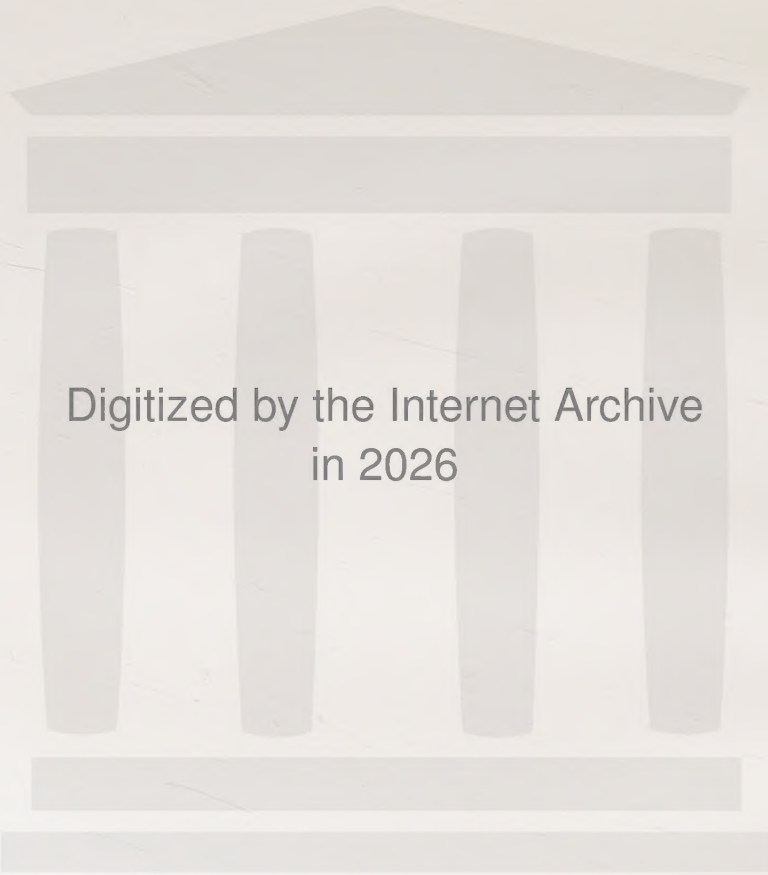
Roger CAHEN

Président : M. HUGUENEY, Professeur.

Suffragants { MM. DONNEDIEU DE VABRES, { *Professeurs*
ESMEIN.

LIBRAIRIE
DU
RECUEIL SIREY
(SOCIÉTÉ ANONYME)
22, Rue Soufflot, PARIS (V^e)

1936



Digitized by the Internet Archive
in 2026

**Le régime pénitentiaire Belge
et la Loi de défense sociale**

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

Le régime pénitentiaire Belge et la Loi de défense sociale

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 28 mars 1936, à 14 h.

PAR

Roger CAHEN

Président : M. HUGUENEY, Professeur.

Suffragants { MM. DONNEDIEU DE VABRES, { *Professeurs*
ESMEIN. }

LIBRAIRIE

DU

RECUEIL SIREY

(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, Rue Soufflot, PARIS (V°)

1936



AVANT-PROPOS

La documentation de ce travail a été faite en grande partie en Belgique, où nous avons pu sur place, recueillir les renseignements dont nous avons besoin, au cours des visites que nous fîmes dans les prisons du Royaume.

C'est pour nous, au seuil de ce modeste travail, un devoir très agréable d'adresser aux éminents professeurs, magistrats, médecins et hauts fonctionnaires de l'Administration Pénitentiaire, nos remerciements les plus chaleureux.

Que Monsieur Léon Cornil, Avocat général à la Cour de Cassation, Professeur à la Faculté de Droit de Bruxelles, Monsieur le Docteur Vervaeck, Directeur du Service d'Anthropologie Pénitentiaire, Monsieur Heyse, Conseiller à la Cour d'appel de Bruxelles, Président de la Commission Psychiatrique de Forest, Monsieur Gevers, Premier substitut du Procureur du Roi à Bruxelles, Monsieur Paul Cornil, Inspecteur des Prisons, Messieurs les Directeurs des Prisons de Forest, Saint-Gilles, Gand, Louvain, Merxplas, Hoogstraten, Tournai, veuillent trouver ici avec l'hommage de notre plus profond respect, l'expression de notre vive gratitude.

Monsieur Rabinowicz, au cours d'une conférence faite à Bruxelles prononçait ces paroles, qui montrent quelle place tient la Belgique dans le mouvement pénitentiaire contemporain¹.

« L'organisation scientifique, rationnelle et pratique de la lutte contre le crime manque toujours ..

« Nous chercherons vainement la formule définitive de la lutte moderne contre le crime, si nous négligeons d'utiliser les éléments essentiels de l'évolution criminologique de la Belgique.

« ... Tandis que les Italiens dépensaient le meilleur de leurs forces, dans la bataille des écoles, bataille qui très souvent hélas ! était dépourvue de toute partie positive, les Belges, eux, tranquillement, modestement, mais avec une ténacité et une persévérance qui constituent une des plus belles qualités de leur génie national, ont concentré tous leurs efforts, pour construire toujours en perfectionnant et en modernisant davantage, le régime pénitentiaire, base indispensable d'une lutte efficace contre le crime ».

En effet, par la hardiesse de ses conceptions, dans le domaine pénitentiaire, la Belgique s'est mise au premier plan. Tous ceux qui s'intéressent à la science qu'illustra Vilain XIIII, Ducpétiaux, Prins, doivent accorder une attention spéciale aux réalisations, empreintes d'idées novatrices, qui ont opéré chez nos voisins et amis une véritable révolution. Il manquait à ces réalisations une base législative. C'est chose faite depuis le 9 avril 1930, date de promulgation de la loi de défense sociale, à l'égard des

1. « *Revue de droit pénal et de criminologie* », 1930, p. 622.

anormaux, des récidivistes et des délinquants d'habitude.

Que cette loi soit parfaite, exempte de toute critique, ses instigateurs les plus ardents, ne le prétendent pas. Il reste encore, en cette matière, beaucoup à faire.

Des procès récents qui ont défrayé l'actualité judiciaire, ont fait sentir des lacunes importantes dans l'œuvre du législateur. Le temps et l'expérience, sûrs facteurs de toute amélioration, seront là pour les corriger.

Une Commission, présidée par Monsieur Cornil, Avocat général à la Cour de cassation et composée des plus hautes personnalités juridiques, a déjà remis le travail sur le chantier, pour y apporter les réformes qui s'imposent. Quoiqu'il en soit, il importe de rendre un complet hommage à l'œuvre magnifique de la Belgique qui montre aux autres nations, la voie du progrès et qui restera toujours « une terre d'expériences ».

Première Partie

Le régime pénitentiaire Belge avant la Loi de défense sociale du 9 avril 1930

CHAPITRE PREMIER

ÉVOLUTION HISTORIQUE DU RÉGIME PÉNITENTIAIRE BELGE

Section I

La « prison-usine » de Vilain XIII

C'est à la Belgique que revient l'honneur indiscuté d'avoir la première institué une organisation pénitentiaire vraiment digne de ce nom.

Cette organisation, jusqu'au XVIII^e siècle, a fait presque complètement défaut, et si l'on excepte les premières tentatives des prisons d'Amsterdam et de Saint-Michel à Rome, qui étaient fragmentaires et ne furent pas continuées, on doit convenir que c'est Vilain XIII et à sa prison-usine que commence véritablement l'histoire des idées et des réalisations pénitentiaires modernes.

Jean-Jacques Philippe Vilain XIII naquit à Alost le 1^{er} mai 1712. Il était le fils de François Ignace Vilain XIII, receveur général du pays d'Alost. Ses aïeux avaient occupé les places de bailli, de lieutenant souverain ou bourgmestre des villes d'Alost ou de Grammont.

Devenu bourgmestre d'Alost après la mort de son père en 1740, J.-J. Philippe Vilain XIII, résigna ses fonctions en 1751, et quitta sa ville natale pour venir se fixer à Gand.

En 1755, il fut investi de la charge de premier échevin de la Keure de Gand qui correspond à celle de bourg-

mestre, qu'il devait assumer jusqu'en 1774, avec une seule interruption de deux années de 1759 à 1761.

En 1771 Vilain XIII fut nommé grand bailli de la Ville de Gand, fonctions qu'il exerça jusqu'à sa mort survenue en 1777 à l'âge de 65 ans.

Nous négligerons l'œuvre administrative du grand bailli, pour nous attacher exclusivement à ses réalisations dans le domaine pénitentiaire.

Les longues guerres auxquelles la Belgique servait de terrain avaient eu pour conséquences de faire naître une véritable armée de vagabonds et de bandits qui infestaient le territoire, gens sans aveu ne vivant que de rapines.

« Quarante ou cinquante mille bras inutiles à l'Etat et « réduits à la nécessité de vivre aux dépens des bons « citoyens »¹.

Au mois de février 1771, les Etats de Flandre, effrayés des progrès des délits et du vagabondage (devant lesquels la répression était complètement désarmée, car les peines étant trop rigoureuses les magistrats n'osaient pas les appliquer), demandèrent à Vilain XIII de leur présenter un rapport détaillé sur les moyens de l'arrêter.

Ce rapport fut déposé au mois d'avril 1771.

L'auteur proposait de faire des vagabonds, des ouvriers utiles à l'Etat en les concentrant dans une maison de force.

Le travail de Vilain XIII étudiait minutieusement les conséquences financières que devaient entraîner une pareille mesure et terminait en donnant une série d'édits et de règlements pour l'organisation des différents services.

Le projet fut adopté par les Etats qui entrèrent en rapports avec l'autorité impériale pour l'obtention de lettres patentes, qui furent délivrées le 17 janvier 1772.

Par une délibération du 16 mai 1772, on décida qu'il y aurait un quartier séparé pour les mendiants valides, un pour les femmes, un pour les ouvriers sans travail et un local pour les enfants des pauvres.

1. J.P. Vilain XIII, *Mémoire sur les moyens de corriger les malfaiteurs et les faire à leur propre avantage et les rendre utiles à l'Etat*, édit. 1841, p. 23.

Le principe qui fut adopté fut celui de la réunion en commun le jour et la séparation la nuit.

« Non seulement un établissement séparé pour chaque classe de prisonniers, mais aussi chaque individu renfermé isolément la nuit »¹.

L'édification des trois premiers quartiers eut lieu pendant les années 1772 et 1773.

Vilain XIII fut nommé gouverneur par arrêté du 23 mai 1773.

Ce fut après deux années de pratique que Vilain XIII devait présenter en janvier 1775, son second mémoire destiné à avoir un immense retentissement : *Mémoire sur les moyens de corriger les malfaiteurs et les fainéants, à leur propre avantage, et les rendre utiles à l'Etat*.

Le système pénitentiaire de Vilain XIII, repose sur trois principes essentiels.

1° Séparation des détenus en classes, d'après les sexes, les âges, les crimes commis.

2° La correction et l'amendement par le travail.

3° Le système cellulaire de nuit et le travail en commun le jour avec discipline du silence.

C'était l'amendement du coupable, plus que sa punition que recherchait Vilain XIII. Or cet amendement il n'y avait selon lui, que le travail qui pouvait le procurer. Idée qui devait venir tout naturellement à l'esprit, quand on songe que c'était l'oisiveté de tous ces vagabonds qui était la cause de tous leurs méfaits. Vilain XIII exigea donc que chaque détenu apprit un métier en usage dans son pays d'origine. Aussi rencontre-t-on à la prison de Gand les métiers les plus divers : fabrique de filets pour la pêche aux harengs, rapage de bois de campêche pour la teinture, tissage du coton, de la laine, du chanvre, de la toile, corbonnerie, menuiserie, fabrique de vêtements, charpenterie, etc... Vilain XIII dans son mémoire réglait minutieusement les conditions de fournitures des matières premières, ainsi que le paiement de celles-ci.

La quantité de travail à faire par journée pour chaque

1. Vilain XIII, *op. cit.*, édit. 1841, p. 30 et p. 111 du registre.

détenu était scrupuleusement définie. Ce qu'il faisait en plus lui était payé en supplément. C'était le principe du travail aux pièces.

On craignit que l'Etat qui n'avait accordé une subvention que pour un terme de dix ans, ne veuille pas la renouveler. Vilain XIII s'employa à démontrer que cette crainte était chimérique, car le produit du travail des détenus devait dépasser de beaucoup les dépenses. Néanmoins il exigea une comptabilité minutieuse. Des modèles de comptabilité sont annexés au mémoire qui expliquent la manière de former le bilan, afin de pouvoir contrôler à tout moment la marche de l'entreprise.

Comment se présentait la prison de Gand¹ ? Le bâtiment était construit suivant un plan rayonnant, cinq ailes étaient déjà achevées, la prison devait être terminée en 1827, sous le gouvernement hollandais.

Comme il avait été décidé, le premier quartier était désigné pour recevoir les criminels, le second les mendiants valides ou les condamnés pour dérèglement de mœurs, le troisième pour les femmes et les filles, et enfin le quatrième pour les ouvriers sans travail et les enfants abandonnés.

Chacune des ailes était composée de quatre étages, les détenus étant enfermés la nuit chacun dans une cellule.

Le quartier des criminels comprenait 284 cellules de 7 pieds de longueur sur 5 1/2 de largeur. Dans chaque cellule il y avait un lit de 6 pieds 1/2 sur 2 pieds 1/2 de largeur, un petit banc pour s'asseoir, une armoire encastrée dans l'épaisseur du mur pour leur servir à garder leurs objets individuels et une table à ressort.

Le rez-de-chaussée était occupé par les ateliers, quelques cellules obscures servaient de lieux de discipline ; il y avait en outre un réfectoire, une cuisine, une chapelle.

Le quartier des mendiants, était aménagé de la même façon et comptait 250 cellules.

Les cellules des femmes dans le troisième quartier étaient plus grandes que celles des hommes : 10 pieds 1/2 sur 8 pieds

1. Voir Vilain XIII, *Mémoire précité, passim*. — Auguste Visschers, *Notice sur la construction de la maison de force de Gand*, Bruxelles, 1872.

3/4 mais il est vrai qu'elles pouvaient être enfermées à deux et quelquefois plus dans la même pièce.

Enfin *le quatrième bâtiment* ainsi que ceux à construire serviraient à édifier des écoles pour les enfants des indigents.

L'administration était donnée, sous la direction des Etats de Flandre, à un collège de gouverneurs composé de :

trois députés de l'assemblée des Etats choisis par leurs collègues ;

un jurisconsulte ;

deux nobles ou notables ;

et quatre négociants¹.

La police et la discipline étaient confiées aux officiers de police ayant sous leurs ordres un fourrier, un cantinier, un prévôt et seize gardes.

La direction des manufactures et des fabriques au *directeur des fabriques* ayant sous sa direction des contre-mâîtres et agissant d'après les ordres des gouverneurs.

De plus, il y avait un actuaire pour tenir les livres, on sait toute l'attention que Vilain XIII apportait aux questions de comptabilité ; un aumônier et un chirurgien étaient attachés à l'établissement. Les détenus étaient nourris avec une soupe au bouillon de légumes et au pain ; ils avaient droit chacun à une demi-livre de viande qu'ils étaient libres de manger à midi ou au soir. Moyennant argent ils pouvaient se procurer à la cantine certaines douceurs.

Leur emploi du temps était ainsi réglé : lever le matin à 5 heures en été et à l'aube du jour en hiver.

Les détenus se rendaient au réfectoire où l'on faisait l'appel ; après la prière du matin ils se rendaient à leur ouvrage.

A midi ils allaient dîner, puis travaillaient jusqu'au soir.

A 8 heures l'hiver, et à 9 heures l'été, ils devaient être couchés.

Deux fois par jour, le matin et le soir, il leur était accordé une récréation d'une demi-heure.

La discipline était assez sévère ; il était même prévu

1. Vilain XIII naturellement faisait partie de ce collège.

des punitions corporelles « quelques coups de bâton qui ne pourront aller au-delà de 25 ou être enfermés pour un temps modéré dans une prison à côtes (sur un plancher à arêtes vives) ou pour quelques jours dans une prison ordinaire au pain et à l'eau » (article 26, règlement du 26 mars 1773).

Ceux qui avaient été punis disciplinairement pendant leur détention à faire « de la prison à côtes », devaient faire huit jours au-delà du terme de leur libération et autant de fois huit jours qu'ils avaient été punis.

Mais quand Vilain XIII envisageait cette disposition qui allongeait la punition des indisciplinés, il se demandait si on ne devait pas diminuer celles des détenus qui avaient montré une conduite exemplaire, et c'est ainsi que l'on peut voir ébaucher dans le mémoire même de Vilain XIII l'anticipation d'une réforme réalisée de nos jours : *la libération conditionnelle*.

« On propose, écrit-il dans son mémoire, de faire former « tous les ans par les administrations une liste de détenus « qui pourraient obtenir cette grâce. Cette liste accompagnée de leurs avis et motivée de raisons, sera présentée « à l'assemblée des députés des Etats qui la communiqueront ensuite aux juges respectifs et aux administrations »¹.

Telle était la prison de Gand qui devait servir de modèle aux prisons auburniennes, ainsi que devaient le reconnaître les Américains eux-mêmes².

La réalisation de Vilain XIII suscita immédiatement un vif mouvement d'intérêt chez les spécialistes des questions pénitentiaires. De nombreux étrangers vinrent la visiter, et ne tarissaient pas d'éloges sur son organisation, en particulier Howard, qui y fit plusieurs passages en 1775-1776 et 1783.

Mais le système ne tarda pas rapidement à se déformer

1. Vilain XIII, *mémoire précité*, édit., 1841, p. 197.

2. C'est ainsi que les commissaires rédacteurs du Code de Pensylvanie dans leur rapport à la législature écrivaient : « Une institution qui fait infiniment honneur aux Pays-Bas, c'est le pénitencier appelé « Maison de Gand », qui peut être considéré comme ayant servi de modèle pour celui « d'Auburn et pour d'autres semblables dans ce pays ».

et à se corrompre. Au bel enthousiasme du début, on sent dans ses relations le déclin progressif de la prison gantoise.

Les successeurs de Vilain XIII ne furent pas à la hauteur de leur tâche et dignes de son fondateur.

Déjà en 1783, Howard écrivait ¹ :

« La manufacture utile et florissante avait été détruite,
« les métiers, les instruments avaient été vendus, et cela
« en vertu d'un ordre de l'Empereur ², qui s'était trop
« pressé d'accéder à la représentation qu'avaient faite
quelques personnes intéressées.

« Les grandes vues de ceux qui firent élever cette maison
« ne purent pas être remplies. Les bons effets qu'on en
« devait attendre sont perdus pour le pays.

« Ainsi les suites d'une administration si dégénérée,
« se sont-elles déjà fait remarquer, l'aspect des prisonniers
« est entièrement changé et l'on ne sera pas étonné d'ap-
« prendre que le quart de ceux qui habitent la maison sont
« à l'infirmerie ».

La corruption ne cessa d'augmenter.

Avec le régime français s'introduisit le système de l'entreprise sous la direction de Liévin-Bauwens ³. La prison devint alors une vaste usine, et le travail des détenus, non un moyen de relèvement mais une source lucrative de revenus.

Pour comble, le contrat de Liévin-Bauwens permettait à celui-ci de faire venir à Gand tous les détenus, bons ouvriers, qui se trouvaient dans l'étendue de la domination française.

Aussi en arriva-t-on à avoir au lieu de 300 ou 400 prisonniers que pouvait recevoir l'établissement, plus de 1.600 détenus. La surveillance devint nulle. L'isolement de nuit par suite du surpeuplement ne fut plus respecté. Les vices les plus répugnants y firent leur apparition.

1. John Howard, *Etat des prisons et des hôpitaux et des maisons de force en Europe*, 2 vol. in-8°, t. I^{er}, p. 343.

2. Il s'agit de Joseph II.

3. Liévin-Bauwens devait pourvoir à l'entretien général des prisonniers moyennant une allocation de trente centimes par jour pour les condamnés correctionnels, vingt-cinq centimes pour les condamnés criminels et quarante centimes pour chaque malade. Charles Lucas cité par E. Rubbens, *Ducpétiaux*, t. I^{er}, p. 142 en note.

Les condamnés gagnèrent alors des sommes fabuleuses pour l'époque : plusieurs francs par jour, alors que sous le règne de Marie-Thérèse, ils ne recevaient qu'un liard par jour et un sou le dimanche.

La cantine regorgeait de victuailles, on permit même de vendre de l'alcool aux détenus.

Des spectacles auxquels le public était admis furent tolérés. Le dimanche on dansait même dans la cour, au son des violons¹.

Un tel état de choses devait nécessairement produire une réaction, elle fut comme nous allons le voir, radicale.

Mais avant de porter un jugement défavorable sur cette tentative avortée, il faut insister sur la déformation primitive de l'idée de Vilain XIII.

C'est à cause de l'incapacité et surtout de la cupidité de ses successeurs, que son entreprise connut des abus aussi regrettables.

Sans doute, sagement gérée, comme elle l'avait été, elle eut donné les excellents résultats qu'elle promettait.

Et Vilain XIII malgré l'agonie lamentable de son œuvre doit prendre place parmi les grands noms de l'histoire pénitentiaire.

Section II

La prison moralisatrice de Ducpétiaux

§ 1. *Raisons de l'évolution pénitentiaire en 1830*

Le système de Vilain XIII avait fait faillite. Des réformes profondes étaient nécessaires. Ce fut l'œuvre au début même de l'existence de la Belgique indépendante après la Révolution de 1830, d'un homme qui devait se montrer digne de la grande lignée d'éminents esprits qui ont donné à l'histoire pénitentiaire belge un si vif éclat :

1. Consulter sur ce point : Emile Van Hoorebeke, *Etude sur le régime pénitentiaire en France et en Belgique*, Gand, 1843.

Edouard Ducpétiaux. C'est lui qui fut l'instigateur et le défenseur acharné du système d'emprisonnement, qui fait de l'isolement complet du détenu l'instrument de son expiation et de son relèvement et qui poursuit son amendement, non plus par le travail, mais par l'action rédemptrice des secours moraux que devaient lui prodiguer ceux qui sont chargés de son esprit et de son âme.

A la prison-usine se trouve substituée la prison moralisatrice.

La réforme était complète, et l'on peut se demander quelles sont les raisons profondes d'une telle orientation dans la conception du traitement à infliger aux détenus.

Au moment où la Belgique sentit qu'il était urgent d'opérer une transformation dans son système pénitentiaire, deux solutions s'offraient à elle. Deux solutions qui avaient l'avantage, l'une et l'autre, d'être expérimentées pratiquement aux Etats-Unis, dont les réalisations ont attiré de tout temps l'attention des criminalistes.

A. *Le système auburnien* : travail en commun le jour avec discipline du silence, et séparation cellulaire la nuit.

B. *Le système philadelphien* : emprisonnement cellulaire de jour et de nuit.

Or ne voit-on pas aussitôt que la première solution s'éliminait d'elle-même. Le régime auburnien c'était celui de la prison du grand bailli Vilain XIII. On avait encore présent à la mémoire les abus, les turpitudes, les inconvénients de l'établissement gantois. Aussi tout naturellement on alla au système strictement cellulaire qui devait apporter le maximum de chances pour la réadaptation et l'expiation des détenus.

M. Delierneux, dans un article publié dans l'*Ecrou* a noté les raisons de cette transformation.

« Notre orientation vers le régime cellulaire fut certes
« en bonne partie déterminée par la situation lamentable
« qui existait à la maison de force de Gand.

« Nous étions trop près des causes qui avaient amené
« cette déchéance pour pouvoir juger objectivement. Le
« système d'Auburn, pour nous, était l'imitation de ce
« qui existait à Gand et dès lors la conclusion : il ne faut

« pas recommencer cette expérience, semble toute naturelle.
 « Le système pensylvanien, au contraire, nous souriait
 « d'autant plus que la cause principale de la situation
 « lamentable de nos prisons, était la promiscuité qui y
 « régnait, promiscuité qui aux yeux des partisans du régime
 « cellulaire serait entièrement supprimée par le régime
 « pensylvanien »¹.

Les esprits étaient donc prêts à des réformes radicales, un homme les incarna : Ducpétiaux.

§ 2. Ducpétiaux²

Il nous faut maintenant évoquer la physionomie de celui qui a été l'artisan de cette œuvre.

Edouard Ducpétiaux naquit le 29 juin 1804 à Bruxelles. Son père était un négociant de la ville. Après des études secondaires qu'il fit en partie à Bruxelles et en partie à Paris, il entra à l'Université de Liège pour y faire son droit en 1822.

Il devait y rester deux années. En 1824 après un voyage qu'il fit en Hollande, il commença la rédaction de sa thèse de doctorat sur *La peine de mort*.

Dans celle-ci il se montrait un adversaire acharné de la peine capitale et préconisait son remplacement par l'emprisonnement. La portée de son ouvrage ne devait pas se borner aux murs de la Faculté.

A ce moment même une commission nommée par le Roi de Hollande, préparait un projet de révision du Code pénal. Ce projet conservait la peine de mort et l'appliquait même dans 43 cas différents.

Un membre de la Commission, M. Asser, fit même dans une brochure une apologie vibrante de son œuvre.

Ducpétiaux riposta immédiatement par une publication sous le nom même d'Asser, où sous couleur de défendre la peine capitale il se livrait à une critique violente des arguments de son adversaire. Celui-ci se jugeant offensé, porta

1. M. Delierneux, *Le mouvement pénitentiaire belge*, L'« Ecrou », 1932, p. 348.

2. Voir M. Rubbens, *Edouard Ducpétiaux* (2 vol.), Ed. Dervit, édit. Bruxelles.

plainte et Ducpétiaux fut poursuivi pour « faux, contre-façon, escroquerie et calomnie ». Mais il fut acquitté.

Cependant l'ouvrage de Ducpétiaux devait provoquer une immense agitation dans le pays. Le Gouvernement crut bon de ne pas soumettre au Parlement son projet qui fut définitivement retiré.

Ducpétiaux s'orienta alors vers le journalisme. En 1827 il est rédacteur au « *Courrier des Pays-Bas* », organe d'opinion libérale. Il devait plus d'une fois s'y distinguer par la virulence de ses articles violemment hostiles au Gouvernement qui n'osait pas le poursuivre.

Pourtant en 1828 il fut déféré à la justice et condamné à un an d'emprisonnement. L'arrêt qui le frappait était illégal car il s'appuyait sur un édit réprimant les séditions et non les délits de presse.

Néanmoins le pourvoi en cassation de Ducpétiaux fut repoussé.

En 1830, nous trouvons Ducpétiaux, prendre une part active à la Révolution pour l'indépendance belge.

Faisant partie d'une délégation auprès du prince Frédéric il fut arrêté, sommairement jugé par une Commission militaire et condamné à mort. Il devait rester au secret le plus absolu, privé de nouvelles de tous les siens. Il ne dut d'être libéré qu'à un échange de prisonniers entre les émeutiers et les troupes hollandaises.

Une fois la Révolution terminée, le rôle politique de Ducpétiaux prend fin.

Il ne fut pas nommé à la Commission destinée à réunir la Constituante et fut battu aux élections pour celle-ci par 605 voix sur 2.000 électeurs¹.

C'est alors que le 29 novembre 1830, il fut nommé inspecteur général des prisons, poste qu'il devait occuper jusqu'en 1861.

A la fin de sa vie si extraordinairement remplie, Ducpétiaux devait encore étonner ses contemporains. Indifférent en matière religieuse et libéral d'opinion, il répudia

1. M. Rubbens, *op. cit.*, p. 223.

son parti, effrayé de ses tendances extrémistes et se convertit au catholicisme.

Il mourut à Bruxelles le 21 juillet 1868.

§ 3. *L'œuvre pénitentiaire de Ducpétiaux*

Ducpétiaux nommé inspecteur général des prisons, se mit immédiatement au travail. On commença par des réformes accessoires, mais qui n'en avaient pas moins leur importance.

Deux circulaires du 3 février 1831 et du 30 septembre de la même année, réalisèrent un perfectionnement dans les prisons secondaires d'abord (amélioration de la nourriture, du couchage, simplification de la comptabilité, classification des détenus, interdiction des débits de boissons dans les prisons).

Une circulaire du 18 décembre 1832 opéra le classement des condamnés dans les prisons centrales ; les condamnés aux travaux forcés allèrent à Gand, et les réclusionnaires à Vilvorde. On fit aussi des cloisons étanches entre les adolescents et les adultes, les hommes et les femmes.

En même temps, on porta le fer rouge dans le personnel pénitentiaire, qui n'était pas toujours à la hauteur de sa tâche.

Enfin on fit soigner dans des établissements spéciaux, les condamnés qui étaient atteints d'aliénation mentale.

En 1837, Ducpétiaux fit paraître un ouvrage : *Sur les progrès et de l'état actuel de la réforme pénitentiaire*. Il faisait de l'isolement de jour et de nuit, le remède infaillible contre la délinquance.

Pour lui, seule, la séparation absolue était de nature à rendre à la sortie de prison un homme amendé, parce que préservé pendant son séjour des influences corruptrices si néfastes, sûrs obstacles à son relèvement. L'ouvrage de Ducpétiaux eut un grand retentissement ; des députés à la tribune de la Chambre des représentants signalèrent l'œuvre de l'inspecteur général, stigmatisèrent les vices du régime en commun et demandèrent une réforme du système pénitentiaire.

Le baron d'Anethan, Ministre de la Justice fit droit à ces desiderata, en déposant le 3 décembre 1844, un projet de loi qui admettait la séparation complète des détenus ¹.

Mais la Chambre n'inscrivit pas la discussion de ce projet à son ordre du jour. L'Administration, sans que le Parlement ait donné son approbation poursuit son œuvre de transformation sous l'impulsion de Ducpétiaux.

En effet, bien que les vœux des Congrès pénitentiaires internationaux approuvassent complètement le système de l'emprisonnement cellulaire, on ne se décidait pas à l'introduire législativement.

Ce ne fut que le 4 mars 1870 qu'intervint la fameuse loi qui institua en Belgique le système cellulaire.

Cette loi déclarait dans son article unique : « *Les condamnés aux travaux forcés, à la détention, à la réclusion et à l'emprisonnement, seront pour autant que l'état des prisons le permettra soumis au régime de la séparation. Ils ne pourront être contraints de le subir que pendant les dix premières années de leur captivité.*

« *Ils y seront soustraits même avant ce terme si leur état de santé le requiert* » ².

Mais Ducpétiaux n'attendit pas le vote de cette loi pour réaliser les réformes qu'il voulait apporter au système pénitentiaire belge. Dès 1844 il publiait une brochure (destinée d'ailleurs à documenter les parlementaires) : *Mémoire à l'appui d'un projet de loi sur les prisons*, où il établissait le bilan des améliorations faites jusque là.

1. L'article 8 de ce projet était ainsi conçu :

« Dans toutes les prisons, sauf les prisons militaires, et celles qui sont destinées spécialement aux jeunes délinquants et aux femmes, les détenus, prévenus, accusés et condamnés seront séparés les uns des autres et occuperont des cellules disposées de manière à empêcher toute communication entre eux ».

2. Aux termes de la loi du 4 mars 1870, des réductions de peines étaient accordées aux condamnés qui purgeaient leur peine en cellule :

des 3/12 pour la 1^{re} année,
des 4/12 pour les 2^e, 3^e, 4^e, 5^e années,
des 5/12 pour les 6^e, 7^e, 8^e, 9^e années,
des 6/12 pour les 10^e, 11^e, 12^e années,
des 7/12 pour les 13^e et 14^e années,
des 8/12 pour les 15^e et 16^e années,
des 9/12 pour les 17^e, 18^e, 19^e, 20^e années.

Cette réduction des peines a été abrogée par la loi du 1^{er} mai 1913.

La séparation des sexes était devenue complète à cette date ; des travaux importants avaient eu lieu dans les prisons d'Arlon, de Tongres, de Bruxelles, pour y introduire partiellement le régime cellulaire et on envisageait comme, à une échéance prochaine des constructions à Liège, Verviers et Bruges. L'isolement nocturne était de règle dans les prisons de Gand, Vilvorde et Namur.

Les ateliers qui occupaient les métiers les plus divers (serruriers, peintres, vitriers, forgerons) étaient exploités par des entrepreneurs à leurs risques et périls moyennant paiement d'une journée fixée par détenu qu'ils employaient. Des sous-traitants agréés par le Ministère de la Guerre, faisaient fabriquer des équipements militaires.

Tout en se félicitant des résultats financiers de l'entreprise¹, Ducpétiaux réclamait pour parachever son œuvre, la règle de l'emprisonnement cellulaire de jour et de nuit. Nous savons combien Ducpétiaux était partisan de ce régime. Ses idées ainsi que les arguments en faveur de sa thèse, il les a exprimés dans nombre de ses ouvrages, en particulier dans ce mémoire de 1844 qu'il adressait aux parlementaires et dans son livre : *Des conditions d'application du système d'emprisonnement séparé ou cellulaire*².

Comment Ducpétiaux concevait-il son système. C'est à l'aide des ouvrages que nous venons de citer que nous allons tenter de l'évoquer.

Pour lui les avantages de la cellule sur la prison commune sont nombreux et ne se discutent même plus.

1° Empêcher la corruption mutuelle des détenus.

2° Garantir la sécurité des prisons en limitant les risques d'évasion.

3° Prévenir la récidive par l'intimidation.

4° Amender les condamnés.

5° Diminuer l'influence du personnel subalterne.

6° Raisons d'économie sur les budgets des prisons³.

Sans doute on a attaqué la cellule, Ducpétiaux rencontre

1. Les bénéfices pour une période de 6 ans se montaient à 750.000 francs.

2. Bruxelles, Hayez, éditeur, 1857.

3. Voir sur ces points, Ducpétiaux, *Des progrès et de l'état actuel de la réforme pénitentiaire*, 1837.

des adversaires, mais cela tient à ce que sa pensée n'a pas été comprise. On s'imagine volontiers qu'il veut faire du détenu un mort-vivant, soustrait pour toujours à la société des hommes. Ceci n'a jamais été sa conception. Il repousse énergiquement le système d'emprisonnement strictement cellulaire.

« Tout cela prouve, dit-il, qu'avant de discuter, il importe
« de bien définir l'objet sur lequel on discute. La solitude
« absolue, le cachot prolongé pendant des semaines, pen-
« dant des mois, pendant des années, c'est de la barbarie
« pure, et nul homme de bon sens et de cœur n'admettra
« que ce supplice ne puisse à n'importe quel titre figurer
« dans le code d'une nation civilisée »¹.

Ducpétiaux n'a donc jamais été aussi loin et la vigueur avec laquelle il stigmatise une telle hypothèse montre bien que telle n'a jamais été son intention.

Ce qu'il importe, c'est de soustraire le détenu à la seule compagnie qui risque de le corrompre à tout jamais, celle de ses amis de captivité. Mais cela ne signifie pas qu'il sera privé de toute société.

« Chaque détenu, écrit-il, sera visité plusieurs fois par
« jour par les gardiens et les préposés aux travaux. Tous
« les deux jours alternativement par l'aumônier et le
« médecin, aussi fréquemment que possible par l'instituteur,
« les directeurs-adjoints et au moins une fois par semaine
« par le directeur. A ces visites il faut ajouter celles des
« membres des comités de surveillance, des parents, des
« amis lorsqu'ils sont d'une moralité reconnue et enfin
« celles des membres des associations charitables qui pour-
« raient se former dans ce but et qui seraient autorisées
« par l'autorité supérieure »². On voit par ces lignes, ce que
sera la physionomie générale de la prison de Ducpétiaux.
C'est sur ces visites moralisatrices qu'il compte pour relever
les détenus et que repose son système. Dans le silence et la
solitude, les prisonniers pouvaient ensuite méditer sur les
enseignements qui leur avaient été prodigués, faire un

1. *Des conditions de l'emprisonnement séparé et cellulaire*, p. 8.

2. Ducpétiaux, *op. cit.*, p. 40.

retour sur eux-mêmes, réfléchir à leurs fautes et trouver le chemin du repentir.

Tel est le principe, mais Ducpétiaux nous donne dans son ouvrage des détails d'organisation très minutieux sur le système pénitentiaire qu'il estime être l'idéal.

Il recommande en ce qui concerne l'architecture de la prison, la forme rayonnante qui permet au surveillant au point central, d'observer sans se déplacer les différents services.

De même est-il préférable dans les grandes prisons d'avoir plusieurs étages, les établissements où toutes les cellules sont au même étage exigeant une plus grande superficie. Il nous décrit scrupuleusement ce que doit être la cellule, quant à son aération, sa capacité, sa ventilation, son éclairage. Les prisons ne devront pas comprendre plus de 5 à 600 détenus de crainte de désorganiser les services.

L'alimentation doit être assez abondante et préparée en partie sous une forme solide ; l'eau sera la seule boisson sauf de rares exceptions.

En ce qui concerne le travail, il recommande d'éliminer les travaux mécaniques et bruyants, éviter les tâches qui demandent un apprentissage trop long ou compliqué ; on se préoccupera surtout d'utiliser au mieux les aptitudes des prisonniers, afin de pouvoir leur choisir un métier qui facilitera leur reclassement. On mettra à leur disposition un matériel en bon état, afin que l'ouvrier détenu prenne goût à son travail.

Il énumère les différents métiers qui pourront être exercés à la prison (imprimerie, gravure sur bois, enluminure, sculpture, bimbeloterie, tabletterie, quincaillerie, passementerie, cartonnage, horlogerie, ébénisterie, vannerie, reliure).

Pour les femmes, l'industrie des gants, de la dentelle, corsets, broderies.

Quant à la discipline intérieure, elle est assez stricte.

Le détenu travaillera, prendra ses repas dans sa cellule, il sortira de celle-ci juste une heure par jour pour la promenade au préau cellulaire. A aucun moment les prisonniers ne pourront se voir. Aussi bien pour l'école que pour

la chapelle, des stalles seront aménagées de façon à ce qu'ils puissent suivre les leçons ou l'office religieux tout en ne s'apercevant ni les uns, ni les autres. Dans les couloirs, lorsqu'ils sortiront soit pour aller à la promenade, à la chapelle, au parloir, à l'école ou pour toute autre cause, ils devront se recouvrir la tête d'un capuchon en étamine appelé *cagoule*¹, et destiné à les empêcher de se reconnaître.

Mais ce régime convient-il indifféremment à tous les détenus ? Ducpétiaux ne l'a jamais prétendu ; l'emprisonnement cellulaire, pour porter ses fruits, ne doit être appliqué qu'aux individus qui sont capables d'en profiter.

Pour les autres, il serait inhumain et d'une mauvaise politique criminelle que de les soumettre au même traitement.

Aussi il importe, dit Ducpétiaux, d'établir des classifications parmi les détenus, et de soustraire à la cellule ceux qui ne pourraient pas la supporter. Quelles sont ces catégories ? Il en dresse une liste².

1° Les délinquants récidivistes, les voleurs d'habitude qui auraient déjà subi antérieurement une peine d'une certaine durée en cellule.

2° Les condamnés âgés de plus de 60 ans au jour de leur condamnation ou qui avaient atteint l'âge de 65 ans durant leur captivité.

3° Les condamnés simples d'esprit.

4° Les condamnés ayant une mauvaise santé et des infirmités physiques.

5° Généralement tous ceux qui après une épreuve suffisamment prolongée sont reconnus incapables de profiter de l'emprisonnement cellulaire et exposés à un danger qu'on ne pourrait prévenir sans un changement complet de régime.

Quant aux jeunes gens, il importe plutôt de les rééduquer, que de les punir, aussi les placera-t-on dans des écoles de réforme où ils seront soumis à un régime approprié.

Ducpétiaux se rendait compte que le régime cellulaire était plus intimidant que la prison commune.

1. Voir Ducpétiaux, *op. cit.*, p. 39.

2. Ducpétiaux, *op. cit.*, p. 65.

« Il est prouvé, écrit-il, qu'au triple point de vue de
« l'expiation, de l'intimidation, de l'amendement, un an
« de cellule équivaut au moins à deux ans d'emprisonne-
« ment en commun »¹.

Aussi propose-t-il de faire bénéficier le condamné de réduction de peine. Ce sera la solution qui prévaudra ainsi que nous l'avons vu dans la loi de 1870.

Pendant ce temps Ducpétiaux faisait pousser activement la réalisation du programme pénitentiaire ; bien qu'à plusieurs reprises les Chambres devaient reprocher au Gouvernement d'instituer le régime cellulaire sans son autorisation.

Des prisons furent construites à Dinant, Marche, Bruges, en s'inspirant du système de Ducpétiaux.

Mais ce fut surtout dans la prison centrale de Louvain que l'on trouve réalisé de la façon la plus exacte que possible les idées de l'inspecteur général des prisons² ; il en fut le véritable promoteur et en proposait déjà l'érection au gouvernement dès 1846.

La prison fut occupée le 1^{er} octobre 1860. Elle devait recevoir les condamnés à plus d'un an (travaux forcés, réclusion, emprisonnement) à l'exception des condamnés à perpétuité qui ne peuvent subir l'encellulement que dans les dix premières années de leur peine. La prison affecte la forme rayonnante, elle possède six ailes et trois étages de cellules (570 en tout).

La chapelle domine l'établissement divisé en cinq sections qui rayonnent autour du chœur et pourvues d'alvéoles individuelles en amphithéâtre de telle façon que les détenus ne puissent s'apercevoir.

Les cellules mesurent 4 mètres sur 2 mètres 1/2 de large et 3 de hauteur ; les préaux cellulaires sont au nombre d'une centaine et ont une longueur de 13 mètres ; ils sont séparés les uns des autres par un mur et sont plantés de fleurs, d'arbustes et de gazon ; ils se terminent par une grille qui laisse voir un jardin d'agrément.

1. Ducpétiaux, *op. cit.*, p. 86.

2. Voir sur la prison de Louvain, *Brochure de l'administration générale des prisons*, édition de l'« Ecrou ».

On voit par cette courte description que les idées directrices de Ducpétiaux avaient été respectées. Mais en ce qui concerne la base de son système lui-même, il n'en fût pas de même. Ses continuateurs tombèrent dans les excès que, par un singulier paradoxe, il avait signalés pour les éviter. En somme, comme Vilain XIII, Ducpétiaux vit son œuvre déformée par des exagérations et des abus qui devaient fournir à ses adversaires leurs meilleurs arguments.

Mais comme pour Vilain XIII nous n'en devons pas incriminer son instigateur.

Section III

Les raisons du déclin du système cellulaire en Belgique

A partir de 1870, la Belgique devint le pays classique de l'emprisonnement cellulaire. Le système de Ducpétiaux triompha et reçoit les plus chaleureuses approbations des Congrès pénitentiaires internationaux. Mais il ne devait pas tarder à se corrompre. L'Administration ne comprit pas que Ducpétiaux avait voulu faire de l'isolement non pas une rigueur nouvelle dans l'exécution des châtimens, mais un moyen de relèvement des détenus. Il était donc indispensable pour qu'il donnât sa pleine efficacité de ne pas emmurer définitivement le délinquant : *les visites moralisatrices*, voilà ce qui était l'âme de son œuvre ; d'autre part, ainsi que nous l'avons montré, il estimait que certaines catégories de détenus n'avaient pas leur place en cellule ; et que pour ceux-ci un traitement approprié était nécessaire.

Or si Ducpétiaux avait pu voir les altérations qu'avaient subies ses conceptions, il les eut sans aucun doute désavouées avec la plus grande énergie. « On exagéra, écrit M. Buffelan, le principe de l'isolement, les préaux individuels furent transformés en d'horribles cages : les fenêtres des cellules garnies de verres opaques et de nombreux barreaux ne permettaient même plus d'apercevoir la couleur du ciel.

« Enfin on a peine à croire qu'à l'école les détenus étaient « interrogés par signes et devaient répondre de même »¹.

Ajoutons à cela que les promenades qui, selon la pensée de Ducpétiaux devaient être d'au moins une heure, étaient réduites considérablement (1/2 heure l'été, 20 minutes l'hiver)².

La vie à l'intérieur des prisons devint inexistante ; les travaux aucunement diversifiés et peu intéressants (coupe et collage de sacs en papier, confections de pièges à souris et à rats, fabrication de chaussons).

C'était désadapter rapidement le détenu et en faire à sa sortie une proie marquée pour la récidive.

On soumet alors, sans aucune distinction, tous les prisonniers à l'encellulement le plus strict ; seuls les condamnés à plus de dix ans purent, au bout de ce terme, opter pour le régime en commun, ainsi que le prescrivait la loi de 1870.

Quant aux condamnés aliénés, ils étaient dirigés vers les asiles. Mais l'immense catégorie des anormaux furent soumis au même régime que les autres condamnés. C'était le meilleur moyen pour développer leurs tares et en faire des déchets sociaux. Les avertissements et les conseils de Ducpétiaux n'avaient pas été écoutés ; on ne devait pas s'étonner de la faillite du système.

« L'emprisonnement séparé, écrivait-il, on ne doit pas « se lasser de le redire, peut devenir un agent de torture « et de mort, comme il peut être un puissant instrument de « régénération et de salut »³. C'est à cause de ces abus et de la mauvaise application qui en fut faite, que l'on peut critiquer l'œuvre de Ducpétiaux ; néanmoins il ne faut pas en diminuer ses mérites, ne serait-ce que parce qu'elle a soustrait à un contact pernicieux des âmes faibles ; de combien de récidives évitées ne lui sommes-nous pas redevables ? Le plus bel hommage que l'on ait pu lui rendre, est, sans

1. Buffelan, *La réforme pénitentiaire en Belgique et la loi de défense sociale* du 9 avril 1930, Thèse Toulouse, 1930, Sirey, éditeur p. 45.

2. Ernest Bertrand, « *Revue de droit pénal et de criminologie* », 1921, p. 248 et suiv.

3. Ducpétiaux, *Des conditions d'emprisonnement séparé ou cellulaire*, p. 8.

conteste, l'ensemble des déclarations des instigateurs du mouvement pénitentiaire moderne en Belgique, qui, tout en améliorant celui-ci à l'aide des données scientifiques ne touchent pas à son principe fondamental : la cellule, qui reste selon les mots mêmes du Docteur Vervaeck « la pierre « angulaire de toute organisation pénitentiaire »¹.

1. « *Actes du congrès de Bruxelles* », 1926, p. 681.

CHAPITRE II

LA PRISON SCIENTIFIQUE

Section I

Un précurseur : Prins

Parmi le concert de louanges qui s'élevait en faveur de l'organisation pénitentiaire belge, en Belgique même, une voix protestait pour le désapprouver et jeter les bases d'un système nouveau : celle d'Adolphe Prins qui, depuis 1878, enseignait le droit criminel à l'Université de Bruxelles et devint en 1883, inspecteur général des prisons.

A ce moment fleurissaient, en matière de droit pénal, les doctrines classiques. Or malgré leur appareil d'une implacable logique, force était-on d'avouer qu'elles n'avaient pas réussi à juguler la délinquance ; la récidive ne cessait de croître.

Loin des discussions d'école si souvent stériles, Prins pensa que la répression devait avoir une autre base. Aussi fonda-t-il, avec le concours de van Hamel et von Liszt, l'union internationale de droit pénal et la théorie de la défense sociale.

A une conception purement répressive de la lutte contre le crime, il y ajoutait la prévention.

La société doit se défendre contre la criminalité, car celle-ci la met en péril, aussi doit-elle s'attacher à supprimer les causes sociologiques et anthropologiques de la délinquance.

Mais le crime commis, il fallait bien réagir, et c'est ici que nous rencontrons les idées maîtresses de Prins en matière de science pénitentiaire, seule partie qui nous intéresse et qui ont fait de l'éminent professeur l'instigateur direct du mouvement moderne.

Tout d'abord il répudie la cellule et le régime pénitentiaire en vigueur à ce moment ; pour lui, la réclusion solitaire n'est pas un moyen de réadaptation sociale.

« Le détenu étant un être social, son perfectionnement « doit être social et consister dans une appropriation de « plus en plus complète au milieu social.

« ... La cellule donne le pastiche de la vie morale et « enferme celle-ci dans un cadre étroit où le mal et le bien, « la récompense et le châtement sont réduits à des propor- « tions minuscules. Le bien ce sont la soumission, « la ponctualité, le calme, la politesse. Le mal ce sont « l'indiscipline, la paresse, la dégradation du mobilier, « les tentatives de communications ; la récompense ce sont « le supplément de cantine, des fleurs, un oiseau ; la puni- « tion c'est la mise au pain et à l'eau et le cachot. C'est-à- « dire la réduction de la ration ou de la quantité d'air et de « lumière nécessaire à l'homme »¹.

Quelle était la raison de la faillite du traitement pénitentiaire des condamnés ? N'était-ce pas parce que tous les détenus, sans exception, étaient soumis au même régime, sans considérer leur individualité, leurs tares innées ou acquises, leurs défauts, leurs qualités, leur niveau social, leurs antécédents judiciaires.

Dans de telles conditions, comment s'étonner que le même remède appliqué à des êtres aussi divers, ne fut pas également efficace.

Prins recommandait d'individualiser la peine dans des limites aussi larges que possible. Tous les hommes ne réagissant pas de la même façon, ne devaient pas être sensibles à une répression uniforme.

Mais ce qu'il était urgent de réaliser, c'était non seulement l'individualisation de la peine, mais aussi donner à

1. Prins, *Science pénale et droit positif*, p 442.

l'Administration les moyens de réaliser cette individualisation. En d'autres termes, à la spécialisation des régimes pénitentiaires s'adaptant à chacun, devait correspondre une sériation des établissements ; aussi Prins préconisait-il la spécialisation des prisons.

Tout d'abord, il fallait créer des établissements spéciaux pour *jeunes délinquants* qui réclament une éducation protectrice dépouillée de tout appareil répressif. Pour les délinquants normaux et adultes, il était nécessaire de faire deux catégories.

1° *Les délinquants non dangereux* ; pour ceux-là il serait bon de les soumettre au régime cellulaire, si leur peine est de courte durée ; pour les longues détentions, à une période d'isolement, on fera succéder le travail en commun.

2° *Pour les délinquants normaux et dangereux* une répression sévère est nécessaire, s'ils sont incapables de s'amender et de se réadapter à la vie sociale.

« La peine alors, dit Prins, doit être de longue durée
« ou perpétuelle. Il s'agit ni de corriger ni d'intimider les
« condamnés, il s'agit de les garder sous la main pour
« éviter de nouveaux méfaits. La forme la plus simple
« de ce régime répressif, c'est l'ancienne maison de travail
« avec isolement la nuit, elle exclut à la fois et tout luxe
« et tout superflu et toute rigueur inutile ou toute souffrance, mais elle implique une discipline sévère »¹.

Quant aux délinquants aliénés, ils seront colloqués dans des « prisons-asiles ».

Leur place n'est pas dans une prison, où leur présence est un élément de trouble et de danger pour le personnel et les co-détenus ; d'autre part, elle n'est pas non plus dans une maison de santé, car elle imposerait aux autres malades un voisinage indésirable.

Pour les anormaux, on créera des maisons de préservation, où seront pris en considération deux éléments d'un traitement efficace de ces délinquants, l'élément thérapeutique car on ne peut les assimiler à des délinquants ordinaires et on doit soigner leurs tares ; et l'élément répressif, car il

1. Prins, *op. cit.*, p. 449.

est impossible de les considérer uniquement comme des malades. Et Prins ajoute ces phrases que l'on retrouve aujourd'hui dans la loi de défense sociale du 9 avril 1930 :
« La détention dans la maison de préservation résulte
« de la sentence de mise à la disposition du gouvernement
« et indéterminée. Des commissions spéciales où figureront
« des juristes et des médecins, fonctionneront sous le
« contrôle du Gouvernement, et seront appelées par celui-ci
« à donner leur avis sur la possibilité de la libération défi-
« nitive ou conditionnelle »¹.

Si Prins est un adversaire de la sentence indéterminée pour les délinquants normaux, car elle rappelle la lettre de cachet et ne présente pas assez de garanties pour la liberté individuelle, il en est tout à fait partisan pour les anormaux, car nul ne peut prévoir à quel moment ils seront définitivement guéris et la peine est à leur égard une mesure illogique. Mais pourra-t-on éviter tout arbitraire ? Prins s'emploie à dissiper les doutes et émet une idée qui, elle aussi, a été reprise dans la loi de défense sociale.

« Si d'ailleurs, même dans ces cas, on redoutait les abus
« possibles de l'indétermination de la sentence, et si l'on
« voulait que la mise à la disposition du Gouvernement
« fut toujours prononcée avec fixation d'un terme, il y
« aurait encore moyen de répondre aux nécessités spéciales
« de l'état physique des défectueux en accordant aux tri-
« bunaux à l'arrivée du terme et sur avis des commissions
« de spécialistes, le droit de prolonger pour un nouveau
« délai fixe, la mise à la disposition du Gouvernement »².

Si nous avons fait ces citations, c'est qu'elles nous montrent à quel point on peut considérer Prins comme le précurseur du régime pénitentiaire belge actuel.

La plupart des réformes qui ont été introduites se retrouvent en germe dans ses ouvrages. Malheureusement, ainsi que nous le fait remarquer M. Buffelan³, Prins a été moins heureux que ses illustres devanciers, Vilain XIIII et Ducpétiaux, car il ne vit pas la complète réalisation pratique de ses idées, il mourut en effet en 1919.

1. Prins, *op. cit.*, p. 45.

2. Prins, *op. cit.*, p. 460-461.

3. M. Buffelan, *op. cit.*, p. 46.

Néanmoins, bien avant cette date, des réformes étaient amorcées qui posaient déjà les premiers jalons de l'évolution dont l'aboutissement a été la loi de défense sociale du 9 avril 1930.

Section II

Premières réformes

Les premiers essais législatifs d'organisation d'une véritable défense sociale peuvent être relevés dans la proposition de loi que Jules Le Jeune déposait devant la Chambre des représentants le 15 avril 1890¹.

Ce projet de loi proposait l'organisation d'asiles spéciaux pour l'internement des aliénés, condamnés aux travaux forcés, à la réclusion ou à l'emprisonnement correctionnel, ainsi que pour les aliénés dangereux et les individus malades détenus préventivement. Ces catégories de malades devaient, d'après le projet, être internés dans « des asiles spéciaux de l'Etat » créés aux frais de ce dernier. Lorsque l'aliénation mentale se déclarait pendant que le condamné subissait sa peine, le transfèrement à l'asile devait se faire sur la réquisition du ministère public près du tribunal qui avait prononcé la condamnation (article 2). Ce même article prenait soin de stipuler que cet internement serait imputé sur la durée de la peine.

Lorsque le tribunal estimait que l'individu qu'il venait d'acquitter était suspect d'aliénation mentale, il devait le placer provisoirement à l'asile spécial de l'Etat et le renvoyer devant la Chambre du Conseil qui devait soit ordonner son maintien à l'asile spécial lorsque son caractère dangereux était patent (instincts homicides, penchants au viol, à l'incendie, mœurs dépravées ou habitudes perverses), soit son transfert à l'asile ordinaire (article 4).

A l'asile le malade devait être placé dans un quartier

1. Voir M. Fourès, *Etude sur le projet de loi de défense sociale soumis au Parlement belge*, thèse Lille, 1929.

d'observation pendant les 15 jours qui suivaient son admission, et être examiné par un médecin qui en dresserait un rapport. Il ne pouvait être mis en liberté qu'en vertu d'une décision rendue par le Comité d'inspection et de surveillance de l'asile (article 7).

Le projet se préoccupait également de protéger la liberté individuelle, qui pouvait être compromise par des séquestrations arbitraires.

Aussi toute personne retenue dans les asiles spéciaux de l'Etat ou toute autre personne intéressée, pouvait se pourvoir devant le tribunal de première instance du lieu de l'internement pour demander sa libération. Le tribunal en Chambre du Conseil l'ordonnait s'il y avait lieu. Pour éviter des demandes de ce genre par trop fréquentes, l'article 10 stipulait que la juridiction saisie pouvait décider qu'il ne serait pas procédé à un nouvel examen avant un certain délai ne dépassant pas d'ailleurs un an. Mais en cas de rechute après libération la réintégration à l'asile était obligatoire. Enfin tout individu détenu préventivement qui serait atteint d'une maladie ou d'une infirmité grave, pouvait être transféré à l'asile sur la réquisition du procureur général auprès de la Cour dans le ressort duquel s'exerçaient les poursuites (article 14).

Telle est, brièvement résumée, la teneur de ce projet de loi qui tentait déjà de remédier à l'inconvénient si souvent signalé : la mise en liberté après acquittement d'individus, qui par leurs tares mentales étaient dangereux pour la sécurité publique. Ce projet était accueilli favorablement par le monde médical et l'Académie de Médecine à qui il avait été soumis après plusieurs discussions (séances du 29 juin, 29 juillet, 26 octobre et 30 novembre 1889) l'avait approuvé¹.

Malheureusement il n'affronta pas la discussion parlementaire, la dissolution des Chambres survenant sur ces entrefaites le rendit caduc.

Jules Le Jeune cependant ne s'en tint pas pour battu, il reproduisit son projet alors qu'il n'était plus Ministre

1. Voir, M. Fourès, *op. cit.*, p. 125.

de la Justice dans une proposition de loi déposée sur le bureau du Sénat le 29 janvier 1897, et en étendait l'application aux alcooliques, ainsi que l'avait proposé l'Académie de Médecine, mais l'Assemblée ne le suivit pas et sa proposition fut repoussée.

Le problème de la délinquance des aliénés et anormaux n'était pas résolu.

La délinquance de leur chef ne faisait que croître.

M. Carton de Wiart reprit les textes de Jules Le Jeune le 6 mai 1909, avec quelques modifications de détail. Les Comités d'inspection et de surveillance étaient dépouillés de leurs attributions, qui leur étaient dévolues par l'article 7 et leurs fonctions passaient à l'autorité judiciaire, mais ce projet ne fut pas discuté¹.

C'est alors qu'en 1907, le Ministre de la Justice d'alors, M. Renkin, instituait un laboratoire d'anthropologie pénitentiaire, véritable cellule initiale de l'organisation moderne. En effet, à cette date, sur la proposition de M. Gonne, administrateur général des prisons, un laboratoire d'anthropologie pénitentiaire fut créé par M. Renkin à la prison des Minimes de Forest et la direction en fut confiée au Docteur Vervaeck qui était alors le médecin de la prison.

Ce laboratoire fut définitivement organisé par M. de Lantsheere qui avait succédé à M. Renkin comme Ministre de la Justice en 1910.

Les condamnés à plus de 3 mois étaient soumis à un examen scientifique à l'effet de dépister leurs tares et étaient classés en 3 catégories :

- 1° délinquants d'origine sociale,
- 2° délinquants par tares psychiques,
- 3° délinquants à étiologie complexe².

1. Notons toutefois que dès 1892, Jules Le Jeune avait créé dans les prisons un service de médecine mentale dirigé par un psychiatre et chargé de décélérer les tares mentales des détenus condamnés à une peine de plus de 6 mois et ayant encouru des peines disciplinaires répétées. Cet examen devait également s'appliquer aux condamnés pour assassinat, viol, incendie, mais dans ce cas il ne devait s'agir que d'un examen unique, tandis que pour la première catégorie de détenus il devait être trimestriel.

Ces mesures d'ailleurs furent abrogées en 1896 (voir Héger-Gilbert et Vervaeck : *Considérations sur le régime pénitentiaire ; les annexes psychiatriques et l'amendement par le travail*. « Bulletin de l'Académie Royale de Médecine de Belgique, 1919 »).

2. Voir M. Fourès, *op. cit.*, p. 92.

C'était la première étape d'un progrès. A la vieille conception qui considérait tous les délinquants comme identiques se substituait celle, qui introduisait une distinction entre eux, basée sur leurs tares physiques et mentales.

Néanmoins on ne peut guère s'appesantir sur ce premier essai timide, bien qu'il allait montrer la voie aux réformes profondes.

Peu de temps après, la guerre survenait où la Belgique se jetait corps et âme. Envahie, elle eût d'autres soucis, hélas ! que de perfectionner ses institutions pénitentiaires. Cependant les hostilités allaient avoir une certaine influence sur les transformations qui devaient s'opérer dans le régime des prisons en Belgique.

On est en effet frappé de ce que les grandes réformes dont nous allons maintenant parler ont été entreprises en 1920.

Or, ce n'est pas mésestimer l'importance de notre question que d'affirmer qu'au lendemain même de la paix, la Belgique avait d'autres tâches plus urgentes.

C'est que les Allemands avaient jeté en prison quantité de citoyens belges qui résistaient à l'agresseur. Ceux-ci eurent tout le loisir de constater par eux-mêmes, combien les prisons de leur pays étaient imparfaites et ils en sortirent avec une soif de réformes qui devait se traduire par des actes, en 1920, quand le portefeuille de la Justice fut donné à M. Vandervelde.

Il semble qu'il eut été facile d'objecter aux patriotes belges que le moment était mal choisi pour apprécier en toute connaissance de cause leur régime pénitentiaire ; les Allemands maintinrent les prisons dans un état lamentable, jetant pêle-mêle jusqu'à sept prisonniers par cellule sans distinction de condition¹. La qualité des emprisonnés faussait également les données du problème. « Les prisons, » écrit M. Cuche dans un rapport à la Société générale des « Prisons, ne sont pas inventées et construites pour loger « de bons citoyens et on ne saurait faire grief au régime « cellulaire qui a normalement pour but d'empêcher le

1. Voir M. Ernest Bertrand, *Les réformes pénitentiaires*, « *L'Eclou* », 1921, p. 248 et suiv.

« contact et la corruption mutuelle des malfaiteurs, de ce que
« dans une période de crise il a mis obstacle au réconfort
« mutuel, qu'auraient pu s'apporter sous le régime en
« commun d'honnêtes gens internés par un ennemi brutal »¹.

Mais néanmoins ce fut le souvenir des souffrances endurées dans les geôles allemandes qui allait donner l'impulsion aux réformes projetées depuis longtemps et qui allaient maintenant progresser à pas de géant.

Dès juin 1919, une commission composée des plus hautes personnalités médicales, juridiques, judiciaires et pénitentiaires du pays, était nommée et se mettait au travail.

Section III

Les raisons profondes de l'évolution pénitentiaire belge

Nous avons vu que le régime pénitentiaire en Belgique, qui reposait sur la règle de l'isolement strict, consacré par la loi du 4 mars 1870, avait produit des abus regrettables, et que Ducpétiaux lui-même qui pouvait être considéré comme son véritable instigateur, en aurait blâmé vigoureusement les excès.

Si nous faisons abstraction de la période correspondant à la grande guerre, période pendant laquelle la désorganisation des prisons ne permet pas de formuler une opinion exacte, on peut faire brièvement le tableau des principaux griefs que les réformateurs de 1920 allaient adresser au système pénitentiaire de leur pays et comment ils entendaient y remédier.

A. L'application stricte du système cellulaire. Il n'est pas exagéré de dire que la pensée des fondateurs du régime cellulaire en Belgique, avait été sinon trahie, du moins en aucune façon observée.

Le condamné était soumis à un régime d'isolement

1. *Le régime cellulaire*, Rapport de M. Cuhe à la Société générale des Prisons (18 janvier 1922), « *Revue de droit pénal et pénitentiaire* », 1922, p. 354.

excessif, torture inutile et dont les effets ne pouvaient qu'être déplorables sur sa santé et sur son amendement.

Rester 23 heures sur 24 dans une cellule, n'apercevoir le ciel que pendant une courte promenade solitaire que l'on avait tendance à raccourcir encore. Imposer pour les heures de classe la claustration dans des alvéoles individuelles. Instituer l'enseignement à « la muette » qui exigeait que les réponses aux questions du maître fussent faites par signes, tout cela représentait un ensemble de règles peu propices à la réadaptation du délinquant.

Ce régime, à n'en pas douter, allait à l'encontre des meilleures intentions. En voulant conserver le détenu dans un état de solitude absolue, on développait en lui les maux les plus redoutables. L'homme est un être social, qui a besoin pour s'épanouir de la compagnie de ses semblables. « La préparation à la vie sociale, disait le Docteur Vervaeck, « ne peut être assurée que par un retour prudent, progressif, « à l'existence commune durant certaines heures de la « vie pénitentiaire »¹.

Fatalement le détenu sortait de prison aigri, mal préparé à la lutte pour la vie, complètement désaxé vis-à-vis d'un monde qu'il ne connaissait plus.

Ce régime était déjà condamnable dans son principe, mais ses inconvénients se trouvaient multipliés du fait qu'il s'appliquait indistinctement à tous les condamnés qui étaient traités par les mêmes méthodes².

B. Et c'est le second grief que l'on pouvait adresser au régime pénitentiaire belge : *l'absence de sériation des condamnés*. Il ne viendrait certes pas à l'idée de personne de traiter avec les mêmes médicaments les différents malades d'un hôpital.

Or n'était-ce pas à ce résultat que l'on aboutissait par l'uniformité des remèdes appliqués à des êtres si divers.

Tous les médecins, tous ceux qui ont étudié de près la population pénitentiaire ont insisté sur le caractère hétéro-

1. Docteur Vervaeck, *Evolution du régime pénitentiaire en Belgique*, « Actes du Congrès international de Bruxelles », 1926, p. 676.

2. Seul un quartier commun à la prison de Gand recueillait les inaptes à la vie cellulaire et ceux qui avaient fait 10 ans de leur peine en cellule.

gène de ses éléments. A côté de délinquants normaux qui forment même, aux dires du Docteur Vervaeck, une minorité dans les prisons¹ se trouvent une quantité d'anormaux, de pervers, de psychopathes, et même de grands déments dont les troubles mentaux ont échappé aux surveillants, et même aux visites forcément sommaires des praticiens. Et sur ce point, en Belgique même, on n'était pas sans aucune précision. On sait qu'à la prison de Forest fonctionnait depuis 1907 un laboratoire d'anthropologie pénitentiaire où étaient examinés tous les condamnés à plus de 3 mois. Les nombreux dossiers que l'on avait constitués depuis cette date avaient clairement mis en lumière ces constatations².

De plus, on avait pu se rendre compte qu'il existait dans les facteurs expliquant la criminalité, un phénomène qui jouait un rôle complexe mais néanmoins certain : *l'hérédité morbide*.

C'est souvent par des tares acquises, mais encore plus souvent innées, que les individus sont poussés dans la voie du crime.

Or, au lieu d'avoir un traitement spécial, basé sur des constatations scientifiques pour chacune de ces individualités, c'était, selon l'expression du Docteur Vervaeck *l'empirisme* le plus complet qui régnait en maître. Comment s'étonner alors de la faillite d'un système si peu conforme aux données les plus évidentes de la science.

C. On reprochait en outre aux prisons *l'état défectueux de l'organisation du travail*. Nous savons, en effet, que les détenus ne pouvaient se livrer qu'à de menus travaux peu rémunérateurs, tels que la confection de chaussons, ou le collage de sachets de papier, travaux qui étaient incapables de procurer à la sortie des délinquants un gagne-pain qui les aurait sauvés de la récidive.

1. Le docteur Vervaeck estime que dans les prisons la population normale ne dépasse pas le tiers de l'effectif total, « *Actes du Congrès de Bruxelles* », 1926, p. 688.

2. Dès 1919, grâce au laboratoire d'anthropologie criminelle créé en 1907, il y avait déjà une documentation comprenant 1.600 observations complètes de condamnés (Vervaeck, *Evolution du régime pénitentiaire en Belgique*, « *Actes du Congrès de Bruxelles* », 1926, p. 671.

D. Enfin ajoutons à cela que le *personnel pénitentiaire n'avait pas reçu une formation scientifique suffisante*.

C'étaient d'excellents fonctionnaires, mais ils ne connaissaient pas l'anthropologie et la psychologie des criminels. Au moment où l'on allait entreprendre la réorganisation des prisons, il était nécessaire de faire du personnel, même subalterne, un corps de collaborateurs, et il est juste de rendre hommage à leur esprit de compréhension qui a facilité la réussite des nouvelles méthodes pénitentiaires.

Dès la fin de la guerre, de sérieuses réformes furent envisagées.

En 1919, les Docteurs Héger-Gilbert et Vervaeck, dans un rapport qu'ils firent à l'Académie Royale de Médecine de Belgique¹, insistèrent sur le défaut de sériation des condamnés sans lequel aucun traitement pénitentiaire n'est efficace. Ils préconisèrent pour la réaliser la création dans les grandes prisons d'annexes psychiatriques avec des laboratoires d'anthropologie criminelle, où seraient examinés minutieusement les condamnés et en particulier les anormaux, que les tribunaux, en vertu de la théorie de la responsabilité atténuée faisaient échapper complètement à la répression, ou ne condamnaient qu'à de peines légères.

D'ailleurs l'organisme dont les auteurs du rapport souhaitaient la création existait, disaient-ils, à l'état embryonnaire, il est vrai, à la prison de Forest depuis 1907, ce qu'ils souhaitaient c'était son extension à toutes les grandes prisons du Royaume, grâce à lui, demain l'idée de diminution de responsabilité n'aurait plus pour conséquence l'affaiblissement de la répression mais l'application de méthodes thérapeutiques appropriées à chaque délinquant.

Devant l'imperfection du système pénitentiaire, il était nécessaire de le modifier profondément. Aussi allons-nous assister à partir de 1920, d'une part, à une atténuation progressive du régime cellulaire, à une réorganisation du

1. *Considérations sur le régime pénitentiaire : les annexes psychiatriques et l'amendement par le travail* par les Docteurs L. Vervaeck et Héger-Gilbert, « *Bulletin de l'Académie Royale de Médecine de Belgique* », 1919.

travail à l'intérieur des prisons, le personnel va recevoir un enseignement professionnel poussé, et, d'autre part, et surtout, car c'est là, le côté le plus intéressant, à une sériation des condamnés basée sur les constatations fournies par l'*anthropologie criminelle*.

Alors qu'autrefois la peine visait l'intimidation et l'expiation du coupable, aujourd'hui ces idées sont reléguées, pour certaines catégories de malfaiteurs, à l'arrière plan. « Désormais l'organisation et le fonctionnement des institutions pénitentiaires sont dominés par le principe de l'individualisation de la sanction pénale sur des bases scientifiques »¹.

Or ce que la science exigeait c'était de ne plus voir soumis à un même régime les malades et les bien portants, les illettrés et les intellectuels, les anormaux et les normaux.

Une telle conception archaïque et désuète faisait dans notre monde moderne l'effet d'un anachronisme.

Pour réaliser cette individualisation de la peine, il était nécessaire d'examiner minutieusement les délinquants. Il fallait donc mettre à la disposition des anthropologues chargés de faire cette discrimination, des laboratoires pourvus d'un outillage perfectionné, afin d'établir les diagnostics avec le maximum de précision.

Mais il ne sert à rien de faire des distinctions parmi les catégories de criminels, de préconiser grâce à des examens complets, un traitement spécialement adapté à chaque individualité, il faut encore mettre à la disposition de l'Administration pénitentiaire les moyens de réaliser cette individualisation.

Aussi sera-t-il utile d'avoir à sa disposition toute une gamme d'établissements qui seront susceptibles de réserver à chaque forme de délinquance un traitement approprié.

A la sériation des condamnés devra correspondre une sériation de prisons. C'était là, nous l'avons vu, une idée de Prins qui allait passer du domaine de la théorie dans celui de la pratique. La prison deviendra, selon l'expression du

1. M. Belym, *L'étape contemporaine de l'évolution pénitentiaire belge*, « L'Eclou », 1932, p. 181.

Docteur Vervaeck, un véritable « sanatorium social » pour les anormaux où ils seront réformés et guéris si possible. Elle doit se transformer suivant les délinquants qu'elle reçoit ¹. Elle sera prison-école pour les adolescents qu'il faut plutôt amender, éduquer, car leur caractère aisément malléable peut encore recevoir l'empreinte du bien.

Elle doit être une colonie de travail où seront relégués à tout jamais, ou tout au moins pour un long terme, les chevronnés du crime, pour qui au contraire, en raison de leurs antécédents, il n'est plus permis d'espérer un relèvement.

Les malades seront transférés dans des sections spéciales où leurs tares seront soignées. C'est ainsi que nous verrons des prisons-sanatoria pour les tuberculeux, des établissements où seront tous les névrosés, les épileptiques, les toxicomanes. Alors qu'auparavant ces individus étaient mis en cellule et voyaient leurs anomalies s'exaspérer par leur réclusion, et rentraient dans la société diminués et déçus, désormais la prison scientifique profitera de leur internement pour les soigner et les guérir.

Ce programme qui a été réalisé en Belgique point par point n'a pas été sans susciter des résistances et des critiques.

On s'est d'abord ému de l'atténuation progressive du régime cellulaire et certains défenseurs de celui-ci, en particulier M. Bertrand, directeur de la prison de Louvain, a, dans le journal des fonctionnaires des prisons l'« *Ecrou* » mené une offensive vigoureuse contre les idées nouvelles ². L'installation d'ateliers communs dans certaines prisons, la suppression de la promenade solitaire, le port facultatif de la cagoule, sont pour lui autant de signes certains de la condamnation du système mis en vigueur par Ducpétiaux, et dans ses articles il a mis en relief les avantages de la cellule, seul moyen de régénérer le condamné et d'individualiser la peine, d'empêcher la corruption mutuelle.

1. Voir « *Revue de droit pénal et de criminologie* », 1924, p. 642.

2. Voir *L'anthropologie pénitentiaire* par E. Bertrand, « *L'Ecrou* », 1922, p. 174 et suiv. et « *Revue de droit pénal et de criminologie* », 1921, p. 248 et 337 suiv.

Les réformateurs à ce sujet se sont expliqués clairement, il n'est pas question d'abolir le régime cellulaire. Leurs nombreuses déclarations ne peuvent faire à ce sujet le moindre doute.

M. Vandervelde lui-même, au cours de la discussion du budget de la Justice, en 1922, tenait sur ce point à rassurer ceux qu'effrayaient les tendances novatrices du ministre : « Nous ne voulons pas toucher, disait-il, au régime cellulaire ».

Cette affirmation a été reprise par le Docteur Vervaeck. L'abolition complète du régime cellulaire n'a jamais été dans son intention. On se souvient qu'il déclarait qu'il devait rester la pierre angulaire de toute organisation pénitentiaire ¹.

Mais la rigidité de l'isolement ne s'adapte pas à toutes les catégories de délinquants. Excellente pour certains, elle ne convient pas pour d'autres, et la conception anthropologique se propose de faire la discrimination entre ces diverses catégories ².

On a reproché également à la réforme pénitentiaire de transformer la prison en un hôpital, de rendre l'incarcération beaucoup plus agréable qu'auparavant et par voie de conséquence d'affaiblir la répression.

De nombreux auteurs soutiennent qu'il est nécessaire, pour faire expier les détenus, d'user envers eux de sévérité et même de les faire souffrir. A ce prix-là, disent-ils, on arrivera au résultat désirable, ils se confieront à ceux qui sont chargés de la direction de leur esprit et de leur âme et les conseils que ceux-ci leur donneront fera germer en eux le désir de se relever. Mais il faudrait que les condamnés soient aptes à comprendre la souffrance qu'on prétend leur infliger. Ne serait-il pas monstrueux d'user d'une sévérité excessive, pour ne pas dire inhumaine, envers des individus

1. « *Actes Congrès de Bruxelles* », 1926, p. 681.

2. Dans les textes législatifs, on peut même trouver des mentions affirmant la nécessité d'un régime cellulaire. L'arrêté du 13 juin 1920, qui crée un conseil supérieur des prisons, le souligne dans l'exposé des motifs qu'il adresse au Roi. En effet, il préconise la recherche d'un régime du travail pénitentiaire qui « conserverait les avantages que peut présenter le régime cellulaire ».

dont la place n'est pas, en raison de leurs tares, dans une prison. De pareilles aberrations doivent être évitées.

Quant aux annexes psychiatriques et les théories anthropologiques, elles ont aussi rencontré une résistance opiniâtre. On n'a pas hésité, pour montrer combien ces nouveautés ne plaisaient pas à leurs bénéficiaires, à reproduire des lettres de détenus critiquant parfois avec verve les nouvelles réformes¹.

On prétendait aussi que la prison moderne offre un confort inconnu, hélas ! aux parties honnêtes mais pauvres de la population. Il serait dangereux pour la moralité publique de donner à ceux qui ont fauté l'assurance qu'ils recevront pendant leur détention des douceurs qu'ils n'ont pas connues jusqu'alors.

Là aussi les réformateurs ne sont pas restés sans réponse ; leurs intentions ont été travesties et déformées.

Selon l'expression spirituelle de M. Cornil, il ne s'agit pas « d'entourer les délinquants des soins empressés d'infirmières élégantes et amènes dans l'atmosphère riante

1. Voici à titre documentaire la reproduction d'une des lettres de ces détenus, adressée à M. Bertrand (« *L'Eclou* », 1926, p. 116).

Monsieur le Directeur,

« Si je me permets de vous adresser la présente, c'est à seule fin de vous demander si les hommes bien portants sont obligés de se laisser examiner au laboratoire d'anthropologie.

« Je crois en effet que ce service est fait pour ceux qui sont atteints de maladies mentales.

« Voici le motif qui me pousse à vous poser la question. Hier on m'a privé de préau et on m'a soumis à un interrogatoire interminable sur mon passé et sur tous les membres de ma famille, absolument comme si ma tête était le registre de population et d'état civil d'une douzaine de communes, et contenait tous les dossiers secrets de police.

« On a été jusqu'à me demander combien mon père buvait de chopes par jour.

« Que diraient ces Messieurs si on les interrogeait sur les aventures et les vices de leurs parents. N'en seraient-ils pas indignés ?

« Après-midi, alors que j'étais en pleine transpiration d'avoir travaillé, on est venu me chercher, et on m'a fait mettre tout nu pendant deux heures pour mesurer ma carcasse. Je n'en ai pas fermé l'œil de la nuit. Et il paraît que ça n'en est encore qu'à la moitié.

« Et cette comédie autour d'un homme de soixante ans. Qu'ont-ils à faire avec mes grands-pères et mes grands-mères morts depuis si longtemps. Ne peuvent-ils pas les laisser en paix, eux et moi aussi ?

Pour moi, Monsieur le Directeur, cela est la folie du XX^e siècle.

« X... »

« d'un sanatorium séduisant »¹. Les réformes pénitentiaires n'ont pas modifié le régime disciplinaire des prisonniers.

Qu'on ne croie pas que les perfectionnements scientifiques ont rendu la prison non seulement agréable mais désirable.

La privation de la liberté est encore l'élément capital de la peine, elle seule constitue le pire châtement qui existe pour l'individu, il n'est pas besoin d'ajouter des souffrances inutiles, indignes de notre civilisation.

La vérité c'est que la société, lorsqu'elle punit un de ses membres, doit se soucier de sa santé intellectuelle et physique et ne pas rejeter dans son sein un être déchu et affaibli.

Sans doute est-il regrettable que tant de malheureux, qui n'ont rien à se reprocher, n'aient pas leur nécessaire ; on ne peut que le déplorer et s'employer de toutes ses forces à leur venir en aide. Mais ce n'est pas une raison pour ne pas donner aux délinquants, qui sont frappés dans le bien le plus précieux : la liberté, les soins les plus élémentaires que réclament l'humanité et la dignité humaine. « Qu'importe, écrit le Docteur Vervaeck, au point de vue « répressif qu'au cours de leur peine ou plus justement de « leur période d'élimination sociale les délinquants malades, « les infirmes de corps et d'esprit, soient en prison mieux « soignés et mieux nourris que jadis, que les ignorants y « soient instruits et éduqués au point de vue intellectuel, « moral et professionnel ; qu'on tente de guérir les névrosés « et les intoxiqués, qu'on mette tout en œuvre pour redresser les tares des dégénérés et en quoi la sécurité sociale « et les exigences de la justice seront-elles compromises « par le fait que la prison sera devenue plus scientifique « et plus humaine »².

Ce sera l'honneur de la Belgique d'avoir, la première, mis en application ces théories neuves et hardies qui font pénétrer dans un domaine qui leur était inconnu : la science et la pitié.

1. M. Cornil, *La mesure de sûreté envisagée objectivement*, « *Revue de droit pénal et de criminologie* », 1929, p. 846.

2. Docteur Vervaeck, *La conception anthropologique du traitement des condamnés*, « *Revue de droit pénal et de criminologie* », 1921, p. 355.

CHAPITRE III

LES RÉFORMES DE 1920

Section I

Le Conseil Supérieur des Prisons

Il était nécessaire de créer, à la veille des profondes modifications que devaient subir les institutions pénitentiaires, un corps consultatif composé des plus éminentes personnalités juridiques du pays, afin que ces réformes soient mûrement étudiées et que les textes législatifs qui interviendraient soient irréprochables. C'est à ce but que répond le premier des arrêtés royaux, en instituant le 13 juin 1920, le Conseil Supérieur des Prisons.

Cet arrêté royal est également intéressant, en ce qu'il pose dans l'exposé de ses motifs le sens de l'évolution des idées en notre matière.

« A l'ancienne conception qui établissait une cloison étanche entre les aliénés et les criminels retranchés les uns des autres de la communauté sociale, se substitue de plus en plus une conception nouvelle, qui tient compte de l'infinie variété des cas individuels. Elle tend à soumettre tous les prisonniers à l'observation psychiatrique, à créer des moyens termes entre les prisons et les asiles, et en introduisant dans les prisons une organisation rationnelle de l'enseignement et du travail, à rendre au milieu social non pas de futurs récidivistes, mais des hommes amendés et susceptibles de reclassement ».

C'est en quelques lignes évoquer avec une admirable netteté le chemin qui était encore à parcourir pour réaliser un système en harmonie avec les idées modernes. Ce programme, nous le verrons, la Belgique l'a réalisé point par point et elle peut à juste titre être fière de son œuvre.

Le Conseil Supérieur des Prisons devait apporter aux réformes entreprises l'appui et le secours de sa haute autorité et de sa science juridique.

Cet organe, nous l'avons dit, est un organe consultatif. L'article 1^{er} le dit expressément : « il est institué pour donner son avis sur les questions dont l'examen lui est confié par le Ministre de la Justice »¹.

Le Conseil se compose de 19 membres au plus, nommés par arrêté royal pour un terme de 4 ans. Leur mandat est renouvelable.

En cas de décès ou de démission de l'un des membres, le successeur achève seulement le mandat de celui qu'il remplace.

Remarquons que le Conseil n'élit pas son bureau. Le président, le vice-président et le secrétaire sont désignés par arrêté royal². Si le Ministre de la Justice assiste aux séances, il prend de droit la présidence.

Des membres adjoints peuvent être nommés par le Ministre de la Justice, à raison de leur compétence spéciale, mais pour une durée temporaire, lorsqu'une question particulière est évoquée devant le Conseil.

Enfin, notons que le Conseil n'a pas de sessions régulières, il ne se réunit que sur convocation de son président et suivant les instructions du Ministre de la Justice.

Pas une seule modification du système pénitentiaire belge qui n'ait été l'objet de l'examen du Conseil Supérieur des Prisons (création d'annexes psychiatriques, des labo-

1. Le Conseil supérieur des prisons joue en Belgique le même rôle que cette institution joue en France. — Dans notre pays nous possédons un semblable organisme créé par une ordonnance du 19 avril 1819. Disparu en 1830, il a été rétabli par la loi du 5 juin 1875 et définitivement organisé par les décrets du 26 janvier 1882, 16 juin 1883 et 14 août 1887.

2. Des secrétaires adjoints sans voix délibérative peuvent être nommés par le Ministre de la Justice.

ratoires d'anthropologie pénitentiaire, des prisons-écoles, réorganisation du travail en prison, etc.).

Le Conseil Supérieur des Prisons est donc l'organisme chargé de guider avec toute la prudence qui s'impose la marche des réformes. La haute compétence de ses membres est un sûr garant que celles-ci ont fait l'objet de délibérations approfondies et qu'elles peuvent affronter sans danger l'épreuve de l'expérience.

Section II

L'examen anthropologique des détenus

L'examen anthropologique des détenus, constitue la cheville ouvrière de tout le système pénitentiaire belge basé sur la sériation des condamnés.

Puisque l'on voulait réaliser l'individualisation de la peine en s'appuyant sur des constatations scientifiques certaines, il fallait que l'on puisse examiner méthodiquement tous ceux qui entraient en prison, pour pouvoir leur appliquer en toute connaissance de cause un traitement adéquat.

C'est pourquoi l'arrêté royal du 30 mai 1920 crée un service d'anthropologie pénitentiaire, qui aura pour but de préparer un classement des détenus en vue d'une individualisation pénitentiaire aussi poussée que possible.

Aussi, dans toutes les grandes prisons du pays ont été institués des laboratoires d'anthropologie criminelle dont la direction est confiée à un médecin anthropologue, désigné en vertu de l'arrêté royal du 30 mai 1920 par le Ministre de la Justice.

Ce n'est d'ailleurs que progressivement que ces laboratoires ont été fondés. A l'heure actuelle ils sont au nombre de 10.

Bruxelles (Forest et Saint-Gilles), Louvain (prison centrale), Anvers, Liège, Mons, Gand (prison centrale), Bruges, Namur.

Quant aux prisons secondaires qui existent au siège de

réunis les dossiers anthropologiques des détenus, lors de leur libération définitive.

§ 1. *Quels sont les détenus
qui font l'objet de l'examen anthropologique.*

Il nous faut maintenant préciser quelles sont les catégories de détenus, qui font l'objet de l'examen anthropologique, car tous n'y sont pas soumis.

Si l'on se réfère à la circulaire ministérielle du 10 juin 1920, on voit que ce sont tous les condamnés primaires à une peine principale de 3 mois et tous les récidivistes.

Cet examen, précise l'article 8 de la circulaire précitée, doit se faire dans le mois qui suit l'écrou des récidivistes, ou de la mutation dans la prison pour peine des condamnés primaires.

En réalité, d'autres circulaires postérieures ont légèrement modifié cette règle.

C'est ainsi que dans les prisons non pourvues de laboratoires, et nous savons que c'est là la majorité, ne sont transférés au laboratoire régional pour examen, que les *récidivistes* ayant une peine dépassant un mois (circulaire du 18 novembre 1926).

On a voulu éviter des transferts trop nombreux et trop onéreux pour des délinquants ayant commis des fautes peu graves.

Bien plus, une circulaire postérieure du 15 mars 1927 précise que pour les récidivistes condamnés à un mois ou moins (et qu'il s'agisse de prisons pourvues de laboratoires ou non) l'examen anthropologique soit approfondi (avec constitution d'un dossier) soit sommaire¹, (avec simple indication de traitement) est facultatif.

L'utilité de faire un pareil examen est laissée à l'entière appréciation du médecin anthropologue, ou dans les

1. On se bornera dans ce cas à recueillir simplement certains éléments essentiels pour formuler les directives du traitement pénitentiaire et thérapeutique. Le résultat en sera consigné sur une fiche rédigée de la même manière que le dossier anthropologique (circulaire du Docteur Vervaeck, 18 mai 1927).

prisons secondaires au médecin ordinaire de la prison. Pour les récidivistes condamnés à une peine de 1 mois à 3 mois, leur examen approfondi et par conséquent leur transfert au laboratoire régional n'est obligatoire que si leurs antécédents ne contiennent une peine ou un total de peines atteignant au moins un an d'emprisonnement. Dans les autres cas, examen et transfert ne sont que facultatifs.

Bien entendu, si un détenu récidiviste même condamné à moins d'un mois présentait des tares mentales telles, qu'une mesure de placement serait utile à prendre, l'examen approfondi devrait être pratiqué, et le médecin de prison secondaire devrait le faire transférer au centre régional. Dans ce cas il devra indiquer dans un rapport les raisons qui lui ont fait prendre pareille décision.

En ce qui concerne les *délinquants primaires*, sont examinés obligatoirement ceux qui ont une peine de plus de 3 mois d'emprisonnement, mais une situation spéciale est faite *aux étrangers*. Et par étrangers, il faut entendre aux termes des circulaires du 15 mars et du 18 mai 1927, ceux qui ne parlent aucune des trois langues usitées en Belgique. (française, flamande, wallonne). Pour ceux-là ils, ne devront subir un examen complet avec constitution d'un dossier anthropologique que s'ils ont à subir une peine supérieure à *un an de prison*, ou bien s'ils sont atteints de « maladies organiques graves, de tares mentales ou nerveuses »¹.

Dans les autres cas, le médecin anthropologue se bornera à un simple examen sommaire destiné à fixer les directives du traitement.

Mais toutes les dispositions précédentes ne s'appliquent qu'aux détenus majeurs. Pour les détenus mineurs de 21 ans, ils doivent toujours faire l'objet d'un examen complet quelle que soit la nationalité à laquelle ils appartiennent et quelle que soit la langue qu'ils parlent ; l'examen complet de tous les détenus mineurs est donc obligatoire.

1 Circulaire du 18 mai 1927.

§ 2. Sur quoi porte l'examen anthropologique.
Le dossier anthropologique.

Cet examen anthropologique des détenus appartenant aux catégories que nous venons d'énumérer, sur quoi porte-t-il ? Les recherches qu'il nécessite, sont nombreuses et ont trait à une foule de points. Elles sont consignées sur des *fiches criminologiques*. L'ensemble de ces fiches forme le *dossier anthropologique*.

Celui-ci a l'aspect d'une forte brochure de 40 pages sans compter les annexes. Aussi ne peut-on en donner qu'une idée sommaire. M. Rabinowicz dans son ouvrage : *La lutte moderne contre le crime* n'écrit-il pas à son sujet : « Nous n'avons pas la prétention qui ne se justifierait « d'ailleurs nullement de faire l'analyse complète de ce « dossier un ouvrage entier n'y suffirait pas »¹.

Le dossier s'ouvre par des *renseignements généraux et administratifs* (état civil du détenu et de ses parents, nombre d'enfants qu'il possède).

Puis on relate le délit, pour lequel l'individu est actuellement en prison. Ce délit est minutieusement analysé, la version du parquet et celle qu'en donne l'intéressé figurent côte à côte et pourront par leur comparaison faire l'objet de fructueux enseignements. On recherche également les causes déterminantes et les conditions du délit (état physique, ivresse, motifs passionnels, rôles des complices).

Le chapitre suivant a trait à son *passé criminologique* ; toutes les condamnations qui ont été infligées au délinquant sont rapportées sans en omettre une seule. C'est ainsi qu'il y a un paragraphe spécial pour les condamnations de police, les condamnations militaires et celles prononcées en pays étrangers. Les décisions du juge des enfants y figurent également. On a ainsi un véritable casier judiciaire qui permet de se faire une idée du caractère dangereux de l'individu.

Viennent ensuite les *renseignements sociologiques* : vie familiale du détenu. Ses conditions de vie, ainsi que celle

1. M. Rabinowicz, *La lutte moderne contre le crime*, p. 49.

de ses parents. Pour les détenus mariés, la façon dont ils dirigent leur ménage (s'ils usent de brutalité envers leur femme et de sévérité envers leurs enfants).

Comment le délinquant a été éduqué, les études qu'il a faites, sa conduite au service militaire, la religion qu'il pratique, la profession qu'il exerce. Enfin la façon dont il se comporte dans la vie sociale (libertinage, jeu, distractions qu'il préfère, et même le genre de romans qu'il lit), ses goûts de luxe et de dépense, s'il épargne, s'il fait partie de syndicats ou d'œuvres de mutualité.

Une enquête est faite également sur le milieu social et familial. Cette partie est importante, car plus tard nous verrons que la loi de défense sociale du 9 avril 1930, permet, sous certaines conditions, la mise en liberté des délinquants anormaux, il sera utile de connaître le milieu où devra vivre le détenu à sa sortie de prison, afin de ne pas corrompre par un contact pernicieux, un être que les enseignements et les soins reçus pendant sa détention auront peut-être amendé.

Ensuite viennent les *renseignements d'ordre médical*.

Tout d'abord les antécédents héréditaires envisagés surtout au point de vue de la tuberculose, de la délinquance, de l'aliénation mentale, de l'alcoolisme et des maladies spécifiques, les tendances au suicide.

On analyse le passé médical du détenu. Ses maladies qu'il a pu contracter, figurent dans leurs plus petits détails (maladies de l'enfance, fièvres, traumatismes, maladies vénériennes, affections nerveuses et mentales, intoxications auxquelles il s'adonne soit par le tabac, la morphine, la cocaïne). Des paragraphes spéciaux sont réservés aux perturbations endocriniennes et aux fonctions génitales.

L'examen anthropologique retient ensuite l'attention. Plus de 50 mensurations sont prises. Les organes des sens font l'objet d'une étude approfondie, avec leurs anomalies et leurs imperfections respectives, ainsi que chaque partie du corps humain.

L'examen se poursuit par l'exploration *du système nerveux* dont les troubles jouent souvent un grand rôle dans l'explication de la criminalité, on y joint une étude complète

des crises nerveuses (anomalie de la marche, incoordination et atrophie musculaires, tremblement, bégaiement, aphasie, réflexes tendineux, cutanés et vaso-moteurs, fugues, somnambulisme, céphalées, vertiges, hystérie, spasmes, épilepsie, paralysie).

On a recours également à la méthode des tests, pour apprécier la psychologie des détenus, afin de pouvoir se faire une idée complète de chaque individualité. On pourra ainsi dresser une liste de défauts et de qualités dominants chez chacun.

Voici par conséquent très sommairement évoqués les principaux points sur lesquels porte l'examen anthropologique.

On voit combien il est complet et quelle arme il constitue entre les mains des médecins dans la lutte contre le crime. Mais le rôle de ceux-ci n'est pas terminé, une fois dressé ce catalogue des tares et des anomalies des individus qu'ils examinent. Il reste à tirer une conclusion pratique de ces investigations, c'est en cela que consistent les *rapports anthropologiques*.

§ 3. *L'utilisation du dossier anthropologique.*

Muni de ces indications, le médecin doit préciser le traitement à administrer au délinquant. Les directives qu'il prescrit peuvent se ranger sous trois chefs.

A. *Le traitement pénitentiaire.*

On envisagera l'action morale, l'éducation sociale, l'instruction et le genre de travail, qu'il faudra donner au détenu qui rentrera dans le cadre de ses aptitudes.

B. *Le traitement médical.*

Les investigations auxquelles s'est livré le médecin anthropologue ont fait apparaître chez de nombreux délinquants des tares et des maladies que ceux-ci ne soupçonnaient peut-être pas.

Désormais, grâce aux recherches pratiquées dans les laboratoires d'anthropologie au lieu de mettre en cellule des êtres diminués et malades, on profitera de leur passage en prison pour les soigner et les guérir.

On orientera certains vers des prisons thérapeutiques spéciales (prison-sanatorium, prison pour épileptiques). On pratiquera sur d'autres, les opérations chirurgicales nécessaires, de sorte qu'on remettra en liberté, un être désormais sain, qui ne compromettra pas la santé des siens et de ceux au milieu desquels il est appelé à vivre et qui en possession de tous ses moyens physiques sera apte à tenir sa place dans la société.

C. Enfin, le cas échéant, si des tares mentales ont été décelées : un *traitement psychiatrique*.

Mais dans ce cas, le délinquant a dû passer par l'annexe psychiatrique du centre pénitentiaire où il a été mis en observation. Ce sera au médecin aliéniste de cette annexe à formuler les conclusions et les directives qui s'imposent.

Nous verrons plus tard quelles sont les prescriptions qui doivent être observées dans ces annexes psychiatriques et comment elles fonctionnent. Ainsi se présente le dossier anthropologique.

Mais il ne faudrait pas croire qu'il est immuable :

Tout d'abord, le condamné est revu et le dossier revisé : Mensuellement au cours du premier semestre.

Trimestriellement jusqu'à la cinquième année de sa détention.

Et annuellement au moins après la cinquième année (circulaire ministérielle du 22 novembre 1921); on pourra ainsi suivre l'évolution du condamné en prison et voir les progrès de sa santé physique et de son amendement.

Pendant sa détention, on notera scrupuleusement sa conduite et les modifications constatées dans son état physique mental ou moral.

Les membres visiteurs des Comités de patronage et de réadaptation sociale indiqueront également sur le dossier les réflexions qu'auront pu leur suggérer le détenu.

Ainsi, on ne négligera aucune indication permettant d'apprécier ses différents progrès.

Le rapport anthropologique aux termes de l'article 12 de la circulaire ministérielle du 10 juin 1920, est adressé aux membres du personnel qui seront appelés à intervenir dans le traitement pénitentiaire : directeur-adjoint, aumô-

nier, instituteur, chef-surveillant, surveillant principal, chef de service, ou chef de quartier et surveillant des travaux. Ceux-ci en effet sont chargés d'appliquer les prescriptions du dossier. Ils sont les mieux placés pour observer les réactions que provoquent sur le détenu les directives qui ont été ordonnées. Celles-ci ne produiraient peut-être pas l'effet attendu et désiré si elles étaient appliquées sans aucun contrôle.

C'est pour cela qu'hebdomadairement les médecins anthropologues et les membres du personnel que nous venons d'énumérer se réunissent sous la présidence du directeur et délibèrent sur l'application du traitement. Des observations utiles seront faites par tous ceux qui approchent le détenu, qui amèneront peut-être des modifications importantes.

De cette façon, les prescriptions du service d'anthropologie pénitentiaire, ne restent pas figées dans leur forme primitive, elles suivent, pas à pas, l'évolution du délinquant et se modèlent étroitement à sa personnalité.

Le dossier une fois dressé reste à la prison où le condamné purge sa peine. S'il venait à être transféré dans une autre prison, son dossier le suit dans ce dernier établissement.

Enfin à l'expiration de sa détention, le dossier doit être envoyé au directeur général du S.A.P., au laboratoire central de Forest (circulaire ministérielle du 22 novembre 1921).

On aura ainsi à tout moment possibilité de demander le dossier anthropologique d'un individu, lorsqu'il commettra à nouveau un autre délit, et être aussitôt fixé aussi complètement que possible sur son compte.

§ 4. *Les moyens d'investigation du S.A.P.*

Nous avons vu que le dossier anthropologique était constitué dans les laboratoires des centres pénitentiaires. Le médecin et ses aides procèdent aux mensurations, font les prises de sang, pratiquent les analyses indispensables, bref se chargent de toute la partie médicale.

Mais dans le dossier figurent une multitude de rensei-

gnements, soit administratifs, soit sociologiques, nécessitant des enquêtes étendues.

Comment ces données parviennent-elles à la connaissance de ceux qui sont chargés de constituer le dossier.

De plusieurs manières.

Tout d'abord le Parquet et les Administrations communales, communiquent les renseignements d'état civil et les antécédents judiciaires.

En ce qui concerne la vie sociale du délinquant, on envoie à l'instituteur, à l'armée, auprès des différents patrons, qui l'ont employé des questionnaires très complets qui, une fois remplis viendront s'annexer au dossier et constitueront une base de documentation utile. La conduite dans ces différents milieux, l'application qu'il a montrée, son état de santé, ses qualités et défauts dominants, tout cela fait l'objet de questions nombreuses, précises et détaillées.

Enfin le service d'anthropologie pénitentiaire trouve une précieuse collaboration auprès des *auxiliaires sociaux*, en ce qui concerne les renseignements d'ordre sociologique, familiaux, les antécédents héréditaires du détenu. On ne se bornera pas aux renseignements que donnera ce dernier et qui seront soit incomplets, soit mensongers.

Chaque centre pénitentiaire a un ou plusieurs auxiliaires sociaux qui sont chargés des enquêtes.

Une circulaire ministérielle du 29 septembre 1930 précise les attributions des auxiliaires sociaux. Leur mission aux termes de cet arrêté consiste « à se livrer à toutes les « enquêtes jugées nécessaires en vue de l'examen des détenus, de l'individualisation de leur traitement pénitentiaire et de leur réadaptation sociale ».

C'est le médecin anthropologue qui charge les auxiliaires sociaux de l'enquête, il spécifiera les points sur lesquels doivent porter leurs investigations, ils en font un rapport écrit qu'ils remettent au médecin. Ils peuvent, pour étayer leur documentation, étudier les dossiers d'écrou et anthropologiques qu'ils consulteront au laboratoire.

Ils peuvent également interroger le détenu, mais ils ne doivent le faire que dans les locaux du laboratoire et durant les heures de fonctionnement du S.A.P.

Pour le reste ils procéderont à des enquêtes personnelles, se rendant au domicile du détenu et questionneront les personnes qui seront les plus susceptibles de les aider dans leur tâche.

Les auxiliaires sociaux ne se bornent pas à cette mission. Nous verrons plus tard le rôle important qu'ils jouent dans la préparation du reclassement du condamné dans la société. Ils sont par leur activité à la fois pleine de compréhension et d'intelligence des collaborateurs précieux et dévoués.

§ 5. *Le Comité directeur du S.A.P.*

Il fallait pour assurer la direction de tout cet édifice savant, un comité composé d'un nombre restreint de personnes qui serait chargé d'effectuer un contrôle sévère sur l'activité des prisons réformées par les méthodes nouvelles.

C'est pourquoi l'arrêté royal du 30 septembre 1920 a institué un comité directeur du service d'anthropologie pénitentiaire. Mais son rôle ne se borne pas à un contrôle purement médical des laboratoires ; en effet, il ferait dans ce cas double emploi avec la conférence mensuelle du laboratoire central de Forest. Il englobe aussi la formation professionnelle des détenus et l'organisation du travail pénitentiaire (article 3 de l'arrêté précité). Aussi ne devons-nous pas nous étonner de voir siéger au comité, des fonctionnaires particulièrement spécialisés dans les questions où doit s'étendre son activité.

Le comité se compose de 4 membres au plus qui sont nommés par le Ministre de la Justice et présidé par un médecin spécialiste qui porte le titre de directeur général du service d'anthropologie pénitentiaire, et qui est à l'heure actuelle le Docteur Vervaeck.

Chaque membre du comité a une fonction déterminée, un membre représente le Ministère de la Justice et est chargé de préparer des projets de règlements administratifs qui cadreront avec les propositions du comité ; un autre est chargé de l'inspection des prisons, un s'occupe de l'orga-

nisation du travail, les services d'anthropologie et psychiatriques seront représentés par un médecin¹.

A l'effet d'exercer ce contrôle, les membres du Comité sont investis sur les différents services dont ils sont chargés d'un droit d'inspection. Ils font un rapport des constatations qu'ils ont faites au directeur du S.A.P. qui les transmet au Ministre de la Justice. Le Comité tient régulièrement séance *deux fois par mois*. Mais le directeur du S.A.P. peut en cas de nécessité le réunir sur la demande de l'un de ses membres.

Les résolutions qui sont prises sont communiquées au Ministre de la Justice.

Pour terminer sur l'activité du S.A.P. nous citerons quelques chiffres² :

de 1921 au 31 décembre 1933, 27.256 dossiers avaient été dressés comprenant 6.032 examens de récidivistes et 2.860 concernant les étrangers et les condamnés de plus de 60 ans.

Ainsi nous pouvons mesurer l'importance et l'utilité de ces nouveaux organismes qui ont révolutionné le système pénitentiaire.

Section III

L'examen psychiatrique des détenus

§ 1. *Utilité des annexes psychiatriques*

L'observation anthropologique ne met pas seulement en évidence les maladies du corps des détenus, elle fait ressortir aussi les maladies de l'esprit.

Parmi tous les délinquants qui passent par les laboratoires des centres pénitentiaires, il y en a un grand nombre

1. Parmi les questions qui ont retenu l'attention du Comité directeur du S.A.P., citons, l'organisation des prisons-écoles et industrielles, des cours de médecine pratique et d'hygiène, des services médicaux spécialisés.

2. D'après M.le Docteur Vervaeck, *Le crime et la peine*, « Cahiers rationalistes » octobre 1934.

qui présentent des anomalies psychiques graves. Depuis longtemps, les aliénistes qui ont étudié la composition de la population pénitentiaire, ont remarqué l'énorme quantité de déséquilibrés, de débiles mentaux, et même de grands déments qui constituent celle-ci. Beaucoup des tares mentales des détenus, restaient avant les réformes dont nous allons maintenant parler, complètement ignorées de l'Administration des prisons. Il en était de même de la plupart des intoxications acquises ou innées qui sont si fréquentes dans ce milieu.

D'autre part certains délinquants n'hésitaient pas à simuler habilement des dérangements cérébraux et ils arrivaient assez souvent, faute d'une observation suffisamment suivie, à tromper les surveillants et même les médecins et à profiter d'un adoucissement de régime.

On sait l'importance que prennent les questions de responsabilité pénale au cours des procès judiciaires, et combien une fausse appréciation de celle-ci peut faire naître d'erreurs et d'injustices. Il était donc nécessaire de pratiquer un examen psychiatrique approfondi des détenus, que l'on soupçonnerait atteints de maladies mentales. C'est à cette préoccupation que répond l'institution des annexes psychiatriques et elle constitue un complément fort utile au dépistage des maladies dans les laboratoires d'anthropologie criminelle.

L'annexe psychiatrique permettra d'éliminer du régime pénitentiaire strict, tous les déficients mentaux.

Il déterminera la nature des troubles que ressentent les prévenus et de cette façon, la juridiction d'instruction ou de jugement sera pleinement renseignée ; la décision qui interviendra sera basée sur des constatations scientifiques, ce qui réduira notablement les chances d'erreur.

Quant aux condamnés, l'observation permettra d'orienter leur traitement, de les transférer de la prison pour peines, où ils auraient été incarcérés dans une section thérapeutique spéciale.

Enfin les médecins légistes, qui seraient chargés d'un examen mental d'un prévenu, par le juge d'instruction,

auront à l'annexe les plus grandes facilités pour s'acquitter de leur mission.

Il n'est pas jusqu'aux simulateurs, qui ne seront dépistés par ce nouveau service, car s'il est très facile de feindre la folie pendant quelques instants lors du passage du surveillant ou de la visite médicale, il est presque impossible de le faire d'une façon continue lorsque l'on est observé nuit et jour, pendant plusieurs semaines. Tôt ou tard, la volonté du délinquant se relâche et la supercherie est découverte.

Peut-être certains individus particulièrement habiles, sont-ils parvenus à tromper tout le personnel des annexes, mais le fait y est extrêmement rare et pour ainsi dire n'arrive jamais.

Par contre, combien de simulateurs ont été démasqués, par l'observation attentive dont ils étaient l'objet et qui eussent passé sans cela pour aliénés.

La création des annexes psychiatriques est contemporaine de celle des laboratoires d'anthropologie criminelle.

Dès avant l'application de la loi de défense sociale, ils avaient rendu déjà d'immenses services.

C'est ainsi que de 1921 à 1930, 3.536 détenus avaient été examinés et 1.434 d'entre eux colloqués dans les asiles d'aliénés de l'Etat ¹.

Une annexe psychiatrique est organisée, dans toutes les grandes prisons du pays qui sont pour la plupart le siège d'un laboratoire d'anthropologie pénitentiaire. Elles sont actuellement au nombre de 9 :

Bruxelles (Forest), Louvain, Anvers, Charleroi ², Mons, Liège, Namur, Gand, Bruges.

Les individus écroués dans une prison secondaire, qui ne possède pas d'annexe psychiatrique, seront transférés à l'annexe la plus proche. On se référera pour le ressort des annexes des centres pénitentiaires, au tableau que nous avons donné à propos des laboratoires d'anthropologie.

1. Docteur Vervaeck, *Le crime et la peine*. « Cahiers rationalistes », octobre 1934.

2. Il y a une annexe psychiatrique à Charleroi, mais il n'y a pas de laboratoire d'anthropologie pénitentiaire. Le ressort de l'annexe se borne d'ailleurs à la prison de Charleroi.

Maintenant que nous connaissons l'utilité des annexes, il nous faut entrer dans les détails de leur organisation intérieure.

Disons tout d'abord que l'annexe est un petit quartier d'observation mentale. Une salle d'hôpital contenant 10 à 15 lits, constitue la première pièce ; pour les malades particulièrement dangereux, on dispose de deux chambres d'isolement, il y a également une salle d'hydrothérapie, un réfectoire, et enfin un atelier où les détenus valides se livrent à de menus travaux peu dangereux et pour lesquels ils sont rémunérés.

Quels sont les détenus qui sont *placés à l'annexe psychiatrique* ?

Nous ne parlons pas pour le moment des dispositions de la loi du 9 avril 1930 sur la mise en observation des anormaux ordonnée par la juridiction d'instruction ou de jugement, et qui a lieu à l'annexe psychiatrique (articles 1 à 6 de la loi). Nous en retrouverons les modalités plus tard.

Indépendamment de cette classe de détenus sur laquelle nous reviendrons, si nous nous reportons aux circulaires ministérielles du 10 mars 1923 et du 31 décembre 1930, nous voyons que les annexes psychiatriques sont destinées à recevoir trois classes de détenus.

A. *Les détenus soumis à une expertise mentale*, dont le médecin légiste a demandé l'admission à l'annexe pour être renseigné à leur sujet.

Tout expert commis par la juridiction d'instruction, pour examiner un délinquant, a le pouvoir de demander le placement de celui-ci à l'annexe. Il doit seulement en faire la demande par écrit, et l'adresser au directeur de la prison. Lorsque l'observation sera terminée, le médecin légiste devra en prévenir, de la même manière, le directeur. L'examen et l'interrogatoire qu'il croira devoir faire subir au détenu, devront être faits dans la salle d'observation de l'annexe.

B. *Les prévenus et condamnés qui sont suspects d'aliénation mentale*.

Ce sont les détenus qui auront manifesté par leur attitude ou leurs propos des dérangements cérébraux, des tentatives

de suicide, ou qui auront fait montre au cours d'interrogatoires, à l'instruction ou pendant leur détention, de troubles mentaux graves, les rendant particulièrement dangereux.

Cette décision de placement en observation, pourra être prise sur le réquisitoire du procureur du Roi, ou du juge d'instruction, soit par le directeur de la prison « ou ses délégués » dit la circulaire du 31 décembre 1930, c'est-à-dire des surveillants qui auraient pu constater au cours de leur mission, l'état de déficience mentale du délinquant.

Le placement aura lieu d'office pour les détenus qui auraient antérieurement fait un séjour à l'annexe ou auraient été colloqués dans un asile. On présume que l'état mental d'un tel individu nécessite une surveillance particulièrement attentive en considération de ses antécédents.

C. Les prévenus qui sont placés par le médecin du service anthropologique à la suite d'un examen psychiatrique ayant révélé des tares mentales.

C'est, en principe, au médecin anthropologue que revient le droit de mettre les détenus à l'annexe, et la plupart des décisions de placement en observation émanent de lui.

C'est lui, qui dirige le traitement des malades admis à l'annexe, et il donne aux surveillants-infirmiers les prescriptions qu'ils doivent exécuter à cet effet.

Dès qu'un individu est admis à l'annexe, les autorités judiciaires (juge d'instruction, parquets, juridictions militaires) sont prévenus dans les 24 heures.

On leur communiquera une copie du certificat d'entrée leur indiquant la raison de la mesure prise.

La décision de ces juridictions pourra être ainsi quelquefois modifiée, en présence d'un inculpé dont elles ne soupçonnaient peut-être pas l'état mental déficient. Il était nécessaire de mentionner le contact étroit qui existe entre les autorités médicales et la justice, en ce domaine et l'on voit combien l'institution de l'observation psychiatrique, peut rendre des services à la justice. Cependant, le rôle du médecin se borne au placement du délinquant à l'annexe et à en aviser l'autorité judiciaire, il ne formule aucune appréciation, sur la responsabilité pénale, à moins d'en

être régulièrement investi par le juge d'instruction, ce qui arrivera fréquemment ¹.

§ 2. Organisation intérieure d'une annexe psychiatrique. Son régime.

A. *Surveillance et sûreté.* — En raison même des catégories de détenus, qui sont traités à l'annexe, et du but même de celle-ci, il était nécessaire d'exercer une surveillance attentive et de tous les instants. Ce n'est qu'à ce prix que l'on parviendrait à dépister les simulateurs, et à assurer aux véritables malades, le traitement qui leur est imposé, tout en préservant leur sécurité, qui pourrait être compromise par des actes de violence de certains d'entre eux.

Aussi les circulaires ministérielles, règlent-elles avec un soin tout particulier cette question. En principe dans chaque annexe, quatre surveillants-infirmiers sont affectés à ce service ². Ils relèvent de l'autorité du chef-surveillant. Chaque surveillant infirmier est assisté au cours de sa mission de deux détenus de confiance choisis par le directeur, d'accord avec le médecin. Cette coopération des détenus à la surveil-

1. Voici un bulletin type d'entrée à l'annexe :

Prison de

Rapport d'entrée à l'annexe psychiatrique.

L'inculpé X a été admis ce jour à l'annexe psychiatrique pour le motif suivant :

(motif à souligner)

- | | |
|---|---|
| 1° Semble présenter des symptômes | } déséquilibre mental,
débilité mentale,
démence. |
| 2° A été atteint d'une crise convulsive le | |
| 3° A manifesté des idées de suicide ou a tenté de se suicider. | |
| 4° Il résulte de ses dires (ou d'une enquête) : | |
| a. Qu'il (elle) a déjà été colloqué (e) à l'établissement de..... | |
| en | |
| b. Qu'il (elle) a été réformé (e) pour anomalie mentale. | |
| 5° Autres raisons. | |

Date

Signature du médecin :

Transmis pour information à M. le Procureur du Roi, avec les renseignements sur la situation légale du prénommé (e).

Le :

(Le Directeur) :

2. Trois se partagent la garde au cours des 24 heures, le quatrième les supplée au cours de leurs sorties hebdomadaires. Le reste du temps, il est affecté au service d'anthropologie.

lance n'a pas été sans provoquer de vives critiques de la part des adversaires des nouvelles méthodes pénitentiaires qui ont craint qu'elles ne soient une source d'erreurs et d'abus¹. Mais ces détenus sont soigneusement choisis et ainsi que le spécifie le règlement, ils doivent réunir toutes les garanties normales nécessaires à l'accomplissement de leur tâche. Ils ne font jamais aucune observation aux anormaux, et aucun acte de violence de leur part n'est toléré. Le surveillant-infirmier ne peut jamais leur confier de clé. En outre, il ne doit à aucun moment laisser l'annexe à leur seule garde, et en cas d'absence absolument indispensable, les surveillants de l'établissement le remplacent.

Si les détenus chargés d'assister l'infirmier doivent sortir, ils ne peuvent le faire que sous la surveillance d'un agent du personnel, avec l'autorisation et sous la propre responsabilité de l'infirmier.

On ne signale d'ailleurs aucun incident grave qui ait pu motiver des plaintes. Pour le reste, les surveillants doivent consigner journallement sur un registre, les observations qu'ils ont pu faire sur chaque malade, sur ses crises, sur tous les incidents de sa vie clinique, ce qui pourra renseigner utilement le médecin de l'annexe.

Ils doivent prendre un soin tout particulier à ce qu'il ne soit introduit, dans les locaux, aucun objet dangereux (allumettes, couteaux, rasoirs, ciseaux). De cette façon on préviendra toute tentative de suicide ou les accidents.

B. *Traitement des malades. Discipline.* — Les anormaux qui sont placés à l'annexe sont l'objet d'examen médicaux et psychiatriques approfondis (prise de sang, ponction lombaire, analyse des urines, séro-réaction dans le sang pratiquée pour chaque détenu entrant à l'annexe). On amorcera les cures de désintoxication alcoolique ou de morphine.

Les résultats de ces constatations sont consignés sur une fiche², ainsi que le traitement, que le médecin prescrit.

1. Voir en particulier les critiques de M. Van Parys, dans la « *Revue de droit pénal* », 1932 p. 36.

2. Recopiée sur le dossier anthropologique s'il s'agit d'un condamné.

Les malades seront visités chaque jour par le médecin, la plupart du temps, ils seront alités, ce qui facilitera l'observation, mais le médecin anthropologue pourra, en accord avec le directeur de la prison, autoriser certains délinquants plus valides à se livrer à divers travaux¹.

Deux fois par jour et au moins pendant une heure, les détenus font une promenade en commun, dans la cour de la prison, l'heure de ces promenades sera distincte de celles des autres détenus.

La discipline des annexes est assez stricte, sans aucune rigueur inutile.

Le régime alimentaire, sauf exception pour état de santé, est le même que celui des autres détenus. Il est formellement interdit de fumer et de consommer des boissons alcooliques. On ne veut pas que le séjour à l'annexe soit considéré comme une faveur et une atténuation au régime pénitentiaire, ce qui ne manquerait pas d'attirer des simulateurs.

De même, les malades ne peuvent recevoir aucune visite sans la permission du médecin, celui-ci en fixera la durée et elle devra se faire au parloir ordinaire. Quant à la correspondance, elle sera contrôlée non pas, par le directeur de la prison, ainsi que l'exige le règlement, mais par le médecin de l'annexe. Néanmoins toute lettre qu'il aura retenue devra être communiquée au directeur.

Cependant la situation juridique de l'inculpé n'est pas modifiée, le moins du monde, par son séjour à l'annexe, il a le droit de recevoir son avocat conformément aux dispositions en vigueur.

§ 3. Critiques.

L'annexe psychiatrique a rendu d'incontestables services. Elle a contribué à vider les prisons d'une quantité d'indisciplinés, qui n'étaient en réalité que des délinquants atteints de maladies nerveuses. De nombreux directeurs de prison s'accordent pour dire que le nombre de punitions pour

1. La durée moyenne de la mise en observation varie entre 1 mois et 6 semaines.

indiscipline a notablement diminué depuis l'institution des annexes psychiatriques, qui permettent désormais de sélectionner les détenus et de leur appliquer non plus des punitions, mais au contraire un régime thérapeutique approprié à leurs tares mentales.

Les annexes ont aussi fait diminuer, dans une forte proportion, les suicides. La surveillance constante dont sont l'objet les détenus, les soins qui leur sont donnés, en sont certainement les causes. En cette matière, les chiffres sont particulièrement probants¹.

	Tentatives :	Réalisées :
De janvier 1918 à janvier 1922	9	6
De janvier 1922 à janvier 1927	5	0
De janvier 1927 à janvier 1932	2	0

Cependant malgré les avantages, que présentent les annexes psychiatriques, elles ont rencontré des attaques et suscité des critiques.

Certains s'en sont effrayés et ont craint que la réunion de délinquants dans une pièce commune, ne soit la cause de troubles disciplinaires graves.

De l'avis de M. Bertrand, directeur de la prison de Louvain², les détenus anormaux seront mieux dans une prison ordinaire disséminés parmi les autres, que mis « en friction mutuelle et continue ». Il affirme, que le traitement des anormaux doit être répressif et non hospitalier, et s'il faut user de rigueur envers certains délinquants, c'est bien aux anormaux qu'il faut le faire, car ils sont plus intimidables et plus sensibles à la crainte. Avec un régime adouci à l'excès, ils n'auront plus la conscience d'avoir commis une faute et la punition perdra de sa valeur intimidatrice.

Or, le temps écoulé depuis la création des annexes psychiatriques permet de ne pas montrer le même pessimisme et n'a pas justifié de telles craintes.

1. Cité par le Docteur Vervaeck, « *Revue de droit pénal et de criminologie* », 1932, p. 356.

2. « *L'Ecrou* », 1925, p. 242. *Rapport du Congrès pénitentiaire international de Londres*, 1925.

La discipline qui règne dans les annexes est assez attentive pour réprimer toute tentative de désordres. Le Docteur Vervaeck fait même remarquer que les sanctions prises contre les anormaux et qui consistent dans le renvoi pour quelques jours en cellule, sont extrêmement rares, elles sont surtout prises contre des simulateurs qui sont furieux de voir leur supercherie découverte et pour se venger n'hésitent pas à recourir à des actes de violence ¹.

A l'opposé de ces remarques, on a fait observer que l'annexe psychiatrique ne devait pas être organisée dans un établissement pénitentiaire, mais au contraire dans un service hospitalier.

En présence de malades, a-t-on dit, on doit les soigner dans un cadre ne rappelant en rien la prison ².

Après avoir accusé les annexes psychiatriques de constituer un mode de traitement trop doux à l'égard des détenus, ne voilà-t-il pas maintenant qu'on lui reprochait d'être beaucoup trop sévère ³ ?

Le Docteur Vervaeck s'est élevé contre cette conception ⁴. L'organisation d'une annexe psychiatrique dans un hôpital présenterait d'immenses inconvénients.

Il est à craindre que les communications entre détenus ou avec la famille de ceux-ci n'y soient plus faciles, et que les évasions n'y soient plus fréquentes.

Mais surtout, il est bon que les anormaux, qui ont commis une infraction, sentent qu'ils sont répréhensibles. Le cadre pénitentiaire le leur rappellera mieux que l'hôpital. Il faut de plus toujours compter avec l'opinion publique, prompt très souvent à s'émouvoir et à critiquer les conditions de confort offertes aux délinquants. Les instigateurs des nouvelles réformes l'ont bien compris, puisqu'ils n'ont pas voulu sur ce point céder à ces suggestions et le Docteur

1. Docteur Vervaeck, *Les avantages des annexes psychiatriques*, « *Revue de droit pénal et de criminologie* », 1927, p. 261.

2. Voir l'article du Docteur Toulouse dans *Le Journal*, 22 décembre 1928.

3. A propos de la discussion sur la loi de Défense Sociale à la Société des Prisons. Voir les observations du Docteur Dupouy, « *Revue de droit pénal et pénitentiaire* », 1928, p. 100 et suiv.

4. *Les conditions de l'expertise psychiatrique criminelle*, « *Revue de droit pénal et de criminologie* », 1929, p. 692.

Vervaeck nous en a donné la raison : « Un aliéniste ne peut
 « dans sa bienveillance pour les criminels anormaux ou
 « malades, faire abstraction du point de vue social. C'est
 « pour l'avoir méconnu et parfois voulu l'ignorer, que
 « nous avons eu tant de peine à obtenir pour eux tant au
 « prétoire qu'à la prison les régimes thérapeutiques spé-
 « ciaux auxquels leurs infirmités physiques et mentales et
 « leurs affections leur donnent droit.

« L'opinion publique admettra aisément qu'on observe
 « et qu'on traite des anormaux à tendances criminelles
 « et des aliénés dangereux, dans un quartier psychiatri-
 « que de la prison, mais elle n'acceptera jamais, sans pro-
 « testation (justifiée à notre sens), qu'un assassin ou un
 « criminel sadique soit placé à l'hôpital, comme un malade
 « ordinaire »¹.

L'utilité des annexes psychiatriques n'est plus mainte-
 nant contestée. Elles ont rendu à la science pénitentiaire
 les plus grands services et leur activité est là pour le prouver.
 De 1921 à 1933², on a examiné dans les annexes psychia-
 triques belges 9.152 détenus parmi ceux-ci.

1089 furent colloqués dans les asiles de l'Etat,
 1098 placés dans des prisons thérapeutiques,
 3713 réintégrés en cellule,
 1198 libérés ou remis à la frontière,
 2054 divers.

Enfin, il est intéressant de voir comment se répartissent
 au point de vue des tares mentales ces 9.152 détenus :

Psychoses et démences	518
Psychoses pénitentiaires	149
Psychopathes et débilité mentale.....	1461
Névropathes à crises convulsives.....	949
Toxicomanes.....	76
Tentatives ou idées de suicide.....	465
Placés à la suite de constatations faisant douter de de leur intégrité mentale.....	2439

1. « *Revue de droit pénal et de criminologie* », 1929, p. 693.

2. Nous complétons ici la statistique qu'avait donnée M. Buffelan dans
 son ouvrage (voir, *op. cit.*, p. 83) et qui s'arrêtait à 1929.

Prévenus soumis à une expertise mentale et reconnus normaux	581
Placés en observation par mesure judiciaire en vertu de la loi de 1930.....	1351
Motifs divers	1162

Il faut espérer que, demain, on pourra procéder au dépistage des anomalies mentales par l'examen de tous les prévenus entrant à la prison, au lieu de ne soumettre à l'observation que les détenus suspects de tares mentales. Ce service de dépistage n'existe que pour la prison de Bruxelles ; il a été créé en 1927 par le Docteur Vervaeck. C'est ainsi que depuis cette date plus de 10.000 inculpés ont été examinés et près de 15 % ont été mis en observation.

Comme le fait remarquer M. Buffelan¹ cette mesure « aurait les plus heureux effets et protégerait les prévenus « indigents et étrangers dont les troubles mentaux restent « ignorés des magistrats.

Enfin, nous verrons le rôle très grand que joue l'annexe psychiatrique dans la loi de défense sociale qui consacre législativement ce rouage important des nouvelles méthodes pénitentiaires belges.

Section IV

L'atténuation du régime cellulaire et l'organisation du travail

La Belgique, depuis la loi de 1870, était devenue le pays classique de la cellule. Nous avons analysé cependant les causes très nettes de son déclin, les abus qui en avaient été faits ayant dépassé les meilleures intentions. En 1920, au sortir des geôles allemandes, les patriotes belges voulurent réformer le système dont ils avaient pu, hélas ! apprécier les inconvénients. Allait-on pour cela modifier totalement la physionomie de la prison belge et instituer le régime en commun ?

1. M. Buffelan, *op. cit.*, p. 65, en note.

C'est une solution de sagesse et de transaction que l'on choisit, et ce fut non vers une abolition, mais vers une atténuation du régime cellulaire, que l'on orienta la réforme pénitentiaire.

Cependant cette évolution qui faisait perdre à la cellule la primauté qu'elle avait jadis, rencontra au pays de Ducpétiaux les plus vives attaques. Le système de l'emprisonnement solitaire avait de chauds partisans, qui s'efforçaient, pour faire triompher leur thèse, d'empêcher toute réforme.

Cette lutte « pour ou contre la cellule » permit une fois de plus d'exposer les arguments qui militaient en faveur de l'une ou de l'autre opinion.

Nous allons brièvement les rappeler et exposer le problème qui s'offrait aux réformateurs belges, afin de pouvoir apprécier la solution qui lui fut donnée.

§ 1. *Pour ou contre la cellule.*

Trois systèmes d'emprisonnement peuvent se concevoir :

A. L'isolement *complet* en cellule de jour et de nuit appelé aussi *système pennsylvanien*, parce qu'il fut pratiqué d'abord en Pensylvanie, à Philadelphie.

B. L'isolement de nuit seulement, et le travail en commun le jour, nommé aussi *système auburnien*, car il fut utilisé dans la prison d'Auburn (Etat de New-York), bien qu'il ait été employé, comme nous l'avons vu en Belgique, dans la prison que Vilain XIII fit édifier à Gand, avant qu'il ne fut transporté aux Etats-Unis.

C. Enfin, la réunion des détenus le jour et la nuit. Mais lorsque l'on évoque les discussions relatives au rôle de la cellule dans l'emprisonnement, il faut noter que tout le monde est d'accord pour écarter cette dernière solution et pour conserver à la séparation de nuit, le caractère d'un dogme intangible.

Ce ne peut être que des difficultés d'ordre budgétaire qui ont fait admettre, dans certaines prisons, un mode d'incarcération si peu conforme aux règles les plus élémentaires de moralité et de dignité humaines.

Lorsque nous parlerons d'emprisonnement en commun,

c'est de la réunion des détenus, pendant le jour, qu'il faudra comprendre.

La cellule de nuit est une nécessité qui ne peut être combattue par aucun argument d'ordre théorique.

La lutte se circonscrivait entre les deux solutions suivantes : emprisonnement cellulaire de jour et de nuit ; emprisonnement en commun le jour et isolement la nuit.

I. *Quels sont les avantages de la prison cellulaire sur la prison en commun.*

1° La prison cellulaire est plus *intimidante* que le régime en commun.

Ceci n'est vrai d'ailleurs que pour certaines catégories de détenus. En effet, si on a soutenu que de nombreux « chevaux de retour » récidivistes et vagabonds fuient les départements à prison cellulaire, pour accomplir leurs infractions, par contre les condamnés qui ont une certaine culture préfèrent de beaucoup l'isolement propice aux méditations, à la promiscuité dégradante, avec une population de moralité plus que douteuse.

Mais est-il besoin de faire remarquer que la catégorie des « criminels de bonne compagnie » comme le qualifie M. Cuche est rare dans les prisons, et que le régime pénitentiaire n'est pas fait pour eux ¹.

Ce qu'il faut, c'est intimider le délinquant, on émoussera cet effet capital de la peine, en lui offrant journellement une compagnie qui lui fera sembler moins pénible la sanction qui le frappe.

D'ailleurs la meilleure preuve que la cellule est intimidante, c'est qu'elle est employée comme moyen de punition, dans les prisons communes.

2° La cellule évite au détenu la *promiscuité* de ses compagnons de captivité et par là contribue à son amendement.

« Le régime en commun, écrit M. Cuche, dans un rapport qu'il fit à la Société des Prisons, est un bouillon de culture « d'une innommable fermentation » ².

La société n'a pas le droit d'infliger aux prisonniers

1. Voir la discussion à la Société des Prisons, 18 janvier 1922, « *Revue droit pénal et pénitentiaire* », 1922, p. 43 et suiv.

2. « *Revue pénitentiaire et de droit pénal* », 1922, p. 51.

une souffrance supplémentaire en les corrompant, et le contact d'éléments pervers et malsains aura vite atteint ce résultat.

Ceux qui entrent pour la première fois dans un établissement pénitentiaire cellulaire pourront peut-être par de sages conseils s'amender, faire un retour sur eux-mêmes, réfléchir aux conséquences de l'acte qu'ils ont commis.

Où donc, mieux qu'en cellule, pourront-ils faire ces salutaires réflexions.

Cette promiscuité amène infailliblement deux conséquences :

a. La formation dans les prisons d'*associations de malfaiteurs* particulièrement redoutables.

b. Les risques de *chantage*, de la part de détenus peu scrupuleux, qui à la sortie du délinquant désireux de se reclasser, feront peser sur lui la menace de dévoiler le secret, qu'une vie honnête aurait peut-être racheté.

Sans doute, dira-t-on, les règlements des prisons en commun exigent l'observation de la règle du silence.

Aucune communication ou tentative de communication n'est tolérée hormis les nécessités du service. Mais il faudrait être bien naïf pour s'imaginer que cette discipline n'est jamais violée.

Dès qu'un groupe d'hommes est assemblé, des rapports verbaux s'établissent.

Dans une école, aussi vigilante que soit l'attention du maître, peut-il empêcher ses élèves de chuchoter quelques mots pendant les heures de classe ? Pourquoi n'en serait-il pas de même dans la prison commune ? Au reste, le personnel pénitentiaire, ne se fait guère d'illusions sur l'effet bienveillant de cette mesure. Les détenus d'une prison commune travaillant dans un même atelier finissent tous, au bout d'un certain temps, par connaître l'état civil de chacun d'eux, et les circonstances qui les ont conduits en prison.

De nombreux criminalistes pensent d'ailleurs que la règle du silence imposée aux prisonniers est odieuse.

Ducpétiaux écrivait, à ce sujet, les lignes suivantes :

« La société des prisons communes est une société contre « nature, qui ne correspond à aucun besoin légitime. Cela

« est si vrai que, même dans ces prisons, on est incessamment préoccupé du soin d'entraver, d'empêcher les relations entre les détenus, de telle sorte que leur réunion n'est le plus souvent qu'un piège, qu'une occasion de punitions répétées et un véritable supplice de Tantale. De deux choses l'une, si l'on croit nécessaire de mettre les détenus à côté les uns des autres, il faut subir les résultats de cette association, les silences forcés ; le mutisme dans ce système est une inconséquence et une barbarie. Si l'on redoute les suites de la liberté de rapports, il n'y a qu'un moyen de s'y soustraire, c'est de mettre les détenus à l'abri de la tentation, en les séparant matériellement comme moralement »¹.

3° Enfin dans une période où l'individualisation de la peine prend chaque jour plus de place dans la conception du traitement pénitentiaire des condamnés, il importe de faire remarquer que la cellule offre, au plus haut degré, la possibilité de soumettre chaque délinquant à un traitement approprié à ses tendances criminelles.

Les travaux de l'école anthropologique ont montré que chaque individu se comportait devant le crime avec une mentalité différente. On a insisté sur l'extraordinaire polymorphisme de la population pénitentiaire, polymorphisme nécessitant un traitement aussi individualisé que possible, à l'égard de chacune de ses unités.

Or la prison commune ne peut donner qu'un traitement approprié à des *catégories* de délinquants, qui pour aussi soigneusement sélectionnées qu'elles le soient comprendront toujours dans chacune d'elles, des éléments hétérogènes.

Toute tentative de discrimination et d'application d'un traitement particulier à l'égard d'un seul de ceux-ci (octroi de menues faveurs, régime alimentaire meilleur) ne ferait qu'éveiller la jalousie, l'hypocrisie, l'indiscipline².

Enfin le régime en commun exige un personnel pénitentiaire beaucoup plus nombreux et plus actif que le régime cellulaire.

1. Ducpétiaux, *Des conditions d'application du système d'emprisonnement séparé ou cellulaire*, Bruxelles, 1857, p. 4.

2. Voir Ducpétiaux, *op. cit.*, p. 24-43-52-55.

L'organisation pénitentiaire actuelle peut-elle offrir cette perfection que semble réclamer la prison commune ? Toute la question est là.

Il semble que les arguments présentés par les partisans de la cellule étaient irrésistibles. Les Congrès pénitentiaires internationaux avaient approuvé la généralisation du régime cellulaire.

Cependant, depuis quelque temps, la cellule a reçu des attaques vigoureuses de ses détracteurs qui ont eu leur effet, comme nous le verrons en Belgique son pays d'élection. Au Congrès de Prague, en 1930, M. Turner inspecteur général des prisons anglaises proposait de l'écarter sauf pour les condamnés à *un mois* de prison.

II. *Que reproche-t-on à la cellule et quelle contribution peut apporter la prison commune à la répression de la criminalité ?*

1^o Le grief classique que l'on songe à faire en premier lieu à la cellule, c'est de compromettre la santé physique et intellectuelle du condamné. Celui-ci serait vite atteint de tuberculose et la folie ne serait pas longue à triompher d'un cerveau affaibli par la solitude et la détention. On a dit que la cellule « détruisait les cerveaux ».

Or, cette souffrance supplémentaire infligée au délinquant est odieuse, car si la société doit punir, elle n'a pas le droit de torturer inutilement ceux qu'elle prive de leur liberté.

Mais à cette assertion, on peut répondre que la prison n'est peut-être pas un lieu de séjour idéal pour l'épanouissement de l'individu, que le résultat eut été sans doute le même dans une prison commune et que le régime cellulaire convenablement et rationnellement appliqué n'a pas les effets pernicioeux qu'on veut bien lui attribuer.

D'ailleurs, à cet égard, les partisans de la cellule nous apportent des statistiques, qui confirment cette opinion.

M. Belym dans un article de la « *Revue de droit pénal et de criminologie* »¹ établit qu'il y eut dans les prisons en Belgique

1. *La crise du régime cellulaire*, par Léon Belym, « *Revue de droit pénal et de criminologie* », 1931, p. 221 et suiv.

(pays classique de la cellule à cette époque) entre 1900 et 1913 : 768.055 individus incarcérés.

413 d'entre eux y sont décédés soit 0,54 % alors que la mortalité moyenne était de 1 %.

Le nombre des mortalités attribuées aux maladies respiratoires s'est élevé à 125 soit à peu près 10 par an (1,81 %).

Enfin dans la même période envisagée, sur 768.055 détenus, 336 seulement furent colloqués dans un asile d'aliénés soit 0,42 %. La cellule est donc loin de détruire des cerveaux. L'argument de ses détracteurs ne semble donc pas probant. D'ailleurs, nous l'avons vu, en étudiant les étapes de l'évolution pénitentiaire de la Belgique, que la conception qu'ont de l'emprisonnement cellulaire ses partisans les plus convaincus en particulier Ducpétiaux, n'est pas de soumettre le délinquant à un régime d'isolement complet qui serait une torture morale abominable et qui conduirait infailliblement à l'aliénation mentale, mais de le mettre en contact aussi fréquemment que possible, avec le personnel pénitentiaire et les membres des sociétés de patronages¹. Ce qu'ils veulent épargner au détenu, c'est la promiscuité de ses compagnons de peine, sûr agent de corruption mutuelle.

2° C'est d'ailleurs pour cette raison que le second reproche qu'on a l'habitude d'adresser à la cellule est contesté. La cellule, dit-on, prive le détenu de toute société et contribue à le désaxer complètement lorsque vient sa libération.

L'homme est un être fait pour vivre au milieu de ses semblables, le priver de cette compagnie, c'est courir le risque de le désocialiser et compromettre définitivement sa réadaptation.

Tous ceux qui défendent le régime cellulaire font remarquer que la compagnie des délinquants est pernicieuse et corruptrice. Nous avons vu que Ducpétiaux disait déjà « que la société des prisons communes est une société « contre nature qui ne correspond à aucun besoin légitime ».

M. Belym fait observer dans l'article de la « *Revue de*

1, Ducpétiaux, *Des conditions d'application du système d'emprisonnement séparé ou cellulaire*, p. 8.

droit pénal et de criminologie » que nous avons déjà cité, que le milieu où le condamné vivait avant son incarcération et où il retournera une fois sa peine terminée était peut-être irréprochable, et qu'il n'est pas besoin d'un contact permanent, avec des éléments douteux, qui ne correspondront pas à ses contacts ultérieurs, pour fortifier sa volonté¹.

D'ailleurs, il peut être bon d'apprendre au détenu les bienfaits de la solitude. En sortant de prison il se confinera chez lui et évitant ainsi la fréquentation du monde extérieur aura peut-être moins d'occasions de délinquer.

3^o Les adversaires du régime cellulaire prétendent qu'il n'est pas possible d'organiser, dans ce système, un travail répondant aux exigences de l'activité industrielle moderne.

En cellule on ne peut, disent-ils, offrir aux condamnés que de menues occupations comme le collage de sachets ou la confection de chaussons. Besognes peu rémunératrices, qui feront perdre au délinquant l'habitude de sa profession et le « rouilleront », le travail solitaire le privant de l'émulation si nécessaire dans l'accomplissement de toute tâche.

Ce qu'il faut aujourd'hui, c'est que le condamné lorsqu'il aura achevé sa peine, puisse rapidement se replacer et assumer le travail qu'on lui offrira. Comment pourrait-il le faire avec fruit dans une société, où toutes les besognes se sont mécanisées et où le travail à la machine a partout remplacé la main de l'homme, si pendant sa longue détention il n'a utilisé pour son travail quotidien des instruments rudimentaires, au sein d'une organisation industrielle assimilable au travail à domicile salarié, qui a donné des résultats économiques si peu satisfaisants.

Ce grief ne laisse pas sans réponse les défenseurs de la cellule.

Il est faux de prétendre que le travail cellulaire ne peut pas utiliser le machinisme moderne².

Les exemples sont nombreux des établissements pén-

1. M. Belym, *op. cit.*, p. 336.

2. Voir, *Une description de l'organisation du travail dans les prisons hollandaises, strictement cellulaires*. Buyse, « *Revue de droit pénal et de criminologie* », 1921, p. 109 et suiv.

tentaires cellulaires se servant de machines que ne désavouerait pas une grande usine.

Le condamné peut ainsi ne pas perdre contact avec les progrès techniques de l'industrie, dont la connaissance facilitera son reclassement.

D'ailleurs certains « apôtres » de la cellule vont même jusqu'à n'accorder qu'une attention médiocre, à ce problème du travail en prison.

Certaines tâches avouent-ils ne peuvent pas s'exécuter en cellule et après... qu'est-ce que cela prouve ? Est-ce suffisant pour la proscrire définitivement ? Le travail n'est pas l'élément le plus important dans le relèvement et l'amendement du délinquant ¹.

L'affinement des sentiments, les réflexions salutaires, la compréhension des obligations qui incombent à chaque membre de la communauté, n'est-ce pas tout aussi important que l'apprentissage d'un métier, qui ne sera pas toujours le facteur de reclassement qu'on veut bien lui conférer. N'est-il pas à craindre qu'il ait pour conséquence de concentrer en une même région des quantités notables d'anciens détenus avec tous les risques que cela comporte pour la sécurité publique.

Et d'ailleurs, combien de condamnés exercent-ils les métiers qu'ils ont appris au cours de leur peine ?

Bien peu, et les plus hautes autorités pénitenciaires apportent sur ce point une confirmation complète.

« Il est édifiant de constater, écrit M. Paul Cornil, inspecteur des prisons en Belgique, combien peu d'internés libérés exercent au dehors le métier qu'ils ont appris en prison. Déjà au temps de la prospérité économique on avait fait cette remarque. Aujourd'hui, ce mal s'est encore aggravé ; le libéré prend la première occupation qui se présente, trop heureux s'il ne reste pas en état de chômage pendant de longs mois avant d'avoir trouvé du travail.

1. M. Bertrand, Directeur de la prison de Louvain écrit : « Ce qu'il faut inculquer au condamné, ce n'est pas principalement la résolution ou les moyens de gagner son pain à la sueur de son front, c'est la force de résister à la tentation et de dominer ses passions », *« Revue de droit pénal »*, 1921, p. 254.

« Une petite minorité de condamnés apprennent en prison « le métier dont ils vivront plus tard »¹.

4^o Enfin citons un grief que l'on a fait quelquefois à la cellule sans trop nous y arrêter, car il semble assez peu pertinent aux défenseurs de la cellule.

On a prétendu qu'au moyen de coups frappés contre les murs, les détenus arrivaient en cellule aussi bien à communiquer entre eux, que s'ils étaient en commun.

M. Belym dans l'article que nous avons déjà cité (voir p. 348) qualifie cette observation de « puérile ».

Ces communications, si elles existent, sont brèves, elles se font par des mouvements bruyants, qui risquent d'attirer l'attention du personnel surveillant sur leurs auteurs.

Dans l'année 1927, il y a eu, dit-il, dans les 27 prisons belges, 339 punitions pour communications ou tentatives de communications.

En ajoutant le même nombre, pour les communications qui sont restées impunies, on arrive au total de moins de 3 communications par jour, pour 3.453 détenus. Que serait-ce dans une prison commune, malgré une surveillance stricte et attentive.

Les arguments, dont les partisans de la cellule se sont servis contre leurs adversaires n'ont pas tardé, eux aussi à être réfutés.

Sans doute, ne veut-on pas dans le régime cellulaire soumettre le détenu à l'isolement complet. Mais il faudrait pour qu'il pût retirer profit du contact avec le personnel pénitentiaire, que celui-ci fut exclusivement composé d'hommes d'élite.

Or, ce n'est pas faire injure à ce corps de fonctionnaires, qui compte dans ses rangs une immense majorité d'hommes dévoués corps et âme à leur tâche et qui ont fait preuve si souvent d'une admirable abnégation, que de prétendre qu'une telle perfection est impossible à atteindre.

D'ailleurs, cette perfection serait-elle obtenue, qu'elle serait elle-même un danger. Car le monde où le délinquant

1. M. Paul Cornil, *Quelques considérations sur les effets de l'emprisonnement*, *Revue institut de sociologie de l'Université de Bruxelles*, 1935, p. 109.

sera appelé à vivre à l'expiration de sa peine ne sera pas à l'image de cette société idéalisée qu'on lui aura appris à connaître. On court le risque de lui causer des déceptions qui augmenteront son désarroi.

La même observation peut être faite pour les œuvres qui s'occupent de visiter les détenus, de leur apporter le réconfort moral si nécessaire en prison. Il faudrait pour mener à bien une tâche aussi magnifique, mais si délicate, qui suscite tant de belles vocations, une âme d'apôtre.

Fort bien organisées, dans les grands centres, il est à craindre qu'il n'en soit plus de même dans les petites villes.

Le problème pour s'être déplacé, n'en subsistera pas moins avec tout autant d'acuité, et enfin les partisans de la cellule l'avouent eux-mêmes, la vie industrielle est difficilement compatible avec un travail strictement cellulaire.

Sans doute, a-t-on pu installer des machines dans les cellules, mais il y a loin de cet embryon, à la physionomie du travail dans une usine moderne.

Ne faut-il pas craindre, qu'une longue peine subie dans ces conditions, ne rejette dans la société un individu complètement perdu dans un monde qu'il ne connaît plus, et en fasse rapidement une proie facile pour toutes les tentations qui le conduiront immanquablement à la récidive.

Certains auteurs ont devant ces difficultés présenté une solution mixte, qui concilierait peut-être des intérêts si opposés *le régime progressif*¹ pour les détenus normaux, l'exclusion de la cellule pour certaines catégories de détenus, les adolescents et les anormaux².

En ce qui concerne ces derniers (nous aurons l'occasion de revenir sur cette question avec plus de détails), nous avons vu qu'il était de l'intention des propagandistes les plus farouches de la cellule de les en exclure. Ducpé-

1. Voir sur ce point, M. Belym, article précité, Zébière, Directeur de la prison de Gand, *Dans l'hypothèse d'un régime progressif, quels pourraient être le rôle et le dosage de la cellule*, « *L'Eclou* », 1933, p. 265 et suiv.

2. Le régime progressif n'est pas d'ailleurs une nouveauté dans l'organisation pénitentiaire. Il a été appliqué en Angleterre, vers 1880, aux convicts détenus dans l'île de Norfolk, pour être introduit en Irlande par Walter Crofton d'où son nom de système irlandais.

tiaux ne concevait pas que l'emprisonnement cellulaire dût être appliqué à tout le monde sans distinction, il en écartait les catégories que nous venons de citer et qui ne supporteraient pas une telle punition¹.

Pour les prévenus, il est nécessaire de maintenir le régime cellulaire. Tant qu'un homme n'a pas été jugé il est présumé innocent. Pourquoi dans ce cas l'exposer au contact des pires éléments de la population pénitentiaire. Ce serait une rigueur injuste et inutile.

Pour les condamnés on voudrait leur faire subir un régime progressif combinant à la fois et la cellule et la prison commune, en les faisant passer successivement par différents « stades » qui les amèneraient insensiblement à la vie libre.

Comment pourrait-on concevoir un tel régime ?

Il débiterait par une période de *quarantaine* ou de *mise en observation*, en cellule de jour et de nuit.

Cette période serait de durée variable mais ne devrait pas dépasser 6 mois. Le délinquant serait étudié d'une façon approfondie par le personnel surveillant, l'anthropologue, l'aumônier, l'instituteur. Le résultat de ces observations serait consigné dans un rapport.

Le détenu accèderait ensuite à un second stade ; au début le travail serait purement cellulaire, puis ceux qui en seraient jugés dignes, par une commission composée du haut personnel de la prison et présidée par le directeur, pourraient être envoyés d'abord dans des ateliers communs, puis chargés de besognes de servants et faire, à cet titre, divers travaux de jardinage et d'entretien des locaux pénitentiaires.

Puis, progressivement, on pourrait confier au détenu des travaux en dehors de la prison avec ou sans surveillance (courses en ville pour le compte de la prison, entretien de bâtiments publics). Les condamnés seraient l'objet de notes pour les diverses qualités dont ils devraient faire preuve au cours de leur peine (discipline, économie, senti-

1. Ducpétiaux, *Des conditions d'application du système d'emprisonnement séparé ou cellulaire*, p. 65.

ments moraux et familiaux, application au travail, progrès dans les chances de reclassement et d'amendement). Si les notes étaient satisfaisantes, on pourrait accorder à ceux qui le mériteraient des faveurs diverses : prolongation de la durée des visites, augmentation du nombre de lettres à envoyer ou à recevoir par le détenu, supplément de cantine, permission de fumer.

Enfin, ceux qui seraient proches de la libération conditionnelle et ceux-là seulement, une fois la moitié de leur peine accomplie, on pourrait dans un troisième stade leur donner une liberté plus grande. On les placerait chez des particuliers, qui seraient au courant de leur situation. Le soir ils devraient regagner la prison et se plier à la discipline de celle-ci. Ou bien leur permettre « de rentrer dans » leur famille pour un temps déterminé avec obligation de « se représenter à la prison à l'expiration du temps fixé »¹.

Bien entendu, les délais de séjour, dans chaque stade, devraient être majorés pour les récidivistes.

Que penser de ce système ?

A première vue, il semble l'idéal, car il aurait l'immense avantage de ne pas faire passer sans aucune transition un détenu de l'isolement complet et de la rigide discipline pénitentiaire, aux tentations qui marquent la crise de la libération, mais par une progression savante, de l'amener insensiblement à la vie libre. Le danger de désadaptation sociale, qui est l'inconvénient capital de tout régime pénitentiaire est réduit au minimum. Mais il est permis de se demander, si cette méthode ne révélerait pas par son application de graves écueils. N'est-il pas à craindre, que dans l'octroi des points accordés aux détenus et sur quoi se basera tout le système, ce ne soit la conduite disciplinaire qui en fin de compte soit prépondérante et influence le plus le classement. Or, les apparences sont souvent trompeuses, celui qui a une conduite exemplaire en prison, n'est pas toujours celui qui est le plus digne d'intérêt.

M. Belym a senti l'objection et repousse le système de marques et de points qui traite le détenu comme un « jeune

1. M. Zébière, *op. cit.*, p. 289.

écolier »¹. Pour lui le passage d'un « stade » à un autre doit se faire sur « les progrès des tendances générales à la « réadaptation sociale ».

Mais tout cela n'est-il pas bien vague ? Enfin, les particuliers marqueront-ils un tel enthousiasme à faire travailler chez eux des délinquants en cours de peine.

Il faudrait dans l'opinion publique une évolution des idées, qui n'est pas encore accomplie.

Sans doute, un tel régime progressif a fait ses preuves en Belgique dans les prisons-écoles. Mais il s'agit de jeunes délinquants, dont l'esprit peut être aisément façonné par des éducateurs vigilants. Mais la méthode aura-t-elle le même succès vis-à-vis des adultes et même des chevronnés du crime ? Nous nous permettrons de douter à ce sujet malgré l'optimisme des hardis réformateurs, qui la préconisent.

Telle est actuellement brièvement esquissée la position du problème « pour ou contre la cellule ».

La tendance nouvelle très nette est sinon vers une suppression complète, tout au moins vers une atténuation du régime cellulaire, au profit de l'emprisonnement en commun.

Ce qui est certain, et tout le monde est d'accord sur ce point, c'est que la cellule ne convient pas ni aux anormaux, ni aux adolescents, qui doivent en être exclus. Pour eux, il ne peut être question de peine, mais seulement de rééducation. Nous avons vu que ce point n'a jamais donné lieu à aucune discussion. Mais pour les condamnés normaux, la question reste entière. Ayant ainsi dégagé les données du problème, voyons la solution qui lui a été apportée en Belgique.

§ 2. *Les atténuations du régime cellulaire en Belgique.*

Nous avons vu que ce fut la loi du 4 mars 1870, qui institua en Belgique, le système cellulaire cher à Ducpétiaux, cette loi modifiée le 1^{er} mai 1913² est encore celle

1. M. Belym, *op. cit.*, p. 356.

2. La modification consistait dans la suppression des réductions de peine accordées aux détenus purgeant leurs peines en cellule.

qui forme la charte des établissements pénitentiaires. Jusqu'en 1919, cette règle ne comportait, pour ainsi dire, aucune exception.

Seuls les condamnés ayant subi plus de dix ans de leur peine en cellule, pouvaient demander de l'achever à la prison centrale de Gand, où subsistait le régime en commun le jour et la séparation de nuit introduit par le grand bailli Vilain XIII.

La prison de Gand recevait, en outre, les condamnés qui, en raison de leur état de santé ne pouvaient supporter l'isolement. Hors ces deux exceptions, toutes les peines se purgeaient, en cellule de jour et de nuit et nous savons combien la séparation était rigoureuse.

Aujourd'hui le régime cellulaire est encore le régime pénitentiaire de la Belgique, les réformateurs se sont à diverses reprises clairement exprimés à ce sujet ; ils ne poursuivent en aucune manière l'abolition complète de la cellule, mais ont voulu apporter à un système trop absolu certaines atténuations.

I. Le port facultatif du capuchon.

Jusqu'en 1920, lorsqu'un détenu était obligé de quitter sa cellule, soit pour aller au préau, au parloir, à l'école, à la chapelle, ou pour toute autre cause, il devait se couvrir le visage d'un capuchon en étamine, qui servait à dissimuler ses traits, au cas où il aurait rencontré dans les couloirs d'autres prisonniers. Un arrêté royal du 24 mars 1920 a rendu le port de ce capuchon facultatif. Le personnel devra signaler, aux détenus entrants, l'existence de cette pièce du « trousseau » de tout prisonnier et leur indiquer qu'ils peuvent ne pas en user, mais pratiquement on peut dire, qu'à l'heure actuelle, il a à peu près entièrement disparu des prisons belges.

Le capuchon était vivement critiqué des réformateurs, en ce qu'il constituait une survivance des marques extérieures d'infamie, particulièrement humiliante et dégradante pour celui qui devait le revêtir.

Cependant, on peut se demander, s'il ne répondait pas à un véritable besoin, et s'il ne présentait pas de grands avantages.

Le capuchon, loin d'être humiliant, en cachant le visage du détenu, le préservait des risques de chantage de la part de ses compagnons et contribuait ainsi plutôt à sa dignité en empêchant qu'il ne soit reconnu à sa sortie de prison.

M. Belym signale déjà qu'à la faveur de cette prescription, certains détenus libérés ont pu exercer des escroqueries au préjudice de familles d'individus en cours de peine ¹.

Sans doute, dira-t-on, du moment que l'on tolère des ateliers communs dans la prison cellulaire, le capuchon est absolument inutile, mais nous verrons que les détenus, qui travaillent dans ces ateliers ne représentent qu'un faible pourcentage de la population pénitentiaire et pour les autres, le capuchon présentait tous ses avantages. Que le port du capuchon étant facultatif, ceux qui le désirent peuvent le demander, mais bien peu en apprécient l'utilité, on comprendra alors, sans peine, qu'il ait à peu près disparu.

II. *Les promenades en commun.*

Avant l'ère des nouvelles réformes, dans toutes les prisons sans aucune exception, les détenus avaient le droit à deux promenades quotidiennes d'au moins une heure. Mais là aussi on n'avait pas relâché la rigueur de l'isolement et les sorties se faisaient dans les préaux individuels. Ceux-ci étaient souvent agrémentés de gazons ou de parterres de fleurs. Le détenu, de plus, avait vue à travers une grille sur le chemin de ronde ou sur la cour de l'établissement pénitentiaire ; néanmoins l'isolement était absolu.

On a substitué, à ces promenades solitaires, dans certains prisons particulièrement importantes, des promenades en groupes, pour cela, on a abattu les murs des préaux cellulaires et constitué un préau commun. C'est ainsi qu'à Saint-Gilles, le préau commun peut contenir plus de 150 hommes, ceux-ci marchent à la file à 2 ou 3 mètres de distance. Le silence est obligatoire et toute tentative de communication est l'objet de sanctions disciplinaires. D'autre part, tous ceux qui n'ont pas 25 ans accomplis sont astreints (sauf avis contraire du médecin) à faire chaque jour des exercices de

1. « *Revue de droit pénal et de criminologie* », 1931, p. 354.

marchemilitaire, ou de gymnastique suédoise qui remplacent la promenade en commun. On compense ainsi par des mouvements appropriés le manque de dépense et d'énergie qui résulte pour des êtres jeunes, de l'emprisonnement solitaire.

Quant à ceux dont l'état de santé physique laisse à désirer, ils sont employés à divers travaux faciles de jardinage, dans le potager, le préau ou les cours.

III. *La modification des méthodes d'enseignement.*

L'enseignement des détenus se ressentait lui aussi des exagérations manifestes de l'encellulement, tel qu'il était pratiqué dans les prisons belges.

Les leçons étaient données dans le local de la chapelle où chaque détenu était placé dans une stalle isolante, de façon qu'il ne puisse apercevoir aucun de ses compagnons. De plus, on en augmentait la rigueur par l'emploi de la méthode d'enseignement dite «à la muette», qui exigeait que les détenus fussent interrogés par signes et répondissent de même.

On comprendra aisément qu'avec un tel système le service scolaire, qui peut être un facteur si important dans la réadaptation sociale des détenus, en leur donnant des éléments d'instruction qu'ils n'avaient pu acquérir auparavant, ainsi que des principes moraux, n'ait pas donné les résultats cherchés.

L'atténuation du régime cellulaire en ce domaine est particulièrement heureuse.

L'enseignement à la muette a été supprimé; de plus, dans certaines prisons les plus importantes et progressivement cette modification sera introduite partout, les leçons ne sont plus données dans la chapelle, mais dans un local spécial muni de bancs et identique à celui d'une classe ordinaire. L'ambiance de l'école est ainsi retrouvée avec les conséquences fructueuses que cela comporte pour la facilité des exercices scolaires, pour la compréhension et l'émulation de ceux à qui l'enseignement s'adresse.

IV. *Les distractions offertes aux prisonniers.*

Nous rangeons, sous ce titre qui peut paraître de prime abord assez inattendu, les différents moyens de soustraire

les détenus au découragement et à l'abattement dont sont si souvent l'objet ceux qui subissent de longues peines.

Le travail constitue en ce sens la meilleure des distractions, mais la vie active de la prison s'arrête le dimanche et le condamné désœuvré était la proie souvent de dépression nerveuse pouvant avoir de graves conséquences. Les statistiques de suicides en prison établissaient nettement que la majorité des tentatives ou des suicides réalisés avaient lieu pendant les dimanches, jours où le détenu était dans la solitude de la cellule, sans autre occupation que de penser à sa triste situation.

Aussi était-il nécessaire de donner aux condamnés un dérivatif qui tout en leur apportant un changement dans leur existence contribue à élever leurs sentiments. Pour réaliser ce but, plusieurs initiatives fort opportunes ont déjà été introduites dans les prisons.

a. Dans certaines prisons existe une *fanfare*, composée uniquement de détenus, le chef même peut être un condamné. Les répétitions ont lieu dans un sous-sol chaque semaine; seul le chef de la fanfare a le droit de prendre la parole. La répétition se fait, d'ailleurs, sous l'œil attentif d'un surveillant. Chaque dimanche et jour de fête, la fanfare donne une heure de concert, les musiciens sont réunis au centre de la prison, les détenus restent en cellule, mais entendent parfaitement l'exécution des morceaux. Dans les cellules de quelques prisons, un casque écouteur de T.S.F. permet à chaque détenu d'entendre certains concerts, conférences éducatives et morales.

b. *Des bibliothèques circulantes* existent dans toutes les prisons du royaume. Certaines mêmes ont réuni un nombre important de volumes scientifiques, littéraires, moraux. A Louvain, les détenus ont été autorisés à former de leurs deniers une bibliothèque auxiliaire, dont chaque livre demeure la propriété de son acheteur. Mais celui-ci, en mettant le volume en circulation, acquiert le droit au prêt des autres. La direction de la bibliothèque et la répartition des livres appartient à l'instituteur.

c. Les condamnés peuvent *décorer leur cellule* avec les

portraits de leur famille, des images de piété, des fleurs sont distribuées chaque dimanche d'été.

Beaucoup, si leur conduite est satisfaisante, ont le droit de posséder un oiseau. Bref, on donne l'illusion aux détenus qu'ils peuvent recréer un intérieur personnel, qu'il n'est pas un emmuré vivant, qu'il possède un petit domaine bien à lui, où il peut la journée achevée, méditer et prier.

d. Enfin l'imprimerie de la prison de Louvain édite un *journal hebdomadaire*, l'« *Effort vers le bien* »¹ (*Streven naar beter leven*) qui est distribué chaque dimanche dans les cellules. La rédaction de ce journal est entièrement l'œuvre des détenus. Il comprend 4 pages d'articles originaux (contes, jeux d'esprit, mots croisés) et deux pages d'informations, extraites de la presse quotidienne. Les détenus correspondent entre eux aux moyen d'un courrier inséré dans le journal. L'« *Effort vers le bien* » organise des concours, de jeux d'esprit et de littérature qui sont jugés par un jury composé uniquement de détenus.

Deux prisonniers sont chargés, l'un pour la langue flamande, l'autre pour la langue française, de faire un tri, parmi les œuvres qui leur sont envoyées. Ce sont eux qui censurent les écrits de leurs co-détenus. Naturellement l'instituteur a un droit de regard, appose son visa et donne ainsi la permission d'imprimer.

D'autre part, chacun de ces deux condamnés lit un journal quotidien, il en extrait les faits saillants, afin de présenter aux détenus, sous la forme de nouvelles brèves, l'actualité politique et sportive.

Ainsi ceux qui sont en prison n'ont pas rompu tout lien avec le monde extérieur ; à l'expiration de leur peine lorsqu'ils seront rentrés dans la société, ils n'auront pas cette impression de dépaysement, qui caractérise la libération. Ils donneront moins facilement prise aux soupçons concernant le lieu d'où ils sortent, s'ils connaissent les grands événements qui se sont produits pendant leur détention.

1. Ce journal fut créé en 1915 pour mettre la population pénitentiaire au courant des hostilités, un journal analogue « *Lumière* », édité à Forest est destiné aux femmes.

§ 3. *Les ateliers communs et l'organisation du travail*¹.

Jusqu'à présent, nous n'avons signalé que des atténuations tout à fait secondaires au principe de l'encellulement, certaines mêmes, telles que les distractions offertes aux prisonniers, ne sont aucunement incompatibles avec la réclusion solitaire. Nous devons maintenant en arriver à la plus grave atteinte à celle-ci, celle qui a consisté à créer dans les prisons des ateliers où les détenus travaillent en commun.

Aussi cette réforme est-elle celle qui a soulevé le plus de critiques, car c'est tout le principe de l'isolement qui est en jeu. On a dénié à l'Administration pénitentiaire, le droit de faire vivre ceux qu'elle met en prison en contact permanent avec l'écume du pays².

Au surplus, nous ne reviendrons pas sur cette controverse, qui met aux prises partisans de la cellule et ses adversaires, mais nous devons constater que sur ce point ceux-ci semblent marquer l'avantage.

Il ne faudrait cependant pas croire que les établissements pénitentiaires belges sont revenus au stade de la prison-usine du grand bailli Vilain XIII. Ils ne sont pas transformés tous en d'immenses ateliers, véritables ruches industrielles et que tout l'effectif des détenus y est occupé. A la vérité, à l'heure actuelle, à peu près 12 à 15 % des condamnés travaillent dans les grands ateliers communs. La discipline très sévère, ne permet aucune communication hors les nécessités de service.

Les détenus ne sont pas placés dans les ateliers sans aucun discernement. C'est nous le savons le service d'anthropologie pénitentiaire, qui après une enquête approfondie détermine l'*orientation professionnelle* du détenu, on tiendra compte du métier qu'il exerçait dans la vie libre, de la durée de sa peine, de ses aptitudes, de sa conduite en prison. C'est donc par une véritable sélection dans l'effectif des condamnés, que seront envoyés à l'atelier ceux qui en sont reconnus dignes.

1. Voir M. Stoefs, *L'organisation du travail dans les prisons belges*, « *L'Eclou* », 1932, p. 445 et suiv.

2. M. Bertrand, « *Revue de droit pénal et de criminologie* », 1921, p. 334.

Quant à ceux qui n'ont pas de métier ou qui n'exercent dans la vie libre aucun de ceux pratiqués dans l'établissement où ils sont internés, ils en apprendront un, à la condition bien entendu qu'ils aient une longue peine à purger. A cet effet des contremaîtres ou des ouvriers qualifiés, détenus jouant le rôle de moniteurs, leur inculqueront les principes nécessaires.

Les condamnés, qui ne rempliront aucune des conditions exigées pour être admis aux ateliers ou ceux qui donneraient lieu par leur attitude à de graves sanctions disciplinaires devront travailler en cellule à des tâches d'ailleurs peu rémunératrices (fabrication de chaussons, filets, enfilage d'étiquettes, emballage de pastilles, triage de fèves, tréfilerie, tressage de paille, pliage d'imprimerie).

Le travail des détenus est rémunéré à cet effet, ils sont divisés en quatre catégories :

1. apprentis,
2. manœuvres, domestiques, demi ouvriers,
3. ouvriers qualifiés,
4. ouvriers d'élite.

La période d'apprentissage naturellement est de durée variable et l'avancement d'une catégorie à une autre est laissée à l'appréciation du directeur sur la proposition des techniciens chefs d'atelier, mais même dans cette période d'apprentissage l'activité professionnelle des détenus est rémunérée.

La gratification est actuellement de 0, 30 pour l'apprenti à 1 fr. pour l'ouvrier d'élite, par heure de travail, gratification qui subit les retenues prévues par la loi et dont le montant varie suivant la nature de la peine (emprisonnement, réclusion, travaux-forcés)¹. Le surplus est divisé en deux masses égales, l'une appelée *quotité disponible*, qui sert aux détenus à leur apporter des douceurs pendant leur peine, l'autre constitue la *quotité réservée* ou *fonds réservé*, qui leur est remis à la sortie de prison.

1. La Belgique ne connaît pas pour les travaux forcés de transportation dans sa colonie du Congo, cette peine se purge à la prison centrale de Louvain. Elle se différencie dans l'exécution, par un renforcement de rigueur en ce qui concerne la correspondance et les visites.

D'après l'article 15 du Code pénal, cette somme ne peut excéder les 4/10 pour les condamnés à la réclusion et les 3/10 pour les condamnés aux travaux forcés, encore que le Gouvernement puisse disposer de la moitié du fonds de réserve, si la famille du détenu est tombée dans le besoin ¹.

Afin que cette somme ne soit pas dissipée dans les premiers jours qui suivent la libération, elle pourra lui être remise par paiements fractionnés. Le pécule, à cet effet, sera converti en un livret de caisse d'épargne de l'Etat, ou envoyé au bourgmestre de la commune, où le libéré a fixé sa résidence. Le bourgmestre le lui remet au fur et à mesure de ses besoins.

Le directeur de la prison peut aussi, du consentement du libéré, remettre tout ou partie du pécule à une œuvre s'occupant du reclassement des condamnés.

Les condamnés à des peines correctionnelles, d'après l'article 27, reçoivent les mêmes rémunérations, mais les retenues légales sont moins fortes, puisque le fonds de réserve peut atteindre les 5/10.

Quels sont les grands ateliers communs qui fonctionnent dans les prisons belges et quel est l'objet de leur activité.

Nous parlerons surtout des trois établissements les plus importants du pays, Louvain, Gand, qui sont des prisons centrales et Saint-Gilles, prison secondaire mais qui par sa situation dans la capitale reçoit un nombre considérable de détenus.

A. A Saint-Gilles ² fonctionnent :

1^o une *imprimerie* pourvue de presses à imprimer, presses lithographiques, presses à satiner et diverses machines-outils en usage dans une imprimerie. La population moyenne de l'atelier est de 20 à 25 travailleurs, sous la direction d'un chef d'atelier. Les travaux accessoires du papier tels que brochage, cartonnage, reliure y sont également exécutés. A cet effet les détenus qui y sont employés disposent de machines à coudre au fil de chanvre, lin ou fil de fer ;

1. Au cas où le détenu est condamné à une peine correctionnelle. S'il est condamné à une peine criminelle le prélèvement se fera sur la quotité disponible.

2. Ces renseignements sont extraits d'une brochure sur la prison de Saint-Gilles, éditée par l'Imprimerie administrative de Saint-Gilles.

2° une *menuiserie* occupe une quarantaine d'ouvriers avec un outillage important (scies à ruban, scies circulaires, raboteuses, machines à affuter, tours, etc.). Attendant à la menuiserie, se trouvent un magasin de bois et un atelier de peinture. La menuiserie, comme l'imprimerie, travaillent uniquement pour les services de l'Etat, des provinces, des communes.

B. La *prison de Louvain* possède elle aussi des ateliers importants, fait d'autant plus remarquable que cet établissement peut être considéré comme type même des prisons cellulaires où sont purgées les longues peines dépassant 5 ans d'emprisonnement.

1° une *menuiserie* qui fabrique des armoires, des tables, des sièges pour les administrations publiques ;

2° un *atelier de forge* (placé d'ailleurs dans un sous-sol, dans des conditions hygiéniques assez fâcheuses pour les détenus) fait des fichiers, des classeurs métalliques, des coffrets à paquetage militaire ;

3° à l'*imprimerie* sont faites les formules qu'emploient l'administration, les chèques postaux, on imprime la « *Revue de droit pénal et de criminologie* », « l'*Ecrou* » et le journal hebdomadaire des détenus : « l'*Effort vers le bien* ».

C. La *prison de Gand*¹ a une *menuiserie* dans le premier quartier qui occupe un nombre assez important de détenus, au second et au quatrième quartiers, un *atelier de tissage*, les détenus y travaillent avec des anciens métiers à tisser du siècle dernier, au troisième quartier un *atelier de tailleurs*. Nous négligeons pour le moment les ateliers où travaillent les anormaux internés en vertu de la loi de défense sociale, qui sont d'ailleurs régis par des règles spéciales en ce qui concerne la rémunération des détenus et l'obligation au travail².

Il ne s'agit ici que des prisons les plus importantes, mais dans les autres établissements pénitentiaires d'autres

1. Autrefois à Gand existait une importante prison-école industrielle, mais elle a été transférée à Hoogstraten, en vertu d'un arrêté royal du 9 février 1931.

2. Le travail est obligatoire pour les condamnés et facultatif pour les prévenus.

ateliers fonctionnent avec un nombre moins important de détenus mais cependant avec une grande activité.

C'est ainsi qu'il y a un atelier de vannerie, une saboterie mécanique, une broserie, une fabrique de balais à Merxplas, un atelier de cartonnage, de tricotage mécanique à Forest, une fabrique de tapis et une natterie à Gand, un dépôt de couleurs à Malines. En outre, à la prison-école d'Hoogsstraten deux fermes et exploitations agricoles.

Enfin pour terminer, notons et c'est là une dernière atténuation au régime cellulaire, certains condamnés soigneusement sélectionnés participent soit à des travaux d'entretien à l'intérieur de la prison elle-même, soit à l'extérieur (travail *al'aperto*).

Des condamnés sont chargés de l'entretien du Palais de Justice de Bruxelles, d'autres conduisent une camionnette et transportent les objets fabriqués dans les prisons, soit aux gares ou au Ministère de la Justice. Mais ainsi que le fait remarquer M. Buffelan il ne s'agit là que d'essais « timides ».

Pour voir se réaliser avec une « réelle ampleur »¹ le travail *al'aperto*, il faut se transporter aux prisons-écoles d'Hoogstraten.

Pour coordonner l'activité industrielle des différents ateliers, qui fonctionnent dans le pays, un arrêté royal du 15 février 1921 a créé un *service central du travail* rattaché à l'Administration des prisons ; ce service constitue une régie autonome dotée d'un fond de roulement. Son rôle est multiple il est chargé :

- 1° d'organiser et d'inspecter le travail pénitentiaire ;
- 2° de rechercher et de répartir les commandes passées par les pouvoirs publics ;
- 3° d'acheter les matières premières et l'outillage nécessaires ;
- 4° de tenir une comptabilité en partie double ;
- 5° de fixer les gratifications à accorder aux détenus ;
- 6° d'organiser l'enseignement professionnel.

Les résultats financiers de cette exploitation ont été

1. M. Buffelan, *op. cit.*, p. 127.

excellents. Comme le prouve une statistique donnée par M. Stoefs, directeur du Service central des prisons.

En ramenant au franc-or les chiffres, on peut dresser le tableau suivant.

1913	548.851
1920	405.600 ¹
1927	824.400
1930	1.035.120
1931	1.105.100

Par conséquent on peut dire que la réforme pénitentiaire, qui a consisté à créer des ateliers communs, n'a pas mérité toutes les critiques qu'on lui a adressées.

La cellule n'a pas cessé de rester la base du système.

Il n'est aucunement des intentions des partisans des nouvelles méthodes, de rétablir la promiscuité honteuse qui entraîna la ruine de la prison de Vilain XIII.

Par une sélection habile, on pourra donner au détenu un métier qui lui permettra (dans la mesure du possible faut-il se hâter d'ajouter, car les faits se sont chargés de donner de cruels démentis aux optimistes) de trouver à sa libération un métier lucratif, qui hâtera sa réadaptation sociale. Quant aux atténuations à la rigueur de l'encellulement, elles ont simplement humanisé un mode de répression, qui par ses exagérations ne répondait plus aux buts pour lesquels il avait été créé.

Section V

Autres règles en vigueur dans les prisons belges

Pour avoir la physionomie complète de la prison belge, il ne nous restera plus que quelques mots à ajouter, car nous avons déjà vu dans la section précédente, l'essentiel de la question.

Disons tout de suite, afin de faciliter la compréhension

1. Baisse due à la désorganisation des prisons consécutivement aux hostilités.

de l'exposé, comment se divisent les établissements pénitentiaires belges, pour *délinquants normaux*.

Ils peuvent se classer en deux catégories, prisons centrales et prisons secondaires. Il y a 4 prisons centrales.

1^o *Louvain*, qui reçoit les condamnés à une peine criminelle (travaux forcés, réclusion, détention) ainsi que les condamnés à une peine correctionnelle dépassant 5 ans.

2^o *Gand*, établissement à régime mixte, reçoit les condamnés, qui après 10 ans de cellule, optent pour le régime commun et les inaptes à la peine de l'encellulement.

3^o *Merxplas*, qui possède une prison-sanatorium et un établissement pour épileptiques et convulsivants¹.

4^o *Hoogstraten*, qui sert à la détention des délinquants de 16 à 21 ans et exceptionnellement de ceux âgés de 21 à 30 ans, qui ont une peine de plus de trois mois à subir. Elle contient une prison-école agricole et depuis 1931, la prison-école industrielle, qui était autrefois à Gand (arrêté royal du 9 février 1931).

*Les prisons secondaires*² à l'exception de Saint-Gilles réservé aux hommes, contiennent deux quartiers, l'un réservé aux femmes condamnées de toutes catégories, l'autre aux détenus du sexe masculin, condamnés correctionnels. Elles sont actuellement au nombre de 19 et sont établies aux chefs-lieux d'arrondissements judiciaires sauf à Ypres, Furnes, Audenarde, Marche, Huy et Neuchâteau³.

Par contre Bruxelles en compte deux : Saint-Gilles et Forest.

Au 1^{er} janvier 1934, les prisons comptaient 4.440 cellules ordinaires pour hommes et 674 pour femmes.

Les quartiers communs, 592 places pour hommes et 7 pour femmes.

1. A Merxplas existe en outre un établissement de défense sociale pour récidivistes.

2. Les prisons secondaires sont maisons d'arrêt pour les prévenus, et maisons de justice pour les accusés, lorsqu'elles sont au siège d'une Cour d'assises.

3. La prison de Neufchâteau a été supprimée depuis le 1^{er} août 1935. En conséquence les détenus de l'arrondissement de Marche, seront dirigés sur la prison de Namur et ceux de Neufchâteau à la prison d'Arlon.

§ 1. *Régime disciplinaire.*

Les réformes pénitentiaires n'ont, pas comme l'ont craint les adversaires de celle-ci, affaibli la discipline à l'intérieur des prisons, qui ne sont en aucune manière transformées en un lieu de séjour agréable, où les condamnés sont livrés à eux-mêmes sans aucune surveillance. A la vérité, l'ordre n'a été nullement troublé, même dans les ateliers communs, peut-être les tentatives de communication et même les communications entre détenus sont plus nombreuses, que sous l'ancien régime. Mais il suffit d'une surveillance attentive pour les réprimer.

Dans les ateliers communs, les détenus ne peuvent s'absenter sans l'autorisation du surveillant et sans être munis d'une carte de sortie, qu'ils doivent porter d'une manière ostensible (cette carte sera remise au surveillant au moment de la rentrée) et ne rester absents au delà du temps nécessaire. En outre, tout fait ou geste contraire à la décence seront rigoureusement réprimés. Il est, de plus, absolument défendu aux détenus de présenter pour quelle que cause que ce soit des protestations collectives. Néanmoins ils peuvent adresser leurs réclamations au directeur de la prison, à la Commission administrative, aux autorités supérieures. A cet effet une boîte fermée à clef est placée à chaque section des préaux (articles 221 et 224 du règlement des prisons).

La justice disciplinaire¹ est exercée par le directeur qui statue toujours après avoir entendu le détenu inculpé.

Les punitions qu'il peut infliger sont (article 263 du règlement des prisons) :

1° La réprimande ou l'avertissement donné pour une infraction peu grave, ou s'il n'a été l'objet d'aucune sanction disciplinaire.

2° La privation de cantine, de lecture, de correspondance et le retrait des récompenses éventuellement accordées.

3° La mise au pain sec et à l'eau, en cellule ordinaire

1. Les punitions infligées par le Directeur peuvent être prononcées conditionnellement.

pour un terme de 9 jours au plus. Lorsqu'elle est prononcée pour plus de 3 jours, le régime alimentaire ordinaire est accordé une fois sur deux.

4° La réclusion au cachot ou cellule obscure, avec ou sans mise au pain et à l'eau pendant un terme ne pouvant excéder 9 jours. Les détenus dans ce cas sont visités quotidiennement par le directeur, le médecin et le chef-surveillant qui arrêteront le cours de la punition, si celle-ci est préjudiciable à la santé du détenu. Mais cette sanction peut être renouvelée en cas de nouvelle infraction.

Par contre le directeur peut récompenser les détenus qui font preuve de bonne conduite. Il pourra nommer certains à des postes de confiance (travail domestique), permettre une correspondance plus étendue, des visites plus fréquentes. Notons enfin qu'il est ouvert à tout condamné à plus de 3 mois un *dossier moral* qui relate périodiquement l'attitude de l'individu en prison, mentions qui seront inscrites par le personnel surveillant. On consultera ce dossier chaque fois qu'il s'agira d'infliger une punition.

En ce qui concerne le droit de visite et de correspondance il est strictement réglementé (articles 235 et 254 du règlement des prisons).

Les condamnés correctionnels et de police ne peuvent recevoir plus de deux visites par mois.

Les réclusionnaires une par mois.

Les forçats une tous les deux mois.

Sauf autorisation spéciale du directeur, les condamnés correctionnels ne peuvent écrire qu'une lettre et en recevoir plus de deux par semaine.

Les réclusionnaires une et en recevoir deux par mois.

Les condamnés aux travaux forcés peuvent en écrire une tous les deux mois et en recevoir une par mois ¹.

1. Division de la journée de travail :

5 h. 1/2 à 6 h. 1/2 lever, toilette, déjeuner.

6 h. 1/2 à 11 h. 1/4 travail, préau, classe.

11 h. 1/4 à 12 h. 1/4 dîner, repos.

12 h. 1/4 à 17 h. 1/2 travail.

17 h. 1/2 à 18 h. souper,

18 h. à 19 h. 1/2 travail.

19 h. 1/2 à 20 h. 3/4 occupations intellectuelles facultatives ou travail.

21 heures, coucher.

§ 2. Régime moral.

I. *Culte.*

Les détenus qui professent un culte reconnu par l'Etat, peuvent demander les secours de la religion, auprès d'un prêtre de leur communion respective. Mais ils ne pourront assister aux cérémonies de celle-ci que s'ils en ont formulé expressément la volonté (articles 290 et 294 du règlement des prisons).

S'ils désirent en être dispensés, il est fait droit immédiatement à leur demande, de même que s'ils voulaient recevoir le ministre d'un autre culte, que celui auquel ils ont déclaré appartenir (article 295 du règlement des prisons).

Chaque prison renferme une chapelle, un oratoire pour les détenus protestants, le rabbin se rend dans les cellules de ses coreligionnaires, ceux-ci sont dispensés de travailler le samedi.

Bref la plus large tolérance religieuse ne cesse de régner, les détenus sont absolument libres de faire en ce domaine ce que dicte leur conscience.

Mais la statistique démontre que l'immense majorité des condamnés suit les pratiques religieuses. Les aumôniers des différents cultes assurent par le prestige de leur mission et leur haute autorité morale, l'effet le plus salutaire sur l'âme de ceux qui sont confiés à leur ministère.

II. *Service scolaire.*

La fréquentation du service scolaire est obligatoire.

1° Pour les individus mineurs de 18 ans.

2° Pour les individus condamnés à une peine de 6 mois qui n'ont pas atteint leur quarantième année (article 307 du règlement des prisons).

Cependant le directeur peut toujours dispenser les détenus, qui rentreraient dans l'une de ces catégories, s'ils ont une instruction supérieure au niveau de celle qui est donnée à la prison.

Les élèves sont répartis en 3 classes.

La première comprend les illettrés.

La seconde ceux qui savent imparfaitement lire, écrire, calculer.

La troisième ceux qui savent bien lire, écrire, calculer.

La durée de chaque classe est d'une heure, tous les jours ouvrables sauf le samedi.

L'enseignement comprend la lecture, l'écriture, l'arithmétique, l'histoire et la géographie de la Belgique, le système légal des poids et mesures et les éléments de grammaire.

Une fois par mois, l'instituteur donne une conférence morale ou instructive.

Les femmes de 16 à 30 ans, ayant plus de 3 mois de détention à subir sont dirigées à la prison de Forest, où elles suivront les cours de l'école ménagère¹, où elles apprendront tout ce qui concerne la direction d'un ménage, l'hygiène et la puériculture.

Les cours sont suivis pendant un cycle de deux mois pour un groupe de 8 à 10 détenues, si à l'expiration de ce délai, certaines parmi celles-ci n'ont pas les connaissances voulues, elles peuvent continuer à assister aux cours.

Grâce à l'école ménagère, les femmes acquerront des notions qui trop souvent leur font défaut, qui sauront leur faire aimer leur foyer et les retiendront sur le chemin de la délinquance.

§ 3. Régime matériel des détenus.

I. Régime alimentaire.

Dans les prisons centrales chaque interné reçoit par jour :

Le matin, 600 grammes de pain de froment non bluté et une boisson chaude.

A midi :

lundi, jeudi, samedi, une soupe à la viande de vache (200 grammes de viande);

mercredi, soupe à la viande de porc (80 grammes de lard, 200 grammes de pommes de terre, 150 grammes de haricots);

mardi et vendredi, une soupe aux pois (250 grammes de pois secs, 100 grammes de légumes), un hareng fumé;

dimanche, une soupe aux légumes (200 grammes de

1. Voir circulaire ministérielle du 5 mars 1929.

pommes de terre, 100 grammes de riz, 100 grammes de légumes), un hareng fumé.

Le soir :

Du *lundi* au *samedi* un potage aux pommes de terre (750 grammes);

le *dimanche*, un potage aux légumes secs (250 grammes de haricots).

Dans les *prisons secondaires* .

Le matin comme dans les prisons centrales.

A midi :

lundi, jeudi, soupe à la viande (200 grammes de viande de vache);

vendredi, une soupe aux pois (150 grammes de pois secs);

dimanche, une soupe aux légumes (100 grammes de légumes, 300 grammes de pommes de terre, 70 grammes de riz);

mardi, mercredi, samedi, une soupe aux haricots (250 grammes).

Le soir :

mardi, mercredi, vendredi, samedi, un potage aux pommes de terre (750 grammes de pommes de terre).

dimanche, lundi, jeudi, un potage aux pommes de terre (500 grammes) et aux haricots (100 grammes).

Les détenus sur l'avis du médecin, pour raison de santé, peuvent recevoir un supplément de nourriture.

Bien entendu les prévenus peuvent toujours faire venir leurs vivres du dehors.

Les détenus peuvent, à leurs frais, se procurer des douceurs à la cantine au moyen de prélèvement sur leur quotité disponible. Tous les détenus peuvent faire usage de la cantine à moins qu'ils n'aient été punis¹, mais sauf dérogation accordée par le directeur, les condamnés correctionnels ne peuvent faire usage de la cantine que trois fois par semaine.

1. En outre d'après l'article 366 du Règlement des prisons, est privé de cantine tout condamné pendant les 3 premiers mois de la détention ou pendant la détention entière si celle-ci ne dépasse pas 3 mois.

Il est privé de cantine pendant un an ou pendant sa détention entière si elle ne dépasse pas un an, s'il a subi antérieurement en une ou plusieurs fois une détention de 3 mois au moins, pourvu que sa dernière sortie de prison ne date pas plus de 3 ans.

Les réclusionnaires deux fois.

Les forçats une fois.

Quant aux prévenus ils peuvent en user quotidiennement (article 367 du règlement des prisons).

§ 4. Régime des détenus politiques¹.

De tout temps les détenus politiques ont joui d'un régime de faveur, qui s'explique par les mobiles qui les ont poussé à commettre leurs infractions et qui sont presque toujours désintéressés.

Le règlement général des prisons prévoit pour eux un régime spécial, celui-ci est actuellement régi par un arrêté royal du 30 juillet 1919.

Alors que les détenus soumis au régime cellulaire ne peuvent jamais se voir, ni communiquer entre eux, il est fait exception à cette règle pour les délinquants politiques pendant la durée des promenades au préau.

Les visites ont lieu dans un autre parloir que celui réservé aux détenus ordinaires.

De plus la correspondance et les visites de la famille proche ne sont pas assujetties à la surveillance de la part du personnel pénitentiaire.

En règle générale, les détenus politiques sont soumis au régime établi pour les prévenus, ils n'ont aucune obligation au travail, s'ils s'y livrent ils peuvent disposer intégralement de leur pécule pendant leur détention, ils peuvent faire usage quotidiennement de la cantine et sont dispensés du port du costume pénal.

Ils ont le droit de recevoir (lorsqu'ils sont condamnés) deux visites par semaine et deux lettres par jour et d'en écrire une. Enfin ils sont autorisés à recevoir trois journaux à choisir dans une liste arrêtée par le Ministère de la Justice.

1. Voir M. Legrand, *Le régime des détenus politiques en Belgique*, « *Revue de droit pénal* », 1931, p. 503.

Section VI

Les prisons spécialisées

Les conclusions que l'on pouvait tirer de l'observation des détenus au moyen du service d'anthropologie pénitentiaire démontraient nettement que le milieu des délinquants recélait un nombre considérable d'individus tarés.

Mais il ne s'agissait pas que de faire cette constatation, qui était du reste connue depuis longtemps, il fallait en outre donner à l'Administration les moyens nécessaires de traiter et de guérir ceux qu'elle emprisonnait, si on ne voulait pas que soient rendus à la société à l'expiration de leur peine, des détenus affaiblis par une longue détention et dont les tares n'auraient fait qu'empirer.

Aussi fallait-il établir une sériation minutieuse des établissements pénitentiaires de façon que ceux-ci fussent pourvus de tous les perfectionnements voulus pour mener à bien cette tâche.

C'est à ce besoin que répond la création de prisons spécialisées appelées aussi prisons « thérapeutiques ».

Tout d'abord, disons que dans toutes les prisons, les médecins traitent de nombreuses affections dont peuvent être atteints les détenus. En particulier dans tous les établissements soigne-t-on les maladies vénériennes. C'est ainsi que le Docteur Vervaeck signale¹ que de 1928 à 1933, 1.453 détenus ont fait l'objet de soins médicaux, 205 parmi ceux-ci n'avaient pas encore été traités jusqu'alors. Aussi pratique-t-on la séro-réaction dans le sang pour tous les individus dont l'examen soulève l'hypothèse d'une maladie spécifique.

Quant aux détenus qui seraient atteints d'affections nécessitant une intervention chirurgicale, ils seront transférés soit à la prison de Saint-Gilles, soit à la prison centrale de Gand, où existe un service de chirurgie. Celui

1. « *Les Cahiers rationalistes* », octobre 1934.

de Gand dirigé par le Professeur Vandeveldé est particulièrement actif puisque de 1928 à 1933 il a pratiqué¹ :

- 113 opérations de hernie ;
- 49 pour affections gastriques ou intestinales ;
- 9 trépanations ;
- 49 interventions sur le système osseux ;
- 33 excisions de tumeurs.

Le Docteur Martin, à Saint-Gilles, a fait en 1933, 202 opérations.

Cependant, parmi les détenus, il y en a qui à cause de la gravité de leurs tares ne peuvent être soignés à l'établissement où ils purgent leur peine, ce sont les tuberculeux, les épileptiques et débiles mentaux.

Ceux-ci devront subir un traitement suivi et approprié incompatible avec un régime pénitentiaire normal.

Aussi dès 1920, on songea à la création de prisons thérapeutiques, destinées à recevoir ces catégories de délinquants qui auraient le grand avantage d'éviter qu'on libérât provisoirement les détenus gravement atteints et qui de ce fait ne pouvaient plus rester en cellule, libération qui créait disait le rapport au Roi, de l'arrêté royal du 28 juin 1921 « pour les proches un danger de contamination »².

1. *La prison sanatorium de Merxplas*³.

Sont admis à la prison-sanatorium de Merxplas, tous les condamnés à une peine de plus de 3 mois, atteints de tuberculose pulmonaire ou osseuse, qui y seront soignés jusqu'à complète guérison ; même si celle-ci n'est pas achevée lorsque le condamné a terminé sa peine il pourra rester sur sa demande au sanatorium.

Rien mieux que l'emploi du temps des détenus ne pourra

1. « *Les Cahiers rationalistes* », octobre 1934.

2. M. Vandervelde dans le rapport au Roi, expose que la réforme a été facilitée par la diminution du nombre des vagabonds, qui étaient casernés au dépôt de mendicité de Merxplas et qui de 5 à 6.000 était tombé à 1.200. On avait ainsi les moyens de réaliser sans frais les sections réservées exclusivement aux défectueux mentaux ou physiques.

3. Il existe en outre à Forest une galerie de cure d'air où les condamnés sont soumis au même traitement qu'à Merxplas.

nous faire comprendre quelle est la vie de ceux qui sont traités au sanatorium.

6 h. lever.

6 h. à 6 h. 1/2 mise en ordre des chambres et aérage des literies.

6 h. 1/2 à 7 h. soins de propreté, lavoir, bains.

7 h. à 7 h. 1/2 déjeuner.

7 h. 1/2 à 10 h. cure d'air et repos.

10 h. distribution de lait.

10 h. 1/2 à 11 h. promenade.

11 h. à 12 h. cure d'air et repos.

12 h. 1/4 à 1 h. dîner, lecture.

1 h. à 2 h. promenade.

2 h. à 4 h. cure d'air et repos.

4 h. à 5 h. promenade.

5 h. à 6 h. 3/4 cure d'air et repos.

7 h. souper et lecture.

7 h. 1/2 à 8 h. 3/4 cure d'air et repos.

9 h. coucher.

Comme on le voit l'essentiel du traitement consiste dans la cure d'air et le repos, que les détenus prennent allongés sur une chaise longue sous une galerie d'où ils peuvent apercevoir l'espace¹. L'air très salubre dont on jouit à Merxplas est particulièrement indiqué pour hâter leur guérison.

La cure est coupée de promenades ; à cet effet les détenus, recommande le règlement, doivent se tenir le corps droit, la bouche fermée, marcher lentement et se suivre à quelques pas de distance.

Le régime de la prison est le régime en commun de jour et de nuit, avec la règle du silence même pendant la cure et les repas qui sont pris au réfectoire commun.

Dans chaque dortoir, il n'y a qu'un nombre assez réduit de détenus, trois la plupart du temps.

Il fallait dans une telle prison les plus grands soins d'hygiène. Aussi le règlement multiplie les prescriptions à cet égard.

1. Les détenus ont le droit pendant la cure de repos de lire des ouvrages, qui leur sont prêtés par la bibliothèque circulante de la prison.

Chaque détenu a à sa disposition une petite armoire dans laquelle il doit déposer ses objets de toilette, afin de ne pas se servir de ceux de ses co-détenus. Avant chaque repas les condamnés doivent se rendre dans un local à ce destiné pour se laver la bouche et les mains.

Ils devront entretenir, avec la plus grande propreté, leur chambre et les objets qui s'y trouvent.

Il leur est formellement interdit de cracher ailleurs que dans les crachoirs, qui sont mis à leur disposition.

L'usage du tabac même au cours des promenades est prohibé.

Toute infraction aux règles d'hygiène et de discipline peut entraîner le renvoi du condamné à la prison où il purgeait sa peine avant d'être transféré au sanatorium. Mais cette punition ne peut être infligée que par le Ministre de la Justice sur la proposition du directeur.

Notons que certains détenus peuvent, avec l'autorisation du médecin, se livrer à divers travaux compatibles avec leur état de santé.

L'autorisation du médecin est encore nécessaire pour que les condamnés puissent bénéficier de la cantine¹.

2. *La prison pour épileptiques et pour débiles mentaux.*

En même temps qu'était créée une section pour les détenus tuberculeux, on en instituait une pour épileptiques² condamnés dont la place n'était pas dans une prison ordinaire, ainsi que le soulignait dans son rapport au Roi, M. Vandervelde³.

« C'est un triste spectacle (auquel j'ai assisté moi-même) « que de voir dans la cour de nos prisons, un malheureux « tomber du haut mal, que d'autres détenus s'efforcent de « contenir et que faute d'installations spéciales, les médecins ne parviennent pas à soigner convenablement ».

C'est à Merxplas que fut installée la section réservée aux

1. En ce qui concerne le nombre de visites, de lettres à envoyer ou à recevoir et le droit à la cantine, on se reportera aux règles données à propos des prisons pour délinquants normaux.

Rien n'est changé ici à cet égard.

2. Voir, M. Buffelan, *op. cit.*, p. 104, pour plus de détails.

3. Arrêté du 28 juin 1921.

délinquants épileptiques, qui après une mise en observation en cellule de jour et de nuit étaient soumis au régime commun de jour et à l'isolement nocturne, on occupait les détenus, soit au travail agricole sur le territoire de la colonie, soit en atelier suivant les prescriptions médicales.

En 1935, les délinquants épileptiques ont été transférés à la prison centrale de Gand, où sont déjà internés les débiles mentaux et soumis au même régime qu'à Merxplas.

CHAPITRE IV

LES ŒUVRES DE PATRONAGE ET DE RÉADAPTATION SOCIALE

Le rôle de la société ne se borne pas à assurer au détenu pendant sa peine des conditions qui sauvegardent sa santé morale et physique, il faut permettre à celui-ci, lorsqu'il sort de prison après avoir acquitté sa dette, les moyens de se reclasser et de mener désormais une vie régulière grâce à un travail honnête.

Certes on ne doit pas se faire des illusions excessives, beaucoup de ceux qui sont libérés n'ont pas cette ambition et récidiveront fatalement un jour ou l'autre. Mais parmi eux n'y eut-il qu'une infime minorité d'individus fermement résolus à suivre le droit chemin, que c'est un devoir impérieux pour la société de les aider à persévérer dans cette voie.

Or, c'est à ce moment que les difficultés naissent innombrables pour ceux qui veulent se reclasser.

S'ils ont évité les multiples tentations qui se sont offertes à eux qui sont sevrés de tous les plaisirs depuis de nombreuses années et que la possession d'un petit pécule permet de satisfaire, ils devront pour se procurer du travail essuyer les rebuffades, les suspensions qui auront vite fait de les décourager.

Combien de portes se ferment devant l'individu qui sort de prison. Et un jour abattu par le sort, sans argent, l'ancien détenu reprendra le chemin du délit, dont il avait tout fait pour s'écarter, mais où il revient infailliblement.

C'est contre les épreuves de cette « crise de libération » comme l'a qualifiée le Professeur Roux, que se sont formées des œuvres de patronage et de réadaptation sociale, qui auront pour but d'assister les libérés dans la recherche de leur gagne-pain, de les aider matériellement, de leur prodiguer avec un dévouement admirable, appuis et conseils.

Besogne souvent décevante, qui réserve fréquemment d'amères désillusions, mais qui permet aussi de sauver définitivement du délit tant de malheureux.

A vrai dire, la tâche des offices de patronage rencontre aussi d'autres difficultés. L'opinion publique mal avertie de ces questions est hostile aux efforts des œuvres de réadaptation sociale. Il lui semble qu'il y a d'autres misères plus dignes à soulager et que d'assurer du travail, d'aider à vivre, de fournir des subsistances à des individus sortis de prison, alors que tant de pauvres gens qui ont été probes toute leur vie manquent du nécessaire est une entreprise déraisonnable.

Ce sentiment déjà profondément enraciné aux époques de prospérité redouble, lorsque survient une crise économique qui entraîne le chômage et le dénuement chez tant d'honnêtes foyers.

Mais comme nous l'avons déjà souligné, l'aide qu'on apporte aux anciens détenus n'implique pas que l'on doive se désintéresser des chômeurs qui ont un passé irréprochable derrière eux.

Mais ne pas secourir des individus déjà diminués par une détention et en état d'infériorité, c'est les pousser vers la récidive. On ne voit pas ce que la société aurait à y gagner.

Aussi la Belgique a-t-elle développé les œuvres de réadaptation sociale et de patronage, sachant que c'était là de l'excellente politique criminelle.

Il importe cependant de distinguer entre les Comités de patronage et de réadaptation sociale, les premiers exerçant leur influence surtout pendant la détention du délinquant, les seconds étendant leur action surtout dans la vie libre « au lendemain de la peine ».

§ 1. *Les Comités de patronage.*

Au chef-lieu de chacun des 26 arrondissements judiciaires existe un Comité royal de patronage, organisme d'initiative privée, composé des personnalités les plus représentatives de l'arrondissement ¹. Les membres de ces comités s'occupent de visiter le détenu pendant son incarcération, de lui donner des conseils, tenteront de lui procurer à l'expiration de sa peine une aide matérielle, le cas échéant s'interposeront entre lui et sa famille pour rétablir des situations délicates et feront des démarches dans le but de lui procurer du travail.

Mais ces Comités de patronage ne paraissent pas devoir remplir tous les buts, qu'ils se proposaient d'atteindre.

M. Delierneux dans un article de la « *Revue internationale de droit pénal* »², qu'il consacre à cette question signale que les membres composant ces comités pour tout dévoués qu'ils soient à leur tâche sont peu au courant de la mentalité des prisonniers, se contentent surtout de les visiter pendant leur détention et de leur prodiguer des exhortations morales, alors que la véritable action post-pénitentiaire commence au moment où le détenu affronte la vie libre et a achevé sa peine.

Afin de coordonner les efforts de ces comités de patronage, un arrêté royal du 15 mars 1894 créa une commission royale des patronages composée de 29 membres nommés à l'origine par le Roi, mais qui maintenant se recrutent par cooptation à l'exception toutefois du secrétaire, qui continue à être désigné par le Roi.

Cette commission est un organe consultatif qui est chargé « d'étudier les questions de législation et d'administration générale qui intéressent les œuvres, ayant pour « objet les patronages préventifs de la criminalité et de la

1. La première œuvre locale fonctionna le 27 février 1888, voir le rapport de M. Collard de Sloovere à la Société des Patronages de France, « *Revue de droit pénal* », 1934, p. 740 et suiv.

2. Voir *Les Comités et les Sociétés de patronage en Belgique*, « *Revue internationale de droit pénal* », 1930, p. 32 et suiv.

« récidive et de la protection de l'enfance moralement abandonnée »¹.

Depuis 1922, elle a pris l'initiative de faire chaque année une *journée annuelle des patronages* où les juges de paix et les juges des enfants, certains membres des comités font des rapports concernant ces questions.

D'autre part la commission, vu l'évolution des idées et la création des méthodes nouvelles qui ont suivi la guerre a du étendre son rayon d'action.

Elle a créé un *service central*, qui est une sorte de bure au permanent de cinq membres et qui siège trois fois par semaine au Palais de Justice de Bruxelles.

Il est divisé en trois sections :

1. secrétariat et protection de l'enfance ;
2. condamnés libérés ;
3. patronages spéciaux.

Ce service central a préconisé et obtenu la *création de conseils cantonaux de tutelle* composés de personnes dévouées aux œuvres de patronage² qui sous la présidence du juge de paix, coopèrent avec le comité d'arrondissement afin d'assurer aux enfants moralement abandonnés le moyen de les sauver de la misère et du vice.

§ 2. *Les Offices de réadaptation sociale*³.

Les offices de réadaptation sociale semblent jouer un rôle plus actif et plus efficace dans le reclassement des condamnés car ils sont basés non plus sur la philanthropie mais sur l'assistance.

Ce sont des organismes privés, mais revêtus d'un caractère officieux, puisqu'ils sont en contact permanent avec le Ministère de la Justice et que le Comité est composé en majeure partie de membres actifs attachés à des titres

1. Voir *Moniteur* du 28 mars 1894.

2. Il y a ordinairement un (ou une) délégué par commune du canton.

3. Nous nous sommes servi pour écrire ce paragraphe des brochures de l'Office de réadaptation sociale de Bruxelles qui nous ont été communiquées par M. Koecklenbergh que nous remercions pour les renseignements si utiles qu'il nous a donnés.

divers aux administrations publiques d'assistance et d'œuvres sociales.

A l'origine en 1922, date de la création de l'Office bruxellois, celui-ci borna son activité à la prévention du vagabondage et seconda utilement les efforts des communes de l'arrondissement dans ce but.

Ainsi que le souligne M. Eugène Willems dans sa brochure consacrée à l'œuvre de réadaptation sociale (voir p. 22) : « Les fonctionnaires des administrations communales « délégués au Comité, furent dûment autorisés à prêter « leur concours au nouvel organisme et ainsi se trouva « réalisée une œuvre d'un caractère nouveau, où la souplesse « et la liberté d'allure de l'initiative privée se trouvaient « étroitement unies à la solidité et au prestige moral des « pouvoirs publics ».

L'Office reçut une subvention des communes de l'agglomération bruxelloise et des dons de particuliers, un local fut mis à sa disposition par l'Administration communale de la capitale.

Tout de suite l'Office se fit remarquer par l'aide précieuse qu'elle apportait dans la lutte contre la misère et le vagabondage. Elle s'appliquait en particulier à soulager ceux qui ne réunissaient pas les conditions nécessaires pour être secourus par les pouvoirs publics.

Ces succès devaient l'engager à étendre son rayon d'action et en 1924 il s'occupa avec l'appui du Ministère de la Justice, des condamnés sortant de prison définitivement et des libérés conditionnels.

A l'heure actuelle les Offices de réadaptation sociale comprennent quatre sections :

1. délinquance,
2. misère, vagabondage,
3. malades mentaux,
4. enfance malheureuse.

Des offices ont été fondés à Anvers, Gand, Liège et Charleroi.

Nous ne nous occuperons ici que de la section consacrée à la délinquance qui seule entre dans le cadre de notre étude. Nous verrons à propos de la loi de défense sociale l'aide

qu'apportent les œuvres de réadaptation sociale dans le reclassement des malades mentaux.

§ 3. *La collaboration des Offices de réadaptation sociale au reclassement des délinquants.*

Dès avant sa sortie de prison, le détenu connaît l'existence des offices, grâce à une affiche apposée dans sa cellule.

Lorsqu'il se présente au bureau permanent de l'Office, il est l'objet d'un minutieux interrogatoire, afin de le diriger vers un emploi en rapport avec ses aptitudes. Une enquête très approfondie sera faite sur sa situation sociale, mentale, judiciaire et administrative. Muni de ces renseignements on pourra déjà orienter l'individu professionnellement, mais c'est à ce moment que commencent les difficultés.

Il faut tout d'abord, s'il n'a pas de *domicile*, lui en procurer un, car il tomberait sous le coup des lois sur le vagabondage. Aussi lui donne-t-on un bon pour la maison d'accueil¹ où il reçoit, en plus, du café matin et soir et un quart de pain. De plus, moyennant une somme de 3 francs, il peut se procurer à midi un repas chaud. D'après les statuts de la maison d'accueil les individus qui se présentent ne peuvent loger qu'une seule nuit tous les mois, mais sur la recommandation des Offices de réadaptation sociale ils y seront admis autant de jours qu'il sera nécessaire. C'est ainsi que certains y sont restés plus d'un an.

D'autre part, à la sortie de prison, souvent les vêtements du détenu sont fripés, déchirés, il ne pourrait pas se présenter dans une place, n'ayant pas une tenue décente, l'œuvre de réadaptation sociale le dirigera vers un

1. Il s'agit de l'œuvre de l'hospitalité de Bruxelles, 25 rue du Marché du Parc, fondée en 1886 par M. Montefiore-Lévi, et dirigée actuellement par M. Dauby, cette œuvre est également privée avec un caractère officieux, elle contient 72 chambres pour hommes, 24 pour femmes et 5 pour enfants. Dans l'année 1933, l'œuvre de l'hospitalité a reçu 1884 hommes, 490 femmes et 104 enfants, soit 2.478 individus et accordé pour ceux-ci 22.989 nuits.

Le prix d'une journée d'entretien s'élève en 1933 à 6,17 (4,54 pour frais généraux et 1,63 pour la nourriture). D'autre part elle a distribué 7891, « bouchées de pain » (7.040 pour les hommes et 851 pour les femmes).

Des maisons d'accueil analogues existent à Anvers et Liège. Ces renseignements sont extraits du rapport sur les travaux de l'œuvre pour l'exercice 1933, qui nous a été remis par M. Dauby.

« vestiaire » qui au moyen de dons de particuliers lui procurera les habits nécessaires.

Mais l'essentiel n'est pas encore fait, il s'agit de procurer au libéré du travail. Dans ce but, l'Office l'envoie quotidiennement à la Bourse du Travail, afin de s'assurer qu'il s'y rend on le munit d'une carte qu'il doit faire poinçonner. On pourra même pour faciliter ses recherches s'il n'a plus d'argent lui fournir une aide pécuniaire.

Une fois placé, il importe qu'il y reste : on lui donnera un « tuteur » ou « parrain » de reclassement qui veillera sur lui ¹, le visitera régulièrement, l'encouragera. De plus on engagera le détenu à prendre un livret de caisse d'épargne afin qu'il ne dissipe pas ses salaires.

Tel est le rôle joué actuellement par les œuvres de patronage et de réadaptation sociale.

Nous verrons plus tard le rôle que prennent ces organisations dans l'application de la loi de défense sociale.

En raison de la terrible crise économique qui sévit actuellement sur le monde, jamais leur tâche n'a été plus ardue, jamais leur mission n'a été plus bienfaisante.

L'abnégation et le dévouement de ceux qui coopèrent à cette belle œuvre leur permettra de surmonter bien des obstacles et de sauver d'innombrables individus, qui sans elle seraient devenus de misérables épaves humaines.

1. Ce tuteur désigné par la commission pourra être un auxiliaire social, un fonctionnaire du service des prisons, un membre du Comité de patronage, soit un membre de l'Office de réadaptation sociale, il devra faire un rapport périodique à la commission, cette tutelle est particulièrement active pour les condamnés conditionnels.

Deuxième Partie

La Loi de défense sociale

INTRODUCTION

La remarquable évolution pénitentiaire de la Belgique, que nous avons décrite dans la première partie, s'est réalisée pendant dix années, sous la seule impulsion de l'Administration sans qu'elle eut été consacrée législativement.

Ce sont uniquement des arrêtés royaux, des circulaires ministérielles, qui ont créé cet admirable édifice dont la Belgique peut être légitimement fière, qui ont mis sur pied ces initiatives remarquables que constituent les examens anthropologique et psychiatrique des détenus.

En 1930, s'inspirant des idées défendues jadis par leur illustre compatriote, Prins, qui justifie les mesures prises à l'encontre de certaines catégories d'individus, qui troublent la paix publique et qui mettent la société dans l'obligation de se défendre, les Belges se sont donné une véritable charte législative visant les anormaux et les récidivistes.

Ceux-ci sont placés pour une durée indéterminée dans des établissements spéciaux où ils recevront les soins que nécessite leur état, sans que soit exclue cependant une certaine rigueur correspondant au fait que l'anormal est un délinquant (anormaux et récidivistes sont à coup sûr parmi les plus dangereux pour l'ordre social).

On peut, du reste, les unir dans une même loi, afin de se protéger de leurs méfaits, car le récidiviste, par son penchant à revenir sans cesse sur le chemin du délit est lui aussi une manière d'anormal.

Quant aux insuffisants mentaux, les constatations faites depuis longtemps par les médecins des prisons et qui avaient été mises en lumière, en Belgique, par l'examen anthropologique et psychiatrique, montraient que les établissements pénitentiaires regorgeaient littéralement

d'individus que leurs tares mentales désignaient plutôt pour l'asile. La cause devait en être cherchée dans le fait que les principes du Code pénal, qui réprimaient la délinquance des individus déments et anormaux, ne répondaient manifestement plus aux exigences de la science moderne.

Avant d'étudier les innovations capitales de la loi de défense sociale du 9 avril 1930 qui transforme complètement cette partie importante de la législation pénale, il nous semble indispensable de rappeler brièvement quel était l'état de droit antérieur.

Section I

Le Code pénal de 1867 et le problème des anormaux

Le Code pénal belge de 1867 réalise au plus haut degré les conceptions doctrinales de l'école classique.

Pour celle-ci, l'homme est un être doué de raison, et par conséquent libre de choisir entre le bien et le mal.

S'il s'était engagé sur la voie défendue, il n'avait qu'à s'en prendre à lui-même s'il était frappé par la loi.

La société devait le punir pour avoir fait un mauvais usage de son libre arbitre.

Pour la théorie classique, tous les criminels semblaient figés dans un même type. Elle excluait les passions et les causes sociales qui font agir les hommes, tenait pour négligeables les faits économiques, qui ont pourtant une si grande influence sur la criminalité.

Quant à la responsabilité « elle était objective »¹, calculée d'après un barème invariable, chaque délit comportait une peine égale pour ses auteurs.

Il est presque inutile de faire remarquer combien cette théorie avait des fondements fragiles.

Sans doute, la croyance en la liberté humaine est profon-

1. Voir Vidal et Magnol, *Cours de droit criminel et de science pénitentiaire*, 8^e édit., 1935, p. 24.

dément ancrée dans la collectivité sociale et son principe doit être maintenu dans notre législation. Néanmoins, il est impossible de ne pas souligner combien les outrances de la théorie classique, détruisaient ses bases les plus sûres et les moins contestées.

En ne voulant étudier que le délit en soi, et en négligeant systématiquement l'examen du délinquant, la théorie classique faisait une œuvre sans vie et sans aucun contact avec le réel. Le Code pénal s'inspirant de ces principes ne punissait les délinquants que s'ils étaient doués de raison, capables de comprendre la portée de leurs actes, aussi divisait-il les auteurs d'infraction en deux classes : les déments et les normaux.

Les déments complets échappaient à toute répression ; l'article 71 du Code pénal belge, copié sur notre article 64, était ainsi conçu :

« Il n'y a pas d'infraction, lorsque l'accusé ou le prévenu était en état de démence au moment du fait ou lorsqu'il a été contraint par une force à laquelle il n'a pu résister ».

L'inculpé reconnu en état de démence ne peut pas en conséquence être condamné.

Il bénéficie, soit d'un non-lieu, soit d'un acquittement. Il restera au procureur du Roi, de demander sa collocation dans un asile¹.

Il y avait à Tournai, avant 1930, une section spéciale pour les aliénés criminels.

Mais ceux-ci, une fois colloqués, étaient assimilés aux malades mentaux ordinaires ; dès qu'ils semblaient guéris, le médecin de l'asile n'avait plus le pouvoir de les y retenir, sans se rendre coupable d'une séquestration arbitraire. Il devait donc en donner avis immédiatement au Parquet ; cinq jours après, le délinquant déclaré guéri était mis en liberté².

Mais entre les normaux et les fous, il y a toute une série d'individus à mi-chemin entre la démence et la santé d'esprit, que l'on qualifie souvent de « demi-fous », et qui

1. Voir article 7, 4^e alinéa et 12 de la loi du 28 décembre 1873.

2. Voir article 13 de la loi du 28 décembre 1873.

exigent d'autant plus d'attention et de soins, que leur dépistage est souvent plus malaisé et que leurs réactions antisociales sont moins prévisibles.

Pour ceux-là, mutisme du Code, c'est en ce sens que M. Holvoet a pu écrire : « Le Code pénal belge ignore les « anormaux »¹. A vrai dire en cherchant dans le Code pénal, on eut trouvé une disposition s'occupant d'une catégorie spéciale d'anormaux, l'article 76 visant les *délinquants sourds et muets* et ainsi conçu : « *Lorsqu'un sourd et muet, âgé de plus de 16 ans accomplis aura commis un crime ou un délit, s'il est décidé qu'il a agi sans discernement, il sera acquitté. Il pourra être placé dans un établissement déterminé par la loi, pour y être dé tenu et instruit pendant un nombre d'années n'excédant pas cinq ans. S'il est décidé qu'il a agi avec discernement, les peines seront prononcées conformément aux articles 73, 74, 75 du présent Code* ». Néanmoins, cette unique manifestation d'intérêt devait

rester bien platonique. Aucune loi ne détermina les établissements destinés à recevoir les sourds et muets tombant sous l'application de l'article 76².

Pour le reste, les anormaux répondaient devant la justice de leurs actes délictueux. On leur conférait une part de liberté dans la détermination de leurs actions, qui tout en étant parfois embryonnaire, n'en existait pas moins et suffisait pour justifier leur responsabilité pénale. Mais leur libre arbitre étant amoindri du fait de leurs tares physiologiques, le droit de punir de la société qui n'avait de raison d'être que s'il rencontrait chez le délinquant une parcelle de responsabilité, devait être diminué dans la même proportion.

A une responsabilité atténuée, devait correspondre une peine atténuée. On aperçoit immédiatement les conséquences : tout d'abord on dut apprécier le quantum de responsabilité que devait avoir chaque délinquant, et on se lança dans une arithmétique compliquée. On en vint à

1. M. Holvoet, *Le Code et les anormaux*, « *Annales de médecine légale* », 1921, p. 159.

2. Voir M. Cornil, *La loi de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude*, n° 3, p. 13.

parler de tiers, de quart, de cinquième de responsabilité, avec une assurance qui, si elle empruntait sa certitude à la science mathématique n'en laisse pas moins rêveur.

Admettons même ce difficile problème résolu, il n'en conduisait pas moins à l'octroi à d'importantes catégories de délinquants, de *courtes peines*.

Or il n'est pas exagéré de prétendre que la courte peine dans notre droit pénitentiaire constitue un grave danger.

Elle est déjà funeste lorsqu'elle est prononcée contre des individus normaux, car par sa brève durée, elle est incapable de procurer un amendement efficace, mais par contre, elle pervertit irrémédiablement ceux qui auraient pu être relevés.

On émousse l'effet intimidant de l'appareil pénitentiaire et le résultat infaillible, qu'il n'est pas difficile de prévoir, est de préparer des légions de récidivistes.

Mais lorsqu'on abuse de la courte peine à l'égard d'anormaux, on aboutit à un véritable paradoxe, car ce sont justement ces délinquants, qui sont les plus dangereux, que l'on punit le moins. Leurs tares ne feront que s'exaspérer par leur séjour en prison. Et à la sortie le délinquant, qui saura qu'il échappe aux longues peines grâce au brevet d'irresponsabilité pénale qui lui a été décerné par les tribunaux, se lancera avec confiance dans la carrière fructueuse de l'infraction, dont les risques seront pour lui réduits au minimum.

Les résultats de cette politique criminelle étaient ce que l'on devait prévoir : foncièrement mauvais. La récidive ne cessait de croître. Il fallait abandonner les méthodes périmées et s'inspirer d'idées novatrices, pour dresser une digue solide contre la marée montante de la criminalité.

La société devait se défendre. La loi du 9 avril 1930 a répondu en grande partie à ce but, en éliminant du milieu social, deux catégories importantes et dangereuses de délinquants : les anormaux et les récidivistes pour les confier, en vertu d'une sentence à durée indéterminée à des établissements dits « de défense sociale », d'où ils ne sortiront qu'une fois guéris ou amendés par un long séjour.

Les idées de l'Union Internationale de Droit Pénal,

défendues jadis avec tant d'éloquence par Prins, sont entrées désormais dans la pratique, mais ce ne fut pas sans de longs débats devant les Assemblées parlementaires.

Section II

Histoire de la loi de défense sociale¹

Si l'on examine les débats relatifs à la loi de défense sociale devant les Chambres, on est frappé de ce fait, que les trois partis politiques belges : catholique, libéral, socialiste, étaient entièrement d'accord à son sujet, et qu'elle fut défendue à la tribune par les hommes les plus représentatifs de chacun d'eux.

Que ce soit en qualité de Ministre de la Justice ou de rapporteur, on vit successivement les socialistes, MM. Vandervelde et Soudan ; les libéraux, MM. Hymans, P.-E. Janson et F. Masson, les catholiques MM. Carton de Wiart et Tschoffen, demander à leurs collègues le vote de son texte ; on pourrait croire devant une telle unanimité, si rare dans un Parlement, que ce fut chose aisée et rapide et que la loi n'eut pas d'histoire parlementaire².

1. Nous ne revenons pas sur les premières tentatives de législation de défense sociale que nous avons déjà étudiées (Voir 1^{re} partie, chapitre II, section II).

2. Voici brièvement résumées les étapes de la « vie parlementaire » de la loi de défense sociale (on se reportera, pour plus de détails, à la mercuriale de M. Cornil, « *Revue de droit pénal* », 1930, p. 843, note n° 2 et à l'ouvrage de M. Buffelan, *précité*, p. 148 à 178 (Rédigée en 1921, par le Conseil consultatif du département de la Justice, elle fut déposée le 14 février 1923, par M. Masson, Ministre de la Justice (session 1922-23, Chambre *Documents* n° 151) et fit l'objet de deux rapports, l'un de M. Vandervelde sur les anormaux (session 1924-1925, Chambre, *Documents* n° 37) et l'autre de M. Carton de Wiart, sur les récidivistes et l'adolescence coupable (session 1924-1925, Chambre, *Documents*, n° 38) en date du 11 décembre 1924.

La dissolution des Chambres survenant sur ces entrefaites, le projet fut déposé de nouveau, par M. Tschoffen, le 4 août 1926 (session extraordinaire 1925, Chambre, *Documents* n° 124).

M. Soudan succéda à M. Vandervelde pour le rapport sur les anormaux (session 1925-1926, Chambre, *Documents* n° 335) et M. Carton de Wiart, reprit le rapport de la partie consacrée aux récidivistes et délinquants juvéniles (session 1925-1926, Chambre, *Documents*, n° 341).

La discussion eut lieu devant les Chambres à partir du 23 juin 1926, mais le 7 juillet suivant, devant la multiplicité des amendements, le projet fut

Ce ne fut pas le cas. Les débats furent difficiles et traînèrent en longueur. Les amendements et les critiques nombreux. Pour comble, une dissolution des Chambres vint en interrompre les travaux.

Cinq Ministres de la Justice, successivement, le défendirent : MM. Vandervelde, Masson, Tschoffen, Paul Hymans et P. E. Janson.

Au surplus, deux dates seront suffisamment suggestives à cet égard. Confié pour son élaboration à des Comités consultatifs juridiques dès 1921, ce ne fut que le 11 mai 1930 que le texte parut au « *Moniteur* »¹.

Malgré cette longue gestation, la loi telle qu'elle est actuellement ne répond pas complètement aux intentions premières du législateur.

Primitivement elle devait s'adresser à trois catégories de délinquants : les anormaux, les récidivistes et l'adolescence coupable.

Mais les objections concernant ces derniers furent si nombreuses et les oppositions si irréductibles, que l'on dut pour hâter le vote de la loi, disjoindre cette partie importante, la réservant pour des débats ultérieurs².

Enfin, ajoutons que la loi a passé sous silence des problèmes capitaux, tels que la responsabilité civile des anormaux qui vient d'être réglée seulement par une loi du 16 avril 1935.

Enfin, elle ne contient rien sur l'administration des biens, pendant leur internement des catégories de délinquants dont elle s'occupe. Il existe à ce sujet un projet de loi de M. Fernand Coq, datant du 2 décembre 1931, mais il n'a pas encore été soumis à l'approbation des Chambres.

renvoyé à la Commission ; la discussion reprit le 6 décembre 1927 sur un texte amendé. Le 19 janvier 1928, la partie relative à l'adolescence coupable fut disjointe et le texte voté le 25 janvier 1928 par 119 voix contre 10 et 23 abstentions, le projet passa au Sénat, après un rapport de M. Tschoffen (session 1928-1929, Sénat, *Documents* n° 120). Il fut adopté après quelques modifications le 10 décembre 1929, à l'unanimité. Revenu à la Chambre, il fut définitivement voté le 13 mars 1930 par 100 voix contre 3.

1. La loi n'est entrée en vigueur que le 1^{er} janvier 1931 (arrêté royal du 30 octobre 1930).

2. Notons que les trois parties du projet de loi, étant parfaitement indépendantes, et pouvant même faire l'objet de trois lois successives, cette disjonction ne présente guère d'inconvénients pour l'harmonie du texte voté. Voir les observations de M. Poncelet (Chambres, *Annales*, session 1927-1928, p. 83).

Section III

Texte de la loi de défense sociale

LOI DU 9 AVRIL 1930, DE DÉFENSE SOCIALE
A L'ÉGARD DES ANORMAUX ET DES DÉLINQUANTS D'HABITUDE

Chapitre premier

De la mise en observation des inculpés

Article 1^{er}. — *Lorsqu'il existe des raisons de croire que l'inculpé est en état de démence ou dans un état grave de déséquilibre mental ou de débilité mentale, le rendant incapable du contrôle de ses actions, les juridictions d'instruction et de jugement peuvent, dans les cas où la loi autorise la détention préventive, le placer en observation dans l'annexe psychiatrique d'un centre pénitentiaire, en ordonnant, s'il y échet, l'exécution immédiate de cette décision.*

Article 2. — *Cette mesure peut être prise à toutes les phases de la procédure, jusqu'à la décision définitive, l'inculpé et son conseil entendus, soit sur la réquisition du ministère public, soit sur la requête de l'inculpé ou de son conseil.*

Cette réquisition et cette requête doivent être écrites et motivées.

Article 3. — *Cette réquisition et cette requête sont adressées à la Chambre du Conseil jusqu'à l'ordonnance de renvoi, au tribunal correctionnel depuis l'ordonnance de renvoi jusqu'au jugement, à la Chambre des appels correctionnels depuis l'appel jusqu'à l'arrêt; à la Chambre des mises en accusation, depuis l'ordonnance de renvoi, jusqu'à la notification de l'arrêt; à la même Chambre, pendant l'instance en règlement de juge; à la Cour d'assises ou si celle-ci n'est pas en session, à la Chambre des mises en accusation depuis la notification de l'arrêt de renvoi.*

Il est statué sur la requête dans la huitaine. Le président de la juridiction appelée à statuer, sur la réquisition du ministère public, fait indiquer trois jours d'avance, sur un registre spécial tenu au greffe, les lieu, jour et heure de la comparution.

Le greffier en donne avis par lettre recommandée au prévenu et à son conseil.

Le dossier est mis pendant 48 heures à la disposition du conseil de l'inculpé.

L'inculpé pourra toujours recevoir les soins de médecins choisis par lui et produire leur avis, sur l'opportunité du placement en observation.

Article 4. — *Le ministère public et l'inculpé peuvent appeler des décisions de la Chambre du conseil et du tribunal correctionnel ordonnant ou refusant le placement en observation.*

L'appel est formé et jugé suivant les articles 19 et 20 de la loi du 20 avril 1874.

Article 5. — *Dans les cas prévus aux articles précédents, il est statué en Chambre du conseil.*

Si l'inculpé le demande, la publicité des débats est ordonnée, sous réserve de l'article 96 de la constitution.

Article 6. — *La durée du placement en observation est d'un mois au plus.*

Si, à l'expiration de ce terme, l'observation apparaît encore incomplète, la juridiction qui a ordonné la mise en observation, ou si elle n'est pas en session, la Chambre des mises en accusation, peut en ordonner la prolongation pour un mois au plus. Cette prolongation peut être renouvelée, sans que le placement en observation puisse, en aucun cas, dépasser six mois.

La procédure prévue pour la mise en observation par les articles 3, 4 et 5, s'applique aux demandes de prolongation.

Le placement en observation ayant pris fin, l'inculpé contre qui mandat d'arrêt a été décerné est réintégré à la maison d'arrêt ou de justice, à moins que son internement immédiat ne soit ordonné, conformément à l'article 7.

Chapitre II

**De l'internement des inculpés en état de démence,
de déséquilibre mental ou de débilité mentale**

Article 7. — *Les juridictions d'instruction, à moins qu'il ne s'agisse d'un crime ou d'un délit politique ou de presse, et*

les juridictions de jugement, peuvent ordonner l'internement immédiat, dans un des établissements spéciaux déterminés et organisés par le Gouvernement, de l'inculpé qui a commis un fait qualifié, crime ou délit, et qui est dans un des états prévus à l'article 1^{er}. La décision indique la durée de l'internement, qui est de cinq, dix ou quinze années, suivant les distinctions établies à l'article 19.

Article 8. — Les décisions de la Chambre du conseil, ordonnant ou refusant l'internement, sont susceptibles d'appel devant la Chambre des mises en accusation.

Cet appel devra être interjeté dans les formes et les délais prévus par l'article 203 du Code d'instruction criminelle et formé par déclaration au greffe du tribunal correctionnel.

Les décisions de la juridiction de jugement, ordonnant ou refusant l'internement, sont également susceptibles d'appel.

L'appel sera soumis aux mêmes formes.

Article 9. — Si l'inculpé le demande, la Chambre du conseil et la Chambre des mises en accusation, entendent les témoins et ordonnent la publicité des débats, sous réserve de l'application de l'article 96 de la Constitution.

Article 10. — S'il résulte des débats devant la Cour d'assises que l'inculpé paraît être dans un des états prévus à l'article 1^{er} ou si la défense le propose, des questions subsidiaires sont posées au jury en ces termes :

« Est-il constant que l'accusé a commis tel fait qualifié
« crime ou délit ? Est-il constant que l'accusé est en état de
« démence, ou dans un état grave de déséquilibre mental,
« ou de débilité mentale, le rendant incapable du contrôle
« de ses actions ? »

En cas de réponse affirmative, la Cour statue sur l'internement, conformément à l'article 7 de la présente loi, et à l'article 364 du Code d'instruction criminelle, modifié par la loi du 23 août 1919.

Lorsqu'il s'agit d'un crime ou d'un délit politique ou de presse, l'internement ne peut être ordonné qu'à l'unanimité de la Cour et des jurés.

Article 11. — Dans le cas où l'internement est ordonné, l'inculpé ou l'accusé est condamné aux frais et, s'il y a lieu,

aux restitutions. Il est dirigé sur l'annexe psychiatrique d'un centre pénitentiaire.

Article 12. — *La juridiction répressive saisie de l'action civile, en même temps que de l'action publique, demeure compétente pour statuer sur la première, dans le cas de l'article 7 de la présente loi.*

Dans le même cas, les juridictions d'instruction et de jugement, prononcent la confiscation spéciale, comme à l'égard d'un condamné.

Chapitre III

De la composition et des attributions des commissions instituées auprès des annexes psychiatriques des centres pénitentiaires

Article 13. — *Il est institué auprès de chaque annexe psychiatrique, une commission composée d'un magistrat effectif ou honoraire désigné par le premier président de la Cour d'appel, d'un membre du barreau, choisi par le Ministre de la Justice, sur une double liste de trois noms, présentée par le procureur du Roi et le bâtonnier de l'Ordre, et d'un médecin de l'annexe désigné par le Ministre de la Justice.*

Les membres de la commission sont nommés pour un an. Ils ont chacun un suppléant.

Un employé désigné par le Ministre de la Justice, fait fonction de secrétaire.

Article 14. — *La commission désigne l'établissement où l'internement aura lieu, ordonne, le cas échéant, le transfert de l'interné dans un autre établissement et statue sur sa mise en liberté, à l'essai ou à titre définitif.*

Article 15. — *La commission peut, avant de statuer, prendre l'avis d'un médecin étranger à l'administration. L'interné peut aussi se faire examiner par un médecin de son choix.*

Article 16. — *Le procureur du Roi, de l'arrondissement, le directeur de l'établissement, l'interné et son conseil, sont entendus ; le dossier est mis pendant 48 heures à la disposition du conseil de l'interné.*

Article 17. — *Les débats ont lieu à huis clos ; les Comités*

de patronage peuvent s'y faire représenter par un de leurs membres.

Article 18. — *Le transfert d'un interné dans un autre établissement ou sa mise en liberté peuvent être provoqués par le procureur du Roi ou par l'interné, si la demande est rejetée, l'interné ne peut la reproduire avant six mois.*

Chapitre IV

De la durée de l'internement et de la mise en liberté des internés

Article 19. — *L'internement est ordonné pour cinq ans. Ce terme est porté à dix ans, si le fait était punissable des travaux forcés ou de la détention extraordinaire ou perpétuelle, à quinze ans, si le fait était punissable de la peine de mort.*

Article 20. — *Lorsque l'état mental de l'interné est suffisamment amendé pour qu'il y ait lieu de croire qu'il ne constitue plus un danger social, la commission prévue au chapitre III ordonne sa mise en liberté.*

Article 21. — *La mise en liberté d'un interné peut être ordonnée à titre d'essai. Dans ce cas, il reste soumis pendant un an au moins à une surveillance psychiatrique, dont la durée et les modalités sont fixées par la décision de mise en liberté.*

S'il ne donne plus de signes de trouble mental, sa mise en liberté devient définitive. Au cas contraire, où il ne se soumet pas régulièrement à l'observation psychiatrique, il est, sur réquisitoire du procureur du Roi, de l'arrondissement où il est trouvé, réintégré à l'annexe psychiatrique où il a été précédemment interné, pour être procédé conformément à l'article 14.

Article 22. — *Si la mise en liberté n'a pas été ordonnée par la commission, le procureur du Roi a la faculté, avant l'expiration des termes fixés à l'article 19 de faire soumettre la procédure à la juridiction qui a ordonné l'internement.*

Cette juridiction peut ordonner l'internement pour un nouveau terme suivant les distinctions établies par l'article 19, après avoir pris notamment l'avis du médecin-chef de service de l'annexe psychiatrique et du directeur de l'établissement où se trouve l'interné ; la prorogation peut être renouvelée de la même manière.

La Cour d'assises statue sans l'intervention du jury.

Article 23. — *Les condamnés pour crime ou délit, qui, au cours de leur détention, sont reconnus en état de démence, ou dans un état grave de déséquilibre mental, ou de débilité mentale les rendant incapables du contrôle de leurs actions, peuvent, en vertu d'une décision du Ministre de la Justice, rendue sur avis conforme de la commission, instituée par l'article 13, être internés dans un des établissements spéciaux déterminés et organisés par le Gouvernement. Ils peuvent, à l'expiration de leur peine, y être, à la requête du ministère public, maintenus par décision de la juridiction qui a prononcé la condamnation, conformément à ce qui est dit aux articles 7, 19 et 22 et pour le temps qu'ils déterminent, mais sous déduction éventuelle de la durée de l'emprisonnement ou de l'internement déjà subi.*

Article 23 bis (arrêté royal du 14 août 1933, article 1^{er}). — *Les frais d'entretien des inculpés internés dans un établissement de défense sociale, par application de l'article 7 de la présente loi, sont à charge des internés eux-mêmes ou des personnes qui leur doivent des aliments, si elles sont solvables. Si elles ne le sont pas, ces frais sont à la charge de l'Etat.*

Les frais d'entretien des condamnés internés, en vertu de l'article 23, sont à la charge de l'Etat, jusqu'à l'expiration de la peine.

En cas de prorogation de l'internement, ces frais sont à la charge des internés eux-mêmes ou des personnes qui leur doivent des aliments, si elles sont solvables. Si elles ne le sont pas, ces frais sont à la charge de l'Etat.

Chapitre V

Des récidivistes et des délinquants d'habitude

Article 24. — *Dans les cas prévus aux articles 54 et 57 du Code pénal, à moins que la peine antérieure n'ait été prononcée pour un crime politique, les récidivistes sont mis, par l'arrêt de condamnation, à la disposition du Gouvernement pendant vingt ans, après l'expiration de leur peine.*

Article 25. — *Les récidivistes, dans les cas prévus aux articles 56 et 57 du Code pénal, peuvent être mis, par le juge-*

ment ou l'arrêt de condamnation, à la disposition du Gouvernement pendant dix ans, après l'expiration de leur peine, si celle-ci est d'un an de prison au moins. Ils peuvent être mis à la disposition du Gouvernement pour un terme de cinq à dix ans, après l'expiration de leur peine, si celle-ci est inférieure à un an de prison.

La même mesure peut être prise en cas de récidive de crime sur délit et à l'égard de quiconque ayant commis, depuis quinze ans au moins, trois infractions qui ont entraîné chacune un emprisonnement correctionnel d'au moins six mois, apparaît comme présentant une tendance persistante à la délinquance.

Le présent article ne s'applique pas lorsque les condamnations antérieures ont été prononcées pour des infractions politiques, ni lorsque la nouvelle infraction est politique.

Il ne sera pas tenu compte de la condamnation ayant donné lieu à réhabilitation.

Article 26. — Dans le cas où la mesure n'est pas prescrite par la loi, les procédures relatives aux infractions qui forment la base de la récidive sont jointes au dossier de la poursuite, et les motifs de la décision y sont spécifiés.

Article 27. — Les récidivistes et délinquants d'habitude se trouvant à la disposition du Gouvernement, sont internés, s'il y a lieu, dans un établissement désigné par un arrêté royal.

Article 28. — Les récidivistes et délinquants d'habitude, mis à la disposition du Gouvernement en vertu des articles 24 et 25, peuvent demander d'être relevés des effets de cette décision. A cette fin, ils adressent leur demande au procureur général près la Cour d'appel, dans le ressort de laquelle siège la juridiction qui a prononcé leur mise à la disposition du Gouvernement. Le procureur général prend toutes informations qu'il juge nécessaires, en joint le résultat au dossier et soumet celui-ci, avec ses réquisitions, à une Chambre correctionnelle de la Cour, qui statue par arrêt motivé, après avoir entendu l'intéressé assisté d'un conseil.

Cette demande peut être introduite trois ans après l'expiration de la peine, et ensuite de trois en trois ans, lorsque la durée de la mise à la disposition du Gouvernement ne dépasse pas dix ans.

Dans les autres cas, la demande peut être introduite au bout de cinq ans, et peut être renouvelée de cinq ans en cinq ans.

Chapitre VI

Dispositions générales

Article 29. — *Les dispositions concernant les poursuites en matière correctionnelle et criminelle, sont applicables aux procédures visées dans la présente loi, sauf les dérogations qu'elle établit.*

Article 30. — *La disposition suivante est ajoutée à la loi du 18 juin 1894 contenant le titre IX du livre III du Code de Procédure pénale. Article 447 bis. — Sont susceptibles de révision, conformément aux articles 443 à 447, les décisions ordonnant l'internement des inculpés et accusés en état de démence, de déséquilibre mental ou de débilité mentale prononcées en vertu de la loi de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude.*

Article 31. — *Sont abrogés : les dispositions du Code pénal concernant la mise sous la surveillance spéciale de la police, l'article 76 du Code pénal, les dispositions contraires à la présente loi, contenues notamment dans la loi du 18 juin 1850, modifiée par la loi du 28 décembre 1873 sur le régime des aliénés.*

Article 32. — *Le Gouvernement fixera la date de l'entrée en vigueur de la présente loi.*

Chapitre VII

Disposition transitoire

Article 33. — *Les condamnations au renvoi sous la surveillance spéciale de la police coulées en force de chose jugée, au moment de la mise en vigueur de la présente loi, continueront à recevoir leur exécution.*

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le « Moniteur ».

Donné à Bruxelles, le 9 avril 1930.

Par le Roi,

Albert.

Le Ministre de la Justice :

P.-E. Janson.

Scellé du sceau de l'Etat,

Le Ministre de la Justice :

P.-E. Janson.

TITRE PREMIER

Les Anormaux

CHAPITRE PREMIER

LA MISE EN OBSERVATION DES ANORMAUX

Section I

Les règles légales

§ 1. Conditions requises pour que la mise en observation soit possible.

Rappelons la rédaction de l'article 1^{er} : « Lorsqu'il existe des raisons de croire que l'inculpé est en état de démence ou dans un état grave de déséquilibre mental ou de débilité mentale, le rendant incapable du contrôle de ses actions, les juridictions d'instruction et de jugement peuvent dans les cas où la loi autorise la détention préventive, le placer en observation dans l'annexe psychiatrique d'un centre pénitentiaire, en ordonnant, s'il y échet, l'exécution immédiate de cette décision ».

Cet article est certainement un des textes qui a donné lieu, devant les Assemblées parlementaires, à plus de discussions et qui produisit les plus grandes difficultés ; il met, en effet, en jeu des principes fondamentaux de la légis-

lation pénale. Principes de haute portée philosophique sur lesquels repose le droit de punir de la société¹.

Ajoutons qu'il provoqua une émotion très vive, chez de nombreux représentants soucieux (peut-être avec excès), de la liberté individuelle, et qu'effrayaient les propositions des psychiatres, concernant les catégories d'anormaux qui allaient être atteints par la loi. Aussi, cet article 1^{er} essuya-t-il le feu de nombreux amendements, comme peut le faire juger la simple comparaison entre son texte définitif et celui qui était le sien dans le projet de 1923.

« Lorsqu'il existe des raisons de croire que l'inculpé est en état de démence, d'insuffisance ou de déséquilibre mental, les juridictions d'instruction et de jugement, peuvent le placer en observation dans l'annexe psychiatrique d'un centre pénitentiaire, en ordonnant, s'il y échet, l'exécution immédiate de cette décision ».

Mais même rédigé tel qu'il est actuellement, cet article 1^{er} comporte assez de points particulièrement délicats, pour qu'il soit nécessaire d'en faire une étude approfondie.

Pour que la mise en observation puisse s'appliquer, il faut que deux conditions essentielles soient réunies chez l'inculpé :

- 1° l'existence d'un trouble mental, d'une certaine gravité ;
- 2° qu'il ait commis une infraction le rendant passible de la détention préventive.

I. Existence d'un trouble mental d'une certaine gravité.

Pour que l'inculpé soit soumis à la mise en observation, il faut que son état mental soit suffisamment altéré pour que l'on puisse redouter de lui, qu'il soit un danger social (voir article 20 de la loi).

La loi prend soin de dégager, dans une formule, quelles

1. Malgré ses tendances particulièrement hardies, la loi de défense sociale ne paraît pas avoir abandonné les théories classiques de la responsabilité, qui restent encore, si l'on s'en rapporte à la discussion devant les Chambres, la seule base du droit de punir. Les déclarations, faites à la tribune, en particulier par le Comte Carton de Wiart, sont suggestives à cet égard (session 1925-1926, Chambre, *Annales*, p. 1863. Rapportées par M. Cornil, *op. cit.*, n° 3, p. 14). Mais il semble bien que ce ne soit là qu'une pure fiction théorique. La loi de défense sociale, en admettant même mitigée la sentence indéterminée a fait un pas très net vers les théories positivistes.

seront les anomalies qui entraîneront la faculté pour les juridictions d'instruction et de jugement, de placer l'inculpé en observation.

Ce sont la *démence*, le *déséquilibre*, la *débilité mentale*. Encore faut-il, dans ces deux derniers cas, que l'état mental soit particulièrement grave, puisqu'il doit enlever à l'individu, qui en est atteint, *le contrôle de ses actions*.

Chaque terme de cette formule mérite d'être commenté, car de son interprétation dépendra tout le fonctionnement de la loi.

A. En ce qui concerne *la démence*, il y a peu de difficultés, car l'article 1^{er} ne fait que reprendre le terme de l'article 71 du Code pénal. On entend donc par là, l'aliénation mentale sous toutes ses formes, la perte totale de raison. Notons à ce propos, que la loi de défense sociale n'a pas abrogé l'article 71 du Code. En effet, il ne figure pas dans la nomenclature incluse dans l'article 31 de la loi, qui fixe la liste des textes que la nouvelle législation rend caducs.

En conséquence, les déments continueront à être acquittés ou bénéficieront d'une ordonnance de non-lieu, mais alors qu'antérieurement ils étaient colloqués sur la réquisition du ministère public, ils feront désormais l'objet de mesures de défense sociale.

B. *Le déséquilibre mental* est « l'état de celui qui a perdu passagèrement le contrôle de ses actions »¹.

Les déséquilibrés sont sujets à des crises périodiques de dérangement cérébral « et permettant de les assimiler à ce moment-là à des aliénés »².

On fera rentrer dans le déséquilibre mental, l'épilepsie, l'hystérie, la monomanie sexuelle, la folie morale, la toxicomanie, la dégénérescence mentale.

C. Quant à la *débilité mentale*, c'est encore au Docteur Vervaeck que nous emprunterons sa définition :

« Le débile d'esprit, écrit-il, se reconnaît à la pauvreté

1. Voir M. Soudan, rapport session 1926-1927, Chambre, *Documents*, n° 211.

2. *Les conditions de l'expertise mentale des anormaux visés par la loi de défense sociale* par le Docteur Vervaeck, « *Revue de droit pénal et de criminologie* », 1931, p. 16 ».

« du jugement, à la puérilité du raisonnement, au manque de sens critique et à la difficulté d'abstraction »¹.

Le débile mental peut en tout point être comparé à un enfant, il lui est impossible de se diriger seul dans la vie, sans aucun soutien.

Ce terme de *débilité mentale* n'existait pas dans le projet de loi primitif. Il a remplacé celui d'*insuffisance mentale*; en 1926, au cours d'une discussion en commission, on se souvient que, devant la multiplicité des critiques, le Gouvernement avait décidé de renvoyer le texte devant les commissions pour l'amender.

C'est, en effet, sur l'insuffisance mentale que sembla se cristalliser les appréhensions des parlementaires; et si l'on étudie les travaux préparatoires, on s'aperçoit combien leurs craintes étaient vives de permettre, par une formule trop large, de faire tomber sous le coup de la loi, d'innombrables individus.

M. Frank² craignait que les médecins psychiatres, leur déformation professionnelle aidant, ne soient tentés, grâce à ce texte, d'exercer désormais une véritable dictature. M. Destrée³ fit même plaisamment observer que, si le texte était intégralement maintenu, ses collègues et lui-même ne devraient plus se présenter devant un aéropage de médecins, car tous peut-être, ne seraient pas renvoyés avec un brevet de santé d'esprit parfaite.

Et comme M. Vandervelde lui répliquait qu'il y aurait peu de chances pour que d'honnêtes gens tombassent dans les filets de la loi de défense sociale, puisqu'il était nécessaire de commettre une infraction pour être soumis à ses prescriptions, M. Destrée répondit qu'il pouvait parfaitement arriver qu'un honnête homme fut soupçonné d'avoir commis un crime ou un délit.

Mais ce fut surtout M. Carton de Wiart qui insista longuement pour que le terme d'insuffisance mentale fut

1. *Le projet de loi de défense sociale*, « *Revue de droit pénal et de criminologie* », 1926, p. 1002.

2. Chambre, *Annales*, session 1925-1926, p. 1867.

3. Chambre, *Annales*, session 1925-1926, p. 1862.

supprimé de la loi nouvelle¹, terme beaucoup trop vague, disait-il, dont on devait surtout craindre les applications devant le jury si souvent émotif.

C'est sans doute pour couper court à ces discussions qu'un représentant, M. Brutsaert², proposa de supprimer de l'article 1^{er}, les mots de déséquilibre et d'insuffisance, pour ne laisser subsister que la démence qui, pour les psychiatres, désigne « l'état terminal irrémédiable » d'un individu déchu du cerveau, mais que les juristes admettent comme englobant toutes les altérations mentales sous l'empire desquelles les anormaux commettent des actes dangereux.

Le terme unique de démence donnerait en outre une plus grande souplesse à la loi, en évitant d'y enfermer, dans une formule trop rigide, les cas nouveaux innombrables, qui ne manqueront pas de se produire, car la science psychiatrique n'a pas encore établi une liste complète et définitive des affections du cerveau.

Devant les objections de M. P.-E. Janson, alors Ministre de la Justice, qui craignait de voir rétrécir à l'extrême le domaine d'application de la loi, M. Brutsaert ne persista pas. Aussi, ce fut finalement sur une expression déjà inscrite dans la loi belge (article 21 de la loi du 15 mai 1912, sur la protection de l'enfance) que l'on se rallia³, le terme de débilité mentale, ayant d'autre part remplacé celui d'insuffisance mentale.

Pour que le déséquilibre et la débilité mentale puissent faire placer l'inculpé en observation dans une annexe psychiatrique, il faut qu'ils aient un certain caractère sérieux (que souligne d'ailleurs le mot *grave*), puisqu'ils doivent le priver du *contrôle de ses actions*.

Cette dernière expression a donné lieu à des difficultés

1. Chambre, *Annales*, session 1925-1926, p. 1864. Voir les observations dans le même sens de M. Jennisen (Chambre, *Annales*, session 1925-1926, p. 1951).

2. Chambre, *Annales*, 1927-1928, p. 78 à 81.

3. Voici le texte de l'alinéa 2 de la loi du 15 mai 1912 (art. 21) : « S'il est « établi par l'expertise médicale que le mineur se trouve dans un état d'infé-
« riorité physique ou mentale, le rendant incapable du contrôle de ses actions,
« le juge des enfants ordonnera qu'il soit mis à la disposition du gouverne-
« ment, pour être placé dans un asile ou un établissement spécial approprié
« à cet effet ».

dans l'interprétation de la loi et elle a besoin d'être précisée.

A prendre le texte au pied de la lettre il signifie que seuls les *déments complets* tombent sous l'application de la loi de défense sociale¹. En effet, tout individu qui, par la maladie mentale est incapable du contrôle de ses actions est un véritable dément.

Est-ce cela qu'a voulu le législateur ? Il n'en est rien, et pour connaître ses véritables intentions, c'est encore dans les travaux préparatoires que nous devons les chercher. Il a voulu atteindre, non pas seulement les déments complets, car il eut été de peu d'intérêt de légiférer, mais les *anormaux ayant une responsabilité atténuée dans une large mesure*.

Les déclarations faites à la tribune de la Chambre des représentants ne laissent aucun doute à ce sujet.

M. Soudan, qui a été rapporteur du projet sur les anormaux, signala que les commissaires et « les auteurs du projet » ont toujours voulu n'appliquer la loi qu'aux insuffisants mentaux, dont la responsabilité est atténuée dans une « mesure sérieuse »².

De même, M. Destrée, qui a joué un rôle particulièrement important dans la discussion de la loi, soutint que le texte visait « des gens qui ne sont ni tout à fait fous, ni tout à fait raisonnables, mais qui constituent un certain danger pour la société »³.

Et, à propos d'une question qui fut longuement controversée, et sur laquelle nous aurons à revenir : celle de la *responsabilité civile des anormaux*, M. P.-E. Janson, Ministre de la Justice, déclara que la loi pourrait s'appliquer « à tous les individus dont la responsabilité n'est pas absolument exclue »⁴.

En fait, la loi de défense sociale a élargi considérablement l'immunité pénale qui était conférée par l'article 71 du

1. Voir Vervaeck, *op. cit.*, « *Revue de droit pénal et de criminologie* », 1931, p. 18.

2. Chambre, session, 1926-1927, Chambre, *Documents*, n° 211.

3. Chambre, *Annales*, session 1927-1928, p. 81, rapporté par M. Cornil, *op. cit.*, p. 18.

4. Chambre *Annales*, session 1927-1928, p. 100. Voir une déclaration dans le même sens de M. le Ministre Hymans, Chambre, *Annales*, 1925-1926, p. 1174.

Code, et elle peut atteindre une catégorie très large d'anormaux. C'est ainsi que le Docteur Vervaeck signale qu'il a été admis par les experts que l'atténuation de responsabilité supérieure à 50 % justifiait l'application de la loi¹.

Les tribunaux ont parfaitement compris les désirs du législateur. Les décisions judiciaires sont nombreuses qui admettent que des individus, ayant une responsabilité seulement limitée, sont parfaitement justiciables des dispositions nouvelles. C'est ainsi qu'un arrêt de la Cour d'appel de Liège du 23 décembre 1933 (*Pasicr.* 1934-II, p. 173) a admis que pouvait être interné, en vertu de la loi de défense sociale, un individu morphinomane que l'abus de la drogue avait conduit à la débilité mentale.

On peut se demander alors pourquoi le législateur s'est-il cru obligé d'insérer dans le texte une formule qui cadre si peu avec ses intentions. La seule explication qui semble être plausible est dans la réticence manifeste des parlementaires, d'abandonner les théories classiques de la responsabilité. Tant qu'il reste une fraction de discernement, la plus minime soit-elle, la société peut exercer dans cette mesure le droit de punir. En qualifiant d'incapables du contrôle de leurs actions, et par conséquent de déments, des individus qui, bien que jouissant seulement d'une atténuation de responsabilité, « on faisait sortir » néanmoins du droit pénal, les principes étaient saufs.

Mais il faut cependant que la diminution de responsabilité soit sérieuse (nous avons vu que les experts l'estimaient au moins à 50 %) pour tomber sous l'application de la loi.

Qu'advient-il alors de tous ceux, dont l'anormalité n'atteint pas ce taux ? Dans ce cas, il faut revenir à l'état de droit antérieur et infliger à ceux-ci des peines réduites.

« L'atténuation de la responsabilité est-elle légère, écrit « M. Cornil, c'est la législation ancienne qui demeure applicable, et la peine sera légèrement atténuée. L'atténuation de la responsabilité est-elle au contraire sérieuse,

1. Vervaeck, *Les premiers résultats de la loi belge de défense sociale à l'égard des délinquants anormaux et récidivistes. Rapport des journées d'étude d'hygiène mentale*, Anvers, 1934, p. 2.

« plus de courtes peines, mais l'internement d'après la loi « nouvelle »¹.

En somme, la formule de l'article 1^{er} de la loi de 1930, à propos des définitions scientifiques des catégories d'inculpés, qui doivent être soumises à ses dispositions, semble être restée volontairement dans un certain vague, qui a son utilité, puisque, grâce à lui, elle a une plus grande souplesse, lui permettant de suivre les progrès de la psychiatrie et de l'anthropologie criminelle.

II. *Existence d'une infraction à la charge de l'anormal.*

La seconde condition requise pour qu'il puisse y avoir lieu à mise en observation, c'est que l'anormal se soit rendu coupable d'une infraction.

Mais, là aussi, il y eut de nombreuses résistances. D'après le projet de 1923, aucune autre exigence n'était ajoutée. Aussi, on redouta que, grâce à cette disposition, on puisse envoyer un prévenu en observation, pour le plus petit délit, si minime soit-il.

D'autant plus que la Chambre du conseil, chargée d'apprécier les résultats de l'instruction et de décider de l'opportunité du placement en observation, n'est plus constituée depuis la loi du 25 octobre 1919 (article unique, alinéa XV,) que d'un seul juge qui serait investi d'un pouvoir extraordinaire et dangereux pour la liberté individuelle².

1. Voir M. Cornil, *op. cit.*, p. 17, n° 4.

2. Il est nécessaire à ce sujet, croyons-nous, de donner quelques précisions. sur les attributions respectives des juridictions d'instruction en Belgique,

Le juge d'instruction ne fait que les actes d'instruction proprement dits et les enquêtes. Il n'apprécie pas les résultats de son instruction. Cette mission appartient à la juridiction de la Chambre du conseil, qui, seule, statue sur l'opportunité éventuelle des poursuites après avoir estimé si les présomptions et les indices sont suffisants.

En somme, la législation belge conserve les principes de notre Code d'instruction criminelle (art. 127 et suiv) que nous avons modifiés par la loi du 16 juillet 1856, qui a laissé le juge d'instruction statuer sur les suites de son information. Cependant, alors qu'antérieurement à 1919, en Belgique, la Chambre du conseil était composée de trois juges, dont le magistrat instructeur, qui y faisait son rapport, la loi du 25 octobre 1919, dans son article unique, alinéa XV, a décidé qu'elle ne comprendrait plus qu'un seul juge, le juge d'instruction ne faisant plus naturellement partie de la Chambre du conseil et se bornant à faire un rapport à son collègue, qui décide seul s'il doit y avoir non-lieu ou renvoi devant la juridiction compétente (Voir Braas, *Précis d'instruction criminelle et de procédure pénale*, 2^e édit. 1932, Bruylant éditeur, p. 203 et suiv.

Pour calmer les appréhensions des représentants, on décida à la Commission de ne soumettre à la mise en observation que les délinquants ayant commis une infraction ayant un certain caractère de gravité, puisqu'elle doit entraîner la détention préventive¹.

Il faut donc nous demander quand la loi permet la détention préventive.

D'après le texte qui régit la matière, la loi du 20 avril 1874 (art. 1^{er}), il faut, pour qu'elle soit possible, que le fait « soit » de nature à entraîner un emprisonnement correctionnel « de trois mois ou à une peine plus grave »².

Mais d'autre part, si l'inculpé a sa résidence en Belgique, « le juge ne pourra décerner ce mandat, que dans des circonstances graves et exceptionnelles, lorsque cette mesure est réclamée par l'intérêt de la sécurité publique, à moins que le fait commis ne soit passible de la peine des travaux forcés de 15 à 20 ans, ou d'une peine plus grave », dans ce cas, le juge d'instruction ne peut laisser l'inculpé en liberté que sur l'avis conforme du procureur du Roi : *ainsi, tous les inculpés passibles d'une peine moindre de trois mois échappent à la mise en observation*. Quant à ceux qui, résidant en Belgique, ont commis un fait plus grave qui les expose à une peine inférieure à 15 ans de travaux forcés, ils n'y échapperont guère, car leur état mental constitue toujours un danger pour la sécurité publique et rentrent dans ces circonstances graves et exceptionnelles qui rendent le mandat d'arrêt possible.

Néanmoins, vu le but que poursuit la loi du 9 avril 1930, qui est de défendre la société contre les anormaux, en les éliminant de son sein, on ne comprend pas qu'elle ait délibérément négligé d'atteindre ceux qui ont eu la chance de

1. Session 1926-1927, Chambre, *Documents*, n° 211.

2. Notons cependant qu'en vertu du décret du 18 juillet 1831, modifié par la loi du 19 juillet 1934, art. 5, les auteurs de simples délits de presse et des délits politiques autres que ceux prévus au titre I^{er} du livre II du Code pénal (attentats et complots contre le Roi, contre la famille royale et contre la forme du gouvernement ; crimes et délits contre la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat) ne peuvent être soumis à la détention préventive, la mise en observation ne peut pas, en conséquence, leur être appliquée.

commettre un délit peu grave, mais dont les tares mentales peuvent être tout aussi dangereuses.

Tous les psychiatres ont vivement critiqué cette restriction à l'application de la loi¹. En effet, a-t-on dit, de deux choses l'une, ou bien l'on veut faire une véritable loi de défense sociale, et dans ce cas, seul le criterium de l'anormalité mentale doit être pris en considération ; ou bien on hésite de traduire en textes les théories nouvelles ; et alors soumettre à un internement de cinq ans un individu coupable de simples délits qui n'eussent peut être entraîné, s'ils avaient été jugés, qu'une peine légère, constitue une entrave intolérable à la liberté individuelle. Nous aurons, à plusieurs reprises, à répéter cette observation au cours du commentaire que nous faisons de la loi (voir en particulier l'article 19).

Mais hâtons-nous d'ajouter que ces reproches sont plutôt théoriques que pratiques. Bien peu de délits dans le Code pénal sont réprimés d'une peine inférieure à trois mois d'emprisonnement. Mais même dans ce dernier cas, la loi de défense sociale n'est pas entièrement désarmée. Nous verrons qu'en vertu de l'article 7 : « Tout individu ayant commis un crime ou un délit » sans qu'aucune autre condition ne soit exigée, peut être interné ; seule la mise en observation ne sera pas possible, mais la mesure d'élimination sociale sera néanmoins réalisée² (voir sur ce point un arrêt de la Cour de cassation, 22 juillet 1935, « *Revue de droit pénal* », 1935, p. 1170). En somme, une seule catégorie de délinquants a la certitude de passer à travers les mailles du filet de la loi : ce sont *les auteurs de contraventions*. On comprend aisément pourquoi ils n'ont pas été atteints vu le caractère presque toujours non intentionnel de leurs infractions, ils n'ont pas été considérés comme dangereux pour la sécurité publique.

Signalons cependant un cas assez particulier qui a attiré l'attention de M. Janssens de Bisthoven, qui lui a consacré

1. Voir en particulier les observations du Docteur Dupouy à la discussion de la loi de défense sociale à la Société des Prisons, « *Revue pénitentiaire et de droit pénal* », 1928, p. 102.

2. Voir M. Cornil, *op. cit.*, p. 42, n° 33.

un article¹ dans la « *Revue de droit pénal et de criminologie* », celui des poursuites fiscales.

La loi de défense sociale n'ayant pas entendu faire de restrictions sur ce point, il est certain que, dans ce domaine, elle est applicable. Mais en ce qui concerne la mise en observation, nous avons vu qu'elle ne pouvait être ordonnée que si la détention préventive était possible. Or la loi du 20 avril 1874 ne s'applique pas en matière de poursuites fiscales.

« Pour celles-ci, il faut se reporter aux articles 224 de « la loi du 26 août 1822, 20 de la loi du 6 avril 1843, 1, 2, 3, 4 « de l'arrêté royal du 2 juillet 1824, et dans le silence de la « loi spéciale au Code d'instruction criminelle »².

En vertu de ces lois précitées, la détention préventive pourra être appliquée quelle que soit la durée de l'emprisonnement dont est passible l'infraction.

Sans doute, pourrait-on répondre, il semble bien que le législateur s'est reporté pour fixer les conditions de la mise en observation à la loi du 20 avril 1874, les travaux parlementaires en font foi³ : mais d'après M. Janssens de Bisthoven, ce n'est pas un argument suffisant pour détruire sa thèse. Tout d'abord, l'article 1^{er} de la loi de défense sociale ne contient pas de renvoi formel à la loi de 1874. Ensuite, on peut dire que les représentants n'ont pas voulu priver de sa liberté, en vertu des dispositions nouvelles, un individu qu'on ne pourrait placer sous mandat d'arrêt. Aussi, dès que ce titre peut être valablement délivré, soit que l'on se réfère à la loi de 1874 ou à d'autres textes, la mise en observation peut être requise. Juridiquement, l'argumentation semble inattaquable.

Il n'existe pas, à notre connaissance, de décision judiciaire sur la question.

Lorsque les conditions relatives à l'état mental de l'inculpé et à son infraction sont réunies, la mise en observation peut être ordonnée.

1. *L'application de la loi de défense sociale aux poursuites fiscales*, « *Revue de droit pénal et de criminologie* », 1931, p. 1.

2. Janssens de Bisthoven, *op. cit.*, p. 2.

3. Session 1928-1929, Sénat, *Documents*, n° 120.

Mais il ne s'agit là que d'une simple faculté que la loi donne aux juridictions d'instruction et de jugement (argument du mot « peuvent »).

La loi se montre d'ailleurs fort large en ce qui concerne les preuves requises pour justifier cette mesure; elle emploie à cet égard une formule suggestive *lorsqu'il y a des raisons de croire*. De simples présomptions suffisent. Néanmoins les magistrats ne se contenteront pas d'appréciations personnelles et baseront leur décision sur des certificats médicaux qui établissent la déficience mentale de l'inculpé¹.

Enfin, si les juges estiment qu'il y aurait du danger à laisser plus longtemps le délinquant sans soins, ils pourront ordonner l'exécution immédiate de la décision de mise en observation, l'inculpé sera aussitôt conduit à l'annexe psychiatrique.

§ 2. *Procédure et compétence.*

Après avoir déterminé quelles sont les catégories de délinquants qui peuvent être mis en observation, nous allons maintenant aborder la phase procédurale de cette mesure. C'est l'objet des articles 2, 3, 4 et 5 de la loi.

L'article 2 soulève peu de difficultés.

La mise en observation peut être demandée à tout instant jusqu'à la décision définitive (Cassation, 7 septembre 1934, « *Revue de droit pénal et de criminologie* », 1934, p. 833). Notons que la Cour de cassation ne pourrait pas être saisie d'une demande de mise en observation, celle-ci impliquant une question de fait échappant à son contrôle. D'autre part, la mise en observation ne peut pas être ordonnée *d'office*, elle doit faire l'objet d'une demande soit de l'inculpé ou de son conseil, soit du ministère public.

Dans le projet initial de 1923 le placement en observation d'office était permis, mais il provoqua certaines craintes

1. Les juges du fond décident souverainement s'il existe des motifs suffisants pour ordonner la mise en observation. Leur décision sur ce point échappe au contrôle de la Cour de cassation (Cassation, 20 février 1933, *Pasicr.* 1933-1.137).

chez les parlementaires, d'autant plus que le texte ne prévoyait pas quel inculpé et son conseil dussent être entendus ¹.

M. Destrée, en particulier ², s'éleva contre un arbitraire possible et redouta qu'on ne l'interprêtât comme permettant au juge d'instruction d'envoyer, de son propre chef, un inculpé en observation, sans passer par la Chambre du conseil.

Mais ce fut le Sénat qui décida d'enlever ce pouvoir aux juridictions d'instruction et de jugement ³. La mise en observation ne peut donc être formulée qu'à la suite d'une demande. C'est ainsi que la Cour d'appel de Bruxelles a décidé qu'un jugement d'un tribunal correctionnel ordonnant l'examen mental d'un prévenu, doit être mise à néant, en tant qu'il enjoint à ce prévenu de se rendre dans une annexe psychiatrique d'un centre pénitentiaire (Bruxelles, 5 février 1931, « *Revue de droit pénal* », 1931, p. 266).

Mais qui formulera cette demande ?

L'article 2 indique que ce sera le ministère public ou bien l'inculpé ou son conseil. Aucune difficulté en ce qui concerne le ministère public. Pour le conseil de l'inculpé on s'est demandé s'il pouvait agir sans l'autorisation de son client. On a résolu la question par l'affirmative, la conjonction « ou » préstant d'ailleurs à cette interprétation ⁴.

Il n'empêche que cette faculté peut soulever de délicats problèmes de conscience, chez les avocats qui solliciteront une demande de mise en observation, malgré celui qu'ils avaient mission de défendre.

Dans tous les cas, d'ailleurs, la mise en observation ne peut être accordée qu'après un *débat contradictoire*, où l'inculpé et son conseil auront été entendus ⁵.

La décision est en effet lourde de conséquences, puis-

1. Voici le texte de l'art. 2 dans le projet de 1923. « Cette mesure peut être prise à toutes les phases de la procédure jusqu'à la décision définitive, soit d'office, soit sur la réquisition du ministère public, soit sur la requête de l'inculpé ou de son conseil.

« Cette réquisition et cette requête doivent être écrites et motivées ».

2. Chambre, *Annales*, session 1927-1928, p. 87.

3. Session 1928-1929, Sénat, *Documents*, n° 120, voir M. Cornil, *op. cit.*, p. 26, note n° 1.

4. Voir M. Cornil, *op. cit.*, p. 26, n° 12.

5. Voir M. Cornil, *op. cit.*, p. 27, n° 14.

qu'elle va priver pendant de longs mois un individu de sa liberté ; d'autant plus qu'ainsi que nous le verrons, la durée de la mise en observation n'est pas imputée sur celle de la détention préventive¹.

Mais quand un débat est-il réputé contradictoire ? La présence de l'inculpé et de son conseil est-elle obligatoire ? La Cour de cassation a répondu par la négative, du moment que ces derniers ont été dûment avertis, et malgré cela ne se sont pas présentés, la mise en observation peut être valablement prononcée (Cassation, 9 mai 1932, *Pasicr.*, 1932-1-159).

Reste une dernière question sur cet article 2 qui a donné lieu à discussion.

L'assistance d'un défenseur est-elle requise à peine de nullité ?

L'hésitation peut provenir de ce que le texte parle « de l'inculpé *et* de son conseil *entendus* ». Certains auteurs en inféraient que cette présence devait être obligatoire et que, si l'inculpé n'avait pas choisi de défenseur, on devait lui en désigner un d'office, autrement le législateur eut employé la conjonction *ou*.

Mais la pratique n'a pas ratifié ces arguments « grammaticaux » ; il est entendu aujourd'hui que l'assistance d'un conseil à l'inculpé n'est nullement obligatoire.

M. Cornil fait remarquer dans son *Commentaire de la loi*² que les législateurs de 1930 n'ont eu qu'une fois le désir de voir l'inculpé défendu par un avocat, c'est dans l'article 28 de la loi qui prévoit le cas où un récidiviste mis à la disposition du Gouvernement, demande à être relevé de cette mesure, la loi de défense sociale use d'une autre expression « l'intéressé *assisté* d'un conseil ».

Mais l'argument de M. Cornil qui nous semble décisif, est celui qu'il indique en note et qu'il tire de l'article 4 de la loi³ qui règle la procédure d'appel, des décisions de mise en observation. Ce texte renvoie à l'article 20 de la loi du

1. Voir circulaire ministérielle du 20 décembre 1930 et Vermeylen, « *Revue de droit pénal* », 1934, p. 548.

2. M. Cornil, *op. cit.*, p. 28, n° 14.

3. *Idem*.

20 avril 1874 qui emploie la formule « l'inculpé *ou* son conseil entendus », et M. Cornil conclut : « Si les auteurs de la loi « du 9 avril 1930 avaient voulu rendre l'intervention d'un « conseil obligatoire en première instance, ils ne lui auraient « pas laissé le caractère facultatif en appel ».

Néanmoins, bien que la pratique soit définitivement fixée sur ce point, on peut penser qu'il eut été préférable que le législateur n'eut point fait naître cette controverse. Il l'eut évitée en employant chaque fois les expressions exactes correspondant à ses intentions.

Enfin le dernier alinéa de l'article 2 précise que la réquisition du ministère public, ou la requête du conseil de l'inculpé, tendant à demander la mise en observation, doivent être écrites et motivées.

L'article 3 fixe minutieusement d'une part, quelles seront les juridictions devant lesquelles pourra être formée la demande de mise en observation et, d'autre part, énonce les formalités procédurales nécessaires à cet effet.

A. Quelles sont les juridictions compétentes pour connaître de la demande de mise en observation.

Jamais le juge d'instruction. Nous avons vu que c'était pour éviter que ce pouvoir puisse lui être attribué que les parlementaires avaient exigé que la mise en observation d'office, soit supprimée du texte de l'article 2. Pendant l'instruction « jusqu'à l'ordonnance de renvoi », « seule la *Chambre du conseil*, peut valablement prononcer la mise en observation ». L'article 3 s'attache à suivre chaque phase de la procédure et précise chaque fois à quelle juridiction devra être présentée la demande, « au tribunal correctionnel, depuis l'ordonnance de renvoi jusqu'au jugement, à la Chambre des appels correctionnels, depuis l'appel jusqu'à l'arrêt.

« A la Chambre des mises en accusation, depuis l'ordonnance de renvoi jusqu'à la notification de l'arrêt, ainsi que pendant l'instance en règlement de juge.

« A la Cour d'assises, ou si celle-ci n'est pas en session, à la Chambre des mises en accusation depuis la notification de l'arrêt de renvoi ».

Nous avons déjà signalé que la Cour de cassation ne pourrait pas être saisie d'une demande d'une mise en observation, celle-ci impliquant une appréciation sur des questions de fait.

M. Picard, dans son livre : *Délinquants, anormaux et récidivistes*, signale deux particularités qui n'ont pas été tranchées par la loi :

a) *En cas de citation directe* émanant du ministère public ou de la partie civile, la demande devrait être adressée au tribunal correctionnel ;

b) *En cas de jugement par défaut*, l'inculpé voulant provoquer sa mise en observation devrait faire opposition et s'adresser à la juridiction saisie à nouveau ; quant au ministère public qui voudrait requérir cette mesure, il devrait attendre que le délai d'opposition soit expiré, interjeter appel et demander la mise en observation devant la Cour.

B. Formalités procédurales nécessaires.

L'article 3 prescrit que la juridiction saisie d'une *requête* tendant à faire placer un inculpé en observation, doit statuer dans la *huitaine*. Pareille obligation n'est pas exigée, lorsqu'il s'agit d'une réquisition du ministère public. Il semble que l'on ait voulu éviter que la défense n'usât de ce moyen pour gagner du temps.

D'autre part, lorsque la demande émane du ministère public, le président de la juridiction appelée à statuer doit faire indiquer trois jours d'avance, sur un registre spécial, tenu au greffe, les lieu, jour et heure de la comparution.

Là aussi, nous devons faire remarquer que la loi à propos de cette formalité, n'a pas prévu qu'elle doive être accomplie dans tous les cas, mais seulement lorsqu'il s'agit d'une réquisition du ministère public. Le texte est muet sur ce point lorsqu'il s'agit d'une requête de la défense. Mais M. Cornil fait observer que cette différence est purement théorique. Le texte exige dans tous les cas que le dossier soit mis pendant quarante-huit heures à la disposition du conseil de l'inculpé « force sera bien au président de faire « indiquer trois jours à l'avance les lieu, jour et heure de la

« comparution, pour que le greffier ait le temps de prévenir « l'inculpé et son conseil »¹.

Beaucoup d'ailleurs estiment que ce délai de quarante-huit heures accordé à la défense pour examiner le dossier est insuffisant pour en faire l'étude approfondie qui est nécessaire², d'autant plus qu'il n'est pas toujours observé. M. van Parys, dans un article du « *Journal des Tribunaux* »³, signale qu'il est déjà arrivé que des avis recommandés adressés à la défense n'aient pas été reçus en temps utile, de telle sorte que les avocats n'avaient pas eu le délai que leur accorde l'article 3.

La Chambre du conseil a passé outre en décidant que du moment que la lettre avait été mise à la poste avant le délai de quarante-huit heures, la loi était respectée. De toute évidence, seul le moment de la réception de la lettre devrait être pris en considération, car c'est à partir de cet instant que le conseil peut étudier le dossier⁴.

Ce dossier communiqué à la défense, devra contenir toutes les pièces sur lesquelles la juridiction s'appuie pour statuer, y compris tous les rapports médicaux. C'est ainsi qu'un arrêt de la Cour de Cassation (Cassation, 13 juillet 1931, « *Revue de droit pénal* », 1931, p. 840) a annulé une décision de la Chambre du conseil ordonnant une mise en observation, pour le motif qu'un rapport médical *complémentaire*, déposé par le médecin expert n'avait pas été joint.

Le dernier paragraphe de l'article 3 est ainsi conçu :
« *L'inculpé pourra toujours recevoir les soins des médecins*

1. M. Cornil, *op. cit.*, p. 30, n° 17.

2. Voir sur ce point les observations de M. Poncelet à la Chambre (Chambre, *Annales*, session, 1925-1926, p. 1947).

3. *Journal des Tribunaux*, 7 juin 1931.

4. M. Cornil estime d'ailleurs que ce délai de quarante-huit heures indiqué par la loi n'est pas d'ordre public, et que le conseil de l'inculpé et celui-ci pourraient y renoncer (*op. cit.*, p. 31, n° 19).

C'est ce qu'a décidé d'ailleurs la Chambre des mises en accusation de Bruxelles, 4 juin 1931 (« *Revue droit pénal*, 1931 », p. 857) : « attendu qu'il est loisible à la défense de renoncer à des garanties instaurées en sa faveur « pourvu qu'elles n'intéressent pas l'ordre public, ce qui n'est pas le cas pour « les prescriptions susvisées » (il s'agissait des délais de l'article 3).

*choisis par lui et produire leur avis sur l'opportunité du placement en observation*¹ ».

Une circulaire ministérielle, du 20 décembre 1930, a précisé les prérogatives de ce médecin choisi par l'inculpé. Il pourra s'entretenir librement avec celui-ci « et renouveler ses visites aussi souvent qu'il le juge nécessaire ». Il pourra prendre connaissance des observations du médecin de l'annexe. Il y a là très certainement une garantie supplémentaire pour la défense, qui peut, devant la juridiction appelée à statuer, opposer à l'avis du médecin-expert une contre expertise.

Cependant, ce droit n'a pas été sans soulever de violentes critiques. On l'a accusé de créer une flagrante inégalité entre les prévenus riches et les pauvres², les premiers seuls pouvant payer les frais de consultation de sommités médicales. Il serait utile de réaliser une réforme sur ce point, car il ne faut pas laisser s'accréditer dans le public, l'idée que la fortune mérite la protection de la loi, jusque dans la prison. Il serait désirable d'instituer des listes de praticiens (n'appartenant pas au personnel médical des annexes) et parmi lesquels les détenus pourraient choisir un contre-expert, les frais seraient assumés par l'Etat.

Mais à l'heure actuelle, où un vent d'économie souffle sur les budgets, il est peu probable, que cette réforme soit à la veille d'être réalisée, car elle entraînerait de nouvelles dépenses.

L'article 4 a trait à l'appel des décisions ordonnant ou refusant le placement en observation et accorde ce droit au ministère public et à l'inculpé :

L'appel ne peut être exercé que lorsque la décision émane de la Chambre du conseil ou du tribunal correctionnel.

Mais nous avons vu d'après l'article 3 qu'une telle mesure peut être ordonnée par d'autres juridictions : Chambre des appels correctionnels, Chambres des mises en accusation,

1. Cette disposition résulte d'un amendement proposé au Sénat. Voir session 1928-1929, Sénat, *Documents*, n° 120.

2. M. Cornil écrit dans la « *Revue de droit pénal* », 1935, p. 811 : « l'opinion publique n'est pas loin de voir dans la loi de défense sociale, un instrument « permettant de soustraire à la peine, les délinquants des classes aisées, « capables d'organiser une défense médicale de grand style ».

Cour d'assises. Dans ces hypothèses, il n'y a plus de voies de recours possibles.

Devant quelle juridiction l'appel devra-t-il être porté ?
La loi de défense sociale renvoie, en ce qui concerne cette question, aux articles 19 et 20 de la loi du 20 avril 1874¹, qui donne compétence à la Chambre des mises en accusation. Ce sera donc cette dernière, qui sera juge d'appel. D'après l'article 20 de la loi de 1874, l'appel devra être interjeté dans les 24 heures.

M. Cornil se demandait si devant la Chambre des mises en accusation, il était nécessaire que le dossier soit mis à la disposition du Conseil de l'inculpé pendant 48 heures, comme lorsqu'il s'agissait du débat devant la Chambre du conseil ou le tribunal correctionnel². Il concluait par la négative, à la condition que ce fut le même conseil qui défendît l'inculpé dans les deux instances. En effet, dans ce cas, il connaît déjà parfaitement le dossier et cette communication n'aurait aucune utilité. Au contraire, si l'inculpé avait pris un autre défenseur devant la juridiction d'appel, la règle de la communication du dossier dans le délai fixé à l'article 3 devrait reprendre son empire.

La Cour de Cassation, par un arrêt du 12 mars 1934 (*Pasicr.*, 1934-1-215) a ratifié complètement cette manière de voir.

1. Voici le texte des articles 19 et 20 de la loi du 20 avril 1874 :

Article 19. — « L'inculpé et le ministère public pourront appeler devant la Chambre des mises en accusation, des ordonnances de la Chambre du conseil rendues dans les cas prévus par les articles 4, 5, 8 et de la décision du tribunal correctionnel rendue conformément à l'article 7 ».

« *Article 20.* — « L'appel doit être interjeté dans un délai de vingt-quatre heures, qui courra contre le ministère public, à compter du jour de l'ordonnance et contre l'inculpé du jour où l'ordonnance lui aura été signifiée ».

Cette signification sera faite dans les 24 heures, l'exploit contiendra avertissement à l'inculpé du droit qui lui est accordé et du terme dans lequel l'exercice de ce droit est circonscrit.

La déclaration d'appel sera faite au greffe du Tribunal de première instance et consignée au registre des appels en matière correctionnelle. Les pièces seront transmises par le Procureur du Roi au Procureur général.

Les avis au conseil de l'inculpé seront donnés par les soins du greffier de la Cour.

La Chambre des mises en accusation y statuera, toutes affaires cessantes, le ministère public et l'inculpé ou son conseil entendus.

Jusqu'à la décision sur l'appel, les choses resteront en état.

2. M. Cornil, *op. cit.*, p. 33, n° 21.

Enfin l'article 5¹, ajoute qu'il est statué lorsqu'une demande de mise en observation est sollicitée, en Chambre du conseil c'est-à-dire à huis clos.

Cette disposition ne peut pas être critiquée. La plupart de ces affaires mettent en évidence les antécédents mentaux des membres de la famille de l'inculpé. Il est absolument inutile, surtout dans les petites villes, que le public en ait connaissance.

Cette obligation de statuer en Chambre du Conseil peut d'ailleurs céder devant le désir de l'inculpé. S'il le demande, la publicité des débats devra être ordonnée, à moins que le procès ne révèle des détails dangereux « pour l'ordre et les mœurs »².

Dans ce cas, l'article 96 de la Constitution belge s'oppose à ce que le huis clos soit levé³. L'inculpé a d'ailleurs tout intérêt à ne pas solliciter du tribunal la publicité des débats, la présence à ses côtés de son défenseur étant pour lui une garantie suffisante.

D'autre part, la Cour de Cassation a décidé (Cassation 20 février 1933, *Pasicr.*, 1933-1-137) que la règle de l'article 5 d'après laquelle la juridiction saisie devait statuer en Chambre du conseil n'avait pas le caractère d'une mesure d'ordre public, puisque l'inculpé peut toujours demander la publicité de l'audience.

Il suffit d'ailleurs, dit le même arrêt, pour que la publicité soit ordonnée que « la volonté de l'inculpé à cet égard se soit manifestée d'une manière suffisamment concluante ». Dans l'espèce, l'inculpé avait, au cours des débats publics, sollicité sa mise en observation. La Cour de Cassation a estimé qu'il avait par là « indiqué d'une manière non douteuse son désir, qu'il soit statué en audience publique ».

1. Cet article 5 ne figurait pas dans le projet de 1923, il a été ajouté par la commission en 1926.

2. Seul l'inculpé a le droit de demander la publicité des débats et non le ministère public.

3. L'application de l'article 96 de la Constitution, en cette matière, sera assez fréquente. Les anormaux se rendant souvent coupables d'attentats aux mœurs.

§ 3. De la durée de la mise en observation.

L'article 6 indique que « la durée du placement en observation est *d'un mois au plus* ».

Ce qui signifie, que ce délai d'un mois constitue un maximum à ne pas dépasser et qu'en conséquence, si le médecin estime au bout de quelques jours qu'il est suffisamment éclairé sur l'état mental de l'inculpé, il déposera son rapport. S'il conclut au déséquilibre mental, la procédure d'internement suivra son cours¹. Si, au contraire, il est négatif sur ce point, l'inculpé pourra immédiatement quitter l'annexe psychiatrique, où il était mis en observation, sans qu'il soit besoin d'aucune décision judiciaire. Il devra regagner la prison en attendant d'être jugé et condamné pour l'infraction qu'il a commise (alinéa 4 de l'article 6). Mais il se peut qu'au bout d'un mois, les praticiens ne puissent pas se faire une idée exacte de l'état mental de l'individu mis en observation.

Dans ce cas, l'article 6 permet à la juridiction, qui a ordonné la mise en observation (ou si elle n'était pas en session, à la Chambre des mises en accusation) de prolonger celle-ci sur réquisition du ministère public ou sur requête de l'inculpé ou de son conseil², pour un délai d'un mois.

A son expiration, la prolongation pourra être encore renouvelée pour un nouveau mois, mais à la condition que le total de ces prolongations ne puissent, en aucun cas, rendre le placement en observation supérieur à six mois.

Notons que l'article 6 stipule que chaque prolongation a une durée d'un mois *au plus*, ce qui permet à la juridiction saisie de l'accorder pour un laps de temps inférieur.

Dans la pratique d'ailleurs, la mise en observation est presque toujours prorogée d'un mois. Le texte du projet de 1923 fixait à *trois mois* au plus, le temps de la mise en observation et à un terme de trois mois au maximum, la durée

1. Dans ce cas, d'après la circulaire ministérielle du 20 décembre 1930, l'inculpé, malgré la clôture de l'observation, sera maintenu à l'annexe en attendant son transfert à l'établissement spécial.

2. Voir M. Cornil, *op. cit.*, n° 26, p. 36.

de la prolongation. Ce fut en commission qu'on élaborait le texte actuel, non sans que celui-ci ait provoqué quelques difficultés. Certains parlementaires estimaient que permettre à un aliéniste de conserver pendant six mois un individu en observation dans une annexe psychiatrique était dangereux pour la liberté individuelle.

M. Destrée eut souhaité, et il avait déposé un amendement en ce sens, que la mise en observation ne puisse jamais dépasser trois mois¹. Pour lui, c'était un délai bien suffisant pour être fixé sur l'état mental d'un malade. Il craignait qu'en adoptant le terme de six mois on aille au-devant d'abus, les médecins ayant de nombreux malades à examiner en profitant, pour retarder, le dépôt de leur rapport². M. P.-E. Janson, Ministre de la Justice, riposta qu'il fallait toujours envisager les cas difficiles et qu'un délai trop court pourrait mettre les psychiatres « dans une impasse ».

Quant aux abus, ils étaient peu probables car il faudrait, pour qu'ils puissent se produire, une collusion entre la Chambre du conseil et le médecin-expert, d'autant plus qu'il y a toujours appel possible devant la Chambre des mises en accusation. L'amendement de M. Destrée fut repoussé et le terme de 6 mois adopté. Sans suspecter la conscience professionnelle des médecins-experts, qui est au-dessus de tout soupçon, il est permis de penser que les faits ont donné en partie raison à M. Destrée. On avait émis l'avis, au cours des débats à la Chambre, afin de protéger la liberté individuelle³, que le médecin devrait déposer chaque mois, à l'appui de sa demande de prolongation, un rapport exposant aux magistrats, les éléments qui lui manquaient pour conclure son observation. Il est regrettable que cette garantie n'ait pas été inscrite dans la loi. En fait, les praticiens ne font que solliciter la prorogation sans la justifier. Sans doute celle-ci est soumise à l'approbation judiciaire,

1. Voir Chambre, *Annales*, session 1927-1928, p. 90.

2. Voir les observations en ce sens de M. Jennisen, Chambre, *Annales*, session 1927-1928, p. 84. Il déposa même un amendement en vue de supprimer le chapitre premier (Chambre, *Annales*, 1925-1926, p. 1952).

3. Voir à ce sujet les déclarations de M. Soudan, Chambre, *Annales*, 1927-1928, p. 90 et M. Cornil, *op. cit.*, p. 45, n° 36; et les critiques de M. Van Parys, « *Revue de droit pénal et de criminologie* », 1932, p. 37.

mais dans la plupart des cas, les juges ne feront qu'entériner la proposition de l'expert, l'avis du médecin étant toujours prépondérant sur leur décision.

Il y aurait là une source possible d'abus, qui pourrait, dans une certaine mesure, fournir un argument à ceux qui parlent de « dictature médicale ». Il serait désirable que, conformément aux desiderata des parlementaires, les experts déposent chaque mois, à l'appui de la demande de prolongation, un rapport indiquant l'état de leurs recherches.

Enfin, en ce qui concerne la procédure, l'article 6 se contente de renvoyer aux articles 3, 4 et 5, ce qui nous dispense de toute autre explication.

Section II

L'application pratique de la mise en observation

Nous serons très brefs sur les moyens matériels mis en œuvre pour réaliser la mise en observation ordonnée par les articles 1 à 6 de la loi de défense sociale. Car, nous avons déjà parlé longuement, à propos de la réforme pénitentiaire, des annexes psychiatriques. Les individus qui y sont placés en observation par décision judiciaire sont soumis au même régime que les autres catégories de détenus.

Nous n'avons donc rien à ajouter sur ce point. Nous savons déjà que ces annexes ne renferment pas seulement les délinquants qu'atteignent les dispositions de la loi de défense sociale¹.

1. Une circulaire ministérielle du 10 décembre 1932 énumère quelles sont les catégories de délinquants qui pourront être retenus à l'annexe psychiatrique en vertu des dispositions de la loi de défense sociale :

a) les inculpés placés en observation par application des articles 1 à 6 de la loi du 9 avril 1930 ;

b) les inculpés dont l'internement immédiat a été ordonné et qui sont dirigés sur l'annexe en vertu de l'article 11 de la dite loi ;

c) les condamnés internés par décision du Ministre de la Justice, en vertu de l'article 23 de la même loi et qui sont placés à l'annexe psychiatrique en attendant leur transfert à l'établissement de défense sociale ;

d) les inculpés et condamnés dont l'internement a été prorogé par appli-

Mais aussi :

A. Les détenus qui sont soumis à une expertise mentale et dont le médecin légiste a demandé l'admission à l'annexe pour y opérer dans de meilleures conditions sa mission.

B. Les prévenus et les condamnés, qui sont suspects d'aliénation mentale et qui seront placés en observation, soit par le médecin du service anthropologique à la suite d'un examen psychiatrique, soit par le directeur de la prison, soit encore sur la réquisition du procureur du Roi ou à la demande du juge d'instruction.

A côté du placement par décision judiciaire, fonctionne, par conséquent, un placement administratif, sans qu'il y ait intervention du Parquet, chaque fois qu'il y a intérêt d'être renseigné sur la gravité ou la réalité de troubles mentaux. Ce placement administratif n'a pas été sans soulever des critiques. Car l'inculpé n'a pas, dans ce cas, les garanties que lui accorde la loi (débats publics et assistance d'un défenseur). Néanmoins, elle pourra être utile, lorsque la mise en observation ne pourrait pas être requise contre le délinquant, si celui-ci ne réunissait pas les conditions exigées par l'article 1^{er}.

Cependant cette dualité de régime de l'expertise mentale peut produire certains abus, qui ont amené de vigoureuses protestations. M. van Parys signale¹ qu'il est déjà arrivé, qu'une mise en observation poursuivie d'après la procédure admise par la loi de défense sociale, ait été repoussée par la Chambre du conseil; de ce fait, l'instruction aurait dû suivre son cours. Mais le magistrat instructeur commit un médecin légiste, pour établir la responsabilité pénale du délinquant. Le praticien ayant déposé son rapport qui concluait à un déséquilibre mental de l'inculpé, celui-ci fut interné pour quinze ans « toutes les garanties de l'article 2 et 3, écrit M. van Parys furent rendues illusoires, « puisque la mise en observation requise par le ministère

cation des articles 22 et 23 de cette loi et qui séjournent à l'annexe en attendant leur envoi à l'établissement de défense sociale ;

e) les inculpés et les condamnés internés dans un établissement de défense sociale, qui sont transférés dans une annexe pour comparution devant la commission ou pour toute autre cause.

1. M. Van Parys, « *Revue de droit pénal* », 1932, p. 32 et 33.

« public, bien que rejetée par la Chambre du conseil prise
« à l'insu de la défense au cours de l'instruction secrète »¹.
Qu'il faille unifier le régime de l'expertise mentale, pour
éviter le retour de tels errements, c'est ce que préconisent
tous ceux qui appliquent pratiquement la loi.

« Cette situation, écrit le Docteur Vervaeck, a parfois
« soulevé de vives protestations de la part de conseils
« d'inculpés, quand ces derniers étaient soumis, malgré
« eux, à une observation psychiatrique, méthodique,
« observation non contrôlée par la défense.

« ... Quoi qu'il en soit, un problème se trouve ainsi posé ;
« faut-il dans tous les cas, où une expertise mentale est
« ordonnée, requérir la mise en observation de l'inculpé
« à l'annexe psychiatrique de la prison. C'est à cette conclu-
« sion qu'avait abouti M. van Parys dans son rapport de 1931
« à la fédération des avocats de Belgique. Personnellement,
« et tous les médecins légistes seront de cet avis, nous nous
« rallions à cette mesure, comme d'ailleurs à la formule
« qui la résume : pas d'internement, de défense sociale sans
« mise en observation préalable et pas d'observation psy-
« chiatrique qui ne puisse être contrôlée par la défense »².

Il serait souhaitable que l'on suivit sur ce point les sugges-
tions de l'éminent praticien, elles assureraient un renfor-
cement de garanties pour les inculpés et pour la liberté
individuelle.

La question de l'examen mental des inculpés a soulevé
d'autres difficultés.

Tout d'abord, le juge d'instruction conserve-t-il le pou-
voir de désigner les experts chargés d'examiner l'état men-
tal de l'inculpé.

On lui a dénié ce droit et prétendu que la Chambre du
conseil était seule compétente à cet effet.

Pour soutenir cette théorie, les décisions judiciaires
qui l'ont adoptée se sont appuyés sur des déclarations³

1. En Belgique, contrairement à la législation française, la loi n'admet pas
que l'inculpé se fasse assister par des défenseurs lors de ses comparutions
devant le juge d'instruction. Voir Braas, *op. cit.*, p. 184.

2. « *Revue de droit pénal et de criminologie* », 1933, p. 348-349.

3. Chambre, *Annales*, session 1927-1928, p. 111 et 113.

faites au cours des débats parlementaires, aux termes desquels, la Chambre du conseil et non le juge d'instruction aurait seule le droit de désigner l'expert chargé de l'examen mental.

Les déclarations sont en effet, à cet égard, concluantes. M. Janson (*op. cit.*, p. 111) « dorénavant, c'est la Chambre « du conseil, dans des conditions déterminées, qui ordonnera « l'internement, et la mise en observation tel qu'il est « prévu ».

Par conséquent chaque fois qu'une expertise mentale devrait être ordonnée, ce devrait être sous la forme de la mise en observation telle qu'elle est déterminée par la loi de défense sociale.

M. Cornil s'est vigoureusement élevé contre cette prétention qui eut abouti à d'étranges conséquences ¹.

En effet, il y a, nous l'avons vu, des cas où la mise en observation est impossible parce que l'inculpé n'est pas passible de la détention préventive. Cependant, en vertu de l'article 7 de la loi du 9 avril 1930, l'internement peut être prononcé. Pour infliger cet internement, il est nécessaire de procéder à l'examen mental du prévenu, ou alors si on ne l'admettait pas, il faudrait que le juge se fiât à ses impressions personnelles.

« L'examen mental, tel qu'il existait avant la loi du « 9 avril 1930, doit subsister, écrit M. Cornil, et c'est une « erreur évidente de croire que la mise en observation dans « une annexe psychiatrique lui a été substituée et l'a fait « disparaître ». Or, lorsqu'il s'agit d'une mise en observation, qui va désigner l'expert ?

La difficulté n'existe que lorsque la demande est poursuivie devant la Chambre du conseil, car les juridictions de jugement, ainsi que la Chambre des mises en accusation, ont le pouvoir de désigner les experts. Mais la Chambre du conseil peut-elle le faire, ou ce droit ne passe-t-il pas au juge d'instruction ?

1. M. Cornil, *op. cit.*, p. 42, n° 33, voir aussi les conclusions de M. Cornil, « *Revue de droit pénal* », 1934, p. 293.

La Cour d'appel de Gand, dans un arrêt du 13 juillet 1933 (« *R.D.P.* », 1933, p. 1087)¹, ne l'a pas admis ; car la loi de défense sociale exige un débat contradictoire pour la mise en observation ; selon elle, les droits de la défense seraient violés par le caractère non contradictoire de la désignation de l'expert.

Mais d'autres décisions (Bruxelles, 29 janvier 1931, *Pasicr.*, 1931-II-195) (Cassation, 6 mars 1934, « *Revue de droit pénal* », 1934, p. 293) ont reconnu formellement que la désignation de l'expert rentrait dans les prérogatives du magistrat instructeur et de lui seul. Car rien ne permet de soutenir que la loi de défense sociale ait voulu bouleverser les règles de l'expertise mentale, telle que l'établit le Code d'instruction criminelle. D'autant plus que l'article 29 de ladite loi n'admet comme dérogations « aux dispositions concernant les poursuites en matière correctionnelles et criminelles » que celles qu'elle établit. Le texte étant muet sur ce point, il convient de confier cette désignation au juge d'instruction².

Par conséquent, et c'est dans ce sens que concluait M. Cornil, et les arrêts que nous avons cités lui donnent entièrement raison.

« Tant que l'affaire est à l'instruction, c'est le juge d'instruction qui a seul ce pouvoir (de désigner les experts) ».

« Il faudra donc que le juge d'instruction organise une expertise mentale lorsque la Chambre du conseil ordonnera la mise en observation »³.

1. Voir M. Vanhoudt, « *Revue de droit pénal et de criminologie* », 1933, p. 296 et suiv.

2. Les attendus de la Cour d'appel de Bruxelles sont particulièrement nets à cet égard : « Attendu que l'absence de dispositions expresses en dehors « de toute autre indication, ne permet pas de conclure que les dispositions « légales existantes concernant la désignation des médecins légistes, soient « abrogées, que rien ne permet de soutenir que la loi aurait confié cette « désignation à la Chambre du conseil ;

« que dès lors il appartient au juge d'instruction de procéder à la désignation des experts » (Cour d'appel de Bruxelles, 29 janvier 1931, *Pasicr.*, 1931, II, 195).

3. M. Cornil, *op. cit.* n° 34 p. 44.

Mais une autre difficulté vient se greffer sur la précédente.

On s'est demandé si le placement en observation ordonné par les juridictions d'instruction et de jugement, en vertu de la loi de défense sociale, entraînait, *ipso facto* désignation du médecin de l'annexe psychiatrique, pour procéder à l'examen mental de l'inculpé, ou si, au contraire, les magistrats conservaient toute latitude dans la désignation des experts.

Les explications que nous avons données nous permettront d'être brefs sur cette question.

La loi de défense sociale étant muette sur ce point, on ne voit pas pourquoi le juge qui désigne l'expert, n'aurait pas entière liberté dans son choix ; la loi n'a jamais voulu imposer au juge, comme expert, le médecin même de l'annexe. Ils conserveront donc le droit de désigner le praticien qu'ils estimeront être le mieux à même pour remplir sa mission.

Signalons enfin pour en terminer avec les questions délicates de ce chapitre premier, l'existence d'un problème qui a donné lieu à controverses doctrinales, mais sur qui la pratique est maintenant fixée.

*La mise en observation psychiatrique suspend-elle la détention préventive ?*¹.

A première vue, il semblerait que l'on doive faire une réponse négative à cette question. L'individu mis en observation est privé de sa liberté, soumis à une discipline rappelant de très près celle de la prison. Sans doute, les locaux ne sont-ils pas les mêmes. Mais il peut arriver qu'un détenu dont l'état de santé est alarmant, soit transporté dans un hôpital pour y recevoir des soins. Dans ce cas, la détention préventive ne reçoit aucune interruption, ainsi que le fait remarquer le *Répertoire pratique de droit belge*, (voir *Détention préventive*, n° 95, *in fine*) : « Il arrive que « le mandat d'arrêt est décerné et exécuté à charge d'un « inculpé dont l'état exige le séjour dans une clinique ou « dans un hôpital. Dans ce cas, des mesures de surveillance

1. Voir sur cette question : Vermeylen, *La mise en observation psychiatrique suspend-elle les effets du mandat d'arrêt*, « *Revue de droit pénal et de criminologie* », 1934, p. 548 et M. Cornil, *op. cit.*, p. 36, n° 28.

« spéciales sont prises pour s'assurer qu'il demeure sous la main de la justice.

« La Chambre du conseil se transportera dans ledit établissement pour entendre l'inculpé et statuer sur la confirmation de son mandat d'arrêt » (voir à ce sujet un arrêt rapporté dans la « *Revue de droit pénal* », 1924, p. 598).

Ce n'est pas cependant cette solution qui a été adoptée en Belgique, la détention préventive est suspendue pendant tout le temps que dure la mise en observation.

Cette solution que défendait déjà M. Cornil dans son *Commentaire de la loi*¹, a été consacrée par une circulaire ministérielle du 20 décembre 1930 qui s'exprime en ces termes :

« Le placement en observation suspend la détention préventive. Le titre de détention préventive reprendra ses effets, après la clôture de la mise en observation. Il aura une durée de validité égale à celle qu'il aurait eue s'il n'avait pas été interrompu par la mise en observation ».

Cette solution n'a pas été sans soulever certaines critiques². M. Pierre Vermeylen, avocat à la Cour de Bruxelles, a vivement reproché dans un article de la « *Revue de droit pénal* », à la législation d'établir une véritable iniquité.

L'argumentation de M. Cornil s'appuie surtout sur le dernier alinéa de l'article 6 ainsi conçu.

« Le placement en observation ayant pris fin, l'inculpé contre qui mandat d'arrêt a été décerné, est réintégré à la maison d'arrêt ou de justice, à moins que son internement immédiat ne soit ordonné conformément à l'article 7 ».

C'est la preuve inscrite dans la loi, que la détention préventive s'est trouvée interrompue, tout le temps qu'a duré la mise en observation, car s'il en eut été autrement, il aurait fallu que tous les mois la Chambre du conseil renouvelât le titre de détention, dans ce cas, le dernier alinéa de l'article 6 aurait été parfaitement inutile³.

1. M. Cornil, *op. cit.*, p. 36, n° 28.

2. Voir M. Picard, *op. cit.*, p. 15 et suiv.

3. L'article 5 de la loi du 29 avril 1874 exige que la détention préventive soit renouvelée chaque mois par la Chambre du conseil.

D'ailleurs, ajoute-t-il, « le législateur a exigé qu'une « juridiction se prononçât tous les mois sur le maintien « du placement en observation ; il eut été ridicule d'exiger « que tous les mois également la Chambre du conseil eut à « se prononcer sur le maintien de la détention préventive »¹.

M. Pierre Vermeylen ne se trouve pas satisfait par ces arguments et il déclare qu'ils sont « plutôt basés sur une intention que sur des éléments objectifs »².

Le dernier alinéa de l'article serait avec la thèse de la non suspension de la détention préventive un texte inutile. Sans doute, mais ce n'est pas une preuve qu'il faille en déduire que le séjour à l'annexe psychiatrique ne rentre pas en ligne de compte dans la détention préventive. M. Vermeylen pense plutôt que le sens à donner à l'article 6 *in fine* est que l'inculpé sera remis en liberté, à moins qu'il ne soit détenu pour une autre cause. Quant à la nécessité d'instituer deux séries de comparutions devant la Chambre du conseil, une pour prolonger la détention préventive et l'autre pour la mise en observation, il n'y aurait qu'à effectuer la coïncidence entre les deux dates de comparution, ce qui est toujours faisable, puisque le terme d'un mois prescrit par la loi du 9 avril 1930 constitue un maximum. On pourrait donc fixer pour la première fois un délai inférieur à un mois pour la mise en observation, de façon à opérer la coïncidence avec le renouvellement de la détention préventive³.

Ajoutons, cependant, que si l'individu n'était pas reconnu anormal et qu'il soit condamné, la durée de la mise en

1. M. Cornil, *op. cit.*, p. 37.

2. M. Vermeylen, *op. cit.*, p. 549.

3. M. Vermeylen, pour illustrer sa thèse, nous donne un exemple saisissant de ce qui peut se produire lorsqu'on adopte la théorie de la non suspension, de la détention préventive (voir « *Revue de droit pénal et de criminologie* », 1934, p. 552). Un détenu, dont le mandat a été confirmé pour la première fois, le 1^{er} avril est mis en observation le 6 avril, la période de mise en observation cesse le 6 mai, mais il est valablement détenu jusqu'au 1^{er} juin. En effet, du 6 avril au 6 mai, la détention préventive ayant été suspendue, à cette dernière date, celle-ci n'a que six jours (1^{er} au 6 avril). Il faudra donc aller jusqu'au 1^{er} juin pour que le mois soit complet.

Du 6 avril au 1^{er} juin, le détenu ne pourra pas demander sa comparution devant la Chambre du conseil. Ce n'est en somme que le 1^{er} juin, soit deux mois après le premier débat que la prolongation de la détention préventive sera évoquée.

observation devrait être déduite de sa peine (circulaire ministérielle du 20 décembre 1930).

Cette solution tempère, dans une notable mesure, les inconvénients que pourrait présenter l'interprétation de la loi sur ce point, et enlève une grosse partie de l'intérêt pratique de cette question. Cependant la durée de la mise en observation et de la détention préventive ne peut pas être déduite de celle de l'internement (circulaire précitée). Mais cette conséquence découle d'un autre principe que nous étudierons plus loin : *l'internement n'est pas une peine.*

CHAPITRE II

L'INTERNEMENT DES ANORMAUX

Section I

Les règles légales

Jusqu'à présent, nous avons vu que lorsque l'on conservait quelque doute sur l'état mental d'un inculpé, la loi de défense sociale permettait qu'il soit mis en observation dans une annexe psychiatrique, afin de déterminer après un examen approfondi, la nature et la gravité de ses troubles mentaux.

Une fois ceux-ci constatés, la loi, au lieu de les faire bénéficier, comme auparavant, d'une atténuation de peine, basée sur la diminution de leur responsabilité, arme les tribunaux du pouvoir de les interner pour une certaine durée, dans des établissements spéciaux où ils seront soumis à un régime curatif, qui tentera de les guérir de leurs tares.

Si ce résultat est promptement atteint, avant le délai imparti par la juridiction qui leur a infligé cette mesure, dès que la guérison sera évidente, l'individu sera mis en liberté, par décision d'une Commission qui suivra périodiquement l'évolution de son état mental.

Dans le cas contraire, la loi autorise la juridiction qui a ordonné l'internement de prolonger celui-ci pour une durée égale, cette prolongation pourra être renouvelée autant de fois que ce sera nécessaire.

Mais il peut arriver que l'aliénation mentale d'un

inculpé soit un fait patent ; dans ce cas, il n'est pas besoin de procéder à une longue mise en observation, qui n'apprendrait rien de nouveau aux praticiens chargés de le soigner. La loi du 9 avril 1930 autorise les juridictions d'instruction et de jugement devant qui comparaitront un tel individu de faire interner *immédiatement*.

Ajoutons que, dans tous les cas, l'interné pourra si son état mental le permet, bénéficier de libérations à l'essai, moyennant surveillance psychiatrique sévère, qui permettront de se rendre compte s'il peut reprendre définitivement sa place dans la société.

On voit combien ce système répond aux exigences de la défense sociale, tout en sauvegardant la liberté individuelle.

Cette partie de la loi constitue, à coup sûr, l'élément le plus neuf de la législation belge. Elle pose des problèmes du plus haut intérêt et réalise une étape importante dans la lutte contre la délinquance.

§ 1. *Quand peut-il y avoir lieu à internement ?*

Pour que l'internement soit possible, il faut que deux conditions soient réunies (article 7) :

- 1° que l'inculpé ait commis un crime ou un délit ;
- 2° qu'il soit dément ou anormal ;

1° *Que l'inculpé ait commis un crime ou un délit.* — Notons cependant que la loi n'exige pas, comme pour la mise en observation, que l'infraction entraîne la détention préventive. Cette disposition, ainsi que nous l'avons signalé, permettra de faire tomber sous le coup de la loi de plus larges catégories d'individus, que celles qu'atteignait la mise en observation.

2° *Qu'il soit dément ou anormal.* — Il faut que l'inculpé soit « dans un des états prévus à l'article 1^{er} c'est-à-dire dans un état de démence ou dans un état grave de déséquilibre mental ou de débilité mentale le rendant incapable du contrôle de ses actions ».

Nous avons longuement analysé la signification de chacun de ces termes et nous savons qu'ils vont permettre l'inter-

nement de tous les individus à responsabilité largement atténuée.

La constatation de cet état mental déficient pourra se faire à la suite d'une mise en observation ordonnée par décision judiciaire en vertu des articles 1 à 6 de la loi du 9 avril 1930. Mais aussi, ainsi que nous l'avons dit, il pourra y avoir internement sans mise en observation préalable, puisque l'article 7 permet aux juridictions d'instruction et de jugement de prononcer un internement immédiat. Elles le feront si l'inculpé est notoirement anormal ou si l'infraction qu'il a commise n'est pas passible de la détention préventive.

Cet internement sans mise en observation préalable a soulevé certaines critiques¹.

Nous avons vu déjà, à propos de la mise en observation psychiatrique, que M. le Docteur Vervaeck se rangeait à l'avis de tous ceux qui souhaitaient qu'il ne puisse jamais y avoir lieu à internement, sans mise en observation. Il nous semble cependant que cette disposition n'est pas aussi dangereuse pour la liberté individuelle qu'on ait bien voulu nous le dire.

En effet, des garanties précieuses pour l'inculpé sont inscrites dans la loi : la publicité de l'audience pourra être ordonnée si l'inculpé le demande (article 9) et en vertu de cet article, la juridiction qui statuera pourra entendre des témoins. La décision rendue sera susceptible d'appel (article 8) et avec de nouveau, publicité de l'audience, facultative et audition de témoins.

Enfin, si malgré toutes ces précautions, il arrivait que l'on internât un individu sain d'esprit, la loi permet à celui-ci de demander au bout de six mois sa mise en liberté.

En réalité, la plupart du temps, la juridiction d'instruction ou de jugement ordonnera une mise en observation. Seuls ceux dont l'aliénation mentale est évidente pourraient être internés immédiatement, non sans un rapport médical préalable, puisque nous avons vu que les magistrats conservent le droit d'ordonner un examen mental sans mise en

1. Voir M. van Parys, *op. cit.*, « *Revue de droit pénal* », 1932, p. 38.

observation. Mais ceci, répétons-le, n'est que l'exception.

A quel moment doit se placer la juridiction qui statue pour apprécier l'état mental de l'individu qui comparaît devant elle ?

Est-ce au moment de l'infraction ou au moment du jugement ? Les travaux parlementaires à cet égard ne peuvent nous laisser le moindre doute ¹.

C'est au moment du jugement et non de l'infraction que les juges devront se placer.

En conséquence, un individu dément ou anormal, au moment où il a commis l'infraction mais guéri lorsqu'il comparaît devant les magistrats sera acquitté en vertu de l'article 71 du Code pénal et ne pourra pas être interné.

Au contraire, s'il était sain d'esprit au moment du fait, mais devenu anormal ou dément au jour du jugement, le tribunal aura le pouvoir de l'interner. Ces solutions ont provoqué les critiques du Docteur Vervaeck qui s'exprime en ces termes ² : « La guérison médicale d'un malade men-
« tal ou d'un déséquilibré à crises démentielles susceptibles
« de retour peut être obtenue en quelques semaines, mais
« ce sera bien précaire, un accès de confusion toxique, à
« réactions criminelles par un abus d'alcool par exemple,
« peut se dissiper en quelques jours, voire en quelques
« heures, et en dehors des signes classiques de l'alcoolisme
« chronique, le malade ne pourra plus présenter le moindre
« symptôme de maladie mentale, ce serait une grave erreur,
« à notre sens, que de le libérer. Même chose pour un malade
« cyclique, un épileptique larvé, ou un déséquilibré dont
« un régime de sobriété et de repos aurait fait disparaître
« plus ou moins rapidement les perturbations psychiques.

« Ce ne devrait pas être l'état mental de l'inculpé au
« moment du jugement, qui doit guider le tribunal, mais
« bien le pronostic médico-social de son affection mentale
« ou de son état constitutionnel anormal ».

Et le Docteur Vervaeck dans ce cas, préconise une mise en liberté conditionnelle, avec contrôle et surveillance

1. Voir session 1927-1928, Chambre, *Annales*, p. 95 et 96 et M. Cornil, *op. cit.*, p. 48, n° 40.

2. « *Revue de droit pénal et de criminologie* », 1931, p. 30 et 31.

psychiatrique comme pour la mise en liberté à l'essai.

D'autre part, il estime qu'interner un individu sain au moment de l'infraction, mais atteint de troubles mentaux au moment du jugement, constitue aussi un grave danger car il existe des psychoses pénitenciaires curables à bref délai et qui ne sont provoquées que par les conditions de la détention ou de l'émotion de la comparution en justice.

Quoi qu'il en soit, et malgré ces dangers évidents, la solution de l'appréciation de l'état mental au jour du jugement est certaine et son application ne fait aucune difficulté.

Lorsque les deux conditions relatives à l'état mental de l'inculpé et à l'infraction qu'il a commise sont réunies, l'internement peut avoir lieu mais il ne s'agit là que d'une simple faculté pour les juridictions appelées à statuer. Comme dans l'article 1^{er}, à propos de la mise en observation, l'article 7 emploie le mot « *peuvent* », ce qui indique une faculté d'appréciation laissée aux magistrats.

Mais lorsque ceux-ci ne prononcent pas l'internement, parce que l'inculpé ne leur paraît pas constituer un danger pour l'ordre social, quelle mesure doivent-ils prendre : *le relaxer ou bien lui appliquer une peine atténuée*¹ ?

Cette grave question a fait l'objet d'une controverse doctrinale entre M. Cornil, M. Servais, ancien procureur général à la Cour d'appel de Bruxelles et M. Paul Leclercq, procureur général à la Cour de Cassation.

La Chambre des mises en accusation de Bruxelles en date du 28 octobre 1931 (« *R.D.P.* », 1931, p. 1121 avec la note de M. Servais) et la Cour de Cassation le 26 février 1934 (*Pasicr.*, 1934-1-180, avec la note de M. Leclercq ; « *R.D.P.* », 1934, p. 272 avec la note de M. Cornil) ont décidé qu'un individu ayant commis une infraction en étant parfaitement sain d'esprit mais devenu au moment du jugement, anormal ne pouvait être soumis à une mesure d'internement, s'il ne présentait « aucun danger social consistant

1. Bien entendu si la juridiction devant qui comparaît l'inculpé n'estimait pas que celui-ci soit anormal au sens de l'article 1^{er}, elle devrait le condamner pénalement.

dans l'éventualité d'une récidive ou d'une perpétration de nouveaux délits »¹.

Mais d'autre part comme l'inculpé était cependant dans un des états prévus par l'article 1^{er}, ils ne lui ont infligé aucune peine et l'ont purement et simplement relaxé de la poursuite. C'est cette relaxe qui a été sévèrement critiquée par MM. Servais et Paul Leclerq, mais justifiée par M. Cornil.

D'après M. Servais, et nous résumons ici l'argumentation qu'il donne dans sa note, la loi de défense sociale n'abroge pas l'article 71 du Code pénal qui établit le principe de la justification pour cause de *démence*. Or les arrêts dont nous venons de parler étendent cette cause de justification aux individus partiellement responsables, ce qui est d'après M. Servais une violation manifeste de l'article 71. Que conclut-il ?

Si le juge se trouve devant un inculpé, qui serait dans un des états visés à l'article 1^{er}, il ne devra pas se préoccuper de savoir s'il est irresponsable totalement (dément) ou partiellement (anormal), il pourra prononcer l'internement. Mais s'il estime que celui-ci ne peut être infligé, il faudra alors qu'il recherche s'il a affaire à un dément complet et dans ce cas il devra prononcer l'acquittement ou à un anormal et ce sera à défaut d'internement non la relaxe mais la condamnation à une peine atténuée.

Cette distinction a été reprise dans la note de M. Paul Leclerq dans la « *Pasicrisie* ». Il s'inquiète surtout dans l'hypothèse d'une relaxe, sans que l'internement, ait été prononcé des répercussions sur l'opinion publique de cette jurisprudence. Selon lui « celle-ci sème des graines de crimes ».

Pour M. Paul Leclerq les mots « peuvent ordonner l'internement » n'impliqueraient pas pour les juridictions appelées à statuer, une simple faculté leur permettant d'appliquer ou non l'internement, mais que les juges pourront ordonner l'internement, « *et à son défaut autre chose* ». Ce sera la libération s'il s'agit d'un dément, la condamnation comme précédemment s'il s'agit d'un anormal.

1. Bruxelles, Chambre des mises en accusation, 28 octobre 1931.

M. Cornil dans la note de la « *Revue de droit pénal* » que nous avons citée n'est pas de cet avis.

La loi de défense sociale n'atteint que les anormaux, qui ont perdu le contrôle de leurs actions ; il serait inadmissible, soutient M. Cornil, que le juge constate qu'un prévenu est incapable du contrôle de ses actions, et après cette constatation lui inflige une peine. Par conséquent si le prévenu est dangereux, il prendra une mesure de sûreté, s'il n'offre pas de danger, il devra le remettre en liberté.

Nous savons que la Cour de cassation, par un arrêt du 26 février 1934, a complètement ratifié la thèse de M. Cornil. Il nous semble qu'elle ne pouvait en décider autrement. Appliquer une peine atténuée aux anormaux visés par la loi de défense sociale eut été se mettre en complète contradiction avec les principes qui ont inspiré celle-ci. Car le législateur du 9 avril 1930, nous l'avons démontré, a voulu en terminer avec les abus des courtes peines infligées aux anormaux.

D'autre part, prononcer un internement de longue durée contre un individu, qui par sa débilité mentale n'est plus dangereux pour la société, ne répond pas aux exigences de la loi de défense sociale, qui comme son nom l'indique est surtout une loi de protection de la société.

Reste à savoir si cette jurisprudence en accord avec les principes théoriques de la loi, ne heurtera pas comme le craint M. Paul Leclercq l'opinion publique qui verra libéré définitivement un individu, qui était parfaitement sain d'esprit au moment où il a commis son infraction, mais qui étant devenu anormal sur ces entrefaites échappera à toute sanction, sous prétexte que son anormalité ne fait plus courir aucun danger à la société.

Il serait bon, pensons-nous, que dans ce cas la loi permette aux magistrats de prononcer un internement conditionnel avec surveillance psychiatrique attentive, de façon à laisser suspendue sur la tête de l'inculpé, telle une épée de Damo-

clès, la menace d'un internement au cas où par ses excès il s'avérerait dangereux pour l'ordre public¹.

Quelles sont les juridictions qui pourront ordonner l'internement ?

Ce sont les juridictions d'instruction² et de jugement dit l'article 7. Cependant, lorsqu'il s'agit d'infractions politiques et de presse, le pouvoir d'ordonner l'internement est enlevé aux juridictions d'instruction, pour appartenir exclusivement aux juridictions de jugement³; de plus nous verrons qu'il ne peut être prononcé, qu'à l'unanimité de la Cour et des jurés (article 10).

On ne trouve pas trace de cette restriction dans le projet initial de 1923. Ce fut sous l'instigation de M. Vandervelde⁴ que tout d'abord on donna aux seules juridictions de jugement, le pouvoir d'interner les inculpés, en cette matière.

Mais les représentants, lors de la première discussion, devant les Chambres, décidèrent que l'internement ne serait plus possible en cas de crime ou de délit politique, et ceci de la part d'aucune juridiction. Ce ne fut qu'en seconde lecture⁵ que malgré M. Jacquemotte, représentant communiste, la Chambre revenant sur son vote consacra la solution actuelle que nous avons énoncée.

D'autre part, M. Janssens de Bisthoven, dans un article que nous avons déjà cité⁶ où il s'occupe des répercussions de la loi de défense sociale sur les poursuites fiscales, établit nettement que la décision d'internement à prendre nécessitant une appréciation des charges imputées à l'inculpé, puisque la durée de l'internement varie suivant que l'infraction est un délit ou un crime (voir articles 7 et 19)

1. Notons qu'en pratique, il serait très facile d'arriver à cette solution. Il suffirait de prononcer un internement et que la commission à la première comparution devant elle libère l'anormal à l'essai.

2. Par juridictions d'instruction il faut entendre la Chambre du conseil et la Chambre des mises en accusation.

3. Aux termes de l'article 98 de la Constitution et de l'article 8 du décret du 19 juillet 1831, les infractions politiques et de presse sont jugées par la Cour d'assises.

4. Session 1924-1925, Chambre, *Documents*, n° 37.

5. Voir session 1927-1928, Chambre, *Annales*, p. 267.

6. « *Revue de droit pénal et de criminologie* », 1931 p. 1.

cette appréciation en cette matière est interdite aux juridictions d'instruction¹. Celles-ci ne pourront donc pas prononcer l'internement.

Mais ces exceptions admises, il n'en subsiste pas moins que les juridictions d'instruction peuvent ordonner l'internement d'un inculpé pour une durée de 5, 10 ou 15 ans. Cette faculté a été sévèrement critiquée et l'on peut même, si l'on se réfère aux travaux préparatoires, trouver à de multiples passages des traces, des inquiétudes très vives des représentants à autoriser une dérogation aussi importante aux principes jusque là en vigueur².

En effet, de droit commun, les juridictions d'instruction n'ont pas qualité pour prendre une décision au fond, mais se bornent seulement à apprécier s'il existe des charges suffisantes.

Ces craintes ont été partagées par M. van Parys³ qui redoute que cette disposition ne soit une menace pour la liberté individuelle.

« En effet, dit-il, la juridiction d'instruction pourra « être saisie à toutes les phases de l'instruction, même « lorsqu'elle n'est pas terminée, d'une demande d'internement. La juridiction peut être appelée à trancher sur « un dossier incomplet ».

M. Cornil dans sa mercuriale⁴ estime qu'il ne faut voir dans la décision de la juridiction ordonnant l'internement que « la portée d'une décision de non-lieu à « suivre »⁵.

1. M. Janssens de Bisthoven cite à l'appui de cette thèse un arrêt de la Cour de cassation du 24 novembre 1891 (*Pasier.*, 1891-1, p. 25) qui dit notamment « Si la loi fiscale n'enlève pas au Parquet la faculté de requérir une instruction sur la plainte de l'Administration, elle exclut d'autre part, l'appréciation par une juridiction préparatoire des charges recueillies, comme n'étant pas compatible avec la dépendance dans laquelle se trouve exceptionnellement placée l'action du Parquet ».

2. Voir Chambre, *Annales*, 1925-1926, p. 1947 et 2026 ; session 1924-1925, Chambre, *Documents*, p. 272 ; session, 1927-1928, Chambre, *Annales*, p. 93.

3. « *Revue de droit pénal et de criminologie* », 1932, p. 44.

4. Voir M. Cornil *op. cit.*, p. 52, n° 43.

5. Notons cependant que la Cour de cassation par deux arrêts le 30 janvier 1933 (*Pasier.*, 1933-1-88) et le 10 avril 1933 (*Pasier.*, 1933-1-201) a jugé que la décision d'internement ordonnée par la juridiction d'instruction en vertu de l'article 7 de la loi de défense sociale « n'avait pas la portée de la « décision, qu'il n'y a pas lieu de poursuivre au sens de l'article 128 du Code « d'instruction criminelle et qu'ayant le caractère d'un jugement elle devait « être rendue en audience publique ».

« Dès lors, en ordonnant l'internement d'un inculpé de
« crime, la juridiction d'instruction ne le juge pas du chef
« de ce crime, mais pour employer la terminologie de l'arti-
« cle 7, un fait qualifié crime ; elle décide qu'il n'y a pas lieu
« à suivre, puisqu'il ne s'agit pas d'une infraction, à défaut
« de l'élément moral requis et elle se borne à prendre une
« mesure de sûreté ».

Néanmoins on ne peut nier que la juridiction d'instruction doit élucider le fait commis par l'inculpé, l'envisager sous tous ses aspects, apprécier les circonstances aggravantes, et enfin qualifier l'infraction car de cette qualification dépendra la durée de l'internement (article 19).

C'est certainement une grave entorse aux principes du Code d'instruction criminelle.

Sans doute cette disposition évite que des individus notoirement déments ne soient obligés d'aller jusqu'à la juridiction du jugement et que leurs tares ne soient étalées en public. Sans doute la loi a pris des précautions minutieuses, dans le but de protéger la liberté individuelle de l'inculpé (publicité de l'audience et audition des témoins).

Il serait néanmoins à souhaiter que, hormis le cas de folie par trop évidente, les juridictions d'instruction ne puissent pas interner pour de longues années, des délinquants, d'autant plus qu'elles peuvent le faire sans mise en observation préalable.

Il nous reste à nous demander *quelle est la nature juridique de cet internement*.

Est-ce une mesure de défense sociale ou une peine ? Les explications que nous avons déjà données nous permettront d'être brefs sur cette question.

L'internement n'est pas une peine, mais une simple mesure de défense sociale. Les déclarations faites devant les Chambres étaient déjà particulièrement probantes sur ce point ¹.

De plus une circulaire ministérielle, que nous avons déjà citée du 20 décembre 1930 reprend cette question et déclare

1. Session 1922-1923, Chambre, *Documents*, n° 151 ; session extraordinaire 1925, Chambre, *Documents*, n° 124 ; session 1924-1925, Chambre, *Documents*, n° 37 ; session 1927-1928, Sénat, *Documents*, n° 120.

« que l'internement n'est pas une peine, mais à la fois une mesure sociale et thérapeutique ».

M. Cornil dans sa *mercuriale*¹ défend lui aussi cette thèse et des décisions judiciaires dans leurs attendus ont à plusieurs reprises émis la même affirmation (Bruxelles, Chambre des mises en accusation 18 mars 1931 ; « *R.P.D.* », 1931, p. 851 ; Gand 23 mai 1933, « *R.P.D.* », 1933, p. 680 ; Liège 8 novembre 1933, « *R.P.D.* », 1934, p. 57, Cassation 11 décembre 1933, *Pasicr.*, 1934-1-96, avec la note L.C.).

La question semblait définitivement tranchée. Mais M. Paul Leclerq, dans une note à la « *Pasicrisie* », a vivement attaqué cette solution² et voit dans l'internement, non une mesure de défense sociale, mais une peine avec tous ses caractères. Pour défendre cette thèse M. Paul Leclerq s'appuie sur le fait que la juridiction d'instruction est devenue, en vertu de la loi du 9 avril 1930 pour certains prévenus, une juridiction de jugement, puisqu'elle doit dire maintenant, que tel individu a commis un délit ou un crime afin de lui infliger un internement dont la durée sera proportionnée à la gravité de l'infraction. Or pour M. Paul Leclerq cette constatation est capitale. « C'est, dit-il, le motif de fait qui doit se trouver dans tout jugement, et pour le condamné la partie la plus importante du jugement. En condamnant le prévenu à cet internement la juridiction parfait le jugement, car elle prononce contre lui une peine. Le fait que cette peine est appelée internement et que la prison où elle est subie est nommée annexe psychiatrique d'un centre pénitentiaire n'y change rien »³.

Et il conclut :

« L'internement n'est qu'une variété d'emprisonnement approprié à l'état mental du condamné ».

Nous nous permettons cependant de faire remarquer que s'il s'agit d'une *peine*, c'est une peine de nature si spéciale, qu'il est difficile de l'identifier avec celle-ci.

Si la durée de l'internement était fixée une fois pour

1. M. Cornil, *op. cit.*, p. 50, n° 41.

2. Note de M. Paul Leclerq (*Pasicr.*, 1930-1-212).

3. Voir note précitée, p. 214, 215, 216.

toutes, sans doute pourrait-on adopter la thèse de M. le Procureur général Leclercq. Mais il n'en est pas ainsi. Tous les six mois l'interné pourra demander à une commission de le libérer, et celle-ci, si le délinquant ne présente plus de danger social devra le remettre en liberté.

Qui ne voit qu'il ne s'agit là que d'une mesure de protection sociale, basée sur le caractère dangereux du délinquant et qu'il doit y être mis fin dès que ce caractère n'est plus constaté, par une commission où l'avis du médecin psychiatre sera prépondérant.

Ce sont, nous semble-t-il, des raisons péremptoires pour ne pas accorder à l'internement la qualification de *peine*.

Il n'est pas indifférent d'adopter l'une ou l'autre des solutions.

De ce que l'internement n'a pas les caractères d'une peine on en déduit les conséquences suivantes¹ :

1. L'internement n'est pas susceptible d'être remis par la grâce.

2. La durée de la détention préventive et de la mise en observation ne peut pas être déduite de celle de l'internement.

3. L'extradition n'est pas possible pour les individus qui se soustrairaient à l'internement en se réfugiant à l'étranger, à moins « que le pays de refuge ne contienne des mesures de défense sociale identiques et qu'il admette la réciprocité »².

Nous n'avons parlé jusqu'ici que de l'*internement*. Or, nous verrons plus tard que la loi de défense sociale a réservé aux récidivistes une mesure spéciale à l'expiration de leur peine et qui est destinée à remplacer le renvoi sous la surveillance spéciale de la police et qui consiste à les placer, pour une longue durée, dans des établissements spéciaux « *à la disposition du Gouvernement* ». Cette mise à la disposition du Gouvernement est-elle une peine ou une mesure de sûreté comme l'internement.

La Cour de Cassation par un arrêt du 11 décembre 1933

1. Voir M. Cornil, *op. cit.*, p. 51, n° 42 et circulaire ministérielle du 20 décembre 1930.

2. M. van Parys, « *Revue de droit pénal et de criminologie* », 1932, p. 39.

(*Pasicr.*, 1934-1-96, note L.C.) a décidé que contrairement à l'internement, la mesure qui frappe les récidivistes « participe de la nature des peines, c'est-à-dire des sanctions ordinaires du droit pénal ».

En effet, ici le problème est tout différent. La mise à la disposition du Gouvernement ne se substitue pas à la peine, dont sera frappé le récidiviste, elle vient s'ajouter à celle-ci. Puisqu'en vertu des articles 24 et 25 elle ne peut être infligée « qu'après l'expiration de la peine ». Elle renforce par conséquent la répression et peut être assimilée à une sanction pénale.

Enfin, notons pour mémoire, que le dernier alinéa de l'article 7 indique que la décision de la juridiction qui ordonne l'internement doit en indiquer la durée qui est de 5, 10 ou 15 ans suivant les distinctions établies à l'article 19.

Nous renvoyons au commentaire de cet article, l'explication de cette disposition.

Il ne nous reste plus qu'à donner quelques statistiques qui permettront de se faire une idée exacte des résultats de la loi ¹.

Du 1^{er} janvier 1931 (date de la mise en vigueur de la loi) au 31 décembre 1933 ont été internés 1.009 anormaux dont 109 femmes se répartissant ainsi :

Débiles	271
Déséquilibrés	424
Déments	262
Inculpés ayant obtenu un sursis	112

1.009

En ce qui concerne la durée de la mesure d'internement, on peut dresser le tableau suivant :

5 ans	10 ans	15 ans
662	197	38

1. Les statistiques dont nous faisons état sont extraites d'une conférence du Docteur Vervaeck, aux journées d'étude et d'hygiène mentale d'Anvers. « Les premiers résultats de la loi belge de défense sociale à l'égard des délinquants anormaux et récidivistes (1934) ».

Nous ne comptons pas dans ce tableau 112 inculpés qui n'ont pas été placés dans un établissement de défense sociale par la commission, celle-ci ayant estimé devoir surseoir à cette mesure.

Reste à savoir comment se répartissent les crimes et délits commis par les anormaux.

	Déments	Déséquilibrés	Débiles	Totaux
Homicides	34	48	12	94
Infanticides	4	2	6	12
Coups-Violences	45	66	22	133
Délits contre les mœurs ..	49	112	148	309
Délits contre la propriété .	48	181	75	304
Incendie volontaire	8	11	6	25
Divers	5	13	2	20
Totaux :	193	433	271	897

§ 2. Des particularités que présentent les débats devant les juridictions qui ordonnent l'internement.

Nous avons déjà mentionné, à plusieurs reprises, que la loi du 9 avril 1930 avait pris des précautions pour garantir la liberté individuelle, des inculpés susceptibles d'être internés par les juridictions d'instruction et de jugement. Ces garanties sont énumérées dans les articles 8 et 9 de la loi.

1° *Les décisions des juridictions ordonnant ou refusant l'internement sont susceptibles d'appel (article 8).*

A. *Qui peut faire appel ?* — L'inculpé, le ministère public¹ et la partie civile.

L'inculpé fera appel si l'internement est ordonné, ou si le tribunal prononce une condamnation pénale, dans le cas où l'anormalité n'ayant pas été établie, il n'a retenu que la prévention.

Mais nous avons vu que les magistrats peuvent quelquefois relaxer l'inculpé sans prononcer de condamnation, ni l'interner s'il n'offre plus aucun danger social. Dans ce cas, il est bien évident qu'il n'a aucun intérêt à faire appel.

1. D'après M. Cornil (voir, *op. cit.*, p. 56, n° 47), le procureur général près la Cour d'appel est exclu du droit de faire appel (§ XV de l'article unique de la loi du 25 octobre 1919).

B. En ce qui concerne les *formes et les délais* à observer, l'article 8 renvoie aux dispositions de l'article 203 du Code d'instruction criminelle, qui prononce la déchéance de l'appel « si la déclaration d'appeler n'a pas été faite au greffe du tribunal, qui a rendu le jugement *dix jours* au plus tard après celui où il a été prononcé, et si le jugement est rendu par défaut dix jours au plus tard après celui de la signification, qui en aura été faite à la partie condamnée ou à son domicile outre un jour par 3 myriamètres ¹. L'article 203 du Code d'instruction criminelle ajoute dans son dernier alinéa que « pendant ce délai et pendant l'instance d'appel, il sera sursis à l'exécution du jugement ».

Ce qui signifie que l'appel est suspensif conformément aux principes gouvernant cette voie de recours à moins bien entendu que l'internement immédiat n'ait été prononcé conformément à l'article 7.

C. *Devant quelle juridiction l'appel doit-il être porté.* — Ici il est nécessaire de faire une distinction. Lorsque la décision émane de la Chambre du conseil, l'appel sera porté devant la *Chambre des mises en accusation*, ainsi que le prescrit l'alinéa 1^{er} de l'article 8.

En est-il de même lorsque c'est le tribunal correctionnel qui a prononcé ou refusé l'internement ?

On pourrait être tenté de répondre par l'affirmative, car le dernier alinéa de l'article 8, qui s'occupe de l'appel formulé contre les décisions des juridictions de jugement déclare « qu'il sera soumis aux mêmes formes » que celles émanant des juridictions d'instruction. Cependant la Cour de Cassation par un arrêt du 13 mars 1933 (*Pasicr.*, 1933-1-169) en a décidé autrement. La Chambre des mises en accusation est incompétente pour se prononcer sur un appel d'une décision d'une juridiction de jugement.

C'est la solution de droit commun et la loi de défense sociale n'apporte sur ce point aucune dérogation. En effet, s'il en eut été ainsi, le législateur n'eût pas manqué de

1. L'article 205 du Code d'instruction criminelle, donne sous peine de déchéance au ministère public près du tribunal ou la Cour qui doit connaître l'appel, 15 jours à partir de la prononciation du jugement pour notifier son recours, soit au prévenu, soit à la partie civilement responsable.

le spécifier, or il ne parle dans l'article que nous analysons, que des décisions de la Chambre du conseil, pour en déférer l'appel à la Chambre des mises en accusation.

Lorsqu'il veut prendre une disposition commune aux deux ordres de juridictions, il l'indique de façon formelle (voir article 4 à propos de l'appel des décisions ordonnant le placement en observation). Quant au dernier alinéa de l'article 8, qui indique que l'appel des décisions des juridictions de jugement sera soumis aux mêmes formes que celui des juridictions d'instruction, il se réfère uniquement aux « formalités et délais de la déclaration d'appel qui seuls sont prévus par l'article 203 du Code d'instruction criminelle ». L'appel sera donc porté devant la Cour d'appel¹.

2° *Publicité de l'audience et audition des témoins (article 9)*

En principe les débats devant les juridictions d'instruction ont lieu à huis clos. Cependant, et c'est là une disposition en harmonie avec l'article 5, l'inculpé peut demander que la publicité des débats soit ordonnée. Ce droit n'est reconnu qu'à lui seul et non au ministère public. Cette publicité est un droit, à moins que des détails scandaleux n'obligent les juges à invoquer l'article 96 de la Constitution.

D'autre part, si l'inculpé en formulait la demande il pourrait être procédé à l'audition de témoins.

Certains auteurs, comme M. Picard², soutiennent que le prévenu pourrait demander la publicité des débats sans audition de témoins et vice-versa en partant de l'adage « qui peut le plus peut le moins ». Il est d'avis cependant que l'inculpé ne peut pas être admis à faire un choix parmi les témoins.

L'article 10 a trait aux débats en Cour d'assises.

Cette juridiction, nous le savons, a comme toutes les juridictions de jugement, le pouvoir de prononcer l'internement des accusés qui seraient déments ou anormaux. Pour que l'internement puisse être ordonné, il faut que des questions subsidiaires soient posées aux jurés. Ces questions seront

1. Notons que seules les décisions émanant de la Chambre du Conseil et du Tribunal correctionnel pourront être frappées d'appel. Celui-ci ne sera plus possible lorsque la décision d'internement sera prononcée par la Chambre des appels correctionnels ou par la Cour d'assises.

2. Voir M. Picard, *op. cit.*, p. 48.

posées d'office, lorsqu'il apparaîtra au cours des débats que l'accusé est dans un des états prévus à l'article 1^{er}, mais aussi si la défense le proposait.

L'article 10 indique quelles seront ces questions : « Est-il constant que l'accusé a commis tel fait qualifié crime ou délit ? Est-il constant que l'accusé est en état de démence ou dans un état grave de déséquilibre mental ou de débilité mentale le rendant incapable du contrôle de ses actions ».

Au cours des débats parlementaires ont été précisées les conséquences à tirer de la façon dont les jurés auront répondu aux questions de l'article 10¹.

« Aux termes de l'article 337 du Code d'instruction criminelle, le jury doit répondre à la question : l'accusé est-il coupable de tel crime ? C'est-à-dire l'accusé a-t-il commis le crime matériellement et en est-il responsable. Le jury n'a pas à répondre séparément sur ces deux points différents. Il répond simplement, l'accusé est coupable ou n'est pas coupable. Le projet prévoit donc que le président après avoir posé aux jurés les questions indiquées à l'article 337 du Code d'instruction criminelle leur posera les questions indiquées à l'article 8² ».

« Le jury convaincu que l'accusé est l'auteur matériel du fait, sans toutefois être responsable, répondra à la première question, qu'il n'est pas coupable, mais répondra aux questions de l'article 8 que l'accusé a commis le crime et qu'il est en état de démence ».

M. Léon Cornil qui commente ces déclarations que nous venons de citer, dans sa *mercuriale*³ s'étonne que l'on ait seulement envisagé le cas d'une réponse négative du jury à la question de culpabilité. A son avis, même si les jurés répondaient affirmativement à cette question, ils devraient encore se prononcer sur les questions subsidiaires concernant l'anormalité.

En effet, c'est au moment du jugement que doit s'apprécier l'état mental de l'accusé. Cette double réponse affirmative signifierait que l'accusé était sain d'esprit au moment

1. Session 1922-1923, Chambre, *Documents*, n° 151.

2. Devenu dans le texte définitif l'article 10.

3. M. Cornil, *op. cit.*, p. 58, n° 51.

du fait et en conséquence parfaitement responsable de ses actes, mais qu'il est devenu dément ou anormal avant de comparaître aux assises¹.

L'internement sera alors ordonné par la Cour et les jurés réunis en « collège » « conformément à l'article 7 de la présente loi et à l'article 364 du Code d'instruction criminelle modifiée par la loi du 23 août 1919 ».

Le jury sera donc compétent pour ordonner l'internement. Ce droit a été sérieusement critiqué par certains auteurs² qui ont craint de lui voir trancher des problèmes de psychiatrie pour lesquels il n'a aucune compétence et voudraient que seule la Cour put prononcer une telle mesure.³

Cependant M. Niko Gunzburg, professeur à Gand, ne partage pas ces appréhensions.

« Il faut cependant faire remarquer, dit-il, qu'on ne demande pas au jury de répondre d'après ses propres observations, mais sur l'audition des rapports d'expertise. Et ne doit-il pas fréquemment après avoir entendu des rapports d'expertise souvent contradictoires et diamétralement opposés, résoudre des questions tout aussi spéciales de balistique, de faux en écritures, de comptabilité, de technique, de chimie. Les magistrats de nos tribunaux ont-ils toujours une formation psychiatrique supérieure à celle des jurés. Si nous nous défions des jurés, supprimons le jury. Mais aussi longtemps que la Cour d'assises subsiste, leur pouvoir de juridiction nous paraît devoir embrasser tous les éléments d'un procès criminel »⁴.

Enfin notons que l'article 10 prescrit dans son dernier alinéa, que la décision d'internement doit être prise à

1. Cette opinion est partagée par M. Picard, *op. cit.*, p. 53.

2. Voir en particulier : M. Paul Cornil, Inspecteur général des prisons de Belgique, *Commentaire de la loi belge du 9 avril 1930 de défense sociale à l'égard des anormaux, des récidivistes et des délinquants d'habitude*, « *Revue de l'œuvre nationale de l'enfance* », p. 10. — Et les observations de Docteur Charpentier au cours de la discussion sur la loi de défense sociale à la Société des Prisons, « *Revue pénitentiaire et de droit pénal* », 1928, p. 37.

3. Il est à noter que le projet primitif de 1923 statuait dans ce sens.

4. M. Niko Gunzburg, *Les récentes transformations du droit pénal interne et international* (édition de « *L'Eglantine* », p. 73).

l'unanimité de la Cour et des jurés, lorsqu'il s'agit d'un crime ou d'un délit politique ou de presse. Mesure de protection qui tend à empêcher qu'un individu acquitté par le jury du chef de son infraction, ne soit cependant interné pour un long moment à la suite d'une constatation d'un déséquilibre mental par les experts¹.

§ 3. *Des réparations civiles des dommages causés par les déments et les anormaux.*

La loi du 16 avril 1935

La loi de défense sociale est absolument muette sur cette grave question.

Elle donna lieu cependant devant la Chambre, à une discussion fort animée et finalement rien ne fut décidé à cet égard. On ne voulut pas à propos d'une loi pénale, faire du droit civil et on renvoya à plus tard le soin de légiférer sur cette matière. Ce n'est que la loi du 16 avril 1935 qui a résolu définitivement le problème.

L'article 11 dispose en effet que lorsque « l'internement est ordonné l'inculpé ou l'accusé est condamné aux frais et s'il y a lieu aux restitutions ».

Cet article, ainsi que le fait remarquer l'exposé des motifs du projet déposé par M. Tschoffen en 1925², est visiblement inspiré de l'article 24 de la loi du 15 mai 1912, qui décide que l'enfant qui bénéficie de la cause de justification qu'elle crée n'en est pas moins condamné aux frais.

Quant aux *restitutions*, rien n'est plus simple. Cela signifie que si l'inculpé avait commis un vol, on l'obligerait à rendre les objets volés à la victime.

Enfin l'article 11 décide dans son dernier alinéa que « l'accusé ou l'inculpé dont l'internement aura été prononcé, « devra être dirigé sur l'annexe psychiatrique d'un centre « pénitentiaire ».

Nous verrons en effet, plus tard, que la juridiction qui

1. Rapport de M. Vandervelde, session 1924-1925, Chambre, *Documents*, n° 37.

2. Voir session extraordinaire 1925, Chambre, *Documents*, n° 124, p. 364.

ordonne cette mesure n'indique jamais l'établissement où devra être interné l'anormal, mais ce pouvoir appartient à une commission dont nous étudierons la composition et les attributions.

L'inculpé devra comparaître devant cette commission qui décidera souverainement de son sort. Placé à l'annexe psychiatrique, il sera mis à la disposition de la commission de cette annexe.

On le voit ce texte est absolument muet sur la question de la responsabilité civile des dommages causés par les déments et anormaux.

Ce n'est pas cependant qu'on ait négligé de soulever le problème au cours des débats parlementaires.

De nombreux représentants soulignèrent combien le principe de l'exonération complète des déments, de toute responsabilité civile, produisait les plus scandaleuses, les plus douloureuses injustices¹.

Des déments fort riches peuvent impunément se livrer sur leurs semblables, aux crimes et délits les plus odieux et ceci sans aucun danger pour leur patrimoine. Quant à la victime, qui déjà par elle-même mérite tout l'intérêt et la sollicitude du législateur, elle ne peut obtenir aucune réparation, encore que bien souvent elle soit de condition modeste et que l'acte du dément dirigé contre elle la plonge, ainsi que sa famille, dans la plus noire misère. Tout le monde se trouva d'accord pour flétrir cette législation inhumaine bien qu'elle ait été en parfait accord avec la théorie classique de la responsabilité, qui ne justifie la réparation pécuniaire d'un dommage causé que si son auteur est capable d'apprécier la portée de ses actes, c'est-à-dire d'avoir conscience de sa faute.

Donc en principe irresponsabilité civile complète des déments.

Or la loi du 9 avril 1930 englobe, nous le savons déjà, dans ses dispositions, non seulement les anormaux, c'est-à-dire les individus à responsabilité largement atténuée, mais aussi les déments pour leur appliquer aux uns comme aux autres les mesures de défense sociale qu'elle édicte.

1. Session 1925-1926, Chambre, *Annales*, p. 1864 ; session 1927-1928, Chambre, *Annales*, p. 97.

Aussi on comprend à propos de cette question, quelle fut la crainte des parlementaires, qui redoutèrent que les nouvelles dispositions qu'ils allaient voter ne conduisent à élargir encore le cercle des individus irresponsables pécuniairement de leurs fautes, et qu'aux déments complets, on dut ajouter les anormaux. Cette extension à de nouvelles catégories de malades mentaux des principes que tout le monde était d'accord pour condamner, semblait déplorable. Aussi des représentants s'occupèrent de faire régler immédiatement par la loi, cette irritante question et déposèrent des amendements en ce sens.

M. Destrée aurait voulu que soit inscrite dans le texte la disposition suivante : « L'auteur d'un acte dommageable interné pour cause de démence ou de débilité mentale, reste néanmoins responsable sur ses biens du préjudice causé dans les conditions où le serait une personne normale ¹.

Ce texte ne donnait aux magistrats aucun pouvoir d'appréciation quant à l'allocation des dommages-intérêts. M. Masson plus conciliant souhaitait que le juge put décider s'il était opportun de les accorder, et l'amendement qu'il déposa lui laissait sur ce point son entière liberté.

M. Destrée déclara qu'à la rigueur il se rallierait à la solution proposée par son collègue. D'ailleurs, dit-il, on n'opérera aucune révolution juridique en adoptant le principe de l'indemnisation pécuniaire due par le dément ou l'anormal à sa victime. Car une règle analogue existe dans la législation pénale belge, c'est l'article 24 de la loi du 15 mai 1912 qui décide que : « dans les cas où le fait est établi, le juge condamnera l'enfant aux frais et s'il y a lieu aux restitutions et aux *dommages-intérêts* ». Donc d'après cette disposition, l'enfant s'il n'est pas responsable pénalement l'est civilement et les mots *s'il y a lieu* insérés dans l'article 24 de la loi précitée, donnent aux juges toute latitude pour accorder ou non des dommages-intérêts.

Mais M. van Dievoet qui est aussi professeur à la Faculté de Droit de Louvain, attira l'attention des parlementaires ²

1. Voir session 1926-1927, Chambre, *Documents*, n°211 et Chambre, *Annales*, 1927-1928, p. 97.

2. Session 1927-1928, Chambre, *Annales*, p. 98 et suiv.

sur les conséquences que pourrait présenter le vote de ces amendements. Tout d'abord il repoussa l'article 24, de la loi de 1912, qu'il ne considère pas comme un précédent. Car, si le mineur déclaré irresponsable pénalement doit payer des dommages-intérêts à la partie lésée, cela n'a rien d'exceptionnel. En effet, le mineur s'il est incapable de contracter n'est pas incapable de s'obliger civilement par ses crimes, délits et quasi-délits. En somme ce que fait le juge des enfants n'est pas autre chose que ce que le tribunal civil pourrait faire s'il était saisi.

Mais de plus, ce que M. van Dievoet reproche aux instigateurs de cette réforme c'est de faire dans une loi qui doit rester exclusivement pénale, du droit civil, ce qui est une méthode détestable. L'inconvénient d'une telle disposition se doublerait du fait qu'elle ne pourrait pas être appliquée par les juridictions civiles puisqu'il ne s'agit, encore une fois, que d'une loi pénale, on en arriverait à cette conséquence, que seul le juge répressif pouvant allouer des dommages-intérêts, on n'hésiterait pas dans la majorité des cas à mettre en branle l'appareil de la justice criminelle, non pas pour venger l'ordre public mais pour satisfaire des intérêts privés.

La seule solution pour M. van Dievoet, afin de trancher ce délicat problème, serait d'introduire la règle de l'indemnisation pécuniaire des victimes des dommages causés par les déments et les anormaux, dans le Code civil, à la suite de l'article 1382, dans ce cas le juge civil pouvant l'appliquer, toute difficulté disparaîtrait. Finalement, pour couper court à une longue discussion, on décida de voter à titre provisoire l'amendement de M. van Dievoet ainsi conçu : « Il pourra être condamné aux dommages-intérêts si les articles 1382 et suivants sont applicables »¹.

On laissa la question ouverte et l'on se proposa de trouver une formule lors de la seconde lecture. A la seconde lecture, la discussion reprit très vive².

1. Cet alinéa, fit observer M. Carton de Wiart, renferme une contradiction puisque les articles 1382 et suivants ne peuvent pas s'appliquer vis-à-vis d'individus irresponsables (voir Chambre, *Annales*, 1927-1928, p. 275).

2. Chambre *Annales*, session 1927-1928, p. 275 et suiv.

Le Gouvernement proposa la suppression de l'amendement de M. van Dievoet. On renverrait cette partie du projet à la Commission de la Justice qui en ferait l'objet d'un projet de loi ayant un caractère général et définissant, au point de vue civil et contractuel, la responsabilité civile du dément. D'ailleurs M. Janson, Ministre de la Justice, déclara que si on rejetait l'amendement de M. van Dievoet on n'élargirait pas pour cela le cercle des individus irresponsables pécuniairement de leurs actes, ce qui n'eut pas manqué ainsi qu'on l'avait fait si souvent remarquer de produire de fâcheuses conséquences. « Mais on resterait
« soumis au système du Code civil qui admet la responsa-
« bilité civile, non du dément complet, mais de l'individu
« visé par l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1930 ; celui-ci
« après avoir échappé à raison de ses tares à l'action pénale
« n'en serait pas moins atteint par l'action civile, si on
« estimait sa responsabilité engagée. Le régime ancien,
« poursuivait M. Janson, reste intégralement debout, et la
« juridiction saisie, qu'elle soit répressive ou civile, aura à
« apprécier le degré de responsabilité de l'individu, contre
« lequel l'action est intentée ; j'ajoute que la juridiction
« répressive reste saisie même si l'action publique est
« abandonnée.

« Dans l'un et l'autre cas, le juge appliquera les disposi-
« tions du Code civil et rien ne sera changé aux principes du
« droit actuellement en vigueur »¹.

L'article 11 de la loi fut définitivement voté sans que la question de responsabilité civile fut tranchée, elle ne devait l'être que dans la loi du 16 avril 1935.

La loi du 16 avril 1935 ²

La loi du 16 avril 1935, qui n'est pas insérée d'ailleurs dans la loi de défense sociale, mais en est complètement

1. Session 1927-1928, Chambre, *Documents*, p. 276.

2. Voir session 1933-1934. Projet de loi et Exposé des motifs : Chambre des représentants, *Documents*, n° 97. — Rapport de M. Sinzot au nom de la Commission de justice et de législation civile et criminelle, n° 187. — *Annales*, Discussion et adoption, Séances des 17 et 24 mai 1934. — Session 1934-1935. Sénat, *Documents*, Rapport de M. Orban, au nom de la Commission de la justice, n° 77. — *Annales*, Discussion et adoption, séance du 4 avril 1935.

indépendante, vient réparer la lacune qui avait été, ainsi que nous l'avons vu, signalée tant de fois au cours des travaux parlementaires de la loi du 9 avril 1930.

Elle assure, dans certains cas, la réparation pécuniaire des dommages causés par les actes des déments et anormaux.

En voici le texte¹ :

Article 1^{er}. — *Le livre III du Code civil est complété par la disposition suivante :*

Titre IVbis. — *De la réparation du dommage causé par les anormaux.*

Article 1386bis. — *Lorsqu'une personne se trouvant en état de démence ou dans un état grave de déséquilibre mental ou de débilité mentale, la rendant incapable du contrôle de ses actions cause un dommage à autrui, le juge peut la condamner à tout ou partie de la réparation à laquelle elle serait astreinte, si elle avait le contrôle de ses actes.*

Le juge statue selon l'équité tenant compte des circonstances et de la situation des parties.

Article 2. — *L'article 1425 du Code civil est remplacé par la disposition suivante :*

Les condamnations prononcées contre le mari par application de l'article 1386bis peuvent se poursuivre sur les biens de la communauté, sauf la récompense due à la femme.

Article 3. — *Le chapitre IV de la loi du 17 avril 1878 est complété comme suit :*

Article 29. — *Les dispositions du présent chapitre sont applicables à l'action publique et à l'action civile intentées en raison d'un fait qualifié infraction par la loi, et commis par une personne se trouvant en état de démence ou dans un état grave de déséquilibre mental ou de débilité mentale, la rendant incapable du contrôle de ses actions ».*

L'exposé des motifs fait remarquer que la législation actuelle exempte complètement les déments, des réparations civiles. Il souligne ce qu'a d'immoral un tel principe : « Il ne peut en effet être oublié que le dément, qui a causé un dommage à autrui est titulaire de droits civils et que

1 Voir « *Moniteur* » du 18 avril 1935.

notamment il possède un patrimoine, l'équité ne souffre pas, qu'il doive toujours, quelles que soient les circonstances, conserver ce patrimoine intact alors que par un fait dont il est l'auteur¹, le patrimoine d'autrui est diminué ».

Entre le dément et l'homme normal s'étage toute une gamme d'irresponsables partiels auxquels s'appliquent les dispositions de la loi de défense sociale du 9 avril 1930.

Pour ceux-ci, la jurisprudence les assimile en ce qui concerne la responsabilité pécuniaire de leurs actes, aux individus normaux, bien que souvent ils n'aient plus qu'une lueur de raison, ils sont astreints à réparer l'intégralité du préjudice qu'ils ont causé, alors que les déments en sont totalement exonérés. La loi de 1935 décide que désormais les deux principes ci-dessus doivent disparaître. Seule l'équité devra guider le juge en cette double matière².

Les réparations qu'il accordera et qui pourront être soit totales soit partielles dépendront « des circonstances dans lesquelles l'acte a été commis, de la situation de fortune de la victime et de celle de l'auteur du dommage, des besoins de l'auteur du dommage et de ceux de sa famille, en un mot de tous les facteurs qu'il est équitable de retenir »³.

Quelles sont les catégories d'individus qui tombent sous le coup des dispositions nouvelles.

Ce sont celles que vise l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1930, c'est-à-dire les déments, les individus atteints de déséquilibre mental, de débilité mentale leur enlevant le contrôle de leurs actions.

Quant au *dommage qui entraînera réparation*, il peut être d'après l'exposé des motifs (p. 4) aussi bien « un délit ou un quasi-délit, ou un dommage causé par l'inexécution d'une obligation conventionnelle, ou le retard dans l'inexécution de cette obligation ».

Il faut noter que la loi ne change rien, en ce qui concerne la responsabilité de la personne chargée de la garde du

1. Chambre des représentants, session 1933-1934, *Documents*, n° 97.

2. Voir une analyse très complète des notions d'équité et de responsabilité patrimoniale, dans le rapport de M. Orban au Sénat. Sénat, *Documents* 1935, n° 77.

3. Voir exposé des motifs précité.

dément. Elle répondra des fautes qu'elle aura pu commettre dans sa surveillance. Mais l'article 1384 du Code civil ne lui sera pas applicable. La présomption de faute que celui-ci établit étant manifestement trop rigoureuse.

Cependant signalons que si le gardien était condamné pour une faute personnelle, il aurait une action récursoire contre le dément, jugée suivant les principes établis par l'article 1^{er} de la loi du 16 avril 1935, c'est-à-dire d'après l'équité.

M. Rollin, membre de la Commission de la Justice du Sénat, déposa un amendement tendant à ajouter un alinéa supplémentaire à l'article 1^{er} et ainsi conçu :

« Si cette personne est domestique ou préposée et que le dommage est causé dans les fonctions auxquelles elle est employée, le juge peut mettre à charge du maître ou du commettant, tout ou partie du dommage qu'il eut pu être condamné à réparer si le domestique ou le préposé avait eu, au moment du fait dommageable, conscience de ses actes ».

Mais M. Orban, dans son rapport qu'il fit au Sénat se montra très peu partisan de cette disposition :

« En quoi, disait-il, le maître ou le commettant peut-il être en faute, si par exemple, la folie ou la démence se manifestent subitement sans que rien n'ait pu la faire prévoir ».

En effet, dans ce cas, il paraissait assez difficile d'engager la responsabilité civile du maître ou du commettant et M. Orban proposait de substituer à ce texte un autre ainsi rédigé :

« Lorsque cette personne est domestique ou préposée et que le dommage est causé dans les fonctions auxquelles elle est employée, *le juge peut si l'état de débilité mentale est antérieur au fait qui a causé le dommage*, mettre à la charge du maître ou du commettant tout ou partie du préjudice qu'il eut pu être condamné à réparer si l'auteur du dommage avait eu conscience de ses actes ».

On voulait frapper les maîtres qui engageraient des domestiques dont ils connaissaient par avance l'état de déficience mentale. Dans ce cas on estimait qu'ils devaient assumer les risques de leur imprudence.

Mais au cours de la discussion en séance publique au

Sénat, M. Soudan, Ministre de la Justice¹ fit remarquer combien ces hypothèses étaient peu pratiques. On ne voit pas en effet une personne engageant quelqu'un en sachant qu'il est dément. D'autant plus que l'adoption de cet amendement aurait eu pour résultat de renvoyer l'ensemble du projet à la Chambre des représentants et entraînerait un retard considérable dans le vote de la loi. M. Orban se rendit à ces raisons et retira son amendement :

Les autres dispositions de la loi du 16 avril 1935 sont moins importantes en ce qui concerne notre matière et pourront être commentées brièvement.

L'article 2, a pour effet de sauvegarder les droits de la femme de l'anormal ou du dément, dont le régime matrimonial est celui de la communauté, il admet en effet pour la femme le droit à la récompense des sommes payées par la communauté à raison des nouvelles dispositions. Il serait en effet injuste que la femme supportât les conséquences pécuniaires de la folie de son mari.

Enfin l'article 3 rend applicables les dispositions du chapitre IV du titre préliminaire du Code d'instruction criminelle (loi du 18 avril 1878) relative aux causes d'extinction des actions publiques et civiles, aux poursuites pénales et civiles qui seront intentées à la suite d'une infraction commise par un dément ou un anormal.

Telles sont brièvement esquissées les dispositions de la loi du 16 avril 1935 qui règlent définitivement ce problème de la responsabilité civile des malades mentaux suivant des principes équitables qui font cesser des abus et des erreurs regrettables.

Nous reprenons le commentaire des dispositions de la loi du 9 avril 1930.

L'article 12 s'occupe du sort de l'*action civile* lorsqu'elle est portée devant la juridiction répressive, en même temps que l'action publique. Il décide que la juridiction répressive sera seule compétente. En conséquence, les juridictions d'instruction lorsqu'elles ordonnent l'internement en vertu de l'article 7 de la loi ne peuvent pas statuer sur les dommages-intérêts mais doivent renvoyer l'action

1. Voir Sénat, compte-rendu analytique, séance du 4 avril 1935, p. 175.

civile devant la juridiction répressive¹. Enfin l'article 12 prescrit que les juridictions d'instruction et de jugement pourront prononcer la confiscation spéciale comme à l'égard d'un condamné, mesure efficace qui sera ordonnée pour faire disparaître des objets dangereux pour la sécurité publique.

*§ 4. Des Commissions instituées
auprès des annexes psychiatriques des centres pénitentiaires.*

Nous en arrivons, maintenant, à l'organisme essentiel créé par la loi du 9 avril 1930 : la Commission instituée auprès de chaque annexe psychiatrique.

C'est de cette commission que dépend entièrement le fonctionnement de la loi. Certes la décision d'internement émane d'une sentence émise par une juridiction d'instruction ou de jugement. Mais à partir de ce moment, celui qui en est l'objet est absolument entre les mains de la Commission de l'annexe psychiatrique. Elle seule, périodiquement (tous les six mois) a le droit d'examiner une requête de l'interné tendant à sa libération. Elle seule, estime, s'il ne présente plus de danger social, décide s'il lui faut donner ou refuser sa liberté. Elle seule, peut graduer les modalités de cette libération, en l'accordant à titre d'essai et moyennant des conditions sévères ou à titre définitif, sans qu'il soit besoin d'aucune intervention de la juridiction qui a ordonné l'internement².

C'est encore à la Commission psychiatrique qu'il appartiendra de décider dans quel établissement devra être placé l'interné, qui statuera sur les transferts éventuels, qui pourraient être nécessaires.

D'autre part sa compétence s'étendra en vertu de l'article 23 aux condamnés qui, en cours de peine, seront atteints de démence, de déséquilibre mental. Sur la proposition de la Commission, le Ministre de la Justice pourra

1. Voir M. Cornil, *op. cit.*, p. 61, n° 54.

2. L'intervention judiciaire sera cependant requise pour la prorogation de l'internement de l'anormal.

les placer dans un des établissements pénitentiaires pour anormaux.

Quand on saura que toutes ces décisions sont sans appel¹, on mesurera l'immense pouvoir dont disposent ces Commissions et la place qu'elles tiennent dans le nouvel appareil législatif.

C'est véritablement sur elles que s'appuie tout l'édifice de la loi. Elles ont une lourde responsabilité. De la façon dont elles s'acquitteront de leur mission, dépendront les résultats que l'on peut attendre de la nouvelle législation de défense sociale belge.

I. Composition de la Commission de l'annexe psychiatrique.

D'après l'article 13 de la loi de 1930, la Commission de l'annexe psychiatrique se compose de trois personnes :

A. D'un magistrat effectif ou honoraire désigné par le premier président de la Cour d'appel et qui prendra la présidence de la Commission (circulaire ministérielle du 20 décembre 1930) ;

B. D'un membre du barreau, choisi par le Ministre de la Justice sur une double liste de trois noms présentée par le procureur du Roi et le bâtonnier de l'Ordre.

C. D'un médecin de l'annexe désigné par le Ministre de la Justice.

La loi indique qu'ils sont nommés *pour un an*, mais ne décide pas si leur mandat est renouvelable ; dans le silence du texte législatif, on s'est prononcé pour l'affirmative, cela permet de donner une certaine pratique aux membres de la Commission.

Chacun de ceux-ci a un suppléant nommé également pour le même terme et désigné de la même manière que les titulaires. Enfin un employé désigné par le Ministre de la Justice fait fonction de secrétaire.

La composition de cette Commission fut d'ailleurs l'objet de discussions assez vives.

Le projet initial de 1923 désignait pour en faire partie

1. La Commission peut réviser périodiquement ses décisions (tous les six mois). Mais il n'y a pas d'appel possible devant une juridiction quelconque.

un membre du Conseil provincial délégué par la députation permanente de la province, au lieu de l'avocat qui y siège actuellement.

Au Conseil Supérieur des Prisons quand on examina le projet on voulut substituer au délégué de la députation permanente, le Directeur de la prison où l'anormal serait interné. Mais le Procureur général Servais fit valoir qu'il était nécessaire de faire entendre la voix de l'opinion publique et qu'un personnage élu par les citoyens jouerait parfaitement ce rôle.

M. Vandervelde dans le rapport qu'il fit à la Chambre sur le projet de loi concernant les anormaux¹, signala que l'idée émise par le Conseil Supérieur des Prisons fut prise un moment en considération par la Commission, mais elle se rallia finalement au texte déposé par le Gouvernement, tout en estimant cependant que la Députation Permanente pourrait ne pas désigner un conseiller provincial mais toute personne qui lui semblerait qualifiée (par exemple un médecin psychiatre ou le directeur de la prison). Cette suggestion de M. Vandervelde fut critiquée par M. Tschoffen² dans l'exposé des motifs déposé en 1925.

Il y avait pour lui quelque illogisme à vouloir faire entendre la voix de l'opinion publique et à faire désigner par la Députation Permanente un médecin d'asile ou un Directeur de prison qui sont des fonctionnaires. Ces critiques portèrent et au cours de l'examen par la Commission de la Justice de la Chambre des représentants, celle-ci proposa de substituer au membre du Conseil provincial, un membre du barreau ayant au moins dix ans d'inscription, spécialisé dans la science pénale, désigné par le Ministre de la Justice sur la proposition du bâtonnier du ressort et du procureur du Roi³.

Ce fut le Sénat⁴ qui réalisa cette réforme et le texte tel qu'il existe dans la loi actuelle fut ainsi voté.

La composition de la Commission psychiatrique semble

1. Session 1924-1925, Chambre, *Documents*, n° 37.

2. Session extraordinaire 1925, p. 368.

3. Session 1925-1926, Rapport de M. Soudan, Chambre, *Documents*, n° 335.

4. Voir session 1928-1929, Sénat, *Documents*, n° 120.

d'ailleurs être complètement en harmonie avec la tâche qu'on attend d'elle. Le médecin de l'annexe est parfaitement qualifié pour ce rôle, il a eu dans son service l'interné, il l'a examiné au point de vue psychiatrique et sera tout à fait renseigné sur son état mental.

L'avocat représentera l'opinion publique et ses interventions pourront être fort utiles pour l'interné. Quant au magistrat, de par son autorité, il sera un arbitre tout désigné pour aplanir les conflits qui pourraient se produire entre les deux autres membres de la Commission.

Cependant la composition de cette Commission a été critiquée par les adversaires des nouvelles méthodes de défense sociale instituées en Belgique. On a dénoncé la prééminence dans son sein de l'aliéniste et tous ceux qui craignent « la dictature du médecin » se sont inquiétés de voir une Commission dans laquelle le médecin sera particulièrement influent, disposer entièrement pendant de longues années d'internement, de la liberté d'un individu.

Tout d'abord, disons que l'internement est ordonné par une sentence judiciaire et nous l'avons déjà vu, de nombreuses garanties sont accordées à l'inculpé.

La prorogation de l'internement n'est pas le fait de la Commission mais de la juridiction qui avait ordonné la précédente mesure accompagnée des mêmes garanties.

La Commission instituée auprès des annexes psychiatriques ne peut donc que libérer l'inculpé avant le terme imparti par la décision judiciaire. Loin d'être un organisme dangereux pour la liberté individuelle, elle pourra grâce à des examens périodiques, réviser et atténuer si l'état mental de l'interné n'est plus un danger social, la rigueur quelquefois excessive de la sentence des magistrats. Mais, et c'est un autre reproche que l'on a coutume de lui adresser, est-ce que la Commission ne libère pas trop rapidement certains internés (on sait qu'en vertu de l'article 18 de la loi, ceux-ci peuvent formuler une demande de libération tous les six mois) sous prétexte que leur état mental est désormais sans danger pour la société.

Là, en effet, réside un grave écueil pour la loi de défense sociale, comme il est nécessaire de connaître pour apprécier

la valeur de ces critiques, la façon dont la loi réglemente les libérations, nous renvoyons à ce moment-là son examen.

Quant à la *dictature médicale*, c'est une question qui a fait couler beaucoup d'encre. Nous y avons déjà fait allusion dans la première partie, lorsque nous avons étudié les transformations qu'avaient subies les prisons belges. Nous retrouvons ici cette objection formulée peut-être avec plus de vigueur encore.

Désormais, a-t-on dit, le médecin aura la haute main sur l'Administration Pénitentiaire. Dans la Commission, lui seul dictera ses volontés, car c'est uniquement l'état mental de l'individu qui doit être pris en considération dans les décisions qu'elle devra prendre.

Sous ce rapport, cette opinion est en partie justifiée. Sans aucun doute, le médecin a pris avec la nouvelle législation, surtout au sein de la Commission, un rôle de premier plan. C'est son avis qui y est prédominant et les mesures qu'il proposera seront souvent adoptées.

Cependant est-il devenu un véritable dictateur du droit pénal ? Nous ne le croyons pas.

Avant la loi de 1930, l'expert était toujours suivi en fait par le Parquet, c'était donc lui, le seul juge de la collocation des prévenus, la défense n'intervenant pas. Aujourd'hui, nous l'avons montré, l'expert donne sans doute son avis, mais un débat public est institué avec faculté d'appel et contre expertise médicale possible.

D'autre part, dans le régime antérieur, lorsque la collocation était obtenue, le médecin de l'asile décidait souverainement de la guérison de l'aliéné, celui-ci était alors libéré définitivement. Aujourd'hui peut-être l'aliéniste possède un grand pouvoir dans les délibérations de la Commission, pouvoir justifié d'ailleurs, vu le but de la loi, mais il n'est plus le seul maître, ses collègues feront entendre leur voix.

Un débat s'instituera sur l'opportunité de la libération de l'interné, débats auxquels prendront part, son conseil, le procureur du Roi, où pourront prendre la parole un contre expert médical cité par la défense, le directeur de l'établissement dans lequel se trouvera l'interné, un représentant

des Comités de patronages et de réadaptation sociale. Qui ne voit que cette dictature peut être sérieusement annihilée par l'effort conjugué de tous ceux qui participent à cette délibération ?

De nombreuses décisions ont sans doute été prises en conformité des conclusions du médecin, mais beaucoup aussi en contradiction formelle avec celles-ci.

Il ne semble pas que la loi de défense sociale ait livré ses justiciables pieds et poings liés à on ne sait quel arbitraire médical.

II. *Attributions de la Commission psychiatrique.*

Aux termes de l'article 14, la Commission instituée auprès de l'annexe psychiatrique a un triple rôle.

A. *Elle désigne l'établissement où l'internement aura lieu.*

B. *Ordonne le cas échéant le transfert de l'interné dans un autre établissement.*

C. *Statue sur sa mise en liberté à titre définitif ou à l'essai.*

Comme nous l'avons déjà signalé, l'interné est pendant toute la durée de sa détention sous le contrôle de la Commission, qui intervient à tous les moments importants de sa vie pénitentiaire. Enfin n'oublions pas que d'après l'article 23 la Commission doit encore donner son avis au Ministre de la Justice, au sujet de l'internement dans un établissement spécial des condamnés qui seraient atteints, au cours de leur peine, de démence ou de déséquilibre mental, ainsi qu'au sujet de leur sortie de cet établissement. Nous laissons, pour le moment, l'analyse de cette disposition que nous retrouverons plus tard, ainsi d'ailleurs que le pouvoir, qu'a la Commission d'ordonner la mise en liberté de l'interné, soit à titre définitif, soit à titre d'essai qui feront l'objet de développements ultérieurs (articles 20 et 21) pour n'examiner ici que ses deux premières prérogatives (article 14).

1^o Désignation de l'établissement où devra être placé l'interné.

2^o Transfert de l'interné dans un autre établissement.

1^o *Désignation de l'établissement où devra être placé l'interné.* — Nous le savons déjà, ce n'est pas à la juri-

diction qui a ordonné l'internement qu'il appartiendra de désigner l'établissement où devra être placé l'anormal, mais uniquement à la Commission. C'est pour cela qu'aus-sitôt la sentence rendue, l'interné est dirigé vers l'annexe psychiatrique d'un centre pénitentiaire (article 11); de cette façon il sera mis à l'entière disposition de la Commission de l'annexe. D'après la circulaire ministérielle du 20 décembre 1930 dans les 24 heures qui suivent la date à laquelle la décision est devenue exécutoire, le Parquet en donne avis par écrit au Directeur de la prison où est établie l'annexe psychiatrique la plus proche et au président de la Commission instituée auprès de cette annexe. La Commission doit statuer dans la quinzaine de la réception de cet avis. Une fois l'établissement spécial désigné par la Commission, dans les 24 heures le secrétaire informe :

- 1° le Parquet,
- 2° le Directeur de la prison,
- 3° le Directeur de l'établissement spécial,
- 4° le conseil de l'interné.

Le Directeur de la prison prend immédiatement les mesures nécessaires pour le transfert à l'établissement spécial.

Dans quelle catégorie d'établissement sera interné l'anormal ?. — L'article 7 de la loi de défense sociale lorsqu'il parle de la sentence de la juridiction de jugement ou d'instruction ordonnant l'internement, indique que ce doit être « dans un des établissements spéciaux déterminés et organisés par le Gouvernement ».

Mais c'est à la Commission qu'il appartient de désigner nominativement celui-ci. Aucune règle rigide ne préside à cette désignation. La Commission dispose à cet égard d'un pouvoir souverain et dirigera l'interné vers l'établissement le mieux approprié à son cas et d'après M. Cornil¹. « Rien « n'empêcherait (la Commission) dans tel cas particulier « de placer un épileptique ailleurs que dans l'établissement « spécial que le gouvernement aurait organisé pour les « épileptiques ».

1. Voir M. Cornil, *op. cit.*, p. 67, n° 58.

La Commission a dans quelques cas admis que certains internés fassent leur traitement dans des instituts privés, moyennant bien entendu contrôle psychiatrique sévère. Cette mesure peut être justifiée lorsque pour des raisons uniquement thérapeutiques les établissements de l'Etat ne sont pas organisés pour traiter un cas exceptionnel qui leur est soumis. Mais seules des raisons thérapeutiques doivent guider la Commission ¹, il ne faudrait pas que cette dérogation fut regardée comme une mesure de faveur envers les délinquants fortunés ².

2° *Transfert de l'interné dans un autre établissement.* — Il se peut que l'établissement où est soigné l'interné ne réponde plus aux nécessités qu'exige son état, soit que celui-ci se soit aggravé et qu'il faille prendre d'autres mesures, soit que d'autres tares aient été décelées et imposent des soins immédiats. Dans ce cas c'est à la Commission de l'annexe psychiatrique qu'il appartient de prendre une décision de transfert dans un autre établissement.

La demande de transfert qui peut être formulée par le procureur du Roi de l'arrondissement où se trouve l'annexe psychiatrique ³ ou par l'interné, peut être présentée devant la Commission tous les six mois (article 18), elle doit être adressée au président de la Commission qui a désigné l'établissement, qui doit en donner avis sans retard :

1° au procureur du Roi de l'arrondissement,

2° à la direction de l'établissement spécial,

3° au Directeur de la prison auprès de laquelle la Commission est instituée,

4° à l'interné et à son conseil.

La décision de transfert qu'aura prise la Commission sera notifiée au Directeur de l'établissement où se trouve l'interné à ce moment ; il prendra immédiatement les mesures nécessaires pour exécuter cette décision.

3. *Comment vont s'engager les débats devant la Commission.* — Ce sont les articles 15 à 17 qui indiquent comment vont

1. Voir Vervaeck, « *Revue de droit pénal et de criminologie* », 1933, p. 352.

2. On sait qu'en vertu de l'article 23 *bis* (arrêté royal du 14 août 1933) les frais d'entretien des internés sont à leur charge.

3. Voir M. Cornil, *op. cit.*, p. 69, n° 59.

s'engager les débats devant la Commission et quelles en sont les particularités.

L'article 15 ne nous retiendra pas bien longtemps. Il stipule que la Commission pourra toujours, afin d'être parfaitement éclairée, demander l'avis d'un médecin étranger à l'Administration. Elle fixera pour la production de l'avis de cet expert, un délai qui ne devra pas dépasser 15 jours (circulaire ministérielle du 20 décembre 1930).

D'autre part, ce même article permet à l'interné de se faire examiner par un médecin de son choix.

La Commission fixera également un délai de 15 jours au plus dans lequel le médecin devra déposer son rapport.

Nous avons déjà signalé à propos de l'article 3 une disposition analogue¹, lors de la comparution devant la Chambre du Conseil, de l'inculpé passible de la mise en observation, que cette faculté suscitait plus de critiques que d'approbations. On lui reproche de favoriser surtout les inculpés appartenant à des classes aisées. Nous nous contentons de reproduire ce grief qui s'applique également ici.

Toute décision de la Commission de l'annexe psychiatrique est prise après un débat contradictoire auquel participe d'après l'article 16 : le procureur du Roi de l'arrondissement où se trouve l'annexe psychiatrique, le Directeur de l'établissement où est détenu l'anormal, l'interné et son conseil.

Mais cette liste n'est nullement limitative. Nous savons déjà que d'autres personnes pourront prendre la parole : le médecin étranger à l'administration qu'aura désigné la Commission en vertu du droit que lui confère l'article 15 pour procéder à un examen plus approfondi, le praticien choisi par l'interné, en vertu de la même disposition.

D'autre part l'article 17 indique que les Comités de patronage peuvent s'y faire représenter par un de leurs mem-

1. En ce qui concerne les prérogatives de ce médecin désigné par la commission ou choisi par l'interné, elles sont les mêmes que celles qui sont accordées au praticien lors de la période de la mise en observation (voir art. 3 de la loi de défense sociale et circulaire ministérielle du 20 décembre 1930), prérogatives que nous avons déjà signalées à propos de ces dispositions et auxquelles nous renvoyons.

bres¹. Sans doute, ces personnes n'ont pas voix délibérative. M. le Docteur Vervaeck le regrette en ce qui concerne le membre de la société de patronage qu'il aurait voulu voir adjoindre, en tant que membre actif de la Commission, mais ajoute-t-il peut-être a-t-on craint de la part de celui-ci un certain sentimentalisme qui a suffi pour le faire écarter².

Mais en réalité, comme il est chargé d'enquêtes importantes, on comprend que son avis est particulièrement écouté surtout lorsque la libération à l'essai est demandée devant la Commission.

Il ne s'agit là que de personnes désignées nommément par la loi de défense sociale (articles 15 et 17). Mais comme le fait remarquer M. Cornil³ « rien n'interdirait à la Commission d'entendre des tiers ».

C'est ainsi que l'auxiliaire sociale de la prison sera fréquemment appelée à donner son avis ; on pourra entendre aussi, au moment de la libération à l'essai, les membres de la famille chez qui l'anormal sera appelé à vivre pendant cette période. La Commission sera ainsi parfaitement éclairée sur le milieu social de l'interné.

Les droits de la défense seront respectés. Le dossier sera mis pendant 48 heures avant les débats à la disposition du conseil de l'interné (article 16).

Les débats auront lieu à huis clos (article 17) ce qui s'explique aisément. La Commission n'est pas un tribunal judiciaire. Siégeant dans un local de la prison, on ne voit pas comment pourrait être réalisée une publicité quelconque. Il en résulte que l'interné ne pourrait pas se prévaloir des articles 5 et 9 de la loi de défense sociale, pour demander la publicité des débats. Ces articles ont trait uniquement à la procédure devant les juridictions d'instruction et de jugement tendant soit à la mise en observation ou à l'internement de l'anormal. Au surplus, la présence du dé-

1. Il faut entendre aussi bien par là les membres des Comités de patronages que ceux des offices de réadaptation sociale (voir première partie, chapitre IV).

2. Dr Vervaeck, « *Revue de droit pénal et de criminologie* », 1931, p. 43.

3. M. Cornil, *op. cit.*, p. 68, n° 59.

fenseur de l'interné est une garantie suffisante pour sauvegarder ses droits.

Au reste, les débats sont dépourvus de toute espèce de solennité. Après lecture des rapports émanant tant des médecins que des fonctionnaires de la prison et des conclusions des enquêtes faites par les assistantes sociales et les membres des comités de patronage et de réadaptation sociale, l'interné assisté de son défenseur est invité à présenter sa demande. Après une brève intervention du procureur du Roi et de la défense, la Commission prend sa décision. Comme nous l'avons dit elle est sans appel, mais en vertu de l'article 18, six mois après, l'interné pourra revenir devant la Commission qui accueillera peut-être favorablement sa demande.

§ 5. *De la durée de l'internement.*
De la mise en liberté des internés.

A. *Généralités.* — La loi de défense sociale du 9 avril 1930 a établi dans la législation belge un principe nouveau : celui de la *sentence indéterminée*.

Certes à la lecture de l'article 19 on ne s'en douterait pas. Celui-ci frappe l'anormal d'un internement dont la durée varie suivant la gravité de l'infraction qu'il a commise mais qui est parfaitement fixée d'avance pour chaque cas.

L'internement est ordonné pour 5 ans « ce terme est porté à 10 ans, si le fait était punissable des travaux forcés ou de la détention extraordinaire ou perpétuelle, à 15 ans si le fait était punissable de la peine de mort ».

Mais la durée de l'internement n'est fixe qu'en apparence, et l'on peut dire que l'article 19 est une disposition purement théorique. En effet les délais prescrits par celui-ci peuvent être *raccourcis* ou *prorogés*. Ils peuvent être raccourcis par décision de la Commission de l'annexe psychiatrique, qui dès que l'état mental de l'anormal n'offrira plus de danger social, devra le mettre en liberté sur demande de l'interné ou du procureur du Roi. Pareille demande pourra être présentée tous les six mois devant la Commission (article 18). D'autre part, si à l'expiration de la mesure

d'internement, l'individu n'est pas guéri et présente encore des tares mentales, l'article 22 de la loi permet à la juridiction, qui a ordonné l'internement, de proroger celui-ci pour une durée égale. Comme la loi ne limite pas le nombre de ces prorogations, on peut grâce à l'article 22 conserver pendant toute sa vie à l'établissement de défense sociale, un individu particulièrement dangereux pour la sécurité publique.

Donc il n'y a aucun doute à ce sujet, la loi de défense sociale consacre législativement l'indétermination de la sentence.

Mais alors on doit se demander puisqu'il en est ainsi (et c'est là une première critique que l'on peut adresser à l'article 19) pourquoi le législateur belge s'est-il cru obligé de fixer des limites à un internement, puisque celles-ci ne constitueront presque jamais ni un maximum ni un minimum et n'a-t-il pas osé établir franchement l'internement à durée indéterminée.

C'est qu'il a redouté de heurter gravement l'opinion publique hostile à ce système.

En effet la sentence indéterminée a toujours suscité des craintes. On y voit (à tort ou à raison) le rétablissement dans notre droit de la lettre de cachet ; ce ne sera plus le souverain qui la délivrera mais l'anthropologue. M. Roux n'a pas hésité à écrire qu'il était difficile de « la considérer « comme une conquête scientifique et même un progrès « social »¹.

Il n'entre pas dans le cadre de notre travail d'analyser les avantages et les inconvénients de ce système, mais nous devons signaler que son application, qui serait pourtant si recommandée dans le domaine de la délinquance des anormaux, rencontre encore des résistances opiniâtres et que pour réaliser son introduction la loi belge a dû user d'un détour.

Cette consécration même indirecte de la sentence indéterminée dans la loi de défense sociale atténue notablement une critique, que l'on a coutume de faire à l'article 19. Celui-ci, pour déterminer la durée de l'internement, prend

1. *Répression et prévention*, p. 77.

en considération uniquement la gravité de l'infraction. L'internement sera d'autant plus long que l'infraction sera plus grave, c'est-à-dire serait frappé de peines plus sévères si celui qui l'avait perpétrée était sain d'esprit.

Beaucoup ont reproché à la loi du 9 avril 1930 d'avoir adopté ce critérium alors qu'il eut été plus indiqué de laisser au juge le soin de fixer la durée de l'internement, d'après le caractère plus ou moins dangereux des tares mentales de l'inculpé.

Avec la législation actuelle, ainsi que l'ont fait remarquer à la tribune de la Chambre de nombreux parlementaires ¹, on pourra aboutir à des situations paradoxales, un individu dont l'anormalité est particulièrement redoutable commettra un petit délit, il sera interné pour 5 ans, un autre beaucoup moins malade se rendra coupable d'un crime, il sera placé dans un établissement de défense sociale pour 15 ans ².

Nous retrouvons ici une idée que nous avons déjà exposée à propos de l'article 1^{er}, qui on s'en souvient, ne permet la mise en observation que si l'infraction commise est passible de la détention préventive.

Il semble que le législateur ait été effrayé des tendances positivistes de la loi nouvelle et qu'adopter la sentence indéterminée d'une façon explicite eut été couper définitivement tous les ponts avec la théorie classique.

En frappant d'un internement de longue durée une infraction que les tribunaux eussent puni d'une peine particulièrement sévère, on donnait aussi satisfaction à l'opinion publique, qui admet difficilement qu'un individu coupable d'un crime odieux soit libéré au bout de quelques mois, sous prétexte que les tares mentales dont il était atteint sont définitivement guéries.

L'exposé des motifs faisait déjà ressortir que « le traite-

1. Voir les observations de M. Poncelet, session 1927-1928, Chambre, *Annales*, p. 272.

2. M. Janson, ministre de la Justice fit observer que, si l'on donnait au juge toute latitude pour fixer la durée de l'internement, on aboutirait rapidement à l'arbitraire. D'autre part, le magistrat serait toujours tenté de placer l'anormal dans les établissements de défense sociale pour de longues années afin de ne pas exposer sa responsabilité, si le détenu mis en liberté au bout d'un temps très court récidivait.

ment de l'anormal sera d'autant plus long qu'aura été grave le fait reproché »¹. Il n'est pas nécessaire d'insister longuement sur ce critérium pour en démontrer l'inexactitude dans la plupart des cas.

Cependant malgré tous les reproches que l'on peut adresser à cette conception, il est permis de penser que les inconvénients tant de fois signalés ne sont que théoriques. En présence d'un individu ayant commis un crime frappé de 15 ans d'internement, mais dont les troubles mentaux auront rapidement disparu, la commission instituée par l'article 13 le mettra en liberté dès que son état mental le permettra. Si au contraire un interné pour 5 ans ne s'avérait pas guéri au bout de ce laps de temps, l'article 22 autoriserait la prorogation de l'internement.

Bref, tout se passe, nous le savons déjà, comme s'il y avait la sentence indéterminée et dès lors les inconvénients de la rédaction de l'article 19 disparaissent.

Ces explications qui précisent le fondement de l'article 19 étant données, nous pouvons analyser brièvement ses dispositions. La première constatation que l'on peut faire, c'est que la loi a admis pour chaque catégorie d'infraction qu'elle prévoit une durée d'internement *fixe*, sans maximum ni minimum.

En général, elle sera de 5 ans, mais sera de 10 ans si le fait était punissable des travaux forcés ou de la détention extraordinaire ou perpétuelle² et de 15 ans si le fait était punissable de la peine de mort.

Une juridiction d'instruction ou de jugement ordonnant l'internement, une fois qu'elle aura qualifié l'infraction et par conséquent déterminé la peine que son auteur aurait encourue, à supposer qu'il eut été normal, devra automatiquement appliquer le barème prévu par l'article 19 sans

1. Session 1922-1923, Chambre, *Documents*, n° 151.

2. La détention est une peine criminelle, ayant un caractère politique. Elle est prononcée, soit à perpétuité, soit à temps. Lorsqu'elle est infligée à temps, elle est *ordinaire* ou *extraordinaire*. *Ordinaire*, elle sera prononcée pour un terme de 5 à 10 ans, ou de 10 à 15 ans ; *extraordinaire*, pour 15 années au moins et 20 ans au plus (article 16 code pénal).

La peine de la détention est purgée à la prison de Louvain (voir Braas, *op. cit.*, pages 175-176).

avoir aucun droit de prononcer un internement pour un laps de temps inférieur : trois ans par exemple ; ce sera à la Commission psychiatrique d'apprécier si l'état mental de l'interné justifie une mesure de mise en liberté lorsqu'elle estime qu'il ne présente plus aucun danger social.

Enfin on s'est demandé quand la juridiction d'instruction a correctionnalisé un fait qualifié crime et en a fait un délit, si la juridiction de jugement saisie de cette infraction devait lorsque son auteur se trouvait dans un des états prévus par la loi du 9 avril 1930, lui infliger un internement de 5 ans ou au contraire le frapper d'un internement en rapport avec l'infraction qu'il a réellement commise, c'est-à-dire de 10 ans ou 15 ans.

Il existe, à notre connaissance, une décision judiciaire sur la question émanant du tribunal correctionnel de Mons du 15 septembre 1931 (« *R.D.P.* », 1932, p. 635) qui a admis, que pour déterminer la durée de l'internement à infliger à l'anormal il fallait se demander de quelle peine le fait délictueux devait être puni au moment où son auteur comparaissait devant les juges.

En conséquence, l'internement pour un crime correctionnalisé doit être de 5 ans.

B. *La mise en liberté des internés.* — Nous savons déjà que la loi de défense sociale permet aux Commissions psychiatriques instituées auprès des annexes des centres pénitentiaires de mettre en liberté l'interné, avant l'expiration du terme fixé par la décision de la juridiction d'instruction ou de jugement qui avait ordonné la mesure.

La Commission sera saisie, nous dit l'article 18, par le procureur du Roi ou l'interné ou son conseil, Après examen de l'état mental de l'interné suivant la procédure que nous avons développée, elle prend sa décision. En cas de refus l'interné ne pourra pas formuler une nouvelle demande avant *six mois*.

Tous ceux qui appliquent pratiquement la loi sont d'accord pour trouver que cette possibilité de revenir tous les six mois devant la Commission est abusive.

C'est la Commission psychiatrique du centre pénitentiaire dont dépend la prison d'origine de l'interné qui est seule

compétente pour procéder à l'examen de la demande de celui-ci. Dans les premiers temps d'application de la loi, semestriellement on devait extraire les anormaux des établissements de défense sociale où ils étaient internés, pour les faire comparaître devant leur commission respective.

Tous goûtaient très fort ces voyages bi-annuels, qui les changeaient agréablement de la monotonie de la vie des prisons. Aussi décida-t-on afin de calmer un peu les requêtes répétées de libération, que dorénavant ce seraient les Commissions psychiatriques qui se déplaceraient et examineraient à l'établissement de défense sociale l'état mental de leurs justiciables.

Nous ne croyons pas cependant que cette mesure ait eu pour effet de produire une diminution notable des demandes. L'interné en effet ne risque rien, si ce n'est qu'une décision de mise en liberté ; aussi en profite-t-il et use-t-il largement de la faculté qui lui est accordée par l'article 18 autant de fois qu'il le peut.

D'autre part, ainsi que nous le signalait M. le Docteur Vervaeck, cette disposition est nuisible à la santé mentale des internés qui vivent constamment dans l'espoir que dans quelques mois ils seront libres. A chaque refus de la part de la Commission d'accéder à leur demande, la déception leur cause un choc émotionnel, qui peut être grave sur ces cerveaux débiles.

La meilleure solution semblerait après deux ou trois comparutions de laisser à la Commission le soin de décider à quel moment il serait opportun d'examiner l'interné pour éventuellement le mettre en liberté.

Quoi qu'il en soit, la Commission peut libérer en vertu de l'article 20 un anormal placé dans un établissement de défense sociale, lorsqu'elle juge qu'il ne présente plus aucun danger pour la société. Libération qui pourra être définitive. En effet la loi ne prescrit nullement qu'une mise en liberté à l'essai doive obligatoirement précéder une libération définitive. L'article 21 en disant « que la mise en liberté d'un interné peut être ordonnée à titre d'essai » n'indique là qu'une simple faculté mais non une obligation. Il en résulte que légalement à la première comparution devant elle, la Com-

mission pourrait décider de libérer définitivement l'anormal. Décision grave, car à partir de ce moment la Commission est complètement désarmée, aucune surveillance psychiatrique, aucun contrôle sur la vie sociale de l'ancien interné ne sera plus possible. Il faudrait qu'il commît un nouveau délit pour retomber sous l'empire de la loi, sinon il sera absolument impossible de le réinternier.

Bien entendu, il ne s'agit là que d'une hypothèse théorique, aucune commission ne prendrait la responsabilité de libérer définitivement après un court séjour un individu même guéri apparemment de ses troubles mentaux, Toujours elle imposera un temps d'épreuve et ordonnera pour la première fois une libération conditionnelle, pendant laquelle elle pourra observer les réactions et le comportement de l'anormal et le faire réinternier si sa conduite laisse à désirer.

Néanmoins, il serait souhaitable qu'on érigeât en règle cette pratique et qu'il n'y ait pas de mise en liberté définitive (avant le terme fixé par la décision de la juridiction ayant ordonné l'internement), sans une période de liberté à l'essai qui permette d'apprécier si la guérison d'un interné est bien réelle et a résisté à l'épreuve de la vie sociale.

L'article 21 s'occupe de la libération à l'essai qui pourra être ordonnée par la Commission, tout comme elle pourrait prescrire une libération définitive.

Ces deux décisions diffèrent par leurs modalités. En effet tandis que la liberté définitive ne s'accompagne d'aucune restriction, la libération à l'essai est subordonnée à certaines conditions.

L'anormal sera soumis « pendant un an au moins à une surveillance psychiatrique dont la durée et les modalités sont fixées par la décision de mise en liberté ».

Ce terme d'un an constitue un minimum¹. Aucun maximum n'étant prescrit par la loi, rien n'empêcherait la commission de placer l'interné sous le régime de la surveil-

1. Il faut cependant excepter le cas où la mise en liberté à l'essai surviendrait alors que l'interné n'a plus à accomplir qu'un délai inférieur à une année, pour avoir purgé entièrement son internement, dans ce cas la surveillance psychiatrique ne pourrait pas dépasser ce terme.

lance psychiatrique, pendant tout le temps qui reste à courir pour qu'il ait purgé entièrement la mesure ordonnée par la juridiction d'instruction ou de jugement.

Quant aux modalités que la Commission croira devoir fixer, elles sont souvent fort nombreuses et se réfèrent à une foule de points :

Voici par exemple les conditions qui ont été imposées à un anormal libéré à l'essai :

S..., devra :

1° Se présenter au contrôle d'hygiène psychiatrique, qui règlera les jours et heures des visites et fera un rapport mensuel à la Commission.

2° Se soumettre à la tutelle morale de l'Office de réadaptation sociale, qui fixera les jours et heures des visites et fera un rapport mensuel à la Commission.

3° S'abstenir de fréquenter les débits de boissons.

4° Ne jamais entrer en relations avec d'anciens internés ou leur famille.

5° Loger chez sa famille ou toute autre personne que la Commission désignera.

6° Informer la Commission de tout changement de résidence.

Avant d'ordonner la mise en liberté, la Commission se préoccupera de savoir si l'anormal aura des moyens d'existence, ce sera même son principal souci. Ce serait une bien mauvaise politique, que de laisser exposer aux tentations de la vie libre, un être sans ressources et souvent la Commission hésite d'accorder une liberté à l'essai à un individu qui bien que donnant des signes très nets d'amélioration mentale n'aurait à sa sortie de l'établissement de défense sociale aucune possibilité de gagner sa vie.

Aussi, avant de prendre une décision, fera-t-elle procéder à une vaste enquête, dont seront chargés les membres des œuvres de patronage et de réadaptation sociale ou les auxiliaires sociales qui rechercheront si le milieu familial accueillera l'interné, s'il a un logement ¹ et du travail. La Commis-

1. Il arrive parfois que l'anormal n'ait pas de famille ou que celle-ci ne consent pas à le recevoir. Dans ce cas, il ira à la maison d'accueil, qui ainsi que nous l'avons déjà dit, se chargera de l'héberger pendant tout le temps qu'il sera nécessaire.

sion afin de faciliter la vie de l'interné pendant les premiers jours et ne pas le mettre en contact avec le monde extérieur sans moyens lui permettra quelque temps avant sa libération de sortir en ville pour chercher du travail. Quotidiennement il bénéficiera d'une permission de quelques heures dans ce but. Il sera accompagné quelquefois dans ses recherches d'une assistante sociale, mais le plus souvent il sortira seul. Il devra naturellement le soir réintégrer sa prison. On ne signale d'ailleurs aucune infraction à cette obligation.

L'interné se sent trop proche de la libération pour commettre une faute grave, qui ne pourrait lui être que préjudiciable ; d'ailleurs il serait très vite repris, étant démuné d'argent et ne pourrait plus espérer dans l'avenir aucune faveur.

S'il peut trouver du travail, ou s'il a des moyens suffisants d'existence, la Commission prononcera alors la mise en liberté à l'essai.

Reste, une fois l'interné libéré, à contrôler au moyen d'une surveillance psychiatrique attentive le comportement de celui-ci dans la vie sociale. Ce contrôle s'exercera dans deux domaines différents : état mental du libéré et tutelle morale.

L'état mental sera suivi par des dispensaires d'hygiène mentale où l'anormal devra se rendre périodiquement afin d'y être examiné¹. Le dispensaire déterminera le nombre de visites auxquelles devra se soumettre l'anormal.

Quant à la tutelle morale, elle sera exercée par l'entremise des Comités de patronage et de réadaptation sociale, dont les membres pourront être investis d'un rôle de surveillance sur la conduite de l'ancien interné. Au début il devra être présenté un rapport mensuel ; puis si le libéré donne satisfaction le rapport ne sera plus que trimestriel, puis semestriel.

Ces rapports émanant tant du centre d'hygiène mentale que de la part du « tuteur moral » doivent être adressés

1. Si le lieu de résidence du libéré ne possédait pas de dispensaire d'hygiène mentale, la commission pourrait confier le soin de l'examen psychiatrique, à un médecin de la localité qui lui en ferait rapport.

régulièrement à la direction de l'établissement de défense sociale où a été interné l'anormal qui va centraliser tous les renseignements sur le compte de celui-ci et les transmettra au procureur du Roi de l'arrondissement où se trouve le libéré.

A l'expiration du délai d'épreuve fixé par la Commission dans sa décision, si les rapports donnent toute satisfaction, la transformation de la libération à l'essai en libération définitive sera de droit (article 21, alinéa 2). La Commission n'aurait donc pas le pouvoir de prolonger pour un nouveau terme la surveillance psychiatrique et morale qu'elle a imposé à l'interné.

Solution qui, à notre avis, n'est pas sans présenter de graves inconvénients.

En effet supposons un individu libéré à l'essai au bout de six mois d'internement, par une commission qui prescrirait en vertu de l'article 21 une surveillance psychiatrique d'une année, à l'expiration de ce délai l'interné (s'il n'a pas vu la mesure révoquée) doit être libéré définitivement. La Commission perd à partir de ce moment-là tous les droits qu'elle avait sur l'anormal. On se retrouve donc dans le cas que nous avons étudié à propos de l'article 20 visant la mise en liberté définitive, ordonnée lors de la première comparution devant la Commission.

Ici, les conséquences que nous avons critiquées se produiront de la même manière, elles ne seront retardées que d'une, deux ou trois années.

La loi de défense sociale, aurait dû permettre à la Commission de *prolonger* la durée de la surveillance psychiatrique qu'elle a imposé, et ceci jusqu'à l'expiration de la mesure d'internement fixée par décision judiciaire.

Les commissions ont essayé de pallier à cette lacune évidente de la loi ; aussi tournaient elles au début de son application la difficulté de la manière suivante¹. Lorsqu'elles prescrivaient une mise en liberté à l'essai avec surveillance psychiatrique pour un temps déterminé, quelques

1. Ces renseignements nous ont été communiqués par M. Gevers, premier substitut du procureur du Roi à Bruxelles, que nous tenons à remercier particulièrement de son obligeance.

jours avant son expiration elles invitaient le libéré à comparaître devant elles.

Deux cas pouvaient alors se produire : 1° ou bien il ne répondait pas à cette invitation et alors on considérait qu'il se dérobaît au contrôle, qui lui avait été imposé et l'on ordonnait son réinternement,

2° ou bien il comparaisait à la date qu'il lui avait été fixée et dans ce cas il était procédé à une réintégration théorique immédiatement suivie d'une libération à l'essai pour une nouvelle durée avec des conditions semblables ou modifiées¹.

Il s'agissait là, en somme, d'une véritable prorogation du temps d'épreuve imposé par la Commission. Il semble cependant que c'était une façon abusive d'interpréter la loi, car la prorogation de la surveillance psychiatrique est formellement interdite par l'alinéa 2 de l'article 21 et c'était cependant exactement à cette solution qu'aboutissaient les décisions des commissions que nous analysons.

Aussi à partir de 1933 a-t-on eu recours à un procédé qui est parfaitement légal et que nous avons déjà signalé.

Il consiste lors de la libération à l'essai à imposer une surveillance de durée égale au temps qui reste à courir à l'interné, pour avoir purgé définitivement la mesure qui a été prise contre lui.

Un individu interné pour 10 ans dans un établissement de défense sociale et libéré à l'essai au bout de 3 ans, sera placé sous le régime de la tutelle morale et psychiatrique pendant les sept ans qui lui restaient à accomplir. Rien n'empêcherait la Commission, en cas d'amélioration notable de l'état mental du malade, de transformer cette libération à l'essai en libération définitive.

C'est ainsi que l'on est parvenu à éviter les dangers certains que pouvait présenter une interprétation stricte de l'article 21. Si au contraire le libéré ne se soumet pas d'une façon régulière à l'observation psychiatrique et ne se conforme pas scrupuleusement aux obligations qui lui ont été imposées par la Commission ou que son état mental

1. Tout ceci bien entendu, sauf le cas où l'expérience tentée ou l'état du malade permettrait de le libérer définitivement.

laisse de nouveau à désirer, « le procureur du Roi de l'arrondissement où il est trouvé », c'est-à-dire du lieu de sa résidence, pourra sur le vu des rapports le faire réintégrer à l'annexe psychiatrique de l'établissement où il a été précédemment interné. Il comparaitra alors devant la Commission, qui en se conformant à la procédure habituelle (articles 14 et suiv.) prendra à son égard une décision ¹.

Telle est la réglementation de la mise en liberté à l'essai. Ce système a provoqué certaines critiques. On lui a reproché, nous y avons déjà fait allusion, de libérer beaucoup trop rapidement les internés et les décisions de réinternement qui ont du être prises ont semblé donner un argument aux détracteurs de la loi. La raison des révocations des décisions de libération à l'essai doit cependant être cherchée dans la politique que semblent suivre à cet égard les Commissions psychiatriques. Marquant une certaine indulgence, elles accordent assez facilement la libération, mais elles sont particulièrement sévères lorsque les internés ne se conforment pas à leurs prescriptions et ordonnent le réinternement ².

Mais ainsi que le fait remarquer le Docteur Vervaeck, l'internement n'est pas une peine ³. Il serait absolument contraire à l'esprit de la loi de maintenir à l'établissement de défense sociale un individu sur qui on a de fortes présomptions de guérison sous prétexte qu'il n'y a fait qu'un bref séjour.

Et le savant praticien, de faire remarquer que le régime antérieur à 1930 ne donnait pas sur ce point plus de satisfaction. Les déments étaient colloqués dans un asile d'aliénés et en sortaient aussitôt que le médecin les jugeait guéris, quant aux anormaux, ils étaient soit condamnés à une courte peine, soit acquittés.

C'est pour cela, qu'il repousse énergiquement les suggestions de ceux qui recommandent de fixer un *minimum*

1. Notons cependant que bien que réinterné l'anormal ne perd pas pour cela le droit de présenter tous les 6 mois une demande de libération à la commission, mais il est à présumer que celle-ci se montrera plus circonspecte.

2. Voir Docteur Vervaeck, Rapport des journées d'étude d'hygiène mentale, p. 5.

3. V. ir « *Revue de droit pénal et de criminologie* », 1933, p. 357.

d'internement : 2 ou 3 ans par exemple ; une telle solution, si elle était adoptée, serait en effet une négation absolue des principes qui ont inspiré la loi. On a aussi proposé d'instituer un internement *conditionnel*. Cette solution nous l'avons préconisé dans certains cas très exceptionnels. Mais de l'étendre à de nombreux délinquants primaires, cela pourrait vite dégénérer en abus. On perd trop souvent de vue le caractère thérapeutique des mesures édictées par la loi de défense sociale, pour n'y voir qu'un instrument de répression. Etre délinquant primaire n'enlève pas pour cela le caractère dangereux des tares mentales, de celui qui en est atteint.

Cependant nous savons que certaines commissions usent du sursis à l'internement. Elles emploient pour cela un artifice de procédure.

Au moment où l'anormal comparaît devant elles pour la première fois, c'est-à-dire quelques jours après la décision judiciaire prescrivant l'internement, elles l'ont dans certains cas libéré à l'essai, au lieu de désigner un établissement où il aurait du être interné.

Juridiquement un tel procédé est inattaquable. L'interné est à l'entière disposition de la Commission qui peut prendre envers lui toutes les décisions qu'elle juge à propos. Néanmoins il peut prêter à la critique, car il constitue une désapprobation de la sentence des premiers juges.

Il ne nous reste plus qu'à donner quelques statistiques sur la question ¹.

Du 1^{er} janvier 1931 au 31 décembre 1933 : 1.340 demandes de libération ont été examinées par les Commissions. Elle a été accordée à 415 anormaux dont 49 femmes, les autres requêtes ayant été ajournées ou rejetées.

168 internés dont 18 femmes ont séjourné de 7 à 9 mois à l'établissement de défense sociale.

146 dont 14 femmes de 10 à 14 mois

82 dont 10 femmes de 16 à 24 mois

16 dont 6 femmes de 25 à 30 mois

3 dont 1 femme de 31 à 36 mois

1. Statistiques extraites du rapport du Docteur Vervaeck, précité.

Ajoutons que dans 112 cas, la libération a été accordée après un court séjour à l'annexe psychiatrique sans passer par l'établissement de défense sociale.

Le contrôle psychiatrique a été assuré dans 233 cas par un dispensaire d'hygiène mentale, 36 fois confié à une institution médicale, 96 fois à un médecin.

En ce qui concerne les révocations de la mesure de liberté à l'essai elles se sont élevées à 80.

Quant aux motifs des réinternements ils peuvent se cataloguer comme suit :

Vols	14
Escroqueries	3
Menaces	4
Outrages aux mœurs	3
Coups	2
Vagabondage	2
Rupture de ban d'expulsion	3

Enfin dans 49 cas la révocation a été motivée par l'intempérance ou le fait de ne pas se présenter au contrôle psychiatrique et social qui leur avait été imposé.

C. De la prorogation de l'internement (article 22). —

Jusqu'à présent, nous n'avons vu qu'un des aspects de l'indétermination de la sentence établie par la loi de défense sociale, celui consistant à raccourcir la durée de l'internement ordonné par décision judiciaire.

Il nous faut maintenant, avec l'article 22, envisager le second aspect : celui de la *prorogation de l'internement*.

Il se peut qu'à l'expiration de celui-ci, l'anormal présente encore des symptômes graves de tares mentales. Le mettre en liberté définitivement constituerait un danger pour la sécurité publique. Il importe que l'on puisse le retenir dans l'établissement où il était précédemment soigné jusqu'à sa guérison complète.

C'est à ce but que répond la disposition que nous analysons. Cependant ce ne sera pas à la Commission psychiatrique du centre pénitentiaire, qu'il appartiendra de prendre la décision de prolongation autorisée par l'article 22, mais à la juridiction qui avait ordonné le précédent internement

après avoir été saisie par le procureur du Roi. Mais pour cela il est nécessaire que deux conditions soient réunies :

1° que l'état mental de l'interné ne se soit pas amélioré et fasse redouter encore qu'il ne soit un danger social.

2° la seconde condition qui est d'ailleurs le corollaire de la première c'est que « la mise en liberté n'ait pas été ordonnée par la Commission ». En effet si celle-ci a jugé que l'interné pouvait être mis en liberté, c'est qu'elle a estimé que les tares mentales de l'anormal étaient désormais guéries.

On s'est demandé si une mesure de liberté à l'essai pouvait empêcher une juridiction d'être saisie d'une prolongation d'internement. Dans ce cas, la Commission est beaucoup moins affirmative, quant à la guérison de l'état mental de l'interné puisqu'elle subordonne la liberté à une surveillance sévère.

Néanmoins, d'après M. Cornil¹, il ne faut pas hésiter à répondre affirmativement, le texte de l'article 22 étant absolument général et ne faisant aucune distinction entre les deux modalités de la mise en liberté.

Si l'interné était donc en période d'épreuve au moment où expire la durée de la mesure d'internement prise contre lui, le réinternement ne serait pas possible.

En ce qui concerne la procédure qui doit être suivie par la juridiction devant qui comparaît l'anormal, la loi de défense sociale est absolument muette, aussi décide-t-on d'appliquer les règles édictées pour la première comparution aux fins d'internement ; la décision est susceptible d'appel dans les mêmes conditions.

La juridiction appelée à statuer devra, nous dit l'article 22, s'entourer des avis « du médecin-chef de service de l'annexe psychiatrique et du directeur de l'établissement où se trouve l'interné ».

Ce sont les personnes qui connaissent le mieux la mentalité de l'interné. Ils pourront par leurs observations éclairer les magistrats sur la décision qu'ils devront prendre. Cette liste n'est d'ailleurs nullement limitative et les juges pourraient entendre d'autres personnes.

1. M. Cornil, *op. cit.*, p. 72, n° 62.

La décision n'ordonnera pas nécessairement la prolongation de l'internement, mais pourrait mettre en liberté définitivement l'anormal. Elle n'aurait pas cependant le droit à notre avis, de prescrire une mise en liberté à l'essai, ce pouvoir n'appartenant qu'à la Commission.

Quelle va être la durée du nouvel internement ?

Elle sera la même que celle qu'avaient prescrit les premiers juges.

S'ils avaient infligé un internement de 5 ans ils ne pourraient pas prolonger celui-ci de 10 ou 15 ans. Aux termes de l'article 22, la juridiction qui statue doit, pour déterminer la nouvelle mesure, se baser sur les distinctions énoncées par l'article 19, qui on s'en souvient prend en considération l'infraction commise par l'anormal, pour fixer dans chaque cas la durée de l'internement.

Une fois la décision prise, l'individu sera replacé à l'établissement de défense sociale mais ne perdra pas pour cela le droit de demander semestriellement sa mise en liberté à la Commission.

En effet, celle-ci une fois que l'anormal a été réintégré, reprend tous les pouvoirs et les droits qu'elle avait auparavant.

La loi, nous le savons, n'ayant pas limité le nombre des prorogations possibles de l'internement, si à l'expiration de la nouvelle mesure l'anormal présentait encore des troubles mentaux, il comparaitrait devant la même juridiction qui prescrirait la prolongation de l'internement pour un terme identique.

§ 6. *De l'internement des condamnés devenus anormaux en cours de peine.*

Parmi les individus normaux ou considérés comme tels par les tribunaux et de ce fait frappés d'une peine, il peut arriver qu'au cours de leur détention certains soient atteints de troubles mentaux; l'article 23 de la loi de défense sociale étend à ceux-ci les solutions qu'elle édicte pour les autres catégories d'anormaux.

Les condamnés qui seront pendant leur peine dans un des

cas prévus par l'article 1^{er} de la loi, devront être dirigés sur un établissement de défense sociale où ils seront soignés. Avant la loi de 1930, seuls les condamnés devenus déments au cours de leur détention pouvaient être placés dans un asile d'aliénés, par ordre du Ministre de la Justice.

L'article 23 permet de soumettre au même régime les déséquilibrés et les débiles mentaux, qui font l'objet des dispositions des articles 1^{er} et suivants de la loi ¹.

Lorsqu'un condamné présente des signes très nets de dérangements cérébraux, le directeur de la prison le fait transférer à l'annexe psychiatrique dont dépend son établissement. Après un examen attentif de l'état mental du détenu si l'existence de ces troubles est confirmée, un rapport médical est envoyé par le directeur de la prison au président de la Commission ², qui le fera parvenir au Ministre de la Justice. C'est en effet le ministre qui a compétence pour substituer à la peine un internement, mais sa décision, indique l'article 23, doit être rendue sur « *avis conforme de la Commission* », ce qui signifie que si, après examen du détenu, celle-ci concluait qu'il ne devait pas y avoir lieu à internement, le ministre ne pourrait pas passer outre.

La loi n'indique pas la procédure qui doit être suivie par la Commission, elle ne renvoie pas aux dispositions concernant les règles procédurales en vigueur, que nous avons déjà analysées (articles 14 et suiv.).

M. Cornil estime, qu'elle peut entendre l'interné et son conseil si elle le juge utile ³. Mais ainsi que le fait remarquer M. van Parys ⁴ il ne s'agit là que d'une simple faculté ; en réalité le condamné est interné par « simple mesure administrative » et il redoute que de ce fait il ne soit livré à l'arbitraire.

Nous ne partageons pas sur ce point les appréhensions de l'éminent avocat, le condamné achèvera sa peine dans un

1. L'article 23 actuel n'existait pas dans le projet initial de 1923, il fit son apparition dans le texte déposé pour la première fois en 1925 par M. Tschoffen.

2. Circulaire ministérielle du 20 décembre 1930.

3. M. Cornil, *op. cit.*, n° 64, p. 75.

4. M. van Parys, « *Revue de droit pénal et de criminologie* », 1931, p. 49.

établissement de défense sociale au lieu d'être dans une prison et il n'y a rien là qui ne puisse lui être préjudiciable.

Sans doute une prorogation de l'internement est possible mais celle-ci ne pourra être ordonnée que par décision de la juridiction, qui a prononcé la condamnation avec toutes les garanties habituelles, ce qui suffit à prévenir les abus.

Le transfert ordonné, le condamné quittera immédiatement l'annexe psychiatrique, pour l'établissement de défense sociale où il sera soigné jusqu'à guérison complète.

Cependant si à partir de ce moment il est assimilé aux autres anormaux, quant au régime curatif auquel il sera soumis il n'en est pas de même quant à sa situation juridique ; pour lui l'internement n'est qu'une modalité de l'exécution de sa peine, tandis que pour les autres catégories d'anormaux il ne s'agit que d'une simple mesure de défense sociale.

Il en résulte que le condamné ne pourrait pas invoquer les articles 20 et 21 de la loi, pour demander à la Commission sa mise en liberté, celle-ci n'étant accordée que si les troubles mentaux ont disparu ; si cette éventualité se produisait, l'interné serait réintégré à sa prison où il achèverait sa peine.

Lorsque l'état mental du condamné sera suffisamment amélioré pour lui permettre sa sortie de l'établissement spécial, où il était interné, le directeur de cet établissement adressera un rapport au président de la Commission ; celui-ci pourrait être saisi d'ailleurs par une demande de l'interné. Le président transmettra le rapport au Ministre de la Justice, en y joignant l'avis de la Commission.

Si cet événement arrivait, avant que la durée de la peine soit expirée, le condamné sera, ainsi que nous l'avons dit, replacé en prison, pour le temps qui reste à courir. Si au contraire, l'interné n'était pas guéri au moment où devait intervenir sa libération, il serait dangereux de le laisser sortir. Aussi l'article 23 prescrit que dans ce cas il pourra être maintenu à l'établissement de défense sociale par décision de la juridiction qui a prononcé la condamnation ¹.

1. Si la condamnation émanait de la Cour d'assises et que celle-ci ne soit pas en session, au moment de la demande de prorogation d'internement,

Cette juridiction sera saisie par le procureur du Roi. La procédure sera celle qui est suivie lors des prorogations d'internement.

Quelle sera la durée de l'internement prononcé.

L'article 23 nous indique que pour prononcer leur décision, les magistrats appelés à statuer devront se conformer aux articles 7, 19 et 22 c'est-à-dire qu'ils infligeront un internement de 5, 10 ou 15 ans d'après la peine appliquée dans le premier jugement. « C'est ce premier jugement, écrit M. Cor-
« nil qui a déterminé définitivement la peine dont le fait
« envisagé *in specie* était punissable »¹. Il en résulte qu'un crime passible de la peine des travaux forcés, de la détention extraordinaire ou perpétuelle ou de la peine de mort mais correctionnalisé n'entraînerait qu'un internement de cinq années.

L'article 23 cependant se termine par une disposition qui demande une explication, il décide que pour déterminer le temps de l'internement, les juges doivent déduire « la durée de l'emprisonnement ou de l'internement déjà subi ».

Par conséquent, supposons un individu condamné à 5 ans de réclusion, au bout de deux années à la suite de constatations de troubles mentaux il est interné pour le restant de sa peine, c'est-à-dire trois années. A ce moment s'il donne encore des sujets de crainte, quant à son état mental, il sera maintenu à l'établissement de défense sociale où il était précédemment soigné, mais alors que normalement en se référant à l'article 19 le nouvel internement devrait être de 5 années, il ne pourra être que de trois ans, car l'emprisonnement de deux années déjà subi doit venir en en déduction (Voir Cassation, 13 juin 1933, « *Pasicr.* », 1933-1-260; « *R.D.P.* », 1933, p. 668).

D'après certains auteurs², si l'anormalité persistait la prorogation serait de nouveau possible, mais on en déduirait cette fois la durée de l'internement subi, dans la précé-

la compétence ne passerait pas pour cela à la Chambre des mises en accusation. Il serait nécessaire de convoquer à nouveau les assises (Cassation, 4 décembre 1933, *Pasicr.*, 1933-1-91).

1. M. Cornil, *op. cit.*, p. 76, n° 65.

2. Voir M. Picard, *Délinquants anormaux et récidivistes*, p. 89.

dente période, soit dans notre exemple 3 ans. Le nouvel internement sera de 2 ans. Les termes seront respectivement de 3 ans et 2 ans.

Quelle est la raison de cette disposition ?

Pour M. l'Avocat général Sartini van der Kerkhove¹ il semble que le législateur ait voulu replacer le condamné devenu anormal en cours de peine, dans la situation où il se serait trouvé si cette déficience avait été connue au jour du jugement. Dans ce cas en effet il aurait été interné pour 5 ans ; dès lors, puisque la constatation des troubles mentaux a été faite pendant sa détention, on prendra contre lui une mesure d'internement, mais de façon que la durée de la privation de liberté ne dépasse pas celle qu'il aurait subie, si on avait connu son état quand il a été jugé.

Il n'empêche que cette solution n'est pas sans présenter des inconvénients, qui ont été signalés dans l'arrêt de cassation précité. En effet la prorogation de l'internement ne serait plus possible, si l'on suppose qu'un individu condamné à 7 ans de réclusion, devient dément au bout de 5 années, il sera transféré à l'établissement de défense sociale pour le reste de sa peine soit 2 ans. Mais à l'expiration de ce délai, les juges ne pourront plus prononcer une prolongation de l'internement, la durée de celle-ci (cinq années, voir article 19) étant entièrement absorbée par l'emprisonnement déjà subi.

Ajoutons enfin, qu'une fois la prorogation de l'internement prononcée, la Commission peut être valablement saisie tous les six mois par l'interné d'une demande de mise en liberté ; à partir du moment où le condamné à purgé entièrement sa peine, il est assimilé complètement aux autres catégories d'anormaux et jouit des mêmes droits.

Donnons pour terminer quelques statistiques sur l'application qui a été faite de l'article 23².

En l'espace de 3 années (1^{er} janvier 1931 au 31 décembre 1933) 297 condamnés (273 hommes et 24 femmes) ont été soumis à cette mesure. Au 31 décembre 1933, 185

1. Voir les conclusions de M. Sartini van der Kerkhove, « *Revue de droit pénal et de criminologie* », 1933, p. 668.

2. Rapport du Docteur Vervaeck précité.

dont 18 femmes étaient maintenus en traitement, 92 ont été réintégrés à leur prison pour cause d'amélioration de leurs anomalies mentales, 36 ont été libérés à l'expiration de leur peine. Enfin 34 prorogations d'internement ont été formulées par les commissions, 22 ont été accueillies et 12 refusées par les tribunaux.

Il nous reste pour en terminer avec les dispositions légales sur les anormaux, à signaler *un article 23 bis*, qui a été ajouté à la loi de 1930 par un arrêté royal du 14 août 1933¹, et qui met en principe à la charge des internés, les frais de séjour aux établissements de défense sociale. Si cependant ils n'étaient pas solvables, la charge de leur entretien passerait aux personnes qui leur doivent des aliments et à leur défaut à l'Etat².

L'arrêté royal étend ces solutions aux condamnés devenus déments ou anormaux au cours de leur peine et internés en vertu de l'article 23; cependant les frais d'entretien seront payés par l'Etat jusqu'à l'expiration de leur peine. Ce n'est qu'en cas de prorogation de l'internement qu'il faudra appliquer les règles du § 1^{er} de l'arrêté royal du 14 août 1933.

D'après une circulaire ministérielle du 12 septembre 1933, c'est à la Commission de l'annexe psychiatrique, qu'il appartient de déterminer pour les internés, qui comparaissent devant elle, dans quelle mesure eux ou les personnes qui leur doivent des aliments, contribueront à leur entretien. Une enquête préalable sur la solvabilité de ceux-ci sera faite par les soins de la Commission. Elle prendra la décision sur la quotité des frais mise à la charge de l'interné ou de sa famille, au moment où elle désignera l'établissement dans lequel l'internement aura lieu³.

« Enfin le point de départ de l'intervention dans le paiement des frais est la date de l'entrée ou du maintien

1. Voir « *Moniteur* » 16-17 août 1933 et « *Pasinomie* », 1933, p. 283.

2. Une solution analogue est inscrite dans la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance (art. 42).

3. Le prix de la journée d'entretien sera fixé annuellement par arrêté royal. Pour l'année 1933 il a été fixé à 16 francs dans les établissements de défense sociale pour hommes et à 1 franc dans les établissements pour femmes.

de l'interné à l'annexe psychiatrique, en exécution d'une décision *définitive* d'internement. L'obligation d'intervention cesse au jour de la libération à l'essai ou définitive de l'interné » (voir circulaire du 12 septembre 1933).

Section II

L'application pratique de l'internement

Dès que la loi de défense sociale fut votée on s'occupa d'organiser les établissements nouveaux qui seraient nécessaires pour y recevoir et traiter les catégories d'individus, qui allaient être atteints par les dispositions nouvelles.

Un arrêté royal du 15 septembre 1930 décida que seraient créés :

I. *Pour les inculpés et condamnés du sexe masculin.*

1^o une section spéciale à l'asile d'aliénés de l'Etat à Tournai ;

2^o un quartier spécial à la prison centrale de Gand ;

3^o un quartier spécial à l'établissement pénitentiaire de Merxplas.

II. *Pour les inculpées et condamnées du sexe féminin.*

1^o une section spéciale à l'asile d'aliénés de l'Etat à Mons ;

2^o un quartier spécial de la prison pour femmes de Forest.

La direction des sections spéciales de Tournai et de Mons était confiée aux médecins directeurs des asiles, tandis que celle des quartiers spéciaux de Gand, Merxplas et Forest l'était aux fonctionnaires dirigeant chacun de ces établissements.

Une circulaire ministérielle du 31 décembre 1930 a affecté la section de la prison centrale de Gand aux débiles ; la section de Merxplas aux déséquilibrés et aux névropathes ; la section de la prison de Forest aux débiles et déséquilibrées du sexe féminin ; enfin à Tournai et à Mons étaient placés les déments, les hommes dans le premier éta-

blissement, les femmes dans le second. Le 7 novembre 1934, un arrêté royal supprima le quartier de l'établissement pénitentiaire de Merxplas, on n'internerait plus dans cette prison que les adolescents et les récidivistes.

Il fallait alors procéder à une réaffectation des établissements de défense sociale pour anormaux, ce fut l'objet de deux circulaires du 20 décembre 1934 et du 1^{er} avril 1935.

Désormais seuls, les condamnés devenus anormaux en cours de peine, et de ce fait internés en vertu de l'article 23 de la loi, seront envoyés à Gand, à l'exception toutefois de ceux qui seront atteints de démence et qui devront être conduits à Tournai.

L'établissement de Gand, aux termes de ces circulaires, pourra recevoir dans la mesure des places disponibles, des inculpés déclarés anormaux paisibles et capables de travailler en atelier.

A Tournai, au contraire, seront réunis tous les anormaux internés en vertu de la loi du 9 avril 1930, qui ne rentrent pas dans les catégories ci-dessus.

Or, quand nous aurons dit que Merxplas et Gand sont de véritables établissements pénitentiaires avec une organisation et un régime intérieur semblables en tout point à ceux des prisons et que Tournai au contraire est un asile d'aliénés se rapprochant beaucoup plus de l'hôpital que d'un établissement répressif, nous aurons dépeint le mouvement à notre sens très net d'adoucissement de la situation et du traitement des anormaux. Adoucissement d'ailleurs qui répond aux buts que poursuit la loi de défense sociale et l'évolution des méthodes pénitentiaires en Belgique, qui voient dans le débile mental qui a commis une infraction, non un délinquant qu'il faut punir mais un malade qu'il faut soigner.

Cependant il est important de noter qu'est ainsi perdue de vue une idée qui avait été émise par le Docteur Vervaeck et qui consistait à traiter tous les délinquants dans le cadre pénitentiaire¹.

1. Le traitement de tous les délinquants dans le cadre pénitentiaire par le Docteur Vervaeck, Rapport au IX^e Congrès de médecine légale de Paris, 26 mai 1924, « *Revue de droit pénal et de criminologie* », 1924, p. 642 et 761.

Il pensait qu'il était nécessaire de maintenir à la base du régime pénal, les principes d'intimidation et de répression à la condition naturellement qu'ils s'inspirent de considérations thérapeutiques et prophylactiques.

Il est certain qu'avec la concentration à Tournai de tous les anormaux (sauf ceux qui ont été condamnés et qui continuent à être internés à Gand) la répression semble être désormais abandonnée vis-à-vis des catégories importantes de délinquants atteints par les dispositions de la loi de 1930.

Désormais ceux-ci seront soignés de leurs tares mentales, dans une ambiance ne rappelant en rien la prison. Ce régime exceptionnellement adouci que nous allons décrire n'a pas été sans soulever de nombreuses protestations.

L'opinion publique s'indigne volontiers, nous le savons, du confort offert aux délinquants ; sans doute ce régime est-il parfaitement logique puisqu'il ne s'appliquera qu'à des êtres débiles d'esprit, et que seules des méthodes médico-thérapeutiques parviendront à les guérir ; mais elle redoute que des malfaiteurs habiles ne parviennent malgré la vigilance des praticiens à les tromper et à bénéficier ainsi de faveurs imméritées.

Il ne faut pas mésestimer ces critiques, car elles ont leur valeur. Le droit pénal doit sans aucun doute tenir compte de l'opinion publique. Ainsi que l'a écrit M. Cornil : « Le « droit pénal n'est pas un jeu de savants, un droit pénal « que la conscience sociale ne comprend pas c'est le retour « à la vengeance individuelle, c'est le retour à la guerre « privée » ¹.

Il est typique de remarquer que ces idées ont progressé dans l'opinion publique, le jury qui est sa fidèle expression vient dans des procès récents et retentissants, de refuser d'appliquer la loi de défense sociale à des accusés, alors que les circonstances dans lesquelles ils avaient perpétré leurs forfaits ainsi que leurs anomalies psychiques laissaient cependant prévoir qu'ils seraient soumis à ses dispositions ².

1. M. Cornil, *Les anormaux et le droit pénal*, « *Revue de droit pénal et de criminologie* », 1935, p. 812.

2. Voir un article du Docteur Vervaeck, « *Annales de médecine légale* », février 1936, p. 57 et suiv.

Nous allons voir rapidement à quel régime sont soumis les anormaux internés, en étudiant l'organisation intérieure des deux établissements destinés à ce but : Tournai et Gand.

I. *Tournai*

Avant la loi du 9 avril 1930, l'asile d'Etat de Tournai recevait des catégories d'aliénés assez spéciales. Ces aliénés étaient des individus particulièrement dangereux, qui avaient troublé l'ordre dans les asiles où ils avaient été admis ou tenté de blesser leurs camarades ou leurs gardiens. D'autre part on admettait à Tournai les délinquants renvoyés de poursuites en vertu de l'article 71 du Code pénal.

L'asile de Tournai constituait donc par sa destination un établissement tout désigné pour l'internement des anormaux. Actuellement à Tournai, il y a encore deux catégories d'aliénés en traitement : tout d'abord les internés « de défense sociale » au nombre de 800 environ ¹ et d'autre part certains aliénés provenant d'autres asiles mais que leur caractère dangereux a nécessité une mesure de transfert à Tournai, soit que les faits qui leur étaient reprochés se trouvaient antérieurs au 9 avril 1930 et qu'ils ont été jugés avant la mise en application de la loi. Ces individus sont approximativement 150, peu à peu Tournai essaie de refouler cette dernière catégorie vers les asiles d'où ils sont venus mais ces établissements n'acceptent qu'avec beaucoup de répugnance cet apport nouveau.

Ces deux catégories bien distinctes d'internés sont complètement séparées. On n'a pas voulu que des aliénés n'ayant commis aucune infraction puissent être en contact avec des criminels.

Le régime de l'asile est celui de *la communauté de jour et de nuit*.

Les malades paisibles couchent dans des dortoirs de 15 à 20 lits ; la surveillance est attentive et on ne signale aucun fait grave contre la discipline.

1. Nous avons visité l'asile de Tournai au mois d'avril 1935.

Quant à l'emploi du temps il est le suivant :

7 h.	lever,
7 h. 1/4	déjeuner,
7 h. 1/4 à 12 h.	travail,
12 h. à 1 h.	déjeuner,
1 h. à 4 h.	travail,
4 h. à 5 h. 1/2	distractions,
5 h. 1/2 à 6 h.	souper,
6 h. à 8 h.	distractions.

Les détenus ne sont pas astreints au travail, mais la grande majorité s'y adonne, car ils sont rémunérés, comme s'ils étaient des prévenus, ce qui leur procure des gains relativement élevés, qui leur permettront de faire des achats à la cantine destinés à adoucir leur ordinaire (tabac, confiture, lait, sucre, pain d'épices, sardines, moutarde, savon de toilette, etc..).

A quel genre de travail se livrent les détenus ? Les débiles les plus profonds sont chargés de tâches assez faciles : collage de sachets, travaux de jardinage, de culture, l'asile a, en effet, une ferme et un jardin qui lui fournissent des légumes.

Ceux qui sont moins malades s'occupent de vannerie (rempaillage de chaises, confections de paniers, de sièges en rotin), d'autres fabriquent des jouets en bois qu'ils façonnent et décorent eux-mêmes, ou des tables, des berceaux, d'autres sont cordonniers ou tailleurs.

A la différence des prisons qui travaillent pour les administrations publiques, les internés fournissent les grands magasins et l'industrie privée.

Sans doute a-t-on reproché à ce système de faire une concurrence inadmissible au travail libre, surtout que nous sommes en ce moment dans une période de crise économique où le chômage est particulièrement aigu.

Mais il faut tenir compte que peu d'individus sont occupés à une même tâche et que le rendement de certains débiles est très restreint et enfin qu'il est de toute nécessité d'occuper à un travail quelconque les internés qui, s'ils étaient désœuvrés pourraient quelquefois devenir dangereux. Les détenus travaillent en ateliers, chacun de ceux-ci

ne réunissent qu'une dizaine d'anormaux, certains même, pas plus de deux ou trois. Les portes de ces ateliers sont à moitié vitrées, ce qui permet au surveillant¹ de jeter fréquemment les yeux sur leur activité.

Un tableau à la porte indique clairement le nombre d'instruments qui sont à la disposition des internés, dès qu'ils ont terminé avec un outil, ils doivent le replacer sur une panoplie apposée au mur de leur atelier, de façon à ce que le surveillant puisse exercer son contrôle.

On ne signale aucun accident résultant de l'emploi par des individus anormaux, d'outils qui pourraient devenir entre leurs mains des armes redoutables ; cependant tout danger à notre avis n'est pas exclu.

Les détenus travaillent librement, ils peuvent converser entre eux, car ils ne sont pas astreints à la règle du silence ; de même ils sont autorisés à fumer.

La vie active cesse à 4 heures, les détenus restent ensemble ; ils sont libres à partir de ce moment de faire ce qu'ils veulent. Certains préfèrent être désœuvrés, d'autres lisent les périodiques illustrés qu'ils peuvent recevoir ou les livres de la bibliothèque, à moins qu'ils n'aiment mieux converser en fumant une cigarette ou entamer d'interminables parties de cartes, de jacquet ou d'échecs ; si le temps le permet ils peuvent sortir au jardin.

Rien ne rappelle ici au visiteur qu'il se trouve dans un établissement abritant de dangereux délinquants, mais il se figure plutôt être dans un hôpital ou une pension de famille.

Le dimanche, les anormaux des différents quartiers, munis d'équipements complets se livrent à de passionnants matches de football ardemment disputés, enfin une fanfare composée exclusivement d'internés possède un répertoire complet de « pots-pourris » d'opérettes et d'opéras.

Mais ce système de vie en commun n'existe que pour les détenus paisibles ; au contraire, les déments complets ou ceux qui sont particulièrement agités seraient un danger pour leurs

1. Le personnel de surveillance de l'asile de Tournai n'est pas laïque mais religieux ; cependant dans les quartiers de sûreté où sont enfermés les indisciplinés et les déments furieux, le personnel est exclusivement laïque.

compagnons, si on les admettait au régime commun.

Pour eux le régime est soit l'encellulement de nuit ou même l'isolement de jour et de nuit suivant le degré de gravité de leurs troubles mentaux.

Leur cellule est rigoureusement nue : ils couchent sur une simple pailleasse. Quant aux anormaux qui troublent l'ordre, on ne leur applique pas les peines disciplinaires prévues au règlement des prisons, car, ainsi que le dit la circulaire ministérielle du 30 décembre 1930 « ces faits ne sont souvent chez les anormaux que l'expression morbide de leurs tares mentales » ; ils seront simplement privés de certaines faveurs, telles que la participation aux distractions. S'ils se révélaient dangereux ils seraient conduits au quartier de sûreté ou de punition, placés dans une cellule pour une certaine durée et soumis au régime des déments ou des agités.

Mais dans aucun cas, le régime alimentaire n'est modifié.

On se trouve ici en présence de malades, aucune punition ayant pour objet de diminuer la nourriture ne peut être prononcée.

L'asile contient également un quartier¹ réservé aux gros débiles, aux vieillards incapables de travailler, aux anciens aliénés qui ont vu leur état s'améliorer, mais pas assez cependant pour sortir, on y place également ceux qui ne veulent pas travailler. Tous sont complètement désœuvrés.

II. Gand

A Gand dès 1931 on interna les débiles mentaux atteints par les dispositions de la loi de défense sociale.

Cet établissement renfermait déjà, nous le savons d'autres catégories de détenus.

1^o Tous ceux qui avaient été régulièrement condamnés comme normaux par les tribunaux répressifs, mais qui ne supportaient pas le régime cellulaire ;

2^o D'autre part, les condamnés ayant subi plus de 10 ans

1. On compte à l'asile de Tournai 16 quartiers.

de leur peine en cellule, pouvaient demander leur transfert au régime en commun c'est-à-dire à la prison de Gand¹.

Cependant à Gand comme à Tournai, les internés sont placés dans des quartiers différents des autres détenus, aucun contact n'est possible entre eux.

Depuis 1935, Gand n'abrite plus en ce qui concerne les individus soumis aux dispositions de la loi de défense sociale, que les condamnés devenus anormaux en cours de peine, les déments sont envoyés à Tournai.

Le régime, sans être aussi rigoureux que celui d'un établissement pénitentiaire ordinaire est cependant plus strict qu'à Tournai. Nous sommes ici dans une prison et non dans un asile d'aliénés. Les internés sont soumis à l'isolement de nuit et au régime commun le jour. L'emploi du temps est le suivant :

6 h.	lever, nettoyage de la cellule et toilette personnelle,
7 h.	réfectoire,
8 h. à 11 h. 1/4	atelier,
11 h. 1/4 à 12 h.	promenade en groupe dans la cour,
12 h. à 2 h.	réfectoire ; jeux,
2 h. à 6 h. 1/4	atelier,
6 h. 1/2 à 7 h.	réfectoire,
7 h. à 9 h.	jeux,
9 h.	coucher.

Les anormaux peuvent se livrer au travail, il y a une forge et une ferblanterie. Le système de rémunération est le même qu'à Tournai ; il n'y a aucune obligation au travail, celui-ci est purement facultatif.

Comparativement au régime des détenus ordinaires, les individus internés à Gand jouissent de nombreux avantages.

1° *Leur régime alimentaire est meilleur.*

Le matin, ils reçoivent du café, du sucre avec du pain blanc autant qu'ils en désirent ;

à midi, ils ont soit des œufs, du fricandeau, des boulettes de viande ou des carbonades flamandes ;

1. Autrefois existait à Gand une prison-école industrielle, mais par arrêté royal du 9 février 1931, elle a été transférée à Hoogstraten.

le soir, une soupe aux pommes de terre ou aux légumes, additionnée de 100 grammes de viande de vache rôtie.

Le vendredi, il est distribué 150 grammes de poisson au lieu de viande. Les internés ne prennent pas leurs repas en cellule, mais au réfectoire ; ils utilisent des assiettes de faïence, des fourchettes et des couteaux, au lieu de la gamelle habituelle ;

2° En ce qui concerne *les visites*, leur fréquence et leur durée sont laissées à l'appréciation de la direction, elles ont lieu dans un parloir commun ; les internés ainsi que leur famille sont assis autour d'une table et parlent librement ; la visite peut durer de 1 à 2 heures.

3° La plus grande liberté est également admise en matière de *correspondance* ; les détenus envoient et reçoivent des lettres sans limitation, mais bien entendu sous le contrôle de la direction.

4° En ce qui concerne les *punitions*, le personnel pénitentiaire se plaint d'être complètement désarmé à cet égard. Aucune restriction quant au régime alimentaire ou aux promenades ne peut être prise, l'insoumis ne peut être maintenu que pour quelques jours en cellule ; la punition dans ce cas perd tout effet intimidant.

5° Les anormaux qui n'ont pas atteint 40 ans sont astreints à fréquenter l'école ; l'enseignement est donné en français et en flamand à raison de 5 heures par semaine, ils ont un instituteur spécial.

Voici très brièvement résumée, la vie des anormaux dans les deux établissements de Tournai et de Gand ; les femmes sont envoyées à Forest et pour les démentes à l'asile de Mons, mais le régime est semblable.

Nous avons signalé les critiques que l'on pouvait faire à ce sujet, mais nous ne devons pas oublier cependant, que nous sommes en présence de malades qu'il faut traiter autrement que par des mesures de répression.

L'opinion publique sera apaisée lorsqu'elle comprendra que ce sont uniquement des êtres débiles affaiblis physiquement et moralement, qui sont internés dans les établis-

sements de défense sociale, et que les simulateurs en sont impitoyablement écartés.

C'est sur les tribunaux chargés d'appliquer la loi, sur le corps médical qui dépistera les fraudes que repose l'avenir de la législation nouvelle, afin de la défendre contre les attaques parfois justifiées dont elle a été l'objet.

TITRE II

Les Récidivistes et Délinquants d'habitude

CHAPITRE PREMIER

LA MISE A LA DISPOSITION DU GOUVERNEMENT

La seconde partie de la loi du 9 avril 1930, consacre ses développements à une autre catégorie d'individus particulièrement dangereux pour l'ordre social : *les récidivistes*.

Au cours des travaux préparatoires on a longuement insisté sur l'extraordinaire courbe ascendante de la récidive¹.

Pour le délinquant endurci, l'effet intimidant de la peine est complètement aboli; ses fréquents séjours en prison l'ont habitué parfaitement à la vie pénitentiaire. Selon la pittoresque expression du Docteur Vervaeck reproduite par le Comte Carton de Wiart dans le rapport qu'il fit au Parlement sur le projet de loi « la prison « pour eux (les récidivistes) est une période de calme, de « repos et de régime dont leur santé physique enregistre « les plus heureuses conséquences ».

1. Voir le rapport de M. Carton de Wiart sur le chapitre V et VI du projet, Chambre, *Documents*, p. 371, session 1924-1925.

Sans doute le législateur avait-il déjà donné aux tribunaux vis-à-vis de ces catégories de malfaiteurs, des armes redoutables ; les articles 54, 55, 56 et 57 du Code pénal permettent d'infliger aux récidivistes des peines aggravées du fait de leur persistance à la délinquance.

A leur sortie de prison, ils pouvaient être frappés *du renvoi sous la surveillance de la police*.

Les récidivistes de crime sur crime pouvaient y être placés à perpétuité (article 36 du Code pénal) les récidivistes de délit sur crime et de délit sur délit pendant un terme de 5 à 10 ans.

Cette mesure avait pour effet d'interdire au condamné certains lieux dans lesquels il lui était défendu de séjourner après l'exécution de sa peine ; de plus il ne pouvait changer de résidence qu'après en avoir averti le bourgmestre ou le commissaire de police de sa localité¹.

Toute contravention à ces dispositions était punie d'un emprisonnement de 8 jours à un an (article 338 du Code pénal). Mais ces prescriptions se montrèrent peu efficaces. Le renvoi sous la surveillance de la police était difficilement compatible avec une réadaptation sociale du détenu surtout dans les petites villes (et les grands centres lui étaient fréquemment interdits) le contrôle auquel il était astreint attirait sur lui les suspicions et entravait tous ses efforts pour se reclasser.

La loi du 9 avril 1930, il est important de le noter immédiatement, ne touche pas aux règles du Code pénal sur la récidive mais en revanche abroge la mise sous la surveillance spéciale de la police, pour la remplacer par *la mise à la disposition du Gouvernement*.

En quoi consiste cette nouvelle mesure ? A placer pour un certain temps à l'expiration de leur peine dans un établissement spécial, les récidivistes afin de les rééduquer. Ainsi que l'ont fait remarquer les commentateurs de la loi² bien que le législateur ait vu dans ces nouvelles dispositions la création d'une mesure de sûreté il s'agit plutôt d'une

1. Braas, *op. cit.*, p. 190.

2. M. Cornil, *op. cit.*, p. 78, n° 66 et 67.

véritable peine dont est frappé le récidiviste. Nous avons déjà dit que la jurisprudence avait décidé que la mise à la disposition du Gouvernement renforçait la rigueur de la répression et qu'elle participait de la nature des peines (Cassation, 11 décembre 1933, « *Pasicr.* », 1934-1-96, note L.C.).

Le système nouveau institué par la loi est d'ailleurs excessivement souple. La mise à la disposition du Gouvernement, qui est toujours prononcée par la juridiction de jugement, n'est obligatoire que dans un seul cas : récidive de crime sur crime (article 24) dans tous les autres elle ne sera que facultative.

Une fois prononcée, elle pourra prendre fin avant le terme qui lui est fixé par la juridiction qui l'a ordonnée soit par une libération à l'essai ou une mise en liberté définitive.

Par contre une fois arrivée à expiration la mesure ne pourrait pas être prorogée comme c'était le cas pour l'internement des anormaux.

Section I

Les règles légales

§ 1. *Quand y a-t-il lieu à mise à la disposition du Gouvernement.*

Ce sont les articles 24 et 25 qui précisent quels sont les cas dans lesquels il y aura lieu d'ordonner la mise à la disposition du Gouvernement.

En cas de récidive *de crime sur crime*, l'article 24 décide que cette mesure sera obligatoirement prononcée pour une durée de *vingt ans*.

Aucune faculté d'appréciation ne sera donc laissée aux magistrats. On a voulu frapper d'une façon plus rigoureuse les criminels les plus dangereux en obligeant la juridiction appelée à statuer, à les interner pour une longue période après l'expiration de leur peine.

Cependant il faut admettre à ce principe certaines exceptions :

A. Tout d'abord la disposition de l'article 24 ne jouera pas « lorsque la peine antérieure a été prononcée pour crime politique ».

Les infractions politiques nous l'avons vu jouissent dans la loi de défense sociale d'un régime de faveur (articles 7 et 10) dû aux mobiles presque toujours désintéressés, qui arment le bras des criminels politiques. Il s'agit des infractions politiques proprement dites et non des infractions politiques mixtes, c'est-à-dire des « infractions de droit commun perpétrées dans un dessein politique »¹.

B. Lorsque l'une des condamnations a donné lieu à réhabilitation, la mise à la disposition du Gouvernement ne peut être prononcée, on est d'avis pour étendre ici la prescription de l'article 25 qui édicte cette solution².

C. Enfin lorsque la seconde condamnation est celle de la peine de mort ou des travaux forcés à perpétuité, il va sans dire que la mise à la disposition du Gouvernement est impossible, car cette mesure serait sans objet.

M. Cornil se demandait si dans un arrêté de commutation de la peine de mort ou de réduction de la peine des travaux forcés, le Roi pourrait introduire l'internement à l'expiration de la peine³.

Il nous semble qu'il faille répondre par l'affirmative.

En effet l'article 88 du Code pénal disposait que tout condamné à mort, aux travaux forcés ou à la détention à perpétuité, qui obtenait commutation de peine, était de plein droit sous la surveillance de la police pour 20 ans, s'il n'en était autrement décidé par l'arrêté royal de grâce.

La mise à la disposition du Gouvernement ayant remplacé la mise sous la surveillance spéciale de la police, on doit appliquer la même solution.

L'article 25 de la loi permet de prononcer la mise à la disposition du Gouvernement à l'égard de certaines catégories de récidivistes, mais tandis que dans la disposition

1. Voir Braas, *op. cit.*, p. 77.

2. M. Cornil, *op. cit.*, p. 86, n° 77.

3. M. Cornil, *op. cit.*, p. 83, n° 71.

précédente elle la rendait obligatoire ici elle n'en fait qu'une simple faculté pour les juges.

Quelles sont les catégories de malfaiteurs atteints par la loi ?

A. Tout d'abord les récidivistes *de délit sur crime* ou de *délit sur délit*, car le texte de l'article 25 renvoie aux articles 56 et 57 du Code pénal qui s'occupent des cas que nous énumérons.

Cependant en ce qui concerne la durée de la mise à la disposition du Gouvernement il importe de faire une distinction indiquée par l'article 25 alinéa 1. Si la dernière peine qui a été prononcée est égale ou supérieure à un an ¹, la durée de la mise à la disposition du Gouvernement sera de 10 années ; elle sera de 5 à 10 ans, si au contraire la peine infligée est inférieure à un an ².

B. *Les récidivistes de crime sur délit.* — Ici il s'agit d'un cas de récidive créé par la loi de défense sociale, car il ne se trouve pas dans le Code pénal. On avait jugé que la gravité de la peine prononcée pour frapper la seconde infraction était suffisante pour constituer une aggravation de la répression. Néanmoins le législateur de 1930 a cru devoir assimiler aux cas précédents la récidive de crime sur délit, en la rendant passible de la mise à la disposition du Gouvernement pour une durée de 5 à 10 ans. Remarquons qu'aucune condition quant au taux de la première peine et quant au délai dans lequel se sont commis les deux infractions n'est exigée. Du moment qu'il y a eu condamnation à une peine correctionnelle, puis plus tard à une peine criminelle, la mise à la disposition du Gouvernement est possible ³.

1. Primitivement le projet portait dans ce cas obligation pour le juge de prononcer la mise à la disposition du Gouvernement pour 10 ans. Mais M. Poncelet fit valoir qu'il ne s'agissait là souvent que d'infractions peu graves, et qu'il valait mieux laisser au tribunal la faculté d'ordonner la mesure. Il en fut ainsi décidé.

2. La récidive de délit sur délit prévue par l'article 56, alinéa 2 du Code pénal, exigeant comme condition une condamnation antérieure à un emprisonnement d'un an au moins, il ne peut être fait état pour la mise à la disposition du Gouvernement du cumul de peines respectivement inférieures à ce taux, infligées précédemment du chef de délits concurrents (Cassation, 10 octobre 1932, « *Revue droit pénal* », 1932, p. 1039.

3. M. Cornil, p. 84, n° 73.

C. *Malfaiteurs présentant une tendance persistante à la délinquance.* — Le second alinéa de l'article 25 permet la même mesure, c'est-à-dire la mise à la disposition du Gouvernement pour 5 à 10 ans vis-à-vis de « quiconque ayant commis depuis 15 ans au moins trois infractions, qui ont entraîné chacune un emprisonnement correctionnel d'au moins six mois, apparaît comme présentant une tendance persistante à la délinquance ».

Ici on ne peut même plus parler de récidive, car il est admis que ces trois infractions exigées par l'article 25 peuvent être commises soit en concours, soit en récidive. Ce que le législateur semble avoir voulu atteindre c'est le germe antisocial que renferme le délinquant.

Du moment qu'il a commis plusieurs infractions il est dangereux, il importe de prendre contre lui une mesure d'élimination.

C'est pour cela, que le fait d'avoir commis dans le délai de 15 ans, trois infractions entraînant un emprisonnement correctionnel d'au moins 6 mois, n'est pas suffisant pour que l'individu soit mis à la disposition du Gouvernement, mais il faut encore qu'il présente *une tendance persistante à la délinquance*.

Le juge devra donc se demander si l'inculpé présente un péril pour l'ordre social ; il tiendra compte du milieu où a vécu le délinquant, de la nature des infractions commises ; bref de toutes les circonstances propres à faire apprécier sa mentalité¹. Cependant les dispositions de l'article 25 ne s'appliquent pas dans deux cas :

1° Lorsque les condamnations antérieures ont été prononcées pour des infractions politiques ou lorsque la nouvelle infraction est politique.

2° Aucun compte ne sera tenu d'une condamnation ayant donné lieu à réhabilitation.

Nous avons déjà analysé ces dispositions dans le commentaire de l'article précédent nous n'avons rien à ajouter sur ce point.

1. Cette appréciation sur des questions de fait échappe au contrôle de la Cour de cassation.

L'article 26 est ainsi conçu : « Dans le cas où la mesure n'est pas prescrite par la loi, les procédures relatives aux infractions qui forment la base de la récidive sont jointes au dossier de la poursuite et les motifs de la décision y sont spécifiés ».

Cet article constitue une double garantie protectrice de la liberté individuelle. Il signifie que lorsque la mise à la disposition du Gouvernement n'est pas obligatoire, c'est-à-dire dans tous les cas, sauf dans celui de récidive de crime sur crime, la nouvelle mesure ne pourra être prononcée par les tribunaux que :

1° si les dossiers des précédentes procédures sont joints au dossier de la nouvelle poursuite ;

2° si les motifs de la condamnation sont spécifiés dans la décision, c'est-à-dire que la loi « proscrit les arrêts de pure forme tels ceux qui ne sont motivés que par l'énonciation des termes de la loi » (Cassation 29 octobre 1934, « *Pasicr.* », 1934-1, p. 44).

De nombreux arrêts émanant de la Cour suprême ont décidé que ces formalités étaient substantielles, et que leur inobservation entraînait la cassation totale (Cassation 12 mars 1934, « *Pasicr.* », 1934-1-215 ; 14 mai 1934, « *Pasicr.* » 1934 1-280 ; 20 juin 1934, « *Pasicr.* », 1934-1-321 ; 17 septembre 1934, « *Pasicr.* », 1934-1-373).

De plus, elles doivent s'appliquer indistinctement aux cas de récidive énoncés à l'article 25 aussi bien que dans celui de tendance persistante à la délinquance. L'article 26 ne faisant aucune distinction à ce sujet (Cassation 29 octobre 1934, « *R.D.P.* », 1935, p. 30 et 28 janvier 1935, « *R.D.P.* », 1935, p. 267).

§ 2. De la durée de la mise à la disposition du Gouvernement et de la relaxe des internés.

A. De la durée de la mise à la disposition du Gouvernement.

— Nous avons déjà vu quelle était la durée de la mesure de la mise à la disposition du Gouvernement imposée par la loi de défense sociale (articles 24 et 25).

Vingt ans, en cas de récidive de crime sur crime ; dix ans

en cas de récidive de délit sur crime ou de délit sur délit, lorsque la dernière peine est supérieure ou égale à un an.

Cinq à dix ans, si au contraire celle-ci est inférieure à un an.

Cinq à dix ans, également en cas de récidive de crime sur délit, ou de tendance persistante à la délinquance, constatée après trois infractions punies de 6 mois d'emprisonnement, le tout commis en moins de 15 années. Cependant lorsque la mesure est prononcée doit-elle dans tous les cas être mise à exécution ?

Il résulte de l'interprétation de l'*article 27* que l'on doit répondre à cette question par la négative.

En effet, cette disposition déclare, que les récidivistes et délinquants d'habitude, se trouvant à la disposition du Gouvernement seront internés *s'il y a lieu* dans un établissement désigné par arrêté royal.

On en a inféré que l'Administration pourra, à l'expiration de la peine, examiner s'il est opportun de procéder à l'internement¹. Le récidiviste sera donc par le jugement, qui l'a frappé « mis à la disposition du Gouvernement » et celui-ci, c'est-à-dire le Ministre de la Justice, pourra toujours à l'expiration de la peine subie, libérer le délinquant immédiatement, sans le faire passer par l'établissement spécial, pour récidivistes, s'il estime qu'il ne présente plus aucun danger social. Mais il aura soin d'imposer à cette dispense des conditions sévères analogues à celles qui sont fixées aux anormaux libérés à l'essai. D'autre part, cette mise en liberté immédiate sera toujours provisoire, l'inobservation d'une seule des conditions qui ont été prescrites entraînera aussitôt l'internement.

B. *De la relaxe des récidivistes.* — Supposons que le récidiviste ait été mis à la disposition du Gouvernement pour un certain laps de temps, et qu'il ait été dirigé vers l'établissement de Merxplas, où il devra subir la mesure qui a été prononcée contre lui. Il pourra cependant être libéré avant le terme fixé par la décision judiciaire dans deux cas :

1. Voir session 1927-1928, Chambre, *Documents* n° 11 ; session 1927-1928, Chambre, *Annales*, p. 112.

1^o par une libération à l'essai, prononcée par le Ministre de la Justice, sur la proposition d'une Commission siégeant à l'établissement de Merxplas ;

2^o par une libération définitive prononcée par la Cour d'appel (article 28).

Notons tout de suite que la libération à l'essai n'est point prescrite en termes formels par la loi de défense sociale, cependant au cours des travaux préparatoires on a fait, à plusieurs reprises, observer qu'il serait contraire à l'esprit de la loi de prolonger l'internement, lorsque le délinquant offrait des garanties tangibles d'amendement.

« Dès que les circonstances lui paraîtront justifier la libération anticipée elle (l'Administration) n'hésitera pas à autoriser celle-ci, sauf à laisser suspendue sur la tête du libéré, la menace d'un internement nouveau, si la conduite du libéré ne répond pas à l'attente du Gouvernement à la disposition duquel il demeure en vertu du jugement »¹.

On pourrait également justifier cette libération anticipée par les termes mêmes de l'article 27.

S'il est permis à l'Administration de dispenser complètement le récidiviste de l'internement, à plus forte raison lui est-il permis de mettre fin à celui-ci avant le terme fixé par décision judiciaire, si elle estime que le délinquant n'est plus un danger social ; mais là encore des conditions seront imposées au libéré qui devra s'y conformer sous peine de réinternement.

Ces libérations à l'essai ne sont accordées qu'aux récidivistes faisant preuve de progrès dans leur réadaptation sociale. Nous verrons dans la section suivante, que les internés sont classés à l'établissement de défense sociale en plusieurs catégories suivant leur conduite et la satisfaction qu'ils donnent aux autorités pénitentiaires. Les meilleurs forment « le groupe de confiance », ceux-là seuls pourront bénéficier d'une libération à l'essai. A cet effet, ils comparaîtront tous les six mois devant une Commission siégeant à Merxplas composée :

du procureur du Roi à Turnhout, président ; d'un délégué

1. Session 1924-1925, Chambre, *Documents*, n^o 38.

du Ministère de la Justice ; d'un délégué appartenant aux œuvres de réadaptation sociale.

Ces trois personnes ont voix délibérative. En outre assistent aux débats : le directeur de l'établissement de Merxplas, les auxiliaires sociales et le médecin anthropologue, mais seulement avec voix consultative.

La Commission, si elle le juge opportun, soumet une proposition de libération à l'essai au Ministre de la Justice qui décide souverainement.

Lorsque la libération à l'essai est accordée, les individus qui en sont l'objet sont soumis à une surveillance attentive de la part des assistantes sociales et des œuvres de réadaptation sociale, qui contrôleront ainsi de façon suivie la conduite du libéré et comment il respecte les conditions qui accompagnent toujours les décisions de libération.

Ces conditions se référeront surtout à l'obligation de résidence, à l'abstention de fréquenter des lieux de débauche et des débits de boissons, on fera dans ce but de fréquentes enquêtes, chez l'employeur, dans la famille du récidiviste, auprès des autorités communales.

Les rapports qui seront dressés seront envoyés au Ministre de la Justice et à la direction de l'établissement à Merxplas ; s'ils ne donnent pas satisfaction, la mesure sera révoquée et le libéré réinterné. Les résultats de ces libérations ont du reste été assez décevants.

Sur 15 récidivistes, qui en 1934 ont bénéficié de cette mesure et dont l'office de réadaptation sociale s'est occupé :

2 se comportent bien ;

10 ont été réintégrés sur les ordres du Ministre de la Justice,

1 a disparu,

1 douteux,

1 décédé.

Encore ne s'agit-il là que des individus catalogués comme présentant le maximum de garanties, puisque ceux-là seuls peuvent être l'objet d'une libération à l'essai. Aussi comprend-on que la Commission se montre avec juste raison circonspecte à cet égard.

À côté de la liberté à l'essai, existe une autre forme de libération, qui est celle-ci définitive et qui est accordée par

la Cour d'appel. Cette disposition fait l'objet de l'article 28 de la loi du 9 avril 1930.

Trois ans après l'expiration de la peine et ensuite de trois en trois ans, lorsque la durée de la mise à la disposition du Gouvernement ne dépasse pas 10 ans, c'est-à-dire dans tous les cas prévus à l'article 25 et pour l'hypothèse envisagée à l'article 24 (récidive de crime sur crime); cinq ans après l'expiration de la peine, et ensuite de 5 en 5 ans, le récidiviste pourra solliciter d'être relevé de cette décision.

Il devra, à cet effet, adresser une demande au procureur général près la Cour d'appel dans le ressort de laquelle siège la juridiction qui a prononcé la mise à la disposition du Gouvernement.

Le procureur général prendra ainsi que le prescrit l'article 28 « toutes informations qu'il juge nécessaires ». Ces informations, il les recueillera surtout auprès des œuvres de patronage et de réadaptation sociale, qu'il chargera d'une enquête approfondie sur le milieu familial de l'interné, sur ses possibilités de travail, etc.¹.

Il en transmettra le résultat avec ses réquisitions à la juridiction appelée à statuer, c'est-à-dire à une Chambre correctionnelle de la Cour d'appel.

L'article 28 est muet en ce qui concerne la procédure suivie devant celle-ci. Cependant il indique que l'intéressé doit être assisté d'un conseil, ce qui lui donne toutes les garanties.

C'est sur ce texte que l'on se fonde, on se souvient pour soutenir que la présence d'un défenseur n'est pas obligatoire devant la juridiction ordonnant le placement en observation (voir article 2).

Si sa demande est rejetée, l'interné ne peut la reproduire, que 3 ans ou 5 ans après suivant que la durée de la mise à la disposition du Gouvernement est inférieure ou supérieure à 10 ans.

Mais notons que même en cas de rejet par la Cour d'appel, le Ministre de la Justice pourrait immédiatement ordon-

1. Session, 1927-1928, Chambre, *Annales*, p. 113.

ner une mise en liberté à l'essai, s'il estime que le récidiviste n'offre plus de danger pour la sécurité publique,

Lorsque la mise en liberté est ordonnée par la Cour d'appel, *elle est définitive*, aucune condition ne peut être imposée, et le réinternement en cas de mauvaise conduite absolument impossible ; il faudrait pour cela qu'une nouvelle infraction fut commise. On se trouve ici dans le même cas que lorsque la commission instituée par l'article 13 de la loi libère définitivement un anormal.

Il serait souhaitable que l'on appliquât ici la même solution que nous avons préconisé à ce propos : pas de liberté définitive avant l'expiration de la mesure sans une période de libération à l'essai préalable. Remarquons pour en terminer que la loi de défense sociale ne permet pas la prorogation de la mise à la disposition du Gouvernement, lorsque celle-ci arrive à expiration comme elle le faisait pour l'internement des anormaux (articles 22 et 23). Sans doute a-t-on craint l'arbitraire possible, la constatation de l'état antisocial du récidiviste étant beaucoup plus difficile que celle de la persistance des troubles mentaux d'un anormal.

Il est permis cependant de se demander si cette mesure n'aurait pas été désirable, les statistiques que nous avons données sur les résultats des libérations à l'essai étant peu susceptibles de donner une confiance excessive dans le reclassement des récidivistes.

Section II

L'application pratique de la mise à la disposition du Gouvernement

Ce fut un arrêté royal du 15 décembre 1930 qui désigna les établissements pour l'internement des récidivistes et des délinquants d'habitude.

Aux termes de cet arrêté, il était créé à Merxplas, un établissement où seraient internés les récidivistes du sexe masculin et une section spéciale aux établissements de Saint-

André-les-Bruges pour les femmes. A l'heure actuelle, on peut assez difficilement apprécier les résultats, qu'a donné cette partie de la loi de défense sociale, car la mesure de la mise à la disposition du Gouvernement n'a d'effets qu'à partir du moment où le récidiviste a achevé sa peine¹, aussi y a-t-il encore dans les prisons belges, quantité d'individus atteints par les dispositions de la loi du 9 avril 1930 qui n'ont pas encore été transférés à Merxplas.

Nous allons étudier tout d'abord l'organisation intérieure de l'établissement de Merxplas, ainsi que le régime auquel sont soumis les internés. Nous concluons ensuite par quelques chiffres.

Le régime de Merxplas repose sur un système progressif, faisant passer l'interné par différents stades au fur et à mesure que se manifestent ses progrès dans sa réadaptation sociale.

L'individu qui entre à l'établissement de défense sociale de Merxplas comme récidiviste, est tout d'abord soumis à une mise en observation² de deux mois au plus. Pendant cette période d'observation il sera examiné fréquemment par le médecin anthropologue, recevra les visites du directeur, du surveillant-chef, de l'aumônier, de l'instituteur.

Ces fonctionnaires se réunissent mensuellement et statuent sur toutes les mesures à prendre sur le cas de l'interné mis en observation.

Le travail à Merxplas est obligatoire, l'interné dans sa cellule se livrera à différentes tâches compatibles avec le régime solitaire (collage de sachets, mise en carte de bou tons, fabrication de chaussons, etc.). Il effectue cependant une promenade de 2 heures par jour (1 heure le matin, 1 heure l'après-midi), cette promenade se fait en commun. C'est le seul moment de la journée pendant lequel l'interné

1. Les tribunaux ne peuvent pas prononcer la mise à la disposition du Gouvernement pour des infractions commises antérieurement à la mise en vigueur de la loi ; c'est-à-dire le 1^{er} janvier 1931. Cependant on est d'avis pour ne pas exiger que toutes les infractions soient postérieures à cette date, mais seulement la dernière : « car c'est à ce dernier fait seulement que la loi attache la sanction nouvelle », Cornil, *op. cit.*, p. 94, n° 88.

2. Il y a actuellement sur les 145 chambres que contient cet établissement 22 cellules destinées à la mise en observation.

est soustrait à sa cellule. La mise en observation permet d'étudier la mentalité du récidiviste si celle-ci se révèle mauvaise, il sera versé dans la *division des pervers*.

Dans ce cas il sera soumis au régime d'isolement absolu de jour et de nuit. Si au contraire la conduite de l'interné est satisfaisante, il passera au second stade ou *division d'épreuve*.

Le régime est alors la réunion pendant le jour et la séparation cellulaire de nuit. Ce régime est d'ailleurs celui de tous les autres internés à quel que groupe qu'ils appartiennent.

L'emploi du temps est le suivant :

- 5 h. 3/4 lever, suivi de l'habillement, soins de propreté, mise en ordre de la chambre, déjeuner ;
- 7 h. travail à l'atelier, départ aux champs ;
- 9 h. promenade au jardin pour les internés qui travaillent à l'atelier ;
- 9 h. 1/2 fin de la promenade ;
- 11 h. 1/2 repas suivi de promenade ;
- 13 h. reprise du travail ;
- 17 h. 30 repos ;
- 18 h. repas du soir, suivi de récréations dans la salle commune, lectures, conférences ;
- 20 h. rentrée en chambre ;
- 21 h. coucher.

Les internés sont autorisés à conserver de l'éclairage jusqu'à 22 heures.

Le dimanche les internés écoutent la messe à l'Eglise de la colonie ; les récidivistes soumis à l'observation et les pervers sont conduits à la chapelle du cellulaire.

Le matin ils se livrent à différents jeux dans la salle de récréation ; après le dîner ils écoutent la radio ou des conférences ; des matches de foot-ball, des exercices de gymnastique ont lieu également.

En général le détenu reste au moins un an dans le groupe d'épreuve.

Il est astreint au travail¹. On tiendra compte pour le

11. Il est accordé à l'interné la totalité de la gratification prévue pour la besogne exécutée, déduction faite des 3/10 pour frais d'entretien. Cette

diriger vers un atelier, de ses connaissances personnelles et de ses aptitudes mentales et physiques. A l'heure actuelle fonctionnent les ateliers suivants : cordonnerie, tissage, fabrique de paillassons, menuiserie, tailleur, polissage, marquetterie. Une ferme, d'autre part, vient d'être mise en exploitation.

Pendant le travail, le silence est de rigueur, les détenus ne pouvant s'entretenir que pour les nécessités du service.

Les internés sont réunis par groupes de 10 à 20 hommes dans chaque atelier, un trop grand nombre de détenus ensemble nuirait à la discipline.

En dehors des heures de travail, les conversations sont permises, sauf toutefois pendant les repas qui se font au réfectoire commun et qui doivent être pris en silence. Tous les mois, il est attribué des points aux internés (pour la conduite, la propreté, l'esprit d'économie, l'emploi du temps, l'application au travail et à l'étude). Ceux qui obtiennent les 8/10 du maximum peuvent passer *au groupe de confiance*. Mais il leur faut un minimum d'internement d'un an pour y accéder.

Le passage au groupe de confiance est subordonné à la décision de la conférence mensuelle du personnel, qui juge d'après les notes obtenues si le détenu mérite l'avancement dans la catégorie supérieure¹. Bien entendu, lorsqu'un interné du groupe de confiance commet une infraction disciplinaire, il peut toujours être replacé dans le groupe d'épreuve pour un temps plus ou moins long suivant le degré de gravité de sa faute.

Les détenus admis au groupe de confiance bénéficient de nombreux avantages :

1° leur régime alimentaire est meilleur que celui du

gratification ne peut être inférieure à 0,70 l'heure pour l'ouvrier d'élite, 0,50 pour l'ouvrier et 0,30 pour l'apprenti. Elle est divisée en deux parts la quotité disponible ou 1/4 de la gratification qui est portée à son compte courant de cantine et la quotité réservée qui constitue la masse de sortie.

1. Les internés des différents groupes portent des insignes sur leur manche, qui les distinguent les uns des autres à l'exception du groupe « des pervers » qui ne porte aucun signe distinctif. Le groupe d'observation : un galon rouge au bas de la manche gauche.

Le groupe d'épreuve, deux galons rouges sur la manche gauche.

Le groupe de confiance, une étoile rouge sur la manche gauche.

groupe d'épreuve. Trois fois par semaine ils ont le droit à une ration de lait (un demi litre) et le soir trois fois par semaine également un hareng ou des maquereaux en conserve sont ajoutés à leur ordinaire.

2° D'autre part, tandis que les internés des autres groupes ne peuvent correspondre *qu'une fois par semaine*, les détenus du groupe de confiance peuvent le faire plus fréquemment.

Toutefois s'ils abusent de cette faculté elle peut leur être supprimée par le directeur.

De même ils peuvent s'abonner à certains journaux ou périodiques avec l'autorisation de la direction.

Mais la faveur la plus importante dont jouissent les internés constitue dans l'octroi de *congés* de 8 à 15 jours avec faculté de prolongation.

Ces congés sont accordés par le Ministre de la Justice sur la proposition du directeur, aux détenus proches de la libération provisoire, afin de se présenter chez un patron susceptible de les embaucher.

L'assistante sociale de la colonie fera du reste une enquête préalable, ira s'enquérir du milieu familial, s'il est prêt à accueillir celui qui va être libéré, tentera de réconcilier les ménages défaillants, ira trouver les patrons qui ont employé l'interné et lui demanderont s'ils sont disposés à le reprendre.

Nous savons déjà que seuls les détenus du groupe de confiance peuvent bénéficier de libération à l'essai.

On aura ainsi le tableau brièvement esquissé de l'organisation de l'établissement de Merxplas.

Comme nous l'avons dit, le recul n'est pas suffisant, pour pouvoir juger des résultats qu'a donné cette partie de la loi. Ce n'est qu'un peu plus tard lorsqu'un contingent important de récidivistes sera soumis à ces prescriptions, que l'on pourra se faire une opinion étayée sur des bases solides.

Il est permis cependant d'adresser à ce système deux critiques.

La première nous ne ferons que la mentionner car nous y avons déjà fait allusion, sera pour regretter que le légis-

lateur du 9 avril 1930 n'ait pas cru devoir admettre la prorogation de la mesure de la mise à la disposition du Gouvernement, ce qui eut permis de conserver pendant toute leur vie les plus dangereux parmi les récidivistes.

La seconde, c'est qu'il est peut être dangereux de concentrer dans une même prison une quantité, qui sera sans cesse croissante, de bandits redoutables. Leur contact continuel risque d'amener des troubles disciplinaires, qui pourraient être graves. Sans doute, la surveillance est-elle à Merxplas attentive, et devant une révolte des détenus on peut être assuré que force resterait à la loi. Néanmoins, une telle perspective n'est pas sans laisser une certaine inquiétude. Il eut été désirable d'éviter une telle concentration de malfaiteurs dans une même prison ; mais les difficultés budgétaires actuelles ne permettent pas d'envisager une réforme sur ce point.

Pour en terminer, donnons quelques chiffres. En 1932 on a enregistré 43 admissions à l'établissement ; en 1933, 32 ; en 1934, 50.

En ce qui concerne la dernière année pour laquelle des statistiques précises ont été établies, c'est-à-dire 1934¹, la population au 31 décembre 1934 se montait à 89 internés, 15 parmi ceux-ci ont du être pendant l'année placés à l'annexe psychiatrique à la disposition du médecin anthropologue, par suite d'anomalies mentales, 3 ont été colloqués à l'asile de Reckheim et 10 ont été réintégrés à l'établissement de récidivistes ; 2 étaient encore en traitement à l'annexe psychiatrique au 31 décembre. Il est intéressant de connaître la répartition des internés suivant les âges :

de 21 à 30 ans	15
de 30 à 40 ans	36
de 40 à 50 ans	20
de 50 à 60 ans	13
de 60 à 70 ans	5

1. Ces statistiques sont extraites du Rapport annuel pour l'exercice 1934 qui nous a été remis par M. le Directeur van Ranst.

en ce qui concerne l'état civil des détenus :

célibataires	56
mariés avec enfants	14
mariés sans enfant	15
veufs avec enfants	4
veufs sans enfant	0

En ce qui touche le genre d'infractions commises on relève :

infractions contre la propriété	77
infractions contre les personnes ..	6
attentats aux mœurs	3
rupture de ban de surveillance ...	3

Pendant le cours de l'année il s'est produit :

8 cas de désobéissance,
24 cas de dispute,
28 cas d'insolence,
6 cas de refus de travail,
13 cas d'insubordination.

Ces écarts ont été réprimés par :

34 admonestations,
149 jours d'isolement en chambre,
32 jours de cellule au pain et à l'eau.

Une seule tentative d'évasion s'est produite, le délinquant a pu être immédiatement appréhendé.

Enfin au cours de l'année :

42 sorties ont eu lieu, soit par mises en congé ou par mises en liberté à l'essai ;

21 internés sont revenus volontairement à l'expiration du terme fixé, n'ayant pas trouvé de travail ;

10 ont été réinternés pour s'être méconduits ou pour s'être soustraits à l'observation psychiatrique ;

2 ont été libérés à l'essai ;

6 sont en liberté et se conduisent bien ;

3 ont été arrêtés, pour avoir commis un nouveau délit.



APPENDICE

DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET TRANSITOIRES

Nous serons extrêmement bref sur les deux derniers chapitres de la loi de défense sociale, qui ne comprennent que 5 articles consacrés aux dispositions générales et transitoires, car celles-ci ne soulèvent aucune difficulté et n'intéressent pas l'économie générale de la loi.

L'article 29 décide que les dispositions concernant les poursuites en matière correctionnelle et criminelle, sont applicables aux procédures visées dans la présente loi, sauf les dérogations qu'elle établit.

La loi de défense sociale ne bouleverse donc pas les règles de l'organisation judiciaire et de la compétence. Selon M. Picard, d'ailleurs, les dérogations ne doivent pas nécessairement être spéciales et expresse, mais il suffit que les dispositions soient inconciliables avec la loi de 1930, quant à son esprit ou quant à sa lettre pour qu'elles ne lui soient pas applicables.

L'article 30 ne figurait pas dans le texte initial déposé en 1923, mais fut ajouté en 1925, il étend aux décisions ordonnant l'internement des inculpés et accusés en état de démence, de déséquilibre mental ou de débilité mentale, les dispositions des articles 443 à 447 du Code d'instruction criminelle. Ceux-ci organisent la révision des condamnations criminelles et correctionnelles. Sans l'article 30 de la loi du 9 avril 1930 on aurait pu soutenir que les dispositions du Code d'instruction criminelle précitées étaient inappli-

cables à la loi nouvelle, car les mesures d'internement prises en vertu de celle-ci ne constituent pas une peine.

Cependant une erreur judiciaire est toujours possible. La disposition que nous venons d'étudier permettra de la réparer.

L'article 31 abroge un certain nombre de dispositions incompatibles avec la loi de défense sociale ; la mise sous la surveillance spéciale de la police à l'égard des récidivistes, remplacée par la mise à la disposition du Gouvernement ; l'article 76 concernant l'irresponsabilité des sourds et muets, enfin les dispositions contraires à la loi de 1930 qui seraient contenues dans la loi du 18 juin 1850 modifiée par la loi du 28 décembre 1873 sur le régime des aliénés ¹.

L'article 32 remettait au Gouvernement le soin de fixer l'entrée en vigueur « de la présente loi ».

Ce fut l'objet de l'arrêté royal du 30 septembre 1930 fixant la date de mise en vigueur de la loi au 1^{er} janvier 1931.

Enfin d'après *l'article 33* les condamnations au renvoi sous la surveillance spéciale de la police, coulées en force de chose jugée au moment de la mise en vigueur de la loi, recevront exécution, mais à partir de cette date il ne sera plus possible de prononcer cette mesure.

1. Il s'agit des dispositions qui réglaient la collocation des inculpés et des condamnés (Voir M. Cornil, *op. cit.*, p. 90, n° 83).

CONCLUSION

Nous venons de parcourir le cycle des transformations qu'a subi le régime pénitentiaire belge en ces dernières années.

Réformes singulièrement hardies, qui ont engagé résolument la Belgique avec des méthodes nouvelles dans une lutte acharnée contre le crime.

Nous n'avons pas caché que certaines réserves devaient être faites ; que tout n'était pas parfait dans l'œuvre entreprise et qu'il était nécessaire sur de nombreux points d'apporter des retouches.

Néanmoins la base de cet admirable édifice ne peut être discutée, aux anciennes conceptions qui ne faisaient aucune discrimination parmi les délinquants et les soumettaient tous aux mêmes méthodes répressives, la réforme belge substitue des idées neuves, qui voient dans les délinquants anormaux des malades qu'il importe de guérir.

Sans doute peut-on reprocher aux novateurs belges leurs idées à l'excès humanitaires, mais jamais la rigueur dans la répression n'a pu juguler la délinquance.

La science et la pitié la vaincront-elle ; c'est le point d'interrogation que pose la réforme qui a été entreprise en Belgique.

La patrie de Vilain XIII, de Ducpétiaux, de Prins, a su toujours être le flambeau du progrès.

Les savants éminents, les hommes de cœur qui se sont attachés à faire triompher leurs principes sont dignes de leurs illustres devanciers.

Vu, le Doyen,
G. RIPERT.

Vu, le Président de la Thèse,
HUGUENEY.

Vu et permis d'imprimer
Le Recteur de l'Académie de Paris.
S. CHARLÉTY.

ADDENDUM

Au dernier moment, nous avons eu connaissance de quelques modifications qui ont été apportées au régime pénitentiaire belge en décembre 1935¹.

Les prisons des villes suivantes ont été supprimées définitivement : Furnes, Neufchâteau, Marche, Ypres, Huy.

En outre, la prison centrale de Gand a été désaffectée. Les débilés physiques (vieillards, impotents) ont été transférés à Merxplas, dans un pavillon spécial, un bâtiment cellulaire leur est réservé. Les débilés mentaux ont été conduits à Audenarde où existent des locaux permettant l'installation d'ateliers pour le travail en commun. Enfin les condamnés anormaux ont été envoyés à Tournai.

Quant au service chirurgical il a été transporté à la prison de Forest.

1. Voir la réforme pénitentiaire en Belgique par M. Poll, « *R.D.P.* », 1936 page 1.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

I. — HISTOIRE

- BIERMÉ (Maria). — *Jules Le Jeune, un grand humain*, Bruxelles, 1928.
- BROGNIEZ. — *De l'état actuel des prisons en Belgique*, Despres-Parisot Bruxelles, 1835.
- *Réflexions sur l'état actuel des prisons en Belgique*, François, Bruxelles, 1838.
- DUCPÉTIAUX. — *Mémoire à l'appui du projet de loi sur les prisons*, 1844.
- *Des conditions d'application du système de l'emprisonnement séparé et cellulaire*, 1857, F. Hayez, édit., Bruxelles.
- ELEWYCK. — *La maison de force de Gand sous le Consulat*, Discours de rentrée à la Cour d'appel de Gand, 1924.
- RUBBENS. — *Edouard Ducpétiaux* (2 vol.), 1922 et 1934, Ed. Dervit, édit., Bruxelles.
- STROBOANT. — *Notes sur le système pénal des villes flamandes du XV^e et XVII^e siècles*. Godinne, Malines 1897.
- STEVENS. — *Notice sur l'application de l'emprisonnement cellulaire en Belgique*, F. Hayez, Bruxelles, 1872.
- *Les prisons cellulaires en Belgique. Hygiène physique et morale*, Larcier, 1878.
- VILAIN XIII. — *Mémoires sur les moyens de corriger les malfaiteurs et les jainéants à leur propre avantage et de les rendre utiles à l'Etat*, édition 1841, Méline et Ch. Cans, édit., Bruxelles.
- VISSCHERS (A.). — *Notice sur la construction de la maison de force de Gand et sur les mémoires rédigés par Vilain XIII*, D'cq, Bruxelles, 1872.

II. — OUVRAGES DOCTRINAUX

- BERTRAND. — *Leçons pénitenciaires*, édition de « L'Eclou Louvain », 1934.
- BRAFFORT (Louis). — *Essai de contribution à l'évolution du droit pénal*. Larcier édit., Bruxelles, 1929.
- BRAAS. — *Cours de droit criminel*, Bruylant, édit., 1928.
- CORNIL (Léon). — *La mesure de sûreté envisagée objectivement*. Mercuriale prononcée à l'audience solennelle de rentrée à la Cour d'appel de Bruxelles, le 16 septembre 1929.
- FERRI. — *La sociologie criminelle*, Paris, Alcan, 1894.
- NIKO GUNZBURG. — *Les transformations récentes du droit pénal interne et international*, éditions de l'« Eglantine », Bruxelles.

JOLY. — *La Belgique criminelle*, Paris, Gabalda, édit. 1907.

LOMBROSO. — *L'homme criminel*, Alcan, 1887.

PRINS. — *Criminalité et répression*, Merzbach et Falk, édit., Bruxelles, 1886.

— *Science pénale et droit positif*, Bruylant, édit., Bruxelles, 1899.

— *Défense sociale et transformations du droit pénal*, Bruxelles, 1911.

RABINOWICZ. — *Mesures de sûreté*, Etude de politique criminelle, Marcel Rivière, édit., Paris, 1929.

ROUX. — *Répression et prévention*, Félix Alcan, édit., 1922.

SALEILLES. — *L'individualisation de la peine*, Félix Alcan, édit., 1898.

SCHUIND. — *Traité pratique de droit criminel belge*, Paris, Librairie Générale du Droit, 1931.

VERGER. — *L'évolution des idées médicales sur la responsabilité des délinquants*, Flammarion, édit.

III. — OUVRAGES CONSACRÉS A LA RÉFORME PÉNITENTIAIRE BELGE

Actes du Congrès international de Bruxelles 1926.

(Librairie des juristes-classeurs Godde)

DELIERNEUX. — *La réorganisation du service industriel dans les prisons*, Brochure extraite de la « *Revue de droit pénal et de criminologie* », 1921.

HEGER-GILBERT. — *Les projets de réforme pénitentiaire. Annexes psychiatriques, école de police scientifique*, Bruxelles, 1920.

HEGER-GILBERT et VERVAECK. — *Considérations sur le régime pénitentiaire. Les annexes psychiatriques et l'amendement par le travail*, « *Bulletin de l'Académie Royale de Belgique* », Bruxelles, 1919.

Notice sur l'organisation des établissements pénitentiaires, Louvain, Mafrans, 1929.

RABINOWICZ. — *La lutte moderne contre le crime*, préface du Comte Carton de Wiart, Larcier, éditeur.

VERVAECK (L.). — *L'évolution scientifique et sociale du régime pénitentiaire belge*.

WILLEMS (Eugène). — *Les œuvres de réadaptation sociale*, St-Gilles, 1925.

IV. — OUVRAGES CONSACRÉS A LA LOI DE DÉFENSE SOCIALE

BUFFELAN. — *La réforme pénitentiaire belge et la loi de défense sociale du 9 avril 1930*, thèse, Toulouse, 1930.

CORNIL (L.). — *La loi de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude*, Mercuriale prononcée à l'audience solennelle de rentrée de la Cour d'appel de Bruxelles le 15 septembre 1930.

FOURÈS. — *Etude sur le projet de défense sociale soumis au Parlement belge*, thèse, Lille, 1929.

LAGACOS (Elie). — *La défense sociale à l'égard des anormaux, des délinquants d'habitude et de l'adolescence coupable*, un projet de loi belge, Athènes, 1930.

PICARD (O.). — *Délinquants anormaux et récidivistes*, Commentaire de la loi du 9 avril 1930, édit. de la Société d'Etudes morales, sociales et juridiques, A. Deroit, éditeur, Bruxelles.

V. — REVUES

- « *Annales de médecine légale, de criminologie et de police scientifique* ».
- « *Bulletin de l'Association des anciens étudiants de Louvain* ».
- « *Les Cahiers rationalistes* (octobre 1934) ».
- « *L'Eclou* » (Organe de la Fédération des employés de prison), Louvain.
- « *Les Etudes Criminologiques* » (organe de l'Association des élèves et anciens élèves de l'Institut de Criminologie de l'Université de Paris).
- « *Journal des Tribunaux* ».
- « *Recueil des documents en matière pénale et pénitentiaire* ».
(Bulletin de la commission internationale pénale et pénitentiaire, Berne).
- « *Revue de droit pénal, de criminologie et Archives internationales de médecine légale* ».
- « *Revue catholique, sociale et juridique* ».
- « *Revue internationale de droit pénal* ».
- « *Revue de l'œuvre nationale de l'enfance* », Bruxelles.
- « *Revue pénitentiaire et de droit pénal* » (Bulletin de la Société générale des prisons).
- « *Revue de l'Université de Bruxelles* », Institut Solvay.
- « *Le Service Social* ».

Enfin nous nous sommes servi de nombreux documents qui nous ont été remis tant par les fonctionnaires du Ministère de la Justice, que par les Directeurs des Etablissements que nous avons visités.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	1
--------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

LE RÉGIME PÉNITENTIAIRE BELGE AVANT LA LOI DE DÉFENSE SOCIALE DU 9 AVRIL 1930

CHAPITRE PREMIER. — ÉVOLUTION HISTORIQUE DU RÉGIME PÉNITENTIAIRE BELGE	7
<i>Section I. — La « prison-usine » de Vilain XIII</i>	7
<i>Section II. — La prison moralisatrice de Ducpétiaux</i> ...	14
§ 1 ^{er} . Raisons de l'évolution pénitentiaire en 1830	14
§ 2. Ducpétiaux	16
§ 3. L'œuvre pénitentiaire de Ducpétiaux	18
<i>Section III. — Les raisons du déclin du système cellulaire en Belgique</i>	25
CHAPITRE II. — LA PRISON SCIENTIFIQUE	28
<i>Section I. — Un précurseur : Prins</i>	28
<i>Section II. — Premières réformes</i>	32
<i>Section III. — Les raisons profondes de l'évolution péniten- tiaire belge</i>	36
CHAPITRE III. — LES RÉFORMES DE 1920	45
<i>Section I. — Le Conseil Supérieur des Prisons</i>	45
<i>Section II. — L'examen anthropologique des détenus</i>	47
§ 1 ^{er} . Quels sont les détenus qui font l'objet de l'examen anthropologique	49

§ 2. Sur quoi porte l'examen anthropologique ...	
Le dossier anthropologique	51
§ 3. L'utilisation du dossier anthropologique	53
§ 4. Les moyens d'investigation du S.A.P.	55
§ 5. Le Comité directeur du S.A.P.	57
<i>Section III. — L'examen psychiatrique des détenus</i>	58
§ 1 ^{er} . Utilité des annexes psychiatriques	58
§ 2. Organisation intérieure d'une annexe psychiatrique. — Son régime	63
§ 3. Critiques	65
<i>Section IV. — L'atténuation du régime cellulaire et l'organisation du travail</i>	69
§ 1 ^{er} . Pour ou contre la cellule	70
§ 2. Les atténuations du régime cellulaire en Belgique	82
§ 3. Les ateliers communs et l'organisation du travail	88
<i>Section V. — Autres règles en vigueur dans les prisons belges</i>	93
§ 1 ^{er} . Régime disciplinaire	95
§ 2. Régime moral	97
§ 3. Régime matériel	98
§ 4. Régime des détenus politiques.....	100
<i>Section VI. — Les prisons spécialisées</i>	101
§ 1 ^{er} . La prison-sanatorium de Merxplas	102
§ 2. La prison pour épileptiques et pour débiles mentaux	104
 CHAPITRE IV. — LES OEUVRES DE PATRONAGE ET DE RÉADAP- TATION SOCIALE	 106
§ 1 ^{er} . Les Comités de patronage	108
§ 2. Les Offices de réadaptation sociale	109
§ 3. La collaboration des Offices de réadaptation sociale au reclassement des délinquants	111

DEUXIEME PARTIE

LA LOI DE DÉFENSE SOCIALE

INTRODUCTION	115
--------------------	-----

<i>Section I. — Le Code pénal de 1867 et le problème des anormaux</i>	116
---	-----

<i>Section II. — Histoire de la loi de défense sociale</i>	120
--	-----

<i>Section III. — Texte de la loi de défense sociale</i>	122
--	-----

TITRE PREMIER

LES ANORMAUX

CHAPITRE PREMIER. — LA MISE EN OBSERVATION DES ANORMAUX	131
---	-----

<i>Section I. — Les règles légales</i>	131
--	-----

§ 1 ^{er} . Conditions requises pour que la mise en observation soit possible	131
---	-----

I. Existence d'un trouble mental d'une certaine gravité	132
---	-----

II. Existence d'une infraction à la charge de l'anormal	138
---	-----

§ 2. Procédure et compétence	142
------------------------------------	-----

§ 3. De la durée de la mise en observation	151
--	-----

<i>Section II. — L'application pratique de la mise en observation</i>	153
---	-----

CHAPITRE II. — L'INTERNEMENT DES ANORMAUX	162
---	-----

<i>Section I. — Les règles légales</i>	162
--	-----

§ 1 ^{er} . Quand peut-il y avoir lieu à internement....	163
--	-----

§ 2. Des particularités que présentent les débats, devant les juridictions qui ordonnent l'internement	175
--	-----

§ 3. Des réparations civiles des dommages causés par les déments et les anormaux La loi du 16 avril 1935	180
---	-----

§ 4. Des Commissions instituées auprès des annexes psychiatriques des centres pénitentiaires	189
--	-----

I. Composition de la commission de l'annexe psychiatrique	190
---	-----

II. Attributions de la commission psychiatrique	194
III. Comment vont s'engager les débats devant la commission	196
§ 5. De la durée de l'internement	199
De la mise en liberté des internés	
§ 6. De l'internement des condamnés devenus anormaux en cours de peine	214
<i>Section II. — L'application pratique de l'internement</i>	220
I. Tournai	223
II. Gand	226

TITRE II

LES RÉCIDIVISTES ET DÉLINQUANTS D'HABITUDE

CHAPITRE PREMIER. — LA MISE A LA DISPOSITION DU GOUVERNEMENT	231
<i>Section I. — Les règles légales</i>	233
§ 1 ^{er} . Quand y a-t-il lieu à mise à la disposition du Gouvernement	233
§ 2. De la durée de la mise à la disposition du Gouver- nement et de la relaxe des internés	237
<i>Section II. — L'application pratique de la mise à la disposition du Gouvernement</i>	242
APPENDICE. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET TRANSITOIRES	249
CONCLUSION	251
ADDENDUM	253
INDEX BIBLIOGRAPHIQUE	255

Imprimerie F. BOISSEAU, 34, rue du Taur. — TOULOUSE

